

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°343

OCTOBRE 2013

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

Ce bulletin paraît en français et anglais
Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

- **KURDISTAN D'IRAK : APRÈS L'ATTENTAT D'ERBIL, ARRESTATION DE TROIS SUSPECTS**
- **IRAN : EXÉCUTION DE PLUSIEURS PRISONNIERS KURDES**
- **TURQUIE : FORMATION D'UN NOUVEAU PARTI, LE HDP**
- **KURDISTAN DE SYRIE : TENSIONS ENTRE LE PYD ET LE GOUVERNEMENT KURDE D'IRAK**
- **MOSCOU : DÉCÈS DE LA KURDOLOGUE OLGA JIGALINA**

KURDISTAN D'IRAK : APRÈS L'ATTENTAT D'ERBIL, ARRESTATION DE TROIS SUSPECTS

Le 9 octobre, le Conseil national de sécurité kurde, dirigé par Masrou Barzani (qui est aussi à la tête des Asayish) annonçait l'arrestation de trois hommes, tous trois arabes et membres présumés de l'organisation djihadiste État islamique en Irak et en Syrie (ou au Levant), soupçonnés d'être impliqués dans l'attentat. Les noms et leurs portraits ont été rapidement dévoilés aux media : Samir Bakr Yunis, Mohammed Khalil Qaddusg et Hashem Saleh Mohammed. Ils sont tous originaires de Mossoul.

Selon un responsable des Asayish, Tariq Nuri, les suspects, membres d'ISIS, ont acheté les deux voitures ayant servi à l'attaque à Kirkouk, province en dehors du GRK, et les ont amenées à Mossoul. Ils ont aussi équipé en armes et en explosifs

les trois kamikazes et Sami Bakr Yunis aurait même avoué avoir déclenché lui-même, à distance, l'explosion d'un des véhicules.

L'État islamique en Irak et au Levant (EIIL) aurait posté une déclaration, dans un forum djihadiste, revendiquant l'attentat en accusant le GRK de soutenir les forces kurdes qui, en Syrie, se battent contre les islamistes.

Une autre hypothèse a été soumise au journal arabe Asharaq Al Awsat, par une source kurde anonyme : la libération des membres de l'organisation terroriste, détenus dans les prisons des Asayish. Les terroristes auraient essayé de s'emparer des bâtiments pour en libérer les prisonniers et auraient échoué à passer le barrage des gardes.

Le président Massoud Barzani a menacé de frapper les terroristes

partout où ils se trouvent, même en Syrie.

Pour le moment, les seules mesures ont été de boucler la Région et surtout de filtrer de façon drastique l'entrée des Arabes irakiens au Kurdistan d'Irak, alors qu'en cette période de fête, les touristes affluaient. Beaucoup ont été refoulés par les forces de sécurité kurdes surtout les hommes seuls.

Mais bien que les revenus du tourisme aient chuté de 50% par rapport aux années précédentes, les Kurdes vivant du tourisme n'ont pas manifesté de mauvaise humeur devant ces mesures, le principal souci de toute la Région est avant tout de rester cet « autre Irak », c'est-à-dire une enclave sûre pour ses habitants, qu'ils soient natifs ou réfugiés dans les provinces d'Erbil, de Sulaymanieh ou de Duhok, ce qui

aura pour effet, de toute façon, de voir rapidement les affaires reprendre. L'attentat assez similaire de mai 2007 n'avait ainsi pas fait chuter le sentiment de sécurité que connaissent tout ceux qui voyagent à l'intérieur du GRK.

Les réactions les plus amères ou désappointés, sont venus des vacanciers irakiens refoulés. Il est à noter cependant que les Arabes ayant un emploi au Kurdistan, ou disposant d'un permis de résident valide, n'ont pas été interdits d'entrée. Mais les Asayish ont réexaminé toutes les fiches des résidents étrangers au GRK et tous ceux dépourvus d'emploi ou qui ne figurent pas dans les dossiers des services ont été expulsés.

EIIL est très actif en Irak, notamment à Mossoul, et menace régulièrement la Région kurde. Cette attaque peut annoncer une suite d'agressions visant les Asayish, puisque le directeur général de la Sécurité du GRK annonçait en fin de mois après l'arrestation de deux terroristes porteurs de ceintures d'explosifs, membres de cette même organisation, qui projetaient d'attaquer les forces de la petite ville d'Akre, province de Duhok. L'un des deux hommes, Guetbah Ahmed Qassem Khatteb, portant le nom de guerre d'Abu Qataba, est originaire de Syrie et est né en 1966 à Alep. Le second, Qader Nasser Khdaier, nom de guerre Abu Abdullah, est né en 1967, à

Mossoul, et a la nationalité irakienne.

À Mossoul, les mêmes djihadistes menacent régulièrement les minorités religieuses kurdes (shabaks, yézidis) et chrétiennes et, de façon générale, tout ce qui leur paraît contraire à leur vision étroite de l'islam. Récemment, ils ont ainsi délivré une fatwa à l'encontre des professeurs d'anglais de la ville, accusés d'enseigner une langue étrangère que les musulmans ne doivent pas apprendre. Le chef de la sécurité de Mossoul a indiqué au journal kurde BasNews que depuis le début du mois d'octobre, 9 professeurs d'anglais avaient été assassinés.

IRAN : EXÉCUTIONS DE PRISONNIERS KURDES

La nouvelle présidence n'a pas adouci le sort réservé aux prisonniers politiques kurdes et les pendaisons se sont même accélérées de façon très inquiétante si l'on considère le nombre de Kurdes qui attendent dans les couloirs de la mort.

Si l'année 2012 avait vu une baisse des exécutions, 2013 a vu au contraire ce nombre s'accroître, avec 304 pendaisons connues et 234 autres exécutions secrètes selon des sources indiquées comme fiables par Amnesty International.

Le 4 octobre, dans son sermon du Vendredi, un imam de la ville kurde de Sine (Sanandadj), Mollah Husamaddin Mudjtahidj, a appelé à l'exécution rapide de la sentence de mort prononcée contre quatre jeunes Kurdes, condamnés pour le meurtre d'un autre imam de la ville, Sheikh Al-Islam Burhani A'ali, en déclarant que retarder plus longtemps leur pendaison serait « une insulte à l'islam et aux musulmans » (BasNews).

Djamshid et Djhangir Dehghani, Hamid Ahmedi et Kamal Mawlayi se trouvaient pourtant déjà en détention au moment du meurtre, selon Amnesty International. Mais cette absurdité n'a pas troublé les juges qui supposent aux Kurdes de Sine un don singulier d'ubiquité.

Amesty International a aussi alerté sur le sort de deux autres Kurdes, Hamid Ahmadi et Sedigh Mohammadi, également condamnés à la peine capitale, ont été transférés en cellule d'isolement le 26 septembre, ce qui est souvent le préalable à une exécution. Ils ont été convaincus pour des raisons assez floues d'être des « ennemis de Dieu » et de répandre « la corruption sur terre ».

Les imams sont décidément en ce moment bien avides d'exécution. Le 25 octobre, les autorités judiciaires et de la sécurité de la province du Kurdistan ont essayé de faire appliquer la peine de mort prononcée contre Zanyar et Loqman Moradi, actuellement détenus à la prison

Radjaji Shahr à Karaj, selon la Campagne internationale pour les droits de l'homme en Iran, conjointement avec la partie civile, l'imam de la ville kurde de Mariwan.

Loqman et Zanyar Moradi ont été arrêté le 2 août 2009 et condamnés pour implication dans le meurtre du fils de l'imam et pour être des ennemis de Dieu et avoir participé à des actions armées du Komala (un mouvement kurde) alors qu'ils ont toujours clamé leur innocence, affirmant que toute l'accusation a été montée par les services secrets et qu'ils n'avaient « avoué » qu'après de sévères tortures.

L'organisation Campagne internationale pour les droits de l'homme en Iran a depuis fait état d'une source de Mariwan qui leur aurait révélé que peu de temps après le meurtre du fils de l'imam, de hauts gradés parmi les Gardiens de la Révolution, impliqués dans le meurtre de dizaines de civils kurdes, avaient été arrêtés par leur propre servi-

ce. Il a été ensuite établi que ce groupe au sein des Gardiens de la Révolution avait assassiné de nombreux civils qu'ils avaient ensuite revêtus de vêtements militaires, en les faisant passer pour des membres du PJAK ce qui leur permettait de toucher les primes allouées par les Gardiens pour chaque combattant du PJAK tué. Selon cette source locale, le fils de l'imam aurait pu faire partie de ces infortunés civils. Mais l'affaire n'a pas été révélée publiquement par les autorités et le chef de ce groupe, Hiya Tab, qui était commandant des Gardiens dans la province du Kurdistan a été secrètement exécuté il y a quelques semaines. Selon l'agence Tadbir News, Hiya Tab était fortement soupçonné d'être responsable de ce meurtre comme de tant d'autres.

Le 25 octobre, Habibullah Gulperipour était exécuté dans un lieu inconnu après avoir été transféré le même jour de sa cellule d'isolement à Ourmiah. Il était emprisonné depuis 2007 et avait subi de graves tortures. Sa famille a été avertie au dernier moment et quand ils sont arrivés au centre de détention, Habibullah était déjà mort. Ils n'ont pu voir le corps et encore moins le récupérer pour des funérailles.

Habibullah Gulperipur avait été arrêté le 27 septembre 2007 à Mahabad. Le 14 mars 2010 il avait été condamné à mort en tant qu'« ennemi de Dieu » et appartenance au PJAK, après un procès qui a duré cinq minutes. Il a toujours nié avoir eu une quelconque

activité armée et déclaré avoir été torturé durant ses interrogatoires. Une agence de presse kurde clandestine, Mukiran News affirme, pour sa part, que le 29 octobre, ce sont onze prisonniers détenus dans la prison d'Ourmiah qui ont été exécutés, six d'entre eux, Kurdes, étaient condamnés pour « trafic de drogue ».

Deux jours plus tard, le 31 octobre, la Haute Cour d'Iran a approuvé la peine de mort prononcée à l'encontre de Mansour Arwend, détenu dans la prison d'Ourmiah et arrêté deux ans auparavant à Mahabad pour activisme politique. Ismail Arwand, son frère, a indiqué à l'agence Kurdistan Press que les Gardiens de la Révolution avaient eux-mêmes averti sa famille que Mansour allait être prochainement exécuté. Fait troublant, son avocat a changé à la fois de numéro de portable et de domicile, les laissant sans nouvelle depuis le 2 novembre.

Un autre frère de Mansour, Sirwand Arwand, a lancé une vidéo sur YouTube appelant à suspendre l'application de la sentence (<http://youtu.be/YyfCvnrFf5c>) Quand les prisonniers n'encourent pas la mort par pendaison, ils risquent de graves atteintes à leur intégrité physique pour raisons de santé. Ainsi la militante kurde Zeinab Djalalian, âgée de 31 ans et détenue dans la prison de Kermanshah depuis 2008, pourrait perdre la vue en prison, selon l'agence Hrana News. Ces lésions résulteraient des tortures et des agressions diverses qu'elle a subies en prison. Elle est privée de tout

traitement médical et sa famille n'a pu lui rendre visite début octobre.

Déjà en juin 2012, un rapport des médecins de la prison Dizel Abad de Kermanshah, mentionnait que Zeinab Djalalian souffrait d'hémorragies internes et d'une infection intestinale toujours suite à des séances de torture.

Zeinab Djalalian avait été arrêtée à Kermanshah, accusée d'être liée au Parti de la Vie libre (PJAK), la branche iranienne du PKK. Elle avait été condamnée à mort le 14 janvier 2009, par le Tribunal islamique révolutionnaire, après un procès qui avait duré 7 minutes, sans avocat de la défense. Sa peine avait été ensuite commuée en emprisonnement à perpétuité en décembre 2011.

Devant cette vague de pendaisons, un certain nombre de prisonniers politiques kurdes ont entamé une grève dans la faim dans les villes de Sine, Kermanshah, Ourmiah et Tabas.

À Mariwan, une manifestation de protestation, avec des habitants de la ville brandissant des pancartes en persan, anglais et kurde : « N'exécutez pas le Kurdistan » a été immédiatement attaquée par les Gardiens de la Révolution, qui ont arrêté plusieurs personnes. Des soldats ont aussi été envoyés dans les rues pour disperser les plus petits rassemblements.

Des protestations publiques ont eu lieu aussi en dehors d'Iran, comme dans la ville de Van (Kurdistan de Turquie), à l'initiative du parti BDP.

TURQUIE : FORMATION D'UN NOUVEAU PARTI, LE HDP



Après l'annonce du Premier Ministre turc, Recep Tayyip Erdogan de réformes constitutionnelles qui se sont avérées décevantes et quasi-

inexistantes, le parti kurde BDP et le PKK ont fait part de leurs critiques et de leurs frustrations mais il fallait attendre la réaction d'Abdullah Öcalan pour savoir quelle suite serait donnée au

« processus de paix » qu'il a initié conjointement avec le gouvernement AKP.

Le 8 octobre, le leader du PKK a reçu la visite de son frère

Mehmet qui a rapporté ses propos à l'agence de presse DIHA, précisant qu'Abdullah Öcalan avait l'intention de faire part publiquement de son opinion le 15 octobre, date qu'il avait déjà donnée comme « ultimatum » à la Turquie pour qu'elle avance concrètement dans le processus de paix.

Mais, selon Mehmet Öcalan, il aurait commenté le paquet de réformes comme n'ayant « aucun rapport avec les Kurdes, que depuis le début du processus de paix, il a été préparé et annoncé par l'État et le gouvernement, et laisse la question kurde de côté ».

Öcalan se serait par ailleurs dit « satisfait » devant la trêve instaurée et le fait qu'aucune mort n'ait été à déplorer « dans les deux camps » ; cependant, le gouvernement turc devrait paver le chemin afin de permettre l'avancée du processus de paix, lequel ne peut se faire de façon unilatérale. Il s'exonère au passage des difficultés et points morts qui bloquent la situation, expliquant qu'il a été tenu à l'écart de tout ces derniers mois et envisageant son retrait éventuel du processus :

« Je ferai part de mes réflexions à la délégation du BDP et de l'État dont j'attends la visite dans les semaines qui vont suivre. Le reste – si le processus avance ou non – est au-delà de ma portée car je n'ai pu faire ma part dans ce processus. Sans cela, nous aurions assisté à des développements et mes conditions en auraient été améliorées. Si l'État et le gouvernement ne parviennent pas à ouvrir le chemin de ma future implication dans le processus, ce sera tout, et je pourrais me retirer des négociations si le processus prend ce chemin. Je ne sais qui prendra part alors aux négociations, peut-être le BDP et Qandil

devraient-ils accepter de continuer. »

Au sujet des prochaines élections, au moins locales et législatives (la Turquie pourrait aussi organiser ses présidentielles en plus du référendum sur la constitution) Abdullah Öcalan donne sa vision de ce que devrait être la future gouvernance locale :

« Les décisions doivent être prises tous ensemble, et non par les seuls maires ou conseils municipaux. Il doit y avoir une organisation de base commune et les gens doivent réguler les municipalités dont l'administration doit reposer sur un système de co-présidence et la participation du public. »

Le 15 octobre, une délégation du BDP composée de Pervin Buldan et d'Iris Baluken rencontra à son tour Abdullah Öcalan à Imrali et il fut confirmé que le mécontentement conjoint du BDP et du PKK/KCK allait être modéré par la vision modérément optimiste de leur leader. Öcalan a répété qu'il espérait toujours en la réussite de ce processus de paix, mais que la Turquie devait faire passer ce processus « de grande portée » « à la vitesse supérieure » :

« J'ai présenté mes propositions à l'État par écrit et verbalement. J'attends la réponse de l'État pour des négociations sérieuses et profondes. »

Selon Pervin Buldan, s'exprimant auprès de l'AFP, le leader du PKK estime que ce processus de résolution n'a cependant connu ni avancée ni établissement d'une base juridique, mais qu'il ne désespérait pas encore.

Abdullah Öcalan a confirmé aussi son appel du pied aux Kurdes plus religieux que révolutionnaires (son discours de

mars était une exaltation de la fraternité musulmane que n'eût pas reniée l'AKP) en souhaitant la tenue d'un « congrès islamique démocratique à Diyarbakir, afin de contrer l'influence de « cercles qui trahissent l'islam comme Al-Qaeda et Al-Nusra », qui essaient, tout autant que le PYD, de recruter des jeunes Kurdes pour le front syrien.

L'autre réaction attendue était celle de Qandil et surtout de son tout nouveau commandant, Cemil Bayik.

Le 22 octobre, celui-ci déclarait que ses troupes étaient « prêtes à rentrer en Turquie » si le gouvernement ne faisait pas redémarrer le processus de paix (là encore, le discours est le même que celui tenu durant tout l'été). Cemil Bayik a répété, après Öcalan, qu'il fallait entamer des négociations « sérieuses et profondes » mais en menaçant d'une « guerre civile » en Turquie dans le cas contraire.

Les demandes n'ont pas non plus varié : l'amélioration des conditions de détention du président du PKK, des amendements à la constitution (le paquet de réformes étant jugé « vide »), et la participation d'une tierce partie dans le processus.

Sur la question syrienne, Cemil Bayik considère que la Turquie a déplacé son front contre les Kurdes et accuse Fethullah Gulen, à la tête d'une puissante confrérie religieuse en Turquie et au Kurdistan, de recruter et d'entraîner des « groupes de bandits » islamistes pour combattre les Kurdes en Syrie. Par contre, Bayik nie tout envoi de combattants du PKK pour renforcer les YPG syriens : « Nous ne voulons pas les envoyer au Kurdistan occidental. Si le gouvernement turc le souhaite, le

champ de bataille est au Kurdistan du nord. Cependant, des Kurdes du PKK originaires de Syrie sont retournés se battre dans leur région d'origine, et de nombreux jeunes au Kurdistan de Turquie sont désireux de rejoindre les rangs des YPG. »

Enfin Cemil Bayik s'est montré, comme toujours, critique sur la réussite du Kurdistan d'Irak en la qualifiant de fondée sur « le pétrole, le gaz et l'économie » et ne « servant pas la question kurde » : « La Turquie avait l'habitude de combattre au Kurdistan du sud sur le terrain mais maintenant ils veulent gagner la guerre à l'intérieur de la forteresse. »

Hormis ces propos qui ne diffèrent guère des discours de ceux de son prédécesseur Murat Karayilan, il n'y a pas eu, pour le moment, d'actions ou de réactions particulières de la part du PKK. Mais on apprenait quelques jours plus tard, que Cemil Bayik avait procédé à des changements de personnes dans la structure de direction du KCK, remplaçant, par des gens à lui, des responsables en poste du temps de Karayilan, à savoir Ahmet Deniz qui était à la tête du bureau de relations du PKK, son adjoint Roj Welat, qui était aussi rédacteur en chef du site d'informations Firat News, Duyari Qamichlo qui supervisait les media, Heval Demhat, « coordinateur en chef » de Qandil, Hevak Heqi, qui travaillait aussi dans les media.

Un responsable du PKK, Zagros Hiwa, membre du comité des relations étrangères du PKK, a déclaré à Basnews qu'il ne s'agissait que d'un remaniement interne normal et non le signe ou l'aboutissement d'un conflit, même si Basnews fait état de

« tensions » au sein de leadership de Qandil ».

Enfin, ce mois a vu la formation du Parti démocratique du peuple (HDP), qui regroupe le BDP et plusieurs autres petits partis de gauche turcs, tente de se rapprocher des mouvements citoyens et urbains de Gezi Park qui veulent se différencier du CHP (premier parti d'opposition, avec une idéologie laïque mais très nationaliste).

Le HDP se veut donc être une troisième voie pour les opposants à l'AKP (et notamment les Alévis) que la ligne du CHP ne satisfait pas entièrement et qui votent parfois pour ce dernier par défaut, pour barrer la route au parti gouvernemental. Dans les faits, le BDP et le HDP se partageraient la Turquie lors des futures campagnes électorales : le BDP faisant campagne à l'est, le HDP à l'ouest, visant particulièrement les Alévis qui rassemblent 60% des électeurs du CHP et une bonne partie de la contestation de Gezi Park, peu encline à suivre la ligne nationaliste du CHP ((les gauchistes, les féministes, les LGBT, les Arméniens, etc., même si le BDP et les Kurdes ont peu suivi ce mouvement).

Mais le handicap du HDP est de paraître, aux yeux de l'opposition turque, comme un mouvement pro-Öcalan, même si cela est nié par ses responsables (mais certains, comme Tuncel et Kurkcü, sont tout simplement des figures du BDP qui ont démissionné pour rejoindre leurs nouvelles fonctions). D'un autre côté, les déclarations « islamophiles » d'Öcalan dans sa déclaration de mars 2013 peuvent refroidir les Alévis, tout comme le caractère « progressiste », pro alévis, pro LGBT et de gauche

affiché par le HDP n'est pas fait pour séduire une partie de l'électorat kurde qui reste conservateur et vote pour cela l'AKP, comme le fait remarquer le député kurde plutôt religieux Altan Tan :

« Une grande partie de cette gauche marginale est en contradiction avec la religion et l'islam. Et ni les Kurdes islamistes ni les musulmans turcs ne leur sont favorables en général. Même certains milieux libéraux sont en opposition avec cette gauche marginale. Si bien que le projet HDP, qui était supposé rassembler tous les libéraux démocrates, les musulmans démocrates et la majorité du peuple kurde, s'est rétréci à un projet limité à la gauche marginale turque. » (Al-Monitor).

Le HDP peut rencontrer un certain succès à Istanbul : Sirri Sureyya Onder, parlementaire affilié au BDP s'y portera certainement candidat pour le HDP, car il y est populaire, et donc y contrarie le CHP. Le HDP peut ainsi avoir ses chances dans toutes les municipalités turques où le mouvement de Gezi Park a eu un écho, et (peut-être) à Dersim où le CHP barre le plus souvent la route au BDP.

Le reste de l'électorat kurde dans ses provinces, se partage depuis des années entre BDP et AKP, oscillant au gré des espoirs et des promesses tenues et (surtout) non tenues par l'AKP. La dernière fois, la politique de surplace d'Erdogan concernant la question kurde avait bénéficié au BDP. Mais pour mars 2014, le même surplace politique peut amener une défaveur envers le BDP puisque c'est Öcalan qui est apparu comme son artisan et initiateur principal, avec le discours du 21 mars 2013.



KURDISTAN DE SYRIE : TENSIONS ENTRE LE PYD ET LE GOUVERNEMENT KURDE D'IRAK

Au début du mois d'octobre, quatre partis kurdes syriens, membres du Conseil national kurde et proches du Parti démocratique du Kurdistan d'Irak ont annoncé leur unification, dans une tentative (il y a eu des précédents) de reformer le Parti démocratique du Kurdistan de Syrie tel qu'il a été fondé en 1957 qui était aussi proche du mouvement de Mustafa Barzani, sous la bannière du PDK-Syrie (ou Al Parti) d'Abdulahkim Bashar : le Parti de la liberté (Azadî) de Mustafa Cuma, le Parti de la liberté (Azadî) de Mustafa Osso, le Parti uni kurdistani et le PDK-Syrien.

Sipan Hemo, un commandant des Unités de défenses du peuple (forces de sécurité du PYD) a immédiatement attaqué ce regroupement en l'accusant de « travailler à ouvrir un front kurde, de stopper les progrès des Kurdes de Syrie et de conspirer contre le cas kurde », d'être plus nuisible que les ennemis (du PYD), puisque le frappant dans le dos.

Le 18 octobre, dans un entretien accordé à Rudaw, Abdulahkim Bashar, le dirigeant du Parti démocratique kurde en Syrie, ripostait à ces attaques du PYD, en se plaignant que « même le régime du Baath ne faisait pas ce que le PYD fait. Le régime du Baath a donné plus de liberté aux politiciens et aux intellectuels que le PYD... Sous le régime du Baath, il y avait seulement une prison dans chaque ville. Maintenant, sous le PYD, il y a plusieurs prisons dans chaque ville et tous les prisonniers sont kurdes. » Le dirigeant du PDK-Syrie, explique, par exemple, que le PYD empêche la distribution

du journal de son parti, Rojava et qu'il ne pouvait retourner en Syrie de peur d'être tué.

Contestant au PYD d'être le parti le plus puissant au Kurdistan de Syrie, Abdulahkim Bashar affirme que ce titre revient à son propre parti : « Il est vrai que le PYD a plus de forces armées, mais nous avons des organisations sociales plus fortes et plus de supporters ».

Sur l'application (ou plutôt la non-application des accords d'Erbil), Bashar indique qu'il y a concrètement peu de désaccords pratiques entre la ligne politique du Conseil National Kurde et celle du PYD, mais que ce dernier fait en sorte de bloquer tout le processus, afin de conserver sa suprématie politique et son monopole du terrain armé :

« Le PYD refuse d'accepter une force unie et a insisté pour que nos combattants rallient leurs forces en tant que simples combattants et que toute décision de déclencher ou de stopper une guerre reposerait sur le PYD. Je crois qu'une révolution civile au Rojava commencera contre le PYD... En 25 jours, nous avons eu six rencontres avec le PYD et nous avons seulement deux points de désaccord. Mais après chaque rencontre, le PYD revenait avec un nouveau paquet de conditions. Nous en avons déduit que le PYD ne voulait pas vraiment parlementer. »

Si les relations entre le PDK syrien et le PYD ne sont donc guère au beau fixe, celles avec le PDK irakien ne se sont pas non plus améliorées. Alors que Salih Muslim, le dirigeant du PYD, voulait gagner l'Europe via le Kurdistan d'Irak, il s'en serait vu refuser l'entrée, le 23 octobre.

Selon ses dires, il aurait attendu 5-6 jours au nouveau poste-frontière de Pêsh Khabour.

Salih Muslim a accusé les hommes du PDK de ce fait, tout en affirmant d'abord que Massoud Barzani n'était pas au courant, mais en laissant entendre que, dorénavant, il ne serait plus persona grata au Kurdistan d'Irak. Du côté des Peshmergas de Pêsh Khabour, on nie avoir vu Salih Muslim se présenter au poste frontière, comme l'a déclaré leur commandant, Shawkat Barbahari au site d'informations BasNews.

Salih Muslim prétend y voir une manœuvre pour l'empêcher d'être présent à la conférence de Genève et y favoriser au contraire la position du PDK-S nouvellement renforcé, qui veut rallier les partis kurdes à la Coalition syrienne. Les media du PKK et du PYD ont entamé une campagne indignée, en accusant le Gouvernement du Kurdistan d'Irak de vouloir complaire à la Turquie. Le BDP (parti kurde de Turquie) s'en est aussi mêlé et Pervin Buldan, sa vice-présidente a dénoncé une « barrière à l'unité et au rassemblement des Kurdes ».

Gorran, le principal parti d'opposition au Kurdistan d'Irak, en meilleurs termes avec le PKK, a déploré aussi le refus du gouvernement kurde, de même Yekgirtu le principal parti islamiste qui soutient que la frontière du GRK devrait être ouverte à « tous les patriotes ».

Plus modéré, Mahmoud Osman, le vétéran de la politique kurde, chef de file des députés kurdes au Parlement de Bagdad a appelé une fois de plus au « dialogue » entre les PYD, le PKK et le PDK.

Devant les critiques et la tempête médiatiques émanant du PKK-PYD, le PDK a fait front et a même maintenu ses positions. Un responsable de ce parti a même conseillé à Salih Muslim de s'adresser à ses « bons amis » de Damas, de Téhéran, et même d'Ankara où il venait de se rendre, s'il voulait voyager hors de Syrie.

Pour finir, le ministre de l'Intérieur du GRK, dans un communiqué officiel, a confirmé, le 27 octobre, soit 4 jours après le début de l'affaire, que Salih Muslim devrait passer par un autre pays pour ses déplacements, expliquant que « au cours des années passées, les frontières du Kurdistan ont été ouvertes pour toute personne comme Salih Muslim, et qu'en raison de cela, il (le GRK) a subi problèmes et menaces (de la Turquie, probablement) mais qu'en dépit de cela, Salih Muslim et consorts ont bénéficié de « facilités illimitées » ; que le président de la Région du Kurdistan n'a pas ménagé ses efforts pour soutenir les forces du « Kurdistan occidental sous le parapluie d'une seule nationalité et ce dans le

cadre des accords d'Erbil ; qu'en contre-partie, le PYD, profitant de cet accord et des « facilités » (octroyées par le GRK), a imposé sa « domination » sur le Kurdistan occidental par la force des armes, l'intimidation, le meurtre et en empêchant les autres forces kurdes de jouer leur rôle » ; que jusqu'ici Salih Muslim avait pu entrer et sortir du Kurdistan d'Irak mais que ses déclarations et attitudes impropres allaient à l'encontre du calendrier kurde et de l'unité des Kurdes, et montrent clairement qu'il sert le régime syrien et sa violence, en plus de violer tous les pactes et chartes conclus » ; enfin, le ministre a invité le PYD à se « laver de ses crimes contre le peuple kurde et s'éduquer lui-même avant de faire des leçons de morale au Kurdistan du Sud. »

C'est donc via Bagdad que Salih Muslim s'est envolé pour l'Europe.

Dès le lendemain du communiqué ministériel, les bureaux du parti PÇKD (branche irakienne du PKK, qui n'a guère obtenu que 3000 voix aux dernières élec-

tions, auxquelles il était admis à participer après avoir été interdit pendant des années) étaient fermés d'autorité à Zakho. Derya Khalil Ahmed responsable de l'exécutif de ce parti, a rapporté avoir été sommée par les autorités de fermer les locaux en 24 h et s'est plainte de harcèlement policier.

Sur le terrain, les forces du PYD, les YPG, ont remporté plusieurs batailles contre les islamistes qu'ils ont balayés de plusieurs localités autour de Seriyê Kaniyê et se sont emparés d'un poste frontière ouvrant sur l'Irak (essayant peut-être de se désenclaver de la Turquie et du Kurdistan d'Irak). Jabhat Al Nusra et l'État islamique en Irak et en Syrie ont affirmé qu'ils chercheraient à regagner le terrain perdu, mais pour le moment, et depuis le début des hostilités entre les YPG kurdes et les islamistes, ces derniers ne font pas le poids et ont donc reculé sur Raqqa (ils s'affrontent aussi avec des groupes de l'Armée Syrienne de Libération dans les régions arabes au sud ce qui ajoute à la confusion du front syrien).

MOSCOU :

DÉCÈS DE LA KURDOLOGUE OLGA JIGALINA

La célèbre kurdologue et iranienne Olga Ivanonva Jigalina, est décédée le mercredi 23 octobre, à son bureau de l'Institut oriental de l'Académie des Sciences de Moscou suite à un arrêt cardiaque foudroyant.

Kendal Nezan, Joyce Blau ainsi que tout le personnel de l'Institut kurde de Paris, ont présenté leurs condoléances très attristées à la famille d'Olga Jigalina ainsi qu'à tous ses collègues et amis.

Olga Jigalina est née en 1946 à Krasnovosk, en Russie. En 1964, elle s'inscrit à la section de philologie de l'Université Lomonosov, à Moscou. Après avoir obtenu sa maîtrise en Histoire (en 1966), elle soutient un Doctorat en 1973.

En 1974, elle est en poste à l'ambassade de Moscou à Téhéran où elle restera cinq ans, jusqu'en 1979. Elle y étudie le persan et s'intéresse à la question kurde en Iran qui deviendra l'un de ses centres d'intérêt majeur.

De retour à Moscou, elle est alors nommée professeur à l'Institut oriental de l'Académie des Sciences de Russie. A partir de cette époque, elle publie de nombreux ouvrages et études sur le problème kurde en Iran qui seront pour la plupart traduits en kurde.

Lorsque le professeur M.S. Lazarev prend sa retraite en 2004, Olga est nommée présidente de la section kurde de l'Institut oriental de l'Académie des Sciences de Moscou.

Réformettes pour les Kurdes

Anne Andlauer

Le premier ministre Recep Tayyip Erdoğan a dévoilé une liste de réformes visant à renforcer la démocratie et à maintenir sur les rails le processus de paix avec le PKK. Ces mesures sont loin de satisfaire l'opposition politique kurde

Tout avait été fait pour mobiliser la Turquie, lundi à 11 heures, devant les écrans de télévision. Le premier ministre Recep Tayyip Erdoğan avait multiplié les discours les jours précédents, promettant des «surprises», un «moment historique», organisant des fuites dans les grands quotidiens. En présence de ses ministres et en direct sur toutes les chaînes, il a finalement dévoilé une vingtaine de réformes dites «de démocratisation».

Après la contestation massive du début de l'été et à l'approche des rendez-vous électoraux de 2014, le Parti de la justice et du développement (AKP) avait à cœur de restaurer son image de réformateur, celle qui avait permis en 2005 l'ouverture des négociations d'adhésion à l'Union européenne. Surtout, après trente ans de guerre, Ankara est en plein processus de paix avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Le cessez-le-feu tient bon depuis six mois mais les signes d'enlèvement s'accroissent. Chacun a donc scruté, dans les annonces du premier ministre, ce qui pourrait permettre d'accélérer ce processus.

Comme cela était prévisible, l'éducation en langue maternelle ne fera pas son entrée à l'école publique. D'autres langues que le turc pourront en revanche être utilisées dans le système privé. «C'est une avancée, mais ce n'est pas équitable car cela veut dire que seules les familles qui en ont les moyens pourront offrir à leurs enfants une éducation dans leur langue», souligne Mehmet Emin Aktar, ancien président du Barreau de Diyarbakir, dans le sud-est du pays. Le processus de paix devrait «se maintenir» grâce à ces annonces, prévoit cet avocat, mais «ne progressera pas tant que le seuil légal pour accéder au parlement n'aura pas été supprimé et que les lois antiterroristes n'auront pas été modifiées».

Sur la langue, Recep Tayyip Erdoğan n'a rien annoncé, de même qu'il n'a rien promis sur l'usage d'autres idiomes que le turc dans les services publics, un élément



A Diyarbakir, des Kurdes regardent à la télévision l'intervention du premier ministre turc. (AFP)

pourtant très attendu. Sur le plan politique, en revanche, il a ouvert une porte: le quorum de 10% des suffrages auquel les partis sont astreints pour siéger à l'Assemblée nationale pourrait passer à 5% ou être supprimé en échange d'une révision des circonscriptions électorales. Autres mains tendues vers les Kurdes: la fin des sanctions pénales contre l'usage public des lettres x, q et w, présentes dans l'alphabet kurde mais inconnues en turc; le retour aux anciens noms pour les villages, districts et provinces dont la dénomination avait été «turquifiée» après le coup d'Etat de 1980; la baisse du score électoral nécessaire aux partis pour prétendre à des aides publiques (3% des suffrages, contre 7% jusqu'ici).

Le serment imposé à tous les écoliers – «Je suis turc, je suis droit, je suis travailleur» – disparaît également, une bonne nouvelle pour les Kurdes et les autres minorités ethniques. Mais à ce détail près, Gültan Kisanak, coprésidente du Parti pour la paix et la démocratie (BDP), formation parlementaire proche du PKK, a eu des mots très durs pour le reste du «paquet»: «Il ne répond à aucune de nos attentes. [...] Il n'a pas la capacité de résoudre le problème [kurde]», a-t-elle déclaré, estimant que ces annonces ne suffiraient pas à «débloquer» le processus de paix en cours.

Parmi les autres minorités, la communauté syriaque récupère ses droits sur le terrain du monastère de Mor Gabriel, fondé en 397 aux confins orientaux de l'Anatolie. Les Roms obtiennent la création d'un

Institut de la langue et de la culture roms. Rien ou si peu n'est toutefois prévu pour les Alévis, principale minorité religieuse du pays, qui réclament une amélioration de leur statut. «Les travaux continuent sur ce sujet», a précisé le vice-premier ministre Bekir Bozdog. Le clergé grec orthodoxe devra encore attendre la réouverture de son séminaire sur l'île de Heybeliada, au large d'Istanbul, fermé depuis 1971 et autre grand oublié du «paquet de démocratisation».

Une annonce n'a cependant surpris personne: la fin de l'interdiction du foulard islamique pour les fonctionnaires turques. Cette prohibition instaurée en 1923 par le fondateur de la république laïc, Mustafa Kemal Atatürk, restera toutefois en vigueur pour l'armée, la police, les juges et les procureurs.

Parmi toutes ces mesures, la plupart nécessitent un changement de la loi – et donc un vote au parlement – tandis que quelques-unes pourront prendre effet rapidement, sur décision du gouvernement. «Les mesures annoncées laissent entrevoir des progrès sur plusieurs sujets importants. [...] Nous suivrons de près leur mise en application», a réagi hier le porte-parole du commissaire européen à l'Elargissement Stefan Füle, qui doit rendre le 16 octobre son rapport de suivi sur la candidature turque.

Un « paquet démocratique » qui fait pshit

Guillaume Perrier
istanbul.blog.lemonde.fr

Le paquet cadeau était volumineux, enveloppé d'un papier brillant aux couleurs criardes, avec un gros noeud. Recep Tayyip Erdogan avait promis "des surprises". Mais à l'intérieur du "paquet démocratique" révélé lundi, il y avait finalement bien peu de choses. Les réformes que le gouvernement annonçaient depuis plusieurs semaines comme "un tournant historique dans l'histoire de la république turque", paraissent bien maigres pour relancer le processus de négociations avec le PKK (parti des travailleurs du Kurdistan), ce qui était le principal objectif. Ce "paquet" est loin d'apaiser les tensions confessionnelles et communautaires qui se renforcent dans la société turque.

Signe du manque d'audace de cet ensemble de réformes, tout au long de son discours, M. Erdogan a cherché à rassurer l'extrême droite nationaliste en multipliant les références à la turcité ou à l'unité du territoire. On ne marchandait pas avec les terroristes, contrairement à ce que dénonce sans cesse le MHP. Le premier ministre a également passé un long moment à critiquer l'opposition kémaliste (CHP) et kurde (BDP).

Les Kurdes d'abord. Leur principale revendication concernait l'éducation dans la langue maternelle. "Si vous voulez apprendre le kurde, allez à Erbil, au

Kurdistan irakien" avait répondu le gouvernement laissant peu de place à un compromis. L'éducation en une langue autre que le turc sera autorisée dans les écoles privées uniquement, a annoncé M. Erdogan lundi. Pas dans les écoles publiques, ce qui limite considérablement la portée de cette annonce. Et risque de créer une identité à deux vitesses. Peu de citoyens kurdes auront les moyens d'envoyer leurs enfants dans des écoles privées.

Pour le reste, les noms des villes et villages turquifiés depuis 1980 pourront reprendre leur nom d'origine. Tunceli redeviendra Dersim. Un processus qui était déjà en cours. Et les lettres Q, X et W qui existent en kurde mais pas en turc, pourront être utilisées... Un tabou qui avait déjà sauté là aussi. Cet été un couple avait été autorisé à baptiser sa fille "Kürdistan". Enfin la propagande électorale sera autorisée dans d'autres langues que le turc a annoncé M. Erdogan. C'était déjà le cas en 2011 et la Cour constitutionnelle avait enjoint le gouvernement de respecter ce droit. Ces arrangements minimes qui entérinent un changement déjà entamé, ne sont évidemment pas de nature à satisfaire le BDP (parti de la paix et de la démocratie) et ne permettront pas de relancer le processus de paix avec le PKK, au point mort depuis un mois.

Plus importante, la réforme du système électoral et du "baraj", le seuil électoral de 10% que

doivent atteindre les partis politiques pour être représentés à l'Assemblée nationale, fera l'objet d'une discussion, a annoncé Recep Tayyip Erdogan. Toutes les options sont sur la table: l'abolition de ce "baraj", son abaissement à 5% qui permettrait notamment au BDP (mais aussi au parti islamiste Saadet) de faire élire ses candidats, ou encore son maintien au niveau actuel. Rien n'est donc encore fait et d'autres réformes annoncées ont ainsi été enterrées. Erdogan n'a promis qu'un débat parlementaire ce qui pourrait prendre du temps.

Les Alévis (environ 15 millions de citoyens turcs) sont les grands oubliés du paquet de réformes, même si le vice premier ministre Bekir Bozdag s'est empressé de préciser qu'en ce qui concerne les Alévis, les discussions se poursuivent et devraient aboutir à un autre ensemble d'annonces. Le statut des Cemevi- les lieux de culte alévis qui ne sont pas reconnus comme tels- ou encore les cours de religion (d'islam sunnite) obligatoires à l'école, restent problématiques pour cette communauté. Le gouvernement va devoir rapidement trouver une réponse pour apaiser les tensions confessionnelles apparues récemment, attisées par le conflit en Syrie et par les manifestations de la place Taksim auxquelles les Alévis ont pris une part importante.

Les chrétiens. Cela fait des années que le gouvernement

AKP annonce comme imminente la réouverture du séminaire grec orthodoxe de Halki, fermé depuis 1971. Réclamée depuis des années par l'Union européenne, la remise en service de ce haut lieu de la formation religieuse du monde orthodoxe, attendra encore. Le monastère syriaque de Mor Gabriel, dans l'Est de la Turquie, a lui eu le droit d'être inclus dans le paquet démocratique. Il obtient le statut de fondation, ce qui lui permettra de gérer ses propres biens. Un terrain qui lui avait été spolié par l'Etat va lui être rendu. Mais peut-on parler dans ce cas d'avancée démocratique? Il s'agit plutôt de la réparation d'une injustice.

Les musulmans conservateurs. La principale mesure annoncée lundi concerne finalement l'électorat traditionnel de l'AKP, ce qui limite la portée de l'ouverture démocratique. Le port du voile, a déclaré M. Erdogan, ne sera plus interdit dans les institutions publiques. Les fonctionnaires pourront le porter sur leur lieu de travail. Avec une dérogation pour les professions en uniformes, dans la police, l'armée et le corps judiciaire. Cette évolution du système "laïque" à la turque est une petite révolution. La seule véritable réforme de fond finalement.

Une bonne partie de la presse turque, aux ordres du pouvoir, se montre bien sûr dithyrambique sur "la révolution du 30 septembre" annoncée par le premier ministre turc. La presse plus critique s'était vue refuser toute accréditation à la cérémonie d'annonce du "paquet".



Turquie: Le serment d'allégeance des écoliers supprimé

ANKARA, 04 octobre 2013 (AFP)

LES ÉCOLIERS TURCS seront rapidement dispensés, dans le cadre des réformes annoncées lundi par le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan, de réciter le serment d'allégeance obligatoire chaque matin au début des cours, a indiqué vendredi le ministre de l'Enseignement Nabi Avci.

"Nos collègues travaillent sur ce sujet. Je pense qu'un changement de règle-

ment sera finalisé la semaine prochaine", a indiqué M. Avci en réponse à la question d'un journaliste sur ce serment d'allégeance, jugé "raciste" par la minorité kurde de Turquie.

M. Erdogan a annoncé lundi la suppression à terme du serment en dévoilant un ensemble de réformes baptisé "paquet démocratique" destinées à élargir les droits des minorités de Turquie, à commencer par les 15 millions de Kurdes du pays.

"Je suis turc, honnête et travailleur. Je suis turc, je suis juste, je suis dur au travail (...) Mon existence est un cadeau à la vie turque. Heureux celui qui se dit turc", dit le serment.

L'opposition turque et la presse qui la soutient ont dénoncé la décision du gouvernement islamo-conservateur de renoncer à ce serment, y voyant une atteinte à l'"identité nationale". ○



2 OCTOBRE 2013

Pour une fédération en Syrie

Par **BERNARD DORIN**
Ambassadeur de France

La guerre civile de Syrie n'est pas tout à fait une guerre civile comme les autres. Sa nature est essentiellement d'ordre religieux et, contrairement à la logique, c'est la minorité religieuse alaouite qui opprime la grande majorité sunnite du pays, depuis la prise en main du Baas syrien par l'Alaouite Hafez al-Assad, père du président actuel. Pour garder le pouvoir alaouite, son fils Bachar n'a pas agi autrement avec la nouvelle révolte sunnite depuis plus de deux ans. Toute solution politique devra prendre en compte ce caractère particulier. Cette guerre civile syrienne comporte des analogies avec la guerre civile irakienne. En effet, sous Saddam Hussein et d'ailleurs depuis la création de l'Etat irakien, c'est la minorité arabe sunnite qui dominait et brimait, tant les Kurdes au Nord que les Arabes chiites au Sud, largement majoritaires. C'est l'application de la règle démocratique, après la chute de Saddam Hussein, qui a prévalu pour l'arrivée au pouvoir du président chiite Maliki, la majorité arabe chiite provoquant de ce fait la réaction violente des Arabes sunnites sous la forme d'attentats meurtriers. En revanche, l'intervention militaire des Américains et des Britanniques en Irak a eu deux résultats positifs : le premier étant l'élimination de Saddam Hussein, l'un des pires dictateurs de notre temps, et le second étant la création d'une région autonome kurde de l'Irak comprenant les trois provinces d'Erbil, Souleimanié et Dohuk, région qui connaît non seulement la paix civile sous la conduite du président Massoud Barzani mais aussi une prospérité économique.

Or, c'est cet exemple qui nous indique clairement ce qu'il convient de faire en Syrie pour y redresser une économie effondrée et d'abord y ramener la paix, ce qui constitue la plus grande urgence et dont dépend tout le reste.

Alors que faire ?

Il est à noter que les interventions française et/ou américaine ne poursuivent en l'état aucun objectif précis si ce n'est la «punition» – non autrement définie – du chef d'Etat syrien. Il est évident que les seules «frappes chirurgicales» envisagées par les présidents

américain et français n'auront, de toute évidence, aucun effet sur la poursuite du conflit. Le président Hollande a d'ailleurs déclaré que «si la France était prête à punir ceux qui ont gazé des innocents, elle ne se donnait pas pour objectif la chute du régime de Bassar al-Assad». Les frappes éventuelles sur la Syrie, même si elles affectaient le régime actuel, ne seraient donc aucunement destinées à faire triompher l'une des parties au conflit puisque subsisterait l'équilibre des forces en présence grâce à leurs appuis respectifs (Russie et Iran pour le régime, Occident et Arabie Saoudite pour les insurgés).

Il faut donc trouver une solution alternative qui ne peut être qu'une pression internationale – passant si possible par le canal du

Conseil de Sécurité de l'ONU – sur les deux antagonistes pour exiger, d'abord un cessez-le-feu, puis l'ouverture de négociations afin de déboucher sur une ouverture démocratique.

Certes, il s'agit d'un processus à la fois très difficile et aléatoire. Si néanmoins il réussissait, voici ce qu'il conviendrait d'édifier en gardant à l'esprit la situation en Irak ainsi que l'expérience du mandat français en Syrie entre les deux guerres mondiales. Entre 1922

La nouvelle Syrie aurait la composition d'un Etat fédéral composé des quatre entités suivantes : une République (ou Etat ou région autonome) centrale de Syrie ; une alaouite ; une druze ; une kurde.

et 1939, conscientes de la complexité religieuse de la Syrie, les autorités françaises avaient partagé le territoire du mandat en trois Etats distincts : une République «syrienne» au centre et au nord avec Damas et Alep ; une République alaouite sur la partie côtière et un Etat druze au Sud.

Ce système, qui prenait en compte la réalité religieuse de la Syrie, a bien fonctionné jusqu'à la veille de la Seconde Guerre mondiale, époque où la France a décidé de réunifier le pays sous la pression des nationalismes sunnites syriens, avec les conséquences que l'on constate aujourd'hui. Aussi, pour le long terme, la solution raisonnable du conflit interne syrien, la seule qui soit envisageable est la transformation de la Syrie actuelle en un Etat fédéral ou confédéral qui donnerait son

autonomie aux deux minorités religieuses alaouite et druze ainsi qu'à la minorité ethnique kurde (non prévue à l'époque du mandat). La nouvelle Syrie aurait donc la composition d'un Etat fédéral (ou confédéral) composé des quatre entités suivantes : une République (ou Etat ou région autonome) centrale de Syrie ; une alaouite ; une druze ; une kurde.

Cette répartition donnerait satisfaction aux deux religions minoritaires dissidentes ainsi qu'à la minorité ethnique nationale kurde dont les habitants n'étaient pas considérés comme des citoyens syriens sous la dictature d'Hafez al-Assad et qui représentent environ 15% de la population totale de la Syrie.

Si elle réussissait, cette expérience syrienne pourrait alors servir de modèle pour la solution des multiples conflits existants au Proche-Orient (en Turquie, au Liban, en Iran et en Irak particulièrement). Quant aux plateaux du Golan, dont l'annexion par Israël n'a été reconnue par aucun Etat, il devrait revenir à la nouvelle Syrie mais avec des dispositions militaires protégeant le territoire israélien.

Certes, à la lumière des terribles événements actuels, cette vision de l'avenir peut paraître utopique. Cependant, existe une nécessité absolue d'agir pour arrêter l'horreur du conflit interne syrien et l'utilisation de l'arme chimique par le régime de Bachar al-Assad. Le vainqueur de l'Everest a dit, après son exploit : «Ce n'est que lorsque l'on se trouve au sommet de la montagne qu'on se rend compte que l'ascension était possible.»

Israël maintient l'ambiguïté sur ses armes nucléaires, tout en dénonçant Téhéran

Le réchauffement entre les Etats-Unis et l'Iran met l'arsenal de l'Etat juif sur la sellette

Jérusalem
Correspondant

Que voilà une heureuse coïncidence ! Alors que le premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, est arrivé à New York, dimanche 29 septembre, où il va jouer les Cassandre s'agissant du programme nucléaire de l'Iran, le Shin Beth, le service de renseignement intérieur d'Israël, a annoncé, le même jour, l'arrestation d'un « espion » iranien, Ali Mansouri, qui a été « enrôlé par l'unité opérationnelle spéciale des Gardiens de la révolution, chargée de nombreux attentats terroristes dans le monde ».

Originaire d'Iran, devenu citoyen belge en 2006, l'intéressé, qui a été arrêté à l'aéroport de Tel-Aviv le 11 septembre, voyageait sous une fausse identité. Le décryptage de ce coup de filet est aisé : le danger iranien n'a pas disparu, l'Etat juif demeure sa principale cible potentielle, et le début de détente auquel on assiste entre Washington et Téhéran, est une dangereuse illusion...

M. Nétanyahou, qui devait rencontrer le président Barack Obama lundi, avant de s'exprimer devant l'Assemblée générale des Nations unies mardi, sait que ses efforts pour dévoiler « le vrai visage » du régime de Téhéran ne parviendront pas à briser la percée diplomatique réalisée par le président iranien Hassan Rohani à New York. D'autant que, pour bon nombre d'Etats, Israël est aujourd'hui, lui aussi, sur la sellette.

« Le monde a attendu trop longtemps pour le désarmement nucléaire », n'avait pas craint de lancer le président Rohani, avant d'ajouter qu'Israël, « seul pays de la région qui n'a pas signé le Traité de non-prolifération nucléaire [TNP] doit le faire sans nouveau délai ». Le chef d'Etat iranien bénéficie du soutien de son homologue russe, Vladimir Poutine, qui avait estimé, le 19 septembre, que « la supériorité technologique » dont bénéficie l'Etat juif signifie qu'il « n'a pas besoin d'armes nucléaires ». Le président russe avait expliqué que la possession de celles-ci fait d'Israël une « cible », et que la Syrie a amas-

sé des armes chimiques pour s'en protéger. Le président syrien Bachar Al-Assad avait immédiatement fait chorus.

La question de l'arsenal nucléaire d'Israël est récurrente. Le 20 septembre, lors de la 57^e Assemblée générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), à Vienne, une résolution stigmatisant les capacités

nucléaires d'Israël et l'enjoignant à adhérer au traité de non-prolifération avait été repoussée par 51 voix contre 43, grâce aux efforts de la diplomatie américaine.

Jusqu'à présent, Israël a toujours pu compter sur le concours de Washington pour préserver son « ambiguïté nucléaire », doctrine qui consiste à ne pas reconnaître, ni démentir qu'il dispose de la bombe atomique. Mais certains signes montrent que ce soutien pourrait être moins systématique à l'avenir, en particulier si Israël conserve une attitude intransigeante dans les négociations de paix avec les Palestiniens.

Pour l'ensemble de la communauté internationale, l'ambiguïté nucléaire d'Israël est un faux nez : le 14 septembre, la revue *Bulletin of the Atomic Scientists*, fondée en 1945, dont l'expertise nucléaire est reconnue, a publié un rapport indiquant qu'Israël a cessé la production d'armes nucléaires en 2004, année où il disposait de 80 têtes nucléaires, tout en possédant suffisamment de matière fissile pour obtenir entre 115 et 190 têtes nucléaires.

Arms Control Association

Des signes montrent que le soutien de Washington pourrait être moins systématique à l'avenir

(ACA), un autre organisme réputé, créé aux Etats-Unis en 1971, estime que l'arsenal de l'Etat juif se situe entre 75 et 200 têtes nucléaires. Enfin, la revue américaine *Foreign Policy* vient de révéler, sur la base d'archives officielles américaines déclassifiées, qu'Israël avait acheté dans le passé plusieurs centaines de tonnes de « yellowcake » (un concentré d'uranium servant à l'obtention du combustible nucléaire) à la Belgique, à l'Argentine et à l'Afrique du sud.

Israël est, d'autre part, sur la défensive à propos des armes chimiques. Ayant signé la Convention sur les armes chimiques en 1993, l'Etat juif refuse de la ratifier tant que des pays de la région, notamment la Syrie, en possèdent. Si le programme pour désarmer Damas porte ses fruits, il deviendra très difficile à Israël de résister aux appels de Washington et Moscou, qui lui demandent depuis des années de franchir l'étape de la ratification. ■

LAURENT ZECCHINI

AFP

Réformes en Turquie: Ankara ne veut pas résoudre la question kurde - (la direction du PKK)

ISTANBUL, 01 octobre 2013 (AFP)

LES REBELLES KURDES du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont accusé mardi le gouvernement turc de n'avoir aucune volonté de résoudre la question kurde, au lendemain de l'annonce de réformes pour renforcer les droits des minorités en Turquie.

"Le paquet de réformes qui a été annoncé démontre que l'AKP (Parti de la justice et du développement, au pouvoir) a adopté une politique de non-résolution" de la question kurde, a affirmé la direction du PKK dans un communiqué cité par l'agence de presse kurde Fırat, porte-voix de la rébellion.

"On comprend avec ces annonces (...) que rien d'autre n'a été pris en considération que la recherche d'un nouveau succès électoral", a-t-elle poursuivi, accusant le gouvernement de n'avoir "ni la mentalité, ni la capacité" de mettre fin au conflit kurde.

Le Premier ministre islamo-conservateur Recep Tayyip Erdogan a annoncé lundi une série de réformes visant à accroître la démocratie en Turquie, très attendues alors que les autorités turques négocient depuis la fin 2012 avec le chef emprisonné des rebelles, Abdullah Öcalan, la sortie d'un conflit qui a fait près de 45.000 morts en 29

ans.

Le PKK a entamé au printemps un retrait de ses combattants vers le nord de l'Irak, mais a interrompu ce mouvement début septembre en réclamant des mesures concrètes du gouvernement pour la minorité kurde.

Les rebelles revendiquent le droit à un enseignement public dans des langues maternelles autres que le turc, une forme d'autonomie pour les régions kurdes de l'est et du sud-est de la Turquie, une révision de la loi antiterroriste pour permettre la libération de milliers de militants kurdes et l'inscription d'une référence explicite à l'identité kurde dans la Constitution.

M. Erdogan n'a que partiellement répondu à ces attentes lundi en annonçant un enseignement en langues maternelles dans les seuls établissements privés et des mesures d'ordre symbolique comme la possibilité pour des localités kurdes débaptisées après le coup d'Etat de 1980 de reprendre leur nom kurde.

"Une fois encore, on cherche à recouvrir d'une couche de maquillage des politiques qui n'empêchent pas la colonisation et le génocide culturel", a commenté la direction du PKK.

Des élections municipales sont prévues en mars en Turquie. ○

Turk leader, facing votes, sets package of reforms

ANKARA

Critics find shortcomings in proposals for Kurds and head-scarf rules

THE ASSOCIATED PRESS

Prime Minister Recep Tayyip Erdogan on Monday announced a long-awaited package of proposals aimed at democratic reform in Turkey, including lifting some restrictions on the use of the Kurdish language and on wearing Islamic head scarves.

The changes are seen as important to the political prospects of Mr. Erdogan, who has faced down a flurry of protests by Turks weary of what they consider his heavy-handed rule.

Mr. Erdogan and his party face a series of elections over the next two years, but it is unclear whether the proposed reforms will go far enough to appease his critics, energize his conservative base and help restore momentum to peace negotiations with a Kurdish minority that has been seeking more autonomy.

Mr. Erdogan called the proposals a historic step in solidifying Turkey's democracy. "Turkey is progressing in an irrevocable way on the path of democratization," he said.



The unveiling of the package has been delayed a number of times as talks with Kurdish leaders stalled. Kurdish rebels said last month that they were suspending their pullout from Turkey into bases in northern Iraq, arguing that Mr. Erdogan's government had not made good on promises to improve Kurdish rights.

The proposals had been kept under wraps until Mr. Erdogan announced them before reporters in Ankara. They stopped short of some expectations.

He had been expected, for instance, to announce the reopening of the Halki Greek Orthodox seminary in Istanbul, which was closed in 1971 by the Turkish authorities. The seminary, on an island in the Sea of Marmara, trained generations of Christian Greek Orthodox patriarchs.

While the failure to address the shuttered seminary is unlikely to have domestic political repercussions, it is a sensitive issue in Europe and in the United States. President Obama, American lawmakers and the European Union, which is pressing Turkey to improve religious rights, have called on its government to allow the seminary to reopen.

Kurdish groups had demanded that Mr. Erdogan go further on liberalizing restrictions on the use of their language, so that Kurdish children would have the right to education in their mother tongue. Kurds see current restrictions as one of the main tools of cultural repression in Turkey, and the issue has been a source of tension that has fueled more than 30 years of violent conflict. Kurds make up 20 percent of Turkey's nearly 75 million citizens.

Mr. Erdogan's proposal would allow private schools to have some classes in Kurdish. The proposed reforms would also allow the letters q, w and x, which are part of the Kurdish alphabet but not the Turkish one, to be used in official documents. The grammatical law had become a nationalist issue on both sides, forcing Kurds, for instance, to spell their traditional spring festival of "Newroz" in the Turkish way: "Nevroz." The restrictions have been used to prosecute activists and journalists.

Gultan Kisanak, co-chairwoman of the pro-Kurdish Peace and Democracy party, expressed disappointment on Monday and said the package was aimed more at political concerns than expanding democracy.

The proposals include another step toward lifting of restrictions on the wearing of Islamic-style head scarves in a majority Muslim republic that was founded under strict secular principals. The move would allow women civil servants to wear the head coverings. Mr. Erdogan said the restrictions would remain for court judges, prosecutors and military and security personnel.

At the U.N., Syria says it's waging war on terrorism

NEW YORK

BY RICK GLADSTONE

Seeking to rebut Syria's political opposition and its outside supporters, the foreign minister offered a near mirror-image view of the Syrian civil war on Monday. He told the United Nations that his government was fighting Al Qaeda,

that terrorists were responsible for attacks involving chemical weapons and that Syrian refugees should return home where the state could protect them.

Representing Syria in the speech segment of the annual General Assembly session, the foreign minister, Walid al-Moallem, also called on the United States to not only lift sanctions on Syria, but also scrap what he called "all unilateral coercive measures" on the other countries: the Americans consider outsiders: Venezuela, Belarus, Iran and North Korea.

The only positive remarks he made in the speech about the United States were in his endorsement of efforts made to improve the relationship with Iran, the Syrian government's only regional ally.

Most of Mr. Moallem's speech amounted to a point-by-point rejection of the West's version of the conflict in Syria, which began as a peaceful uprising

against President Bashar al-Assad in March 2011 and has morphed into a sectarian civil war that has left more than 100,000 people dead and millions displaced, and turned the country into a magnet for Sunni jihadists bent on toppling Mr. Assad's ruling Alawite sect, an offshoot of Shiite Islam.

In a reference to a group of Western and Arab countries that support the opposition, Mr. Moallem said, "They are the ones supporting terrorism in my country, in contradiction of all United Nations resolutions and all human and moral values." He said some of these countries did not want to recognize that Al Qaeda and its affiliates were even fighting in Syria.

"The scenes of murder, manslaughter and eating human hearts were shown on TV screens, but did not touch blind consciences," he said. "In Syria, ladies and gentlemen, there are murderers who dismember human bodies into pieces while still alive and send their limbs to their

Deadly attacks hit Shiite areas of Baghdad

families, just because those citizens are defending a unified and secular Syria.”

Mr. Moallam ridiculed assertions made by the United States and its allies about the existence of a moderate armed opposition in Syria that has repudiated the jihadists and that advocates an inclusive democracy representing all Syrian groups.

“The claims about the existence of moderate militants and extremist militants have become a bad joke,” he said. “Terrorism means only terrorism. It cannot be classified as moderate terrorism and extremist terrorism.”

Mr. Moallem appeared to refer only obliquely to the Aug. 21 chemical

A minister rejected the West's version of the Syrian conflict.

weapons attack on the outskirts of Damascus that left hundreds of people dead; the attack that led to intensive diplomacy by Russia and the United States that averted an American-led missile strike on Syrian government targets. As a result, Syria, known to harbor one of the world's largest stockpiles of chemical weapons, agreed to join the worldwide treaty banning them. A unanimous Security Council resolution approved on Friday is aimed at holding Syria to its pledge, under which the weapons will be sequestered and then destroyed by mid-2014.

A United Nations investigation into the Aug. 21 attack did not specify who was responsible, but the forensic information it compiled appeared to implicate Syrian government forces.

Mr. Assad has repeatedly asserted that insurgents are using chemical arms.

Reflecting the government's view, Mr. Moallem said that even with its accession to the treaty banning chemical weapons, “there remains the challenge that is facing all of us: whether those who are supplying terrorists with these types of weapons will abide by their legal commitments, since terrorists, who used poisonous gases in my country, have received chemical agents from regional and Western countries that are well known to all of us.”

He also beseeched the Syrian families who have fled to Turkey, Lebanon, Jordan and Iraq, many of them confined to refugee camps, to come home. “I appeal, from this platform, to Syrian citizens to return to their towns and villages where the state guarantees their safe return and their livelihood away from the inhuman conditions they suffer in those camps,” he said.

The United Nations, which coordinates the effort to accommodate Syrian refugees, has repeatedly called for more donations to handle the growing populations in the camps.

António Guterres, the high commissioner for refugees, said in a statement on the refugee agency's Web site on Monday that more than 2.1 million Syrians had registered as refugees and that the crisis was threatening the host countries' “social and economic fabric.”

BAGHDAD

FROM NEWS REPORTS

Car bombs exploded on Monday in several predominantly Shiite Muslim neighborhoods of Baghdad, killing at least 54 people and wounding dozens, police and medical officials said.

The deadliest single attack took place in Sadr City, where a man parked a white car packed with explosives near a place where day laborers had gathered. The vehicle blew up soon afterward, killing at least seven people, including two soldiers.

“The driver said he would move it soon, but the car exploded a few minutes later,” said Abu Mohammed, a worker at the scene. Footage from the scene showed the remains of a car torn in two, surrounded by damaged taxis and bits of metal melted in the heat of the blast.

A total of 14 car bombs exploded across the Iraqi capital in apparently coordinated attacks. It was not clear who was behind them, but hard-line Sunni Muslim militants who view Shiites as nonbelievers have been intensifying their insurgency this year. The targeted areas included the Shiite neighborhoods of New Baghdad, Habibiya, Sabaa al-Bour, Kazimiyah, Shaab, Ur, Shula, as well as the Sunni neighborhoods of Jamiaa and Ghazaliyah.

Iraq's delicate sectarian balance has been strained by the civil war in Syria, where mainly Sunni rebels are fighting to overthrow a leader backed by Iran, which is Shiite-led. Both Sunnis and Shiites have crossed into Syria from Iraq to fight on opposite sides of the conflict.

Al Qaeda's Iraqi and Syrian branches merged this year to form the Islamic State of Iraq and the Levant, which has claimed responsibility for attacks on both sides of the border.

Monday's violence came a day after several explosions, some of them from suicide bombers, that struck the heart of Iraq's northern Kurdish region, setting off chaos and gunfights in the streets of the capital, Erbil.

The attackers hit a building that houses the regional Kurdish government's security service on Sunday, and the scenes that followed — terrified people fleeing black plumes of smoke,

the charred and smoking husks of vehicles in the streets — were extraordinary for a region that has largely been spared the violence that for years has plagued the rest of Iraq.

In the aftermath, Iraqi forces swept across Erbil and Sulaimaniya, another major Kurdish city, setting up checkpoints and other security measures familiar to residents of other Iraqi cities.

The officials said at least six people — all members of the Kurdish security forces — were killed and dozens more were wounded in the attacks, which included at least five explosions. The violence gripped the region with the sort of fear that has long enveloped the rest of the country. A statement from the regional government said six attackers were also killed.

Leaders of the Iraqi Kurdish region have sought to portray it as a hub for foreign investment and a bastion of stability. But the region has also become increasingly affected by the war in Syria, where a minority Kurdish population has taken up arms to secure a measure of autonomy.

The attacks in the Kurdish region came just after the results of its parliamentary elections were announced. But much of the speculation surrounding the motivation for the attack centered on Syria. Kurdish militias there, some of them supported and trained by the security forces in Iraqi Kurdistan, have been fighting against jihadist groups linked to Al Qaeda. No group immediately claimed responsibility for the bombings.

“We all know that Kurdistan is part of an unstable region, and security breaches sometimes happen even in developed countries, and I think that what is happening in Syria has something to

do with today's explosions,” said Shwan Taha, a Kurdish member of the Iraqi Parliament.

Nikolay Mladenov, the United Nations representative to Iraq, said in a statement, “For many years, the city of Erbil has benefited from peace and security, and I urge the regional and national authorities to work together to ensure that calm and tranquillity will continue to prevail and that those responsible for the attack are brought to justice.” (REUTERS, IHT, AP)

No Friends But the Kurds

Aliza Marcus
nationalinterest.org

The United States has spent the past two years struggling to craft a policy to weaken Syrian president Bashar Assad and Al Qaeda-linked militants at the same time. Now, as President Barack Obama seeks to strip Syria of its chemical weapons, it's time for Washington to build ties to those inside Syria who are committed to the same anti-Assad and anti-jihadist goals: the Kurds.

Many Kurds in Syria, for decades oppressed and marginalized by the regime, oppose both Assad and the jihadists. They have championed reshaping Syria into a democratic state that can protect their rights. They have expanded their hold over the traditionally Kurdish region of north and northeast Syria bordering Turkey and Iraq. In the process, the Kurds have built up fledgling and secular local governing institutions.

Just as importantly, the Kurds are actively fighting Al Qaeda-linked militants from Jabhat al-Nusra and the Islamic State in Iraq and Syria. In late August, following months of intermittent clashes, Kurdish fighters from the Democratic Union Party (PYD), the largest and most powerful of the dozen or so Kurdish political groups inside Syria, launched a counter attack against the jihadists. The Kurds killed tens of jihadists of Jabhat al-Nusra, Al Qaeda's Syrian arm. Clashes with armed Islamist groups continue.

Kurdish opposition to Islamic radicals isn't a temporary phenomenon. Kurds in Syria—like those throughout the region—oppose political Islam and its vision of an Islamic state. Kurdish nationalist groups like the PYD are secular nationalists, and they understand that there's nothing to be gained from striking a deal with jihadists. That's not necessarily the case with the Syrian Arab opposition, something that worries the United States. In fact, the PYD's leader, Salih Muslim, has called jihadist groups the common enemy of the United States and the Kurds, and has said he wants contact with Washington.

Given the convergence of strategic interests, why is Washington ignoring the Kurds?

Pressure from regional allies is partly to blame. Turkey is wary of Syrian Kurdish demands for autonomy because it fears the effect on Kurds inside Turkey. Ankara also is unhappy about the PYD's ties to the



Kurdistan Workers Party (PKK), the Kurdish rebels who have been fighting for self-rule in Turkey for the last thirty years. The PYD, for all its disclaimers, is a PKK offshoot. This means that any win for the PYD is also a victory for the PKK.

Syrian opposition forces are also suspicious of the Kurds. The Syrian National Coalition, the U.S.-supported umbrella group for anti-Assad forces, from the outset refused to accept Kurdish demands for self-rule in a post-Assad state. While the Coalition moderated its position this summer, Kurds remain suspicious and the PYD has continued to shun the Syrian opposition. Meanwhile, the Free Syrian Army, itself a mixed bag of different anti-Assad rebels and rebel factions, has clashed intermittently with the PYD.

Building ties to the PYD gives the Obama administration a reliable ally—and determined fighting force—when it comes to disrupting jihadist groups from their goal of controlling Syria. Reaching out to the PYD also makes long-term sense. Regardless of what happens in Syria, the PYD will dominate Kurdish politics there. Better it does this as an ally of the United States, giving Washington some sway.

The PYD needs Washington in more ways than it realizes. The group, like its patron the PKK, is autocratic, erratic, and inexperienced when it comes to democratic institutions and practices. This may not matter (or may even help) when running an illegal, armed rebellion, but for a group seeking international acceptance for Kurdish autonomy within Syria, this must change. The United States can demand commitment to democratic pluralism and human-rights norms as a requisite for ties.

Opening a formal channel of communication with the PYD also gives the United States a back door to the PKK, something Washington needs as long as the PKK

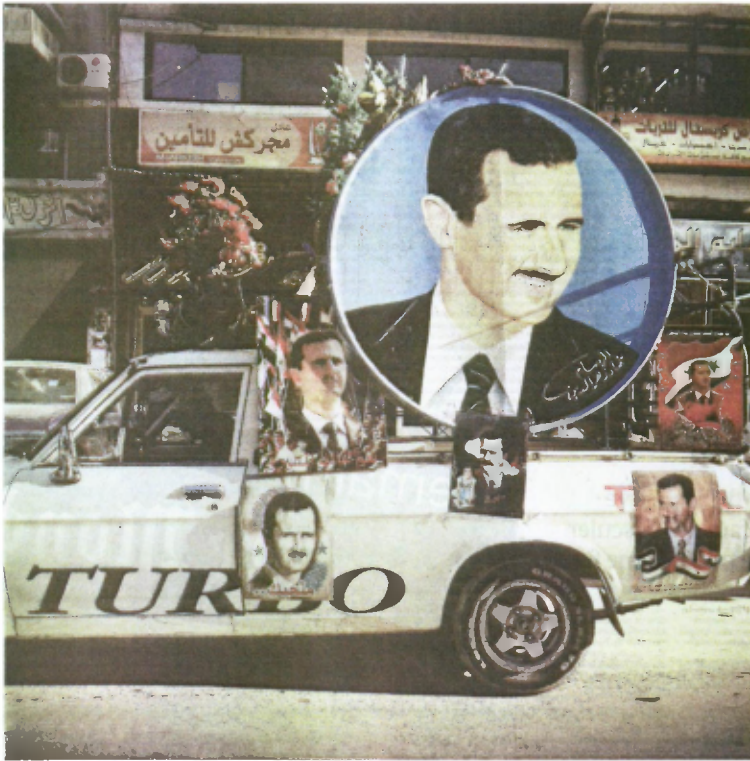
remains on the U.S. and European terrorism lists. There's little reason to hold back. Ankara's doing the same. Earlier this year, the Turkish government opened talks with the PKK's imprisoned leader Abdullah Ocalan to negotiate an end to the rebel war.

The PKK, which initially agreed to withdraw its forces as a goodwill gesture, said in September it was halting the withdrawal because Turkey hasn't reciprocated with any democratic changes. The reforms proposed by Turkish prime minister Recep Tayyip Erdogan this week have already been dismissed by the PKK as not meeting basic demands. A new breakout of fighting won't be good for stability in Turkey or in the region. All the more reason for the United States to give itself a conduit to the PKK through the PYD.

Turkey is already hedging its bets in Syria. The PYD's Salih Muslim has been to Turkey at least twice since July. Ankara pressed him to join the formal Syrian opposition, something Muslim has so far refused to do, citing the Syrian opposition's antagonism to Kurdish autonomy. Opening contacts with the PYD will also mitigate Kurdish suspicions of the United States, given its ties to Turkey and its focus on strengthening the Syrian Arab opposition. It will also help dissipate Kurdish fears that any U.S. strike will give Turkish troops the chance to cross the border and occupy the Kurdish region.

The Obama administration has made a willingness to engage one of its hallmarks. If it applies this approach to the Kurds of Syria, it could find that what's good for the Kurds may also be good for Washington. ♦

Aliza Marcus, a writer based in Washington D.C., is the author of "Blood and Belief: The PKK and the Kurdish Fight for Independence."



Malgré 110 000 morts, 2 millions de réfugiés et 5 millions de déplacés, le « Lion » de Damas continue de se comporter comme si rien ou presque n'avait changé. En tout cas, rien d'irréversible

rêver à un lent retour en grâce. « On l'a remis au centre du jeu politique, fait remarquer un diplomate étranger, en poste à Damas. Ce n'est évidemment pas avec Ahmed Jarba [le chef de la Coalition nationale syrienne, le principal rassemblement d'opposition] que l'on va négocier le désarmement. Bachar en est conscient. Il sait que la menace est partie et qu'elle n'est pas près de revenir. »

Cela fait quelques mois déjà que le mur d'indignité érigé autour du bourreau des révolutionnaires syriens se fissure. Les services secrets allemands ont rétabli leurs relations avec leurs homologues syriens et les Espagnols ont envoyé un chargé d'affaires en visite à Damas. Mohsen Bilal, un ancien ministre de l'information, a fait une tournée en Espagne et en Italie. Et l'ambassade de l'Union européenne, un temps fermée pour cause d'insécurité, a rouvert ses portes.

Au pic de la tension avec Paris et Washington, avec un sens du timing consommé, Bashar Al-Assad s'est remis à accorder des interviews, jouant comme sur du velours avec les peurs que la crise syrienne inspire aux opinions publiques occidentales, de l'embrasement régional à la subversion djihadiste : *Le Figaro*, CBS, Fox News, la télévision russe... Les bureaux du président, dans le quartier d'Affif, dans le nord-ouest de Damas, et sa villa de travail, sur le mont Qassioun, au milieu de la forêt, élément-clé de sa panoplie d'homme d'Etat affable et accessible, n'avaient pas connu pareille animation depuis des mois.

Le chef d'Etat syrien est d'autant plus optimiste qu'il s'est sorti sans une égratignure de la crise internationale provoquée par son bombardement au sarin de la Ghouta, le 21 août

« Le régime veut croire qu'il passe un cap, que le vent tourne en sa faveur, décrypte un habitué de Damas et de ses jeux de pouvoir. Toute une mécanique de relégiti-

Bachar Al-Assad

Le survivant

BENJAMIN BARTHE

Quand il regarde par la fenêtre de son domicile, dans le quartier d'Al-Malki, le repaire de l'élite damascène, Bashar Al-Assad peut toujours contempler un semblant de normalité. Le ballet des grosses cylindrées devant les boutiques de luxe, où la nomenclature prorégime vient se ravitailler en fromages français et iPad minis, le console de ses tournées sur le front, dans les ruines de Daraya, au sud de Damas, ou de Baba Amr, à Homs. En contrebas, vers la place des Omeyyades, la masse imposante du quartier général de l'armée, le principal pilier de son pouvoir, qui a résisté à deux ans et demi de combats et de défections, le rassure sur sa capacité à tenir bon.

Qu'importe que la guerre fasse rage à quelques kilomètres plus à l'est, dans le quartier de Jobar, le point le plus avancé de la progression des rebelles dans Damas ; ou que des obus de mortier tombent de temps à autre sur Malki, comme au mois d'août, où l'un d'eux a explosé non loin de son convoi. Bashar Al-Assad et son épouse, Asma, continuent de se comporter comme si le pays leur appartenait, comme si le cataclysme qui s'est abattu

sur celui-ci – 110 000 morts, 2 millions de réfugiés et 5 millions de déplacés – n'avait rien, ou presque, changé, en tout cas rien d'irréversible.

Il y a quelques semaines, pour l'anniversaire d'un de leurs enfants, le couple a organisé un lâcher de ballons, qui a laissé tout le quartier pantois. A la fin du ramadan, mi-août, à l'occasion de l'Aïd el-Fitr, une sympathisante de l'opposition a reçu un appel téléphonique d'Asma, qui, malgré le fracas des explosions alentour, insista pour lui souhaiter « bonne fête ». « C'est surréaliste mais c'est comme ça, raconte une source qui a ses entrées dans le premier cercle du pouvoir. *Bachar et Asma ne sont pas le genre à se ronger les sangs. Ils ont trouvé leur rythme, la situation ne les atteint plus.* »

Le chef d'Etat syrien est d'autant plus optimiste qu'il s'est sorti sans une égratignure de la crise internationale provoquée par son bombardement au sarin de la Ghouta, le 21 août. Non seulement le projet de frappes franco-américaines, brandi en réaction au massacre de centaines d'habitants de cette banlieue de Damas, n'est plus d'actualité, mais l'accord de démantèlement de l'arsenal chimique syrien, conclu le 14 septembre sous l'égide de la Russie et des Etats-Unis, lui permet de

mation est en train de se mettre en place.» Dernier jalon en date de cette stratégie de reconquête, la rencontre, jeudi 19 septembre, entre la députée européenne belge Véronique De Keyser et le maître de Damas. Magnanime, la présidence syrienne a consenti à ne pas médiatiser l'événement, pariant sur le fait que la vice-présidente du groupe socialiste au Parlement de Strasbourg le ferait tout aussi bien elle-même.

Bien vu : de retour à Bruxelles, Véronique De Keyser n'a pas manqué de dérouler l'argumentaire de son hôte, qui, comme à son habitude, s'est présenté en réformateur incompris, rempart contre les islamistes, garant d'une Syrie laïque et unie et capitaine d'un navire en pleine tempête, qu'il serait criminel d'abandonner. Comme tous les candidats introduits dans les salons du Qassioun ou d' Afif, elle a été frappée par « *le calme* » du président, par sa disposition « *à écouter* » et « *à discuter de tout* ». En un mot qui serait banal s'il n'était insupportable aux oreilles de tant de Syriens, par son charme.

C'est la marque de fabrique d'Assad fils. Piètre orateur en public, il dégage un charisme inattendu en tête à tête. L'homme que les Nations unies et les ONG de défense des droits de l'homme décrivent en criminel de guerre n'assume pas la manière forte, la violence politique froide et nue. Comme président, il a toujours cherché à se distancier du style glacial et compassé de son père, Hafez, qui n'hésitait pas à discourir pendant des heures devant ses visiteurs.

La méthode ne se résume pas à une tactique de communication. Du temps où il étudiait au lycée français et à la faculté de médecine de Damas, le fils d'Hafez Al-Assad et Anissa Makhoulf, né en 1965, était décrit comme un jeune homme sans histoire, modeste et travailleur. Tout le contraire de son aîné, Bassel, la grande gueule de la famille, fameux pour ses talents de cavalier et ses succès auprès des femmes. Son séjour à Londres, où il se spécialise en ophtalmologie, et sa rencontre en 1994 avec sa future femme, Asma Al-Akhras, analyste financière à la banque américaine JPMorgan, contribuent aussi à l'éloigner du moule paternel.

Le trône de Damas était réservé à Bassel. Mais sa mort dans un accident de voiture, en janvier 1994, propulse Bachar en première ligne. Après une formation militaire accélérée, qui le voit passer du grade de capitaine à colonel en trois ans, et après s'être fait la main au Liban, l'arrière-cour du régime syrien, le trentenaire est prêt pour succéder à son père, qui décède en juin 2000. Le nouveau « Lion » (*assad* en arabe signifie « lion ») de Damas ordonne aussitôt à la presse officielle de cesser de mettre sa photo à la « une » tous les jours. Il multiplie les apparitions en public, sans garde du corps, s'affichant dans les restaurants de la vieille ville avec sa jeune épouse au style glamour. Il se rêve en despote bienveillant, à l'écoute de ses concitoyens.

L'intelligentsia commence à y croire.



◻ **Bachar Al-Assad (au centre) entouré de ses parents, Hafez Al-Assad et Anissa Makhoulf, et de ses frères et sœur, le 4 juin 1974.**

Des centaines de prisonniers d'opinion sont libérés et des forums de discussion fleurissent aux quatre coins du pays. Le bon « docteur Bachar » se pique de moderniser l'appareil d'Etat et l'économie, exsangue après trente années de dirigisme à marche forcée. Il entreprend même de mettre au pas les services de renseignement, les redoutables moukhabarat, dont l'arbitraire fait frémir tous les Syriens. « *Bachar Al-Assad est un jeune homme remarquable, qui a de grands projets d'ouverture* », prédit l'Anglais Patrick Seale, biographe officiel d'Hafez Al-Assad.

Mais le « printemps de Damas » ne tient pas ses promesses. La censure se resserre sur les cercles de débats, obligés de fermer les uns après les autres. Les consultants européens, censés travailler à la réforme de l'administration, jettent l'éponge, agacés par l'attentisme du président, qui les écoute beaucoup mais ne les entend guère. Est-ce sous la pression des barons du régime, jaloux de leurs privilèges ? Ou bien sous l'empire de sa mère et de son frère Maher, les gardiens du temple alaouite ? Longtemps persécutés par la majorité sunnite, les membres de cette dissidence chiite, qui représentent 10% de la population syrienne et dont le clan Assad est issu, noyautent désormais les centres de pouvoir, notamment les services de sécurité. Quoi qu'il en soit, au bout d'un an, sous couvert de « gradualisme », Bachar Al-Assad referme la parenthèse. La Syrie redevient ce « *royaume du silence* » dénoncé par l'opposante Suheir Atassi.

Mais nul ne peut figer une société. L'addition du boom démographique, de la hausse du niveau d'éducation et des blocages économiques crée une bombe à retardement. Deux cent mille jeunes débarquent chaque année sur le marché du travail et seule une poignée d'entre eux trouvent à s'employer.

A cette époque, Bachar Al-Assad est le maître incontesté du pays. Au congrès du parti Baas de 2005, il s'est débarrassé des ultimes représentants de la vieille garde, comme Moustapha Tlass (ex-ministre de la défense) et Abdel Halim Khaddam (ex-vice-président). Il a placé ses hommes dans les services de sécurité, comme Assef Chawkat, le mari de sa sœur Bouchra, promu patron du renseignement. Et la géopolitique régionale ne lui a jamais été aussi favorable. Non content d'avoir triomphé du boycottage des Etats-Unis et de la France qui l'accusaient alors d'avoir commandité l'assassinat de l'ex-premier ministre libanais Rafik Hariri, en 2005, il s'est réconcilié avec ses voisins turc et irakien et a resserré les liens avec l'Iran, son grand allié.

« *Bachar a la capacité de réformer à ce moment, mais il ne fait rien*, dit le politologue Souhail Belhadj, auteur d'une étude sur la Syrie d'Assad. *Il n'entend pas monter la grogne du prolétariat sunnite. C'est sa grande faute, l'angle mort de sa présidence.* » Instrument de promotion sociale et politique, comme en témoigne l'origine modeste et rurale de la plupart de ses dirigeants, le parti Baas a été marginalisé au profit d'une caste d'affairistes à l'appétit insatiable, incarnée par Rami Makhoulf, un cousin du président, qui a mis sous sa coupe des pans entiers de l'économie. Le chef d'Etat syrien croit que ses succès en politique étrangère et son positionnement anti-israélien, notamment son soutien au Hezbollah lors du conflit de l'été 2006 contre l'Etat juif, compensent ses échecs en interne. Il se trompe.

En mars 2011, le martyre des enfants de Deraa, une bande de gamins torturés pour un graffiti irrévérencieux,

enclenche un processus qui ne s'arrêtera pas. Bien que plus populaire que ne l'étaient Zine El-Abidine Ben Ali et Hosni Moubarak, le président syrien ne peut empêcher la vague qui a emporté ses homologues tunisien et égyptien de gagner son pays. L'atavisme répressif du régime, qui laisse ses forces de sécurité mitrailler les cortèges, contribue à l'extension du mouvement, vers Homs, Hama et la plaine côtière. Les dénégations obstinées du président, qui assimile tous les manifestants à des « agents provocateurs » ou à des « terroristes islamistes », radicalisent peu à peu les revendications. A son discours du mois de juin, dans lequel il les taxe de « microbes » contre lesquels la Syrie doit s'immuniser, les protestataires répondent par un slogan définitif : « Les microbes syriens veulent un nouveau docteur », une allusion au background médical du président, qu'ils appellent désormais à renverser.

Pour inverser la tendance, et surtout conserver le soutien des hésitants, le régime fait des concessions. Il démet des gouverneurs aux mains trop tachées de sang, décrète quelques amnisties. En août, il abolit l'article 8 de la Constitution, qui faisait du Baas « le dirigeant de l'Etat et de la société ». Une nouvelle Constitution, adoptée par référendum en février de l'année suivante, ouvre la voie au multipartisme, du moins sur le papier. Mais c'est trop peu et trop tard. L'homme que ses adversaires surnomment « Zarafa » (girafe), pour sa silhouette d'échelas au cou interminable, fait lui-même peu de cas de ses promesses d'apaisement. Dans un e-mail intercepté par l'opposition, il répond à sa femme qui vient de lui annoncer qu'elle rentrerait plus tôt que prévu à la maison : « C'est la meilleure réforme dont un pays pouvait rêver. On va l'adopter au lieu de ces lois de pacotille sur les partis, les élections, la presse... »

« Toute une mécanique de relégitimation est en train de se mettre en place »
Un habitué de Damas et de ses jeux de pouvoir

Même duplicité avec les émissaires étrangers, qui se succèdent à Damas dans

les premiers mois de la révolte. Il leur explique, avec le détachement dont il est coutumier, que sa police pâtit d'un manque d'expérience en matière de contrôle des foules et que la libéralisation politique est en marche. Même mépris policé à l'égard des observateurs de la Ligue arabe, venus à l'hiver 2012 superviser un cessez-le-feu que son armée bafoue sur le terrain, tout comme les insurgés d'ailleurs. Un an plus tard, le bourreau d'Homs et d'Alep éconduit Lakhdar Brahimi, l'envoyé spécial de l'ONU, qui s'échine à mettre sur pied un gouvernement de transition, conformément à l'accord de Genève, négocié en juillet 2012 et prétendument accepté par Damas. De belles paroles, mais rien derrière.

« Contrairement à son père avec qui l'on pouvait traiter, Bachar est un menteur compulsif, dit un observateur attentif de la scène politique syrienne. Tous ceux qui ont voulu négocier avec lui ont été échaudés. Sa seule stratégie, c'est le pourrissement, c'est lui ou le chaos. » Comment expliquer un tel cynisme de la part de ce dirigeant à l'allure de M. Tout-le-Monde, cet amateur de pop anglaise, qui commande le DVD d'*Harry Potter 7* sur Internet ? « Il a le complexe des dirigeants par défaut, avance un diplomate étranger. Il ne veut pas décevoir ceux qui ont investi en lui pour remplacer Bassel. A force d'en rajouter, le "Docteur Bachar" est devenu "Mister Assad". » Un bon connaisseur du clan présidentiel suggère une autre piste : « A l'instar de Saïf Al-Islam, l'ainé de Mouammar Kadhafi, Bachar Al-Assad est emblématique de cette génération de fils qui, contrairement aux pères, imprégnés d'une vraie culture populaire, ont grandi en ville, parfois à l'étranger, et méprisent leur société. C'est comme cela qu'il a pu se lancer dans son entreprise de destruction de la classe populaire syrienne. »

A l'automne 2012, l'hypothèse d'un effondrement du régime, brandie hâtivement par bon nombre d'opposants, devient subitement réaliste. Dans la foulée du spectaculaire attentat, en plein centre de Damas, qui a coûté la vie à cinq hauts responsables sécuritaires, dont son beau-frère Asséf Chawkat, les rebelles ont resserré leur étau autour de la capitale. La route de l'aéroport est régulièrement attaquée. Le quartier général de l'armée est dévasté par un violent attentat-suicide. Des rumeurs insistantes parlent de cellu-

les dormantes, implantées dans tous les quartiers, avec 20 000 combattants en embuscade. Dans les coulisses de la réunion des Amis de la Syrie, début décembre, à Marrakech, l'ambassadeur américain, Robert Ford, prédit une chute de Bachar Al-Assad « d'ici à la fin du mois ».

Mais rien ne se passe. En février-mars 2013, le régime semble à nouveau aux abois. Les brigades du front sud, galvanisées par des livraisons d'armes saoudiennes, s'apprêtent à faire leur jonction avec celles de la Ghouta, cette plaine agricole qui ceinture Damas. Secouée par des explosions à répétition, la capitale se transforme en ville fantôme dès la sortie des bureaux. Mais là encore, à court de munitions et d'armes ou faute de coordination, les rebelles doivent reculer. Les forces gouvernementales, épaulées par les miliciens du Hezbollah, enchaînent par une série de contre-offensives qui leur permettent de regagner du terrain durant l'été, notamment à Qoussair et à Homs. L'accord russo-américain de la mi-septembre vient couronner cette séquence faste pour le régime.

Bachar Al-Assad jubile. Il se croit revenu en 2007, le début de la fin de son isolement international, quand la France, imitée par les Etats-Unis, reprenait langue avec lui. A l'époque, il avait su jouer avec brio de l'effet repoussoir du chaos irakien, qui fragilisait la théorie américaine du « regime change ». D'une constance remarquable, il brandit aujourd'hui la menace d'Al-Qaida – qu'il n'a cessé d'alimenter en sous-main, notamment en libérant des djihadistes –, pour discréditer ses opposants et se remettre en selle. Une fausse symétrie, qui passe sous silence le fait qu'entre ces deux moments, des pans entiers de la population se sont révoltés, au prix d'un gigantesque sacrifice. Peut-il revenir de là ? Peut-il faire oublier les enfants de la Ghouta, tués par centaines dans leur sommeil ? La guerre civile est loin d'être terminée et l'homme sauvera peut-être sa tête. Mais sauf à régner sur un tas de ruines, un pays emmuré vivant, le régime qui porte son nom est condamné. ■

OCTOBER 2, 2013

Arms inspectors in Syria for talks

BEIRUT

Tasked with destroying poison gas, team will have to work amid war

BY BEN HUBBARD
AND NICK CUMMING-BRUCE

An advance team from the organization charged with destroying Syria's chemical weapons stockpiles arrived in Damascus on Tuesday to begin talks with Syrian officials on how to carry out its difficult and politically charged task, a United Nations official said.

The mission by the group, the Organization for the Prohibition of Chemical Weapons, which is based in The Hague, was authorized by a United Nations Security Council resolution passed unanimously last week. Syria has committed to surrendering its chemical weapons and joining the international treaty banning them.

Also on Tuesday, the head of the U.N. refugee agency said 17 countries would make a special effort to take in civilians fleeing Syria's civil war. More than 100,000 people have been killed in the 30-month conflict, and more than two million Syrians have fled to neighboring countries.

The 17 countries, mainly in Europe and North America, agreed to set up quotas for resettling refugees, the leader of the agency, António Guterres, said at a news conference. He spoke on the sidelines of a meeting in Geneva attended by 35 ministers and senior officials from the four countries that have absorbed most of Syria's refugees — Lebanon, Jordan, Turkey and Iraq — and from aid-giving countries.

The start of the chemical weapons group's mission coincides with intense international scrutiny of Syria's chemical weapons following poison gas attacks on the outskirts of the capital, Damascus, on Aug. 21 that killed hundreds of people. The United States and other powers have accused government forces of launching the attacks, while Syria and its most powerful international ally, Russia, have blamed the rebels.

In a speech to the United Nations General Assembly in New York on Monday, the Syrian foreign minister, Walid al-Moallem, said "terrorists" who had "received chemical agents from regional and Western countries that are well known to all of us" had used them in Syria.

For their part, antigovernment activists have criticized the intense international focus on Syria's chemical



A rebel fighter taking up position near a military airport controlled by government forces in the northern Syrian city of Aleppo on Tuesday.

weapons, noting that only a tiny fraction of the war's fatalities were victims of unconventional weapons.

A team of United Nations investigators who visited the sites of the Aug. 21 attacks, interviewed survivors and took samples said they found that sarin gas had been used, but they did not assign responsibility for its deployment. On Monday, the same team concluded a second, six-day mission to Syria to investigate the sites of other reported chemical attacks.

The new mission to dispose of Syria's chemical arsenal will begin by verifying its size and components. The United States and Russia have estimated that Syria has 1,000 tons of chemical agents.

The international chemical weapons watchdog has worked in conflict zones like Iraq and Libya, but says it has no experience working in the midst of a civil war like Syria's, a battle that has divided the country into a patchwork of rebel- and government-controlled zones, many of them split by front lines.

Around 20 experts, including personnel from the five permanent members of the Security Council, will begin Tuesday to thrash out the details of how they will reach Syria's stockpiles.

After the first week, the team is ex-

pected to expand and move to verify what is at those sites and to assist Syria with the destruction of equipment and facilities for mixing agents and producing chemical weapons, an official involved with planning the mission said.

American officials have identified about 45 sites involved in Syria's chemical weapons program, but Damascus has acknowledged moving some of its arsenal, and experts expect that a smaller number of sites are now active.

But officials of the Organization for the Prohibition of Chemical Weapons said the biggest challenge to their work was the security of its teams as they work at sites that may be close to front lines or near areas controlled by rebel groups.

While Syria is responsible for the teams' security, Russia has said security may be provided by members of a Russian-led coalition that includes Armenia, Belarus, Kazakhstan, Kyrgyzstan and Tajikistan.

The offers to help resettle the refugees came as Lebanon's president, Michel Suleiman, told the U.N. General Assembly in New York that his country

was being overwhelmed by the flood of refugees from Syria. His minister of social affairs, Wael Abu Faour, told diplomats in Geneva on Monday that they risked "losing a major ally" if they did not provide more support.

"Nothing of significance has materialized so far, not one hospital, not one school," Mr. Faour said. "We are more than disappointed. We are frustrated. It has been more than two years of advice, of lessons, of promises and nothing."

Mr. Guterres, the U.N. refugee chief, said the 17 countries had committed to taking around 10,000 Syrians each in the course of the Geneva talks but he hoped that the numbers eventually accepted under the special quotas would amount to much more.

"We in Europe must not only keep our hearts and wallets open, but also our borders," said the European Union's commissioner for humanitarian affairs and crisis response, Kristalina Georgieva.

Ben Hubbard reported from Beirut, and Nick Cumming-Bruce from The Hague and Geneva.

Al Qaeda thrives in Syria's chaos

BEIRUT

To rebels' dismay, jihadis push to carve out territory instead of toppling Assad

BY BEN HUBBARD

Fighters from the fastest-growing Qaeda franchise in Syria have repeatedly clashed with other rebel brigades, seizing towns, replacing crosses on churches with black flags and holding classes to teach Syrian children about the importance of battling "infidels," meaning anyone who is not a Sunni Muslim.

Since the group, the Islamic State in Iraq and Syria, or ISIS, announced its presence in Syria this year, it has emerged as the leading force for the foreign fighters streaming into the country, exploiting the chaos of the civil war as it tries to lay the groundwork for an Islamic state.

"They want to carve out a jihadi state or a jihadi territory and obviously anything above that is gravy, like overthrowing the Assad regime," said Bruce Hoffman, director of the Center for Peace and Security Studies at Georgetown University in Washington. "I don't think they have ambitions of taking over the entire country, although they'd be happy to."

While the Syrian rebels initially welcomed the group as a powerful ally in the civil war against President Bashar al-Assad, many now resent it for putting its international jihadi agenda ahead of the fight to topple the government. Anti-government activists say they detest the group's brutality and imposition of strict social codes, and even other Islamist rebels say the struggle's focus should remain on leadership change.

The tensions have set off frequent fighting between rebel groups that has undermined the effort to combat the government and could complicate efforts to dispose of Syria's chemical weapons. An advance team from the Organization for the Prohibition of Chemical Weapons arrived in Damascus on Tuesday to discuss with Syrian officials the logistics of destroying the country's chemical arsenal. Officials from the group said keeping its personnel safe during a raging civil war would be extremely difficult.

The rise of extremist groups has exacerbated Syria's instability. ISIS has attacked rebel bases to capture supplies, and it routed rebel groups last month to seize control of Azaz, a strategic city near the Turkish border, leading to a tense cease-fire. Last week, Qaeda fighters tried to storm a village in Idlib Province to kidnap some rebels, leaving 20 dead from both sides, including the jihadis' Libyan commander.

"We want to keep Syria together as a country of freedom and equality," a leader in an Islamist rebel group op-

posed to ISIS, called Suqour al-Sham, who gave his name as Abu Bashir, said via Skype. "They want to form an Islamic state that comes together with Iraq."

In an audio statement released online late Monday, a Qaeda spokesman defended the group, saying its contributions to the anti-Assad fight had been underappreciated and denying that it had started fights with rebel groups.

"Those who aspire to sideline the state are many because of incorrect beliefs and doctrines," said the spokesman, Abu Mohammed al-Adnani al-Shami. "They are greedy for power and for the worthless things of this world."

Analysts say the group is a revival and extension of Al Qaeda in Iraq, whose sectarian-fueled insurgency pushed that country to the brink of civil war in 2006 and 2007, before the group suffered major defeats at the hands of tribal fighters and U.S. troops.

In Syria, however, the group has found the vast territories that have fallen into rebel hands near Syria's northern and eastern borders to be an ideal environment to regroup and advance its agenda.

The area is lawless, covered by a weak patchwork of local councils and rebel groups struggling to administer their towns and often competing with one another for resources. This gives the group a wide area to work in with no immediate enemies. The porousness of the Iraqi and Turkish borders also makes it easy for the group to bring in supplies and fighters.

Brian Fishman, a former director of research at the Combating Terrorism Center at West Point and now a fellow at the New America Foundation, said those factors gave Al Qaeda a more favorable environment in Syria than it ever had in Iraq.

"The conditions in Syria will be ripe for ISIS for quite some time," he said.

The group is headed by an Iraqi named Abu Bakr al-Baghdadi. Its fighters hail from across the Arab world, Chechnya and parts of Europe and are commanded by local emirs to whom they pledge obedience, according to rebels in contact with the group.

While ISIS fighters have lined up alongside rebels against the government, rebels said the group appeared to focus on areas already wrested from Mr. Assad, even if that means displacing rebels.

"The idea is that they are trying to control the areas that are already liberated," said Thaer Shaib, a rebel fighter from Idlib Province. "We go to the front, we liberate areas and leave a few fighters behind in order to advance, and then they come and hit us in the back."

Throughout the scattered areas the foreign jihadis control along Syria's northern border, they have banned smoking in public and attacked Kurdish villages, some of which had truces with

the rebels.

In Raqqa, the only regional capital to fall under full rebel control, ISIS has set up bases in government buildings, publicly executed members of the minority Alawite sect, to which Mr. Assad belongs, and detained activists who have demonstrated against it.

"They control through fear, by holding public executions, walking around in masks, showing their weapons, and killing and kidnapping anyone who stands against them or their acts," said an activist in Raqqa who declined to give his name for fear that extremists would hunt him down.

Although the groups sometimes cooperate in battle, ISIS is separate from the first Qaeda group to emerge in Syria, the Nusra Front, whose leader rejected a proposed merger this year.

Since then, foreign fighters have flocked to ISIS, while the Nusra Front has been more clearly accepted by mainline rebels for keeping its focus on the fight against Mr. Assad.

A U.S. official said that ISIS was smaller than the Nusra Front and represented a "tiny" part of the armed opposition, but that the group appeared to be growing by attracting some of the most extreme foreign fighters.

The official also said that the group's fights with other rebel brigades could

"I don't think they have ambitions of taking over the entire country, although they'd be happy to."

harm it if the clashes led to a popular reaction against it.

Last week, 10 Islamist brigades signed a statement with the Nusra Front calling for an Islamic state and rejecting the opposition in exile, the Syrian National Coalition. Members of the groups that signed said the statement was also intended to project unity among Islamic rebel brigades that do not share the ISIS agenda.

ISIS makes its vision for Syria clear in videos it releases on militant Web sites, showing its fighters seeking to help the poor, spread their strict interpretation of Islam and kill those they consider infidels.

One video about a recent ISIS offensive in the central province of Hama showed a commander laying out battle plans to a group of fighters with images from Google Earth projected on a wall.

"We have to give them a lesson that their plans will fail," said the unidentified commander. "Syria will be nothing but an Islamic caliphate, God willing."

Karam Shoumali contributed reporting from Istanbul, Eric Schmitt from Washington, and an employee of The New York Times from Beirut.

Le jeu ambigu de la Turquie avec les groupes extrémistes

Istanbul

Correspondance

Officiellement, la Turquie « ne soutient aucun groupe en particulier au sein de l'opposition syrienne ». Mais les allées et venues de combattants djihadistes de part et d'autre de sa frontière avec la Syrie sont devenues embarrassan-

tes. « Nous n'apportons aucune aide directe à Jabhat Al-Nosra ni à aucun autre. Notre seul contact, c'est la Coalition nationale syrienne [qui siège à Istanbul] », insiste le ministère des affaires étrangères. La présence de militants radicaux, soignés dans les hôpitaux frontaliers ou hébergés dans des camps de réfugiés, est pourtant de plus en plus visible.

Depuis plusieurs mois, les alliés de l'OTAN s'interrogent sur l'attitude d'Ankara, accusé au mieux de fermer les yeux sur ces passages, au pire de consolider les positions des djihadistes dans le nord syrien.

Attentats-suicides à Erbil

Des explosions ont ensanglanté Erbil, capitale de la province autonome kurde d'Irak, dimanche 29 septembre, faisant au moins 6 morts et une quarantaine de blessés. La double attaque suicide a été commise à l'aide de véhicules piégés, qui ont explosé successivement à proximité du bâtiment des forces de sécurité intérieure kurdes (Asaish).

Les autorités soupçonnent les groupes de combattants djihadistes actifs en Syrie d'être les auteurs de cet attentat, le premier perpétré depuis 2007 à Erbil : le Kurdistan est habituellement épargné par les violences, au contraire du reste de l'Irak, où 46 personnes ont été tuées dimanche. - (Corresp.)

Un calcul dangereux pour le journaliste turc Mete Cubukçu, qui se demande « si la politique étrangère turque n'a pas créé un taliban syrien ». « Il est très difficile d'y trouver une explication logique. On ne peut pas à la fois réclamer à l'OTAN la protection de la frontière par des batteries de missiles Patriot et aider Al-Nosra. C'est le grand écart de la diplomatie turque », estime un diplomate occidental.

Les Kurdes sont les plus critiques. Selahettin Demirtas, le dirigeant du Parti de la paix et de la démocratie (BDP), proche du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), assure que « la frontière turque est grande ouverte » aux djihadistes, qui « sans le soutien turc n'auraient pas pu tenir une semaine ». Le gouvernement d'Erdogan est accusé d'utiliser les djihadistes pour s'opposer aux velléités d'autonomie kurde dans le nord de la Syrie. L'Etat islamique en Irak et au Levant assiège les milices affiliées au PKK pour le contrôle des villes frontalières de Kobani (Ayn-Al-Arab) et de Sere Kaniye (Ras-Al-Ayn).

« La Turquie utilise ces bandes armées pour faire la guerre contre nous. Elle leur donne des balles et des mortiers. Tout cela est fait au grand jour », a affirmé, dans le journal turc *Taraf*, Saleh Muslim, le dirigeant du PYD, la branche syrienne du PKK. Kadri Gürsel, du quotidien *Milliyet*, ne doute pas non plus du soutien turc. « Il

aurait été impossible pour ces militants extrémistes de parvenir à une telle supériorité contre les forces du régime sans un soutien logistique en Turquie et un accès sans limite à la frontière. » Le pays a déjà servi de plaque tournante à l'internationale djihadiste au milieu des années 1990, lorsque les volontaires en partance pour la Bosnie ou la Tchétchénie transitaient par Istanbul.

Critiques de Washington

Cet appui aux rebelles les plus radicaux est surtout tactique, estime Sinan Ulgen, directeur du think tank EDAM (Centre d'études économiques et de politique étrangère). « Jusqu'à il y a deux mois, la Turquie a continué à soutenir ces groupes extrémistes parce qu'ils étaient les plus influents sur le champ de bataille. Mais cela a soulevé des critiques, notamment de la part de Washington », note-t-il.

La Turquie aurait donc misé sur la force la plus efficace sur le terrain. Des remontrances se sont exprimées en mars, au cours de la visite aux Etats-Unis du ministre des affaires étrangères, Ahmet Davutoglu.

Selon M. Ulgen, la Turquie changerait de politique « pour ne pas mettre en danger ses relations avec ses alliés, mais surtout parce qu'elle s'est rendu compte du risque que les djihadistes pouvaient faire courir pour sa propre sécurité ». ■

GUILLAUME PERRIER



2 OCTOBRE 2013

DÉCRYPTAGE

Par RAGIP DURAN Correspondant à Istanbul

Le «paquet» de réformes d'Erdogan trop léger pour les Kurdes

Présenté comme un «pas historique de la démocratisation», l'ensemble de réformes annoncé lundi par le Premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, est contesté par l'opposition et les Kurdes.

Qu'est-ce que le «paquet démocratique» ?

Du changement du nom d'une université à l'autorisation du port du foulard islamique dans l'espace public pour les fonctionnaires, le «paquet» de réformes annoncé par Erdogan concerne

d'abord la liberté de religion et de croyance... mais en premier lieu pour la majorité sunnite. Il prévoit aussi l'abolition du serment prononcé chaque début de semaine par les élèves du primaire, commençant par un «je suis turc» à la connotation très nationaliste. Les lettres «x», «w» ou «q», qui étaient interdites parce qu'ignorées en turc et caractéristiques de la langue kurde, seront désormais libres d'utilisation. Il sera aussi possible de rendre leurs noms originaux (en majorité arméniens, grecs ou kurdes) à des villages d'Anatolie. Mais les questions de fond et

les sujets les plus sensibles ont été éludés. L'annulation du seuil de 10% des voix pour entrer au Parlement, revendiquée par tous les partis à l'exception de l'AKP (au pouvoir depuis 2002), est promise mais ne sera pas mise en application dans l'immédiat. Surtout, les Kurdes - 15 millions des 76 millions de citoyens turcs - n'obtiennent pas ce qu'ils voulaient dans ce texte qui évoque uniquement le droit à un enseignement privé dans leur langue.

Qu'espéraient les Kurdes ?

«Ce paquet est fait par un seul homme. Il n'y a eu ni concerta-

tion ni information. De plus, il n'y a rien pour les Kurdes, rien pour débloquer le processus de paix», affirme Ahmet Turk, une des grandes figures du mouvement kurde. Le BDP, principal parti kurde (29 députés sur 548), revendique le droit à l'enseignement en langue maternelle kurde dans les écoles publiques, une forme d'autonomie pour les régions à majorité kurde de l'est et du sud-est, une ré-

vision de la loi antiterroriste pour permettre la libération de milliers de militants et une mention de l'identité kurde dans la Constitution. Des exigences qui sont aussi celles du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), qui mène une lutte armée depuis 1984 dans un conflit qui a fait 40 000 morts.

Le processus de paix est-il menacé ?

L'hiver dernier, le Premier ministre avait entamé des négociations directes avec le leader du PKK emprisonné, Abdullah Ocalan, pour trouver une issue politique au conflit. La timidité des ouvertures d'Erdogan risque de paralyser un processus déjà enlisé. Le PKK avait déjà annoncé, il y a un mois, l'arrêt du retrait de ses combattants du territoire turc car «le gouvernement n'a même

pas fait un pas positif».

A l'orée d'une année électorale cruciale, Recep Tayyip Erdogan ne veut pas trop choquer son électorat le plus conservateur tout en essayant de rétablir sa crédibilité de «réformiste» ébranlée par la contestation du printemps. Au risque de perdre sur tous les tableaux. ◆

Le Monde

Jeudi 3 octobre 2013

Les experts en désarmement chimique mandatés par l'ONU sont arrivés à Damas

La première tâche des inspecteurs consiste à neutraliser les sites de production d'agents toxiques

La Haye
Correspondance

Une vingtaine d'experts de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) est arrivée à Damas, mardi 1^{er} octobre, pour préparer le démantèlement de l'arsenal chimique syrien. Le régime de Bachar Al-Assad possède l'un des plus importants stocks d'armes de ce type, évalué par les spécialistes à plus de 1 000 tonnes, dont 300 tonnes de gaz moutarde. Les inspecteurs de l'OIAC vont devoir passer en revue les différents sites de pro-

Risques de famine dans une banlieue de Damas

L'opposition syrienne a mis en garde, mardi 1^{er} octobre, contre un «désastre humanitaire» dans la banlieue de Damas, accusant le régime «d'affamer» les habitants de Mouadamiyat Al-Cham. Cette localité, qui sert de base arrière aux rebelles, est assiégée par les forces loyalistes depuis des mois, ce qui génère des pénuries de nourriture. Au moins quatre enfants et trois femmes sont déjà morts de faim, selon la Coalition nationale syrienne.

Celle-ci réclame l'ouverture de «corridors humanitaires» de manière à acheminer de l'aide aux habitants et à évacuer «les centaines de personnes qui risquent de mourir de faim».

duction d'agents chimiques déclarés par Damas et superviser leur destruction ou leur neutralisation d'ici le 1^{er} novembre.

L'urgence appelle des «méthodes expéditives», explique-t-on à La Haye, siège de l'OIAC, comme cimenter les installations ou détruire les bâtiments. Cette mission de l'OIAC est une conséquence directe de l'accord russo-américain sur la mise sous tutelle internationale de l'arsenal chimique syrien, adopté à Genève le 14 septembre. Une initiative qui avait aussitôt mis un frein à une intervention militaire un temps envisagé après l'attaque chimique du 21 août dans les faubourgs de Damas.

Selon l'accord russo-américain, l'OIAC est chargée de piloter le démantèlement du dispositif chimique syrien. Vendredi 27 septembre, l'organisation a validé ce mandat, auquel la résolution 2118, adoptée par le Conseil de sécurité des Nations unies quelques heures plus tard, a donné un cadre légal. Un calendrier des destructions devrait être établi avant la mi-novembre, sachant que la Syrie a jusqu'à juin 2014 pour détruire ses stocks.

Plusieurs inconnues pèsent sur cette mission sans précédent pour l'organisation, dont le traité est entré en vigueur en 1997. Pour l'instant, la Syrie coopère, se félicite-t-on à l'OIAC. Elle a en effet fourni dans les délais impartis une première liste de ses installations, qui doit être complétée d'ici vendredi.

Elle a aussi rapidement ouvert son territoire aux experts, chimistes et ingénieurs, parmi lesquels figurent des ressortissants des cinq pays membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU (France, Etats-Unis, Royaume-Uni, Russie et Chine), relève Michael Luhan, porte-parole de l'organisation. Jamais de tels stocks n'ont été détruits dans des délais si courts. «C'est ambitieux mais je suis plutôt optimiste», assure Jean Pascal Zanders, consultant en armes

« En cas de blocages persistants, l'OIAC n'hésitera pas à saisir l'ONU »

Scott Spence

juriste d'une ONG spécialisée dans le désarmement

chimiques et bactériologiques. La plupart des stocks n'ont pas encore été traités pour devenir des armes», explique-t-il.

Peu après l'attaque du 21 août, Damas avait été soupçonné de déplacer ses armements. «Même si c'est le cas, la Syrie s'est engagée à dévoiler la localisation précise de tous ses sites», explique le chercheur. Si la Syrie semble, pour le moment, coopérer, elle reste «sous la pression du Conseil de sécurité de l'ONU et de l'OIAC», rappelle Scott Spence, juriste à Vertic, une ONG spécialisée dans le désarmement. Il appartiendra à l'OIAC

de dénoncer auprès des Nations unies les blocages éventuels de Damas. «Le conseil exécutif de l'OIAC fonctionne par consensus», explique M. Spence. Si la Syrie ne coopère pas, il peut demander des comptes aux autorités. Mais en cas de blocages persistants, l'OIAC n'hésitera pas à saisir l'ONU.»

L'un des défis les plus importants de la mission reste la sécurité. «L'OIAC n'est jamais intervenue dans un pays en guerre civile», rappelle un diplomate à La Haye. «Elle se rend d'habitude dans des pays qui ont décidé eux-mêmes de détruire leurs armes et qui ne sont pas en conflit. Il y a le risque que les Syriens disent qu'ils n'ont pas les moyens d'assurer la protection des inspecteurs.» La Syrie sera membre à part entière de l'organisation à compter du 14 octobre. «A partir de ce moment, si l'armée ou les djihadistes attaquent une mission de l'OIAC, les autorités syriennes seront tenues directement responsables», assure ce diplomate.

A La Haye, l'OIAC planche désormais sur le budget de l'opération. La mission de vérification pourrait être prise en charge par l'organisation, dont le budget s'élève à 70 millions d'euros par an. Mais la destruction, estimée à un coût d'au moins un milliard de dollars, excède largement ses capacités. L'OIAC devrait, dans les prochains jours, faire appel aux contributions volontaires des Etats. «Les offres affluent déjà», se félicite M. Luhan. ■

STÉPHANIE MAUPAS

The enduring frustration of Turkey's Kurds

By Noah Blaser Friday

"After these years of killings, what else can people feel but distrust?" asked rights campaigner Raci Bilici, who was trying to make himself heard over the rumble of a military helicopter flying low across the sky.

The ancient walls of Diyarbakir, the unofficial capital of Turkey's Kurdish separatist movement, loomed overhead as Bilici traced the mass grave of 29 murdered political prisoners that were found here just one year ago. "So much has changed for the better, but this is still a city where nobody wants to know what is buried under their feet."

Hemmed in by military bases and patrolled by rock-battered armored cars, Diyarbakir is supposed to be a city moving toward peace. This week, Turkish Prime Minister Recep Tayyip Erdogan announced a reform package aimed at expanding rights for the country's 15-million Kurds, billing the measure as a step toward ending a 30-year ethnic conflict that has taken at least 40,000 lives and devastated the country's southeast.

The reform, he declared on Monday, will legalize Kurdish-language education in private, though not public, schools. It will provide state funding for smaller -- read Kurdish -- political parties and lift a ban on the letters q, w, and x -- letters essential to Kurdish that Ankara "banished from the alphabet" in the 1920s. The reform will meanwhile do away with the before-school oath "I am a Turk, I am hard working," which generations of Kurds were forced to recite during primary school. Critically, Erdogan also promised a parliamentary debate on changing an "election threshold" that hinders Kurdish participation in the national legislature.

Those steps seemed far from an open hand in Diyarbakir, where residents who had gathered to watch the reform announcement on TV cleared out of cafes and restaurants in anger, widely decrying the reforms as "empty." "Who has the money for private school?" asked father of six, Omer Koroglu. He said native tongue education -- a long-standing demand of Kurds -- would remain unaffordable for most residents in the widely impoverished city. Many dismissed hints of inclusive electoral laws as a promise undelivered, while others noted that Kurdish names and letters are already widely in use throughout the southeast.

Kurds had expected more, especially after a



historic cease-fire was brokered earlier this year between Ankara and Abdullah Ocalan, the imprisoned leader of the Kurdish Workers' Party (PKK). After a bloody summer of fighting in 2012, Ocalan ordered the withdrawal of the PKK to its base in northern Iraq, securing implicit promises from Ankara that it would make reforms to help steer the conflict to a resolution.

Both sides want an end to three decades of fighting. Sinan Ulgen, chairman of the Istanbul-based Center for Economics and Foreign Policy Studies (EDAM), said that even if the PKK was dissatisfied with the pace of reforms, "neither side wants to be the one who starts shooting again." Erdogan hinted at future reforms in his speech this week, though Ulgen warned that advancing reforms piecemeal will see "the Kurdish side getting frustrated and weary."

Frustration goes hand in hand with anguished memories for residents of Turkey's southeast, where the government depopulated and razed over 4,000 villages in the 1990s, both sides deliberately abducted and murdered civilians, and thousands of victims were hastily buried in unmarked graves across the region.

Ankara's security policy in the southeast is another pervasive source of distrust, and many in Diyarbakir this week expected a softening of internationally criticized terror laws that permit arbitrary arrests and indefinite detentions. Many had also expected the release of some political prisoners held by Ankara for years without charge.

"If you want to understand the power of the state," offered Raci Bilici, head of the Diyarbakir Rights Association (IHD) "you should be asking me about my brother." Bilici's brother has been missing since he joined the PKK in the 1990s, and last month, the government published his name on a list of guerillas that declassified military documents confirm were killed a

decade ago. The tragedy, said Bilici, is that "his and thousands of other bodies could be located in 24 hours" if the government questioned the police and military officials that once fought the PKK and used brutal counter guerrilla tactics against Kurdish civilians. But that would require the state to exhume evidence of the very extra-judicial killings committed in its name -- when the 29 murdered prisoners were found by chance in Diyarbakir last year, they were found beneath the trash dump of a former police station. There is little doubt they were murdered by government forces. "If I ask someone from the government if they know the location of my brother's body, they'll say it is classified," he said, growing glassy-eyed. "That's how the power of the state hangs on you."

Security policies similarly strengthen perceptions of state impunity. "If the terror are in place we'll never be equal citizens. Imagine sitting in a jail cell for months, knowing you could suddenly be sentenced to 10 years in prison," said Dicle University student Bedri Oguz, who was arrested at a demonstration and detained for six months without a charge filed against him. "Then one day, they simply said 'you can go.' Someone can always exercise power over our lives." Current terror laws allow police to equate attendance at political rallies with membership in a terrorist organization, a policy that is "totally divorced from democratic law," said sociologist at Bogazici University Nazan Ustundag.

Arrests aimed at stemming a government investigation into the Kurdish Communities Union (KCK), a PKK-affiliated organization, have also targeted scores of journalists, academics, and politicians. In many cases, arrests have paralyzed local politics. Local administrators, who already complain of having little power over Ankara-appointed regional governors, complain of being arrested and replaced with government-appointed officials. "It makes residents jaded about trusting the political process at all," said Abdullah Demirbas, the pro-Kurdish Peace and Democracy Party (BDP) mayor of Diyarbakir's historic center. While serving as mayor in 2007, Demirbas was arrested for publishing municipal announcements in Kurdish, Arabic, Armenian, and Assyrian alongside Turkish, and jailed for five months.

Softening security policies or making other-wise conciliatory gestures to Kurds is risky business for Turkey's ruling Justice and Development Party (AKP) government, however, because it relies on the country's nationalist voting bloc for much of its support. "The government will almost certainly not be making major reforms in five months before the next presidential elections," said Ulgen. "Ankara knows that no side wants to be the one who shoots first. It has time to stay away from fast-paced reforms in ➤"

► order to keep voters satisfied."

Bolder reforms will be needed to win over Rami Sarioglu, a cafe-going pensioner in Diyarbakir who said his faith in the current government was lost two years ago, when Turkish warplanes killed 35 Kurdish civilians near the village of Uludere on the Iraqi border. Turkey's government apologized for the strike in early summer the following year, but has maintained that it mistook the villagers for members of the PKK. Kurds widely believe the government attacked the villagers deliberately. "They wanted to say, we can still hit you," said Sarioglu.

The government missed one landmark

chance to win Kurd's trust earlier this year, argued Ayla Demirci, whose husband was abducted during an army raid on her village in 1996. Recently, the government sentenced hundreds of military officers to jail for an alleged plot to forcibly remove the AKP from power. But many of those same officers also served in the southeast during the years of forced disappearances and state terrorism. "They had the right people on trial, and they didn't try to get answers about what they did to us. They didn't even try to give us justice," Ayla said.

The same could be said about the reform package, said university student Bedri. Drafted by AKP officials behind closed

doors, "it wasn't something Kurds had a say in," he said. "We were supposed to watch the TV to see how much democracy we won. That isn't democracy."

Standing in the shade of Diyarbakir's hulking medieval walls, rights campaigner Bilici suggested that, weary of war Turkey's Kurds have just one option left: continue to peaceably advocate for their rights. "The state could help us, maybe they won't," he said. "Either way, I want to find my brother." ♦

Noah Blaser @nblaser18 is a journalist based in Istanbul, Turkey.



October / 2 / 2013

Nationalists stage protests against package across Turkey

ISTANBUL / The "Idealist Quarters," an ultranationalist organization known as "Ülkü Ocakları" in Turkey, have staged country-wide protests against the lifting of the student oath and partial liberalization of the use of Kurdish as part of a democratization package unveiled by the prime minister.

language" and accused it of "being in accordance with the demands of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK)."

Convening in many cities on Oct. 1, Ülkü Ocakları members and supporters read the student oath and sang the national anthem to protest what they called the "exploitation of the fundamental values of the Turkish nation."

Participants in the demonstrations chanted one of Mustafa Kemal Atatürk's most famous maxims, which is also the last sentence of the oath, "Ne mutlu Türküm diyene" (How happy is the one who says I'm a Turk), while marching.

The organization expressed particular anger at three items: the permission to



conduct political activities in different languages and dialects, permitting co-chairmanship in political parties and lifting the ban on usage of letters that are not in the Turkish alphabet, specifically the letters "q," "w" and "x," which are used in Kurdish.

The group, affiliated with the Nationalist Movement Party (MHP) despite not having direct organizational links, asserted that Turkey's language was Turkish and accused the government of "selling the country to Turkey's enemies."

"This betrayal process, in which to say

'I'm Turkish' on Turkish soil has turned into a crime, will turn on its owners," according to a press statement read at the protests.

MHP leader Devlet Bahçeli also labeled the package as "a so-called democratization package" while claiming the measures were the outcome of the PKK's demands on the government.

"Prime Minister [Recep Tayyip Erdoğan] is attempting to pull the wool over our nation's eyes with democratization packages. He is meeting the demands of the PKK one by one," he said Oct. 1.

The MHP and Ülkü Ocakları have harshly criticized the government for negotiating with Kurdish groups and attempting to divide the country during the ongoing peace process.

Kurds, however, have also expressed disappointment with the content of the reforms, declaring them insufficient.

"The Kurds wished to solve the Kurdish problem, to solve the belief difficulties of the Alevis ... We wish to clearly state that this package has not met any of these wishes. This is not a package that addresses Turkey's need for democratization," Gültan Kışanak, co-chair of the Peace and Democracy Party (BDP), said after the release of the package. □

AP Associated Press

Rebels in Iran Kurdish area kill 5 Revolutionary Guard troops

TEHRAN, Iran – October 10, 2013 -Associated Press

AN IRANIAN semi-official news agency is reporting an armed group has killed five members of the elite Revolutionary Guards

in a Kurdish area near the Iraqi border.

The Thursday report by Fars quotes an unnamed official as saying two other members of the Guards were wounded in the midday clash with "counterrevolutionary armed guerrillas" near the Kurdish town of Baneh, some 305 miles (488 km) west of Tehran.

The report did not name any group but the area is scene of occasional clashes between government forces and rebels.

This was the most serious incident between the two sides since April 2012, when four troops from the Guards were killed in clashes with rebels in the Kurdish area ○



Syria chemical attack reopens old wounds among Kurds

HALABJA, Iraq, October 4, 2013 (Reuters) -By Isabel Coles

- **Damascus chemical attack awakens old fears in Halabja**
- **Lingering health problems 25 years on**
- **Kurds fear chemical weapons deal lets Assad off hook**

A SWEET smell, like that of apples, wafted through the air. In a field, a cow's eyes began to stream. A bird fell from the sky, its feathers singed, and people's mouths began to fill with ulcers.

At least 5,000 people were gassed to death that spring day in 1988 when the Iraqi air force dropped chemical bombs on the town of Halabja in the country's Kurdish north - a defining moment in a long history of oppression.

Survivors of that raid are reliving the horror following a sarin gas attack in a rebel-held suburb of Damascus in August that has also alarmed fellow Kurds in Syria.

International experts arrived in Damascus this week to begin the process of destroying President Bashar al-Assad's chemical arsenal, a problematic task in the middle of a war.

Kurds in both Syria and Iraq fear that Assad, unpunished for the poison gas attack, has been let off the hook, and that in the changing fortunes of Syria's war, his chemical weapons could fall into the hands of Islamist insurgents.

"The wound of our town has been re-opened in Syria," said Hamida Hassan Mohammed, visibly agitated as she recounted what happened in her home town 25 years ago. "We feel as though Halabja has been attacked again."

Residents of Halabja took to the streets in protest against the Aug 21 chemical attack in Damascus, which the United States said killed more than 1,400 people and blamed on Assad, threatening air strikes to punish him. Syria denies responsibility.

That threat was deflected by a deal to eradicate Syria's chemical weapons, which the U.N. Security Council adopted as a resolution that does not threaten automatic military action against Assad's government if it does not comply.

Kurds in Iraq and Syria welcomed the initiative, but some regretted that air strikes against Assad had been averted.

"DANGEROUS PRECEDENT"

"Halabja should be a lesson. If the Syrian regime isn't held accountable, it sets a dangerous precedent," said Abdelhakim Bashar, head of the Kurdistan Democratic Party in Syria.

"What we fear is that the agenda will change from removing the regime to removing its chemical weapons. That is a long-term project."

The United Nations described the attack in Syria as the most significant of its kind since Halabja - which was the climax of a wider campaign known as Anfal during which thousands of Kurdish villages were razed, at least one million people forced from their homes and close to 200,000 killed.

In Halabja, which lies in a bowl of mountains on the border with Iran, a large monument in the shape of hands rises towards the sky in agony or supplication.

"You can still see the impact on the town and our bodies," said Loqman Mohammed, the head of an association for the survivors of Halabja, standing amidst the rubble of a building wrecked by Iraqi bombardment.

"When my family and I saw the pictures (of the chemical attack in Syria) on TV, we wept because we feel their pain. The effects will

reveal themselves in years to come."

Halabja victims still suffer from the effects of the chemical attack, including respiratory difficulties, blindness and residual burns.

Town resident Hamida Hassan Mohammed emptied a whole plastic bag full of medicines on to the carpet as evidence of her continuing health problems.

Halabjans, whose plight went largely ignored by the international community, say Assad deserves the same fate as Saddam Hussein, who was behind the chemical attack on their town and was eventually put on trial and hanged in 2006, albeit for other crimes.

The Iraq war has been cited as a cautionary tale against intervention in Syria, but in Halabja and Kurdistan more widely, the U.S.-led invasion that ended Saddam's iron-fisted rule is remembered as a righteous endeavour.

Kurdistan is now prospering whilst insurgents wreak havoc in the rest of the country, joining forces with al Qaeda-linked militants in neighbouring Syria and striking on both sides of the border.

Iraqi Kurdish officials fear that Syria's chemical weapons could fall into the Islamists' hands. A rare bomb attack in the Kurdish capital Arbil last Sunday served as a reminder of the proximity of danger.

"Syria is close to Kurdistan, so we are worried about these chemicals being transferred to Iraq and used by terrorists here as well," said Minister of Martyrs and Anfal Affairs Aram Mohammed. "This is a concern for us."

"GOLDEN OPPORTUNITIES"

Over the two and a half years since Assad first tried to quell the uprising against him, at least 200,000 Syrian refugees, most of them Kurds, have fled across the border to safety amongst their ethnic kin in Iraq.

Their flight perpetuates a history of persecution and displacement for Kurds, whose ambitions for statehood and ultimately a unified homeland have been thwarted by successive central governments in the four countries across which they are divided.

At a refugee camp on the outskirts of Arbil, a woman said the chemical attack in Damascus had immediately evoked memories of Iraqi Kurdistan's past: "We were scared that something like Halabja would happen to us and we will all die."

But there are other strong echoes of Iraqi Kurdish history in Syria, where Kurds are divided into two main factions that have at times found themselves on opposite sides of the conflict.

Kurds of all factions in Syria broadly agree on what they want - more rights and autonomy - but differ on the details and how to achieve it.

The dominant faction is the Democratic Union Party (PYD) and its armed wing, which has been fighting Arab rebels and Islamists who suspect the Kurds of wanting to secede. They are loyal to Abdullah Ocalan, although they deny having direct organisational links with his Kurdistan Workers' Party.

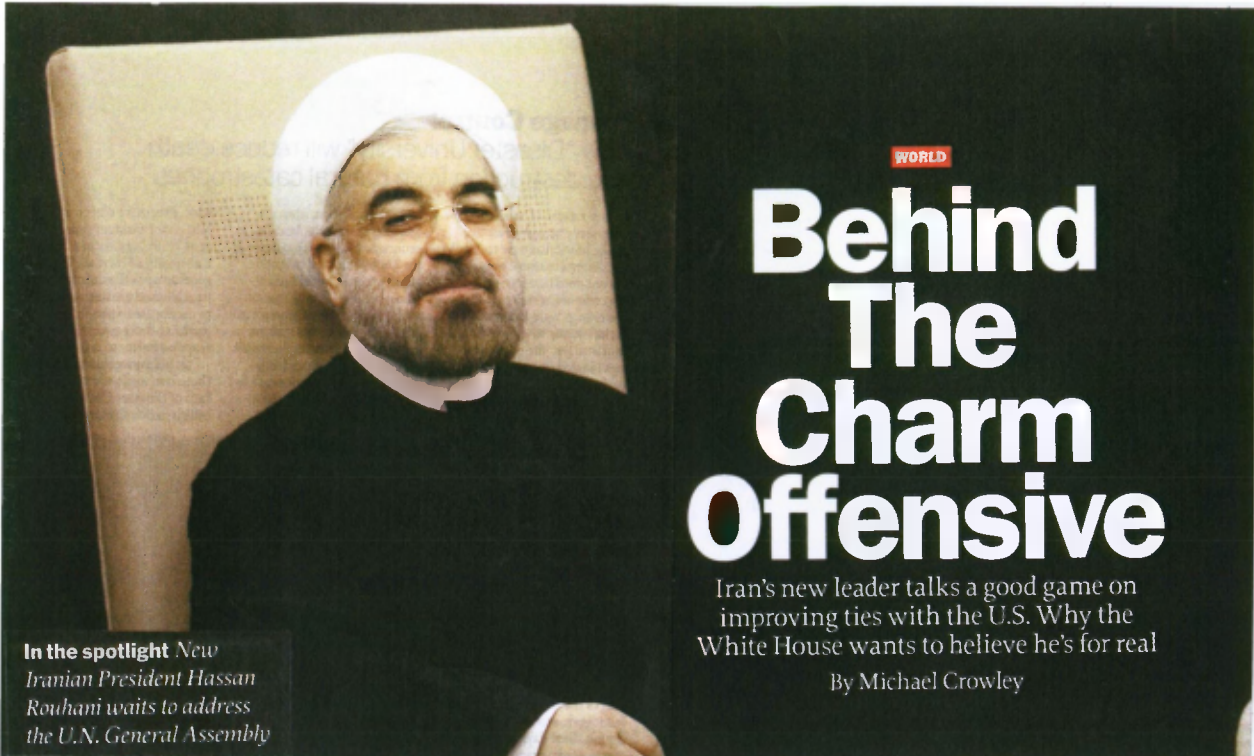
The other faction comprises more than a dozen smaller parties that look to Iraqi Kurdish leader Masoud Barzani for patronage and are united against the PYD, which they accuse of trying to prevent them joining the uprising against Assad.

Several men at the camp said they were less concerned about being targeted by government forces than by the PYD, which they accuse of being in league with Assad and seeking to replace his authoritarian one-party rule with its own.

The rivalry recalls the civil war between the two main parties in Iraqi Kurdistan after the region won autonomy in 1991 that has left a lasting imprint on its politics.

"Who lost from that? Who gained from that?," said PYD representative Jaafar Hanan, citing the civil war in Iraqi Kurdistan. "The Kurdish people lost their sons and golden opportunities." ●

TIME OCTOBER 7, 2013



In the spotlight *New Iranian President Hassan Rouhani waits to address the U.N. General Assembly*

WORLD

Behind The Charm Offensive

Iran's new leader talks a good game on improving ties with the U.S. Why the White House wants to believe he's for real

By Michael Crowley

T

THE LAST TIME AN AMERICAN PRESIDENT tried to greet his Iranian counterpart informally, the gambit dissolved into a game of hide-and-seek.

The scene unfolded in 2000, when Bill Clinton wanted to introduce himself to Iran's reformist President Mohammed Khatami at the United Nations' annual gathering in New York City. The two leaders were preparing for a painstakingly orchestrated hallway handshake when Khatami balked—he ducked into a bathroom and refused to emerge until Clinton had given up. It turned out that hard-liners back in Iran had issued a last-minute veto to a clutch with the American leader. It would be 13 years before conditions seemed right for another try. At the U.N. on Sept. 24, it appeared possible that President Obama

would have his own encounter, to use the diplomatic term of art, with Iran's recently elected President Hassan Rouhani, somewhere in the bustling U.N. complex.

More than at any time since 1979, each side has a strong motive for a rapprochement: Obama wants to prevent Iran from achieving nuclear-weapons capability without risking another Middle East war. Rouhani was elected with a mandate to improve an economy ravaged by sanctions. In the days before the U.N. confab, the Iranians seemed very keen for a presidential handshake, and Rouhani told an interviewer he would consider meeting Obama. White House aides made it clear that the American President was game.

It didn't happen. Officials on both sides discussed a possible meeting in the days leading up to the U.N. event. Reporters hopefully pressed them to ensure that photogra-

phers could witness the historic scene. But the planning never reached the 2000 effort's level of detail, and the Iranians aborted. "It was clear that it was too complicated for them," a White House official said. In plain terms, the Obama team was letting it be known that Rouhani had either chickened out—or, much like Khatami before him, had had his leash yanked from Tehran.

At a breakfast the following day with a group of journalists, Rouhani said it was the U.S. that had pushed hard for the meeting and claimed he turned it down because there hadn't been enough time to prepare. Striking a slightly different posture from

the one he struck in the lead-up to the General Assembly, he now said Iran "wasn't opposed" to talks but that they should take place only when concrete plans were on the table. "If we don't take the first steps carefully, [we] won't meet our goals," he said.

The weeklong do-si-do's abrupt end was a puzzling turn—and a potentially pivotal one for Obama. Since Rouhani's election in June, the Iranian President has repeatedly signaled a willingness to cut a deal over Iran's nuclear program, which was generally nonnegotiable during the term of his predecessor, the gleefully antagonistic Mahmoud Ahmadinejad. It became clear that Obama was just as eager for a deal—perhaps even more so. But the missed opportunity to meet and Rouhani's vagueness so far on possible concessions suggests that Obama could find himself with no hand to shake after all, right up to the day when he must decide whether to go to war.

"I think [Iran's] system just got cold feet. Rouhani can't afford to be seen shaking hands with the devil," says Gary Samore, Obama's Iran point man until earlier this year and now president of United Against Nuclear Iran. "All this puts a damper on expectations. The two sides are very far apart in terms of substance toward getting a nuclear deal."

Old Problem, New Prose

IT WAS THE U.S. THAT PLANTED THE FIRST seeds of Iran's nuclear program, as part of the Eisenhower-era Atoms for Peace project, which supplied Iran's friendly Shah



Iran kept the scope and momentum of its nuclear program hidden through the 1990s, until in 2002 a dissident group stunned the world by exposing the program's advanced state and Iran's apparent goal of creating weapons-grade fissile material. Tehran insisted then, as it does now, that it's enriching uranium for peaceful purposes only: Supreme Leader Ayatullah Ali Khamenei has issued a fatwa, or religious ruling, against nuclear weapons, and Rouhani recently told NBC News that Iran would "never" pursue the bomb. But international inspectors and every major Western government say Tehran's nuclear program exceeds its domestic energy and research needs, and U.S. officials say they have evidence that Iran has researched how to construct a bomb. Today U.S. and Israeli officials

Time to talk In his U.N. speech, Obama said he was willing to test diplomacy with Iran

with limited nuclear technology. Iran suspended its nuclear activities after the 1979 Islamic revolution but resumed them after the brutal Iran-Iraq war in the 1980s left Tehran feeling insecure.

generally estimate that Iran could build a nuclear weapon within less than a year if it chose to do so.

Obama's efforts to slow that progress continue policies begun by George W. Bush, who enraged Tehran by declaring it a member of an "axis of evil." Bush sought the first of many U.N. economic sanctions in 2006. Obama has won even tougher sanctions since Iran spurned his 2009 offer of direct talks—and he has repeatedly vowed that he's willing to use military force to stop Iran from developing a bomb. (It's not clear whether Obama's trigger would be an Iranian refusal to accept limits on its uranium enrichment or signs of actual bombmaking activity.) The vise grip of the sanctions is choking Iran. Since 2011, oil exports have dropped from 2.4 million barrels a day to less than half that rate, costing Iran's economy \$70 billion. Inflation is officially pegged at more than 40% but is probably much higher. About a quarter of young Iranians are jobless—a dangerous condition at a time of revolutionary unrest in the region.

The sanctions had little effect on the posture of Ahmadinejad, who maintained a reliably defiant and obnoxious tone. But Rouhani has mounted a charm offensive that has juiced expectations in Washington and indeed the wider world. Officials in his government openly contrast themselves with Ahmadinejad's hard-line coterie, speaking of cooperation and outreach. Rouhani himself has a Westernized streak, thanks partly to a graduate degree earned in Glasgow, where he strolled in a business suit without the turban he now dons. With a gentle demeanor and fluency in English, he's adept at charming Westerners.

And he clearly knows what the West needs to hear. In a Sept. 20 Washington *Post* op-ed, Rouhani said he wants "constructive engagement" in a "changed" world in which "cooperation and competition often occur simultaneously." He has tweeted Jewish New Year's greetings to all Jews—something it's hard to imagine the Holocaust-denying Ahmadinejad ever doing—and released a dozen political prisoners. "There's something really interesting going on here," says Kenneth Pollack of the Brookings Institution and author of *Unthinkable: Iran, the Bomb, and American Strategy*. "We shouldn't dismiss this as just words."

Obama thought so too. The American President has plenty of reasons to want a deal. Foremost is his intense desire to avoid further military action in the Middle East—something clear from his tortured response to Syria's recent use of chemical weapons—despite his repeated vows to bomb Iran if necessary. There's also the alluring prospect of Iranian cooperation on headaches like Syria, where elements of Tehran's Revolutionary Guards Corps and its Lebanese proxy, Hizballah, are

fighting alongside dictator Bashar Assad. And then there's the matter of Obama's legacy. Handing off Iran as an unresolved problem to his successor would amount to failure on one of his central responsibilities. A grand bargain, particularly one enabled by his stricter sanctions policy, could be a legacy-shaping triumph. "It is one of the few tangible opportunities the Obama Administration has to leave a positive diplomatic legacy in the Middle East," says Karim Sadjadpour of the Carnegie Endowment for International Peace.

But beneath the soothing words coming from Tehran are some political realities that may not have changed much since the Ahmadinejad era. Hard-liners still hold great power in Iran, particularly in the country's Islamic Revolutionary Guards Corps. And the real leader of Iran is not

Rouhani but Supreme Leader Khamenei, whose worldview remains fundamentally hostile to the West. Just as conservatives warned Khatami in 2000 not to get too close to Clinton, Rouhani may have received a similar message on Sept. 24. "Shaking hands with Obama would have won Rouhani huge points with the Iranian public, but it would have caused Iran's hard-liners to have a conniption," says Sadjadpour. "The Islamic Republic's identity has long been premised on resistance against American hegemony. After three decades of presiding over crowds chanting 'Death to America,' a fundamental strategic shift is incredibly dangerous for Khamenei."

Nuclear Nitty-Gritty

OF COURSE, REAL PROGRESS WILL REQUIRE far more than stagecraft. The two Presidents have already exchanged secret letters expressing a desire to talk. And they have empowered their top diplomats—namely Secretary of State John Kerry and Iran's Foreign Minister Mohammed Javad Zarif—to do so. "Let's get to those negotiations," says Hooman Majd, an Iranian-American commentator. "Let's get to the nitty-gritty." The next round of formal nuclear talks between Iran and the U.S., Russia, China, Britain, France and Germany will resume in Geneva in October.

But skeptics expect less nitty-gritty than the familiar broad talking points. The charm offensive from Tehran has come with no specific offer to make concessions, like a potential pause or slow-down in Iran's enrichment of uranium, which the Obama team had been talking up in the past few weeks. Rouhani seemed to set that firmly aside in his U.N. address when he said it was "an illusion" to think that Iran could be pressured into limiting its enrichment program—a fundamental demand of the U.S. and its Western allies.

A HISTORY OF HOSTILITY—AND CHANCES MISSED

1979: Islamic revolution
The Shah flees, Ayatollah Khomeini calls the U.S. "the Great Satan," and Americans are taken hostage

1986: Iran-contra
U.S. officials bring a Bible and a cake on a secret mission to Tehran as part of an arms-for-hostages deal

2000: Bill Clinton
The U.S. President tries and fails to arrange an "accidental" meeting with his Iranian counterpart at the U.N.

2002: George W. Bush
Iran is enraged when Bush includes it in his "axis of evil" and when he later rebuffs a 2003 Iranian "grand bargain"

2009: Barack Obama
The U.S. President sends a Persian New Year video greeting and two letters to Iran's Supreme Leader

2013: Hassan Rouhani
Iran's new President exchanges letters with Obama and raises hope for a thaw in relations

Which raises the very real possibility that the entire Manhattan charm offensive was a distraction, plain and simple. Israeli Prime Minister Benjamin Netanyahu has called Rouhani—who was a key member of Ayatollah Khomeini's original revolutionary inner circle—a "wolf in sheep's clothing." After Rouhani's NBC News interview on Sept. 18, a statement from the Israeli government warned that

Iran's leader was dissimulating: "There is no need to be fooled by the words. The test is not in what Rouhani says, but in the deeds of the Iranian regime, which continues to advance its nuclear program with vigor while Rouhani is being interviewed." Israel's fear is that Obama will be seduced into letting Iran off too easily. "A bad deal is worse than no deal," an Israeli official tells TIME.

There is good reason for Obama to doubt Rouhani's intentions. From 2003 to 2005, the Iranian President was his country's chief nuclear negotiator with European officials. (Bush wasn't talking to Tehran then.) After he finished that job, he boasted in a 2004 speech to fellow clerics that he'd used deception to buy time for Iran's program to advance. "While we were talking with the Europeans in Tehran, we were installing equipment in parts of the facility in Isfahan," he said, referring to a key uranium-enrichment site. "There was plenty of work to be done to complete the site and finish the work there. In reality, by creating a tame situation, we could finish Isfahan."

Obama officials say the West won't be fooled again by happy talk. "The acid test remains whether the Iranian government is prepared to take actions that constrain, limit and roll back its existing nuclear program in a manner that provides confidence it is peaceful in nature," says an Obama Administration official who works on Iran issues.

This helps explain why the failed handshake at the U.N. may prove to be a turning point. Obama may be eager for a deal with Rouhani. But the Iranian leader can't ignore the fact that the nuclear program has strong support among both the country's hard-liners and the general public—even those who detest the theocratic leadership. Yet if the West concludes that Rouhani and Khamenei are trying to dupe them, the consequences could be severe. "If [Obama] engages and Iran walks away, then his mandate to strike is all the bigger in the eyes of the world," says Anthony Cordesman, a Middle East expert at the Center for Strategic and International Studies.

But Obama badly wants to escape the decision to attack Iran. The question is how far he'll reach out his hand to do so. —WITH REPORTING BY JAY NEWTON-SMALL/WASHINGTON

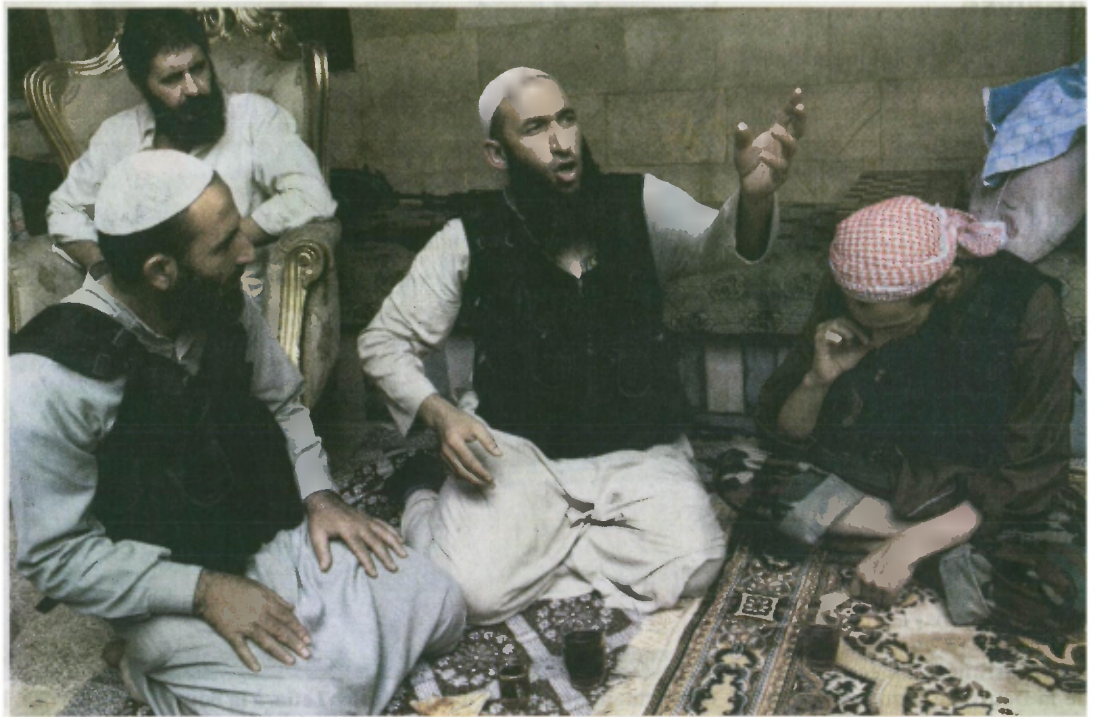
La rébellion syrienne minée par les divisions et la menace djihadiste

La faiblesse militaire de la Coalition nationale syrienne fragilise sa crédibilité internationale

Poussée djihadiste, règlements de comptes, scissions et recomposition : l'insurrection syrienne traverse depuis quelques jours une phase de turbulences, qui a déjà fait une victime, la Coalition nationale syrienne (CNS). Fragilisée par la volte-face des Etats-Unis, qui ont renoncé à attaquer le régime Assad après en avoir agité la menace, la principale plate-forme d'opposition se retrouve désavouée par un nombre croissant d'insurgés. L'Armée syrienne libre (ASL), qui est censée être sa branche militaire, est en passe de se disloquer, alors que les groupes armés qui se revendiquent d'Al-Qaïda marquent des points sur le terrain.

De passage à New York, pour l'Assemblée générale des nations unies, le chef de la CNS, Ahmed Jarba, a certes réaffirmé son rejet des « extrémistes » et son engagement en faveur d'une Syrie « démocratique, libre et juste ». Au secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, qu'il a rencontré pour la première fois, il a aussi confirmé que son organisation était prête à participer à la conférence de paix baptisée Genève 2, supposée se tenir à la mi-novembre. Mais la déconnexion de plus en plus flagrante entre l'aile politique et l'aile militaire de l'opposition minimise le poids de ces déclarations et relance le débat sur la capacité de la CNS à s'imposer sur le terrain dans l'hypothèse d'un effondrement du régime syrien.

Tout est parti d'une déclaration, diffusée mardi 24 septembre sur Internet, dans laquelle treize brigades, parmi les plus puissantes de la rébellion, ont annoncé la formation d'une nouvelle alliance, qui ne se reconnaît pas dans la Coalition et appelle, dans l'optique de l'après-Assad, à faire de la charia (loi islamique) la source unique de la législation. Parmi ces renégats figurent des islamistes purs et durs, qui n'ont jamais eu de liens avec l'ASL, comme les djihadistes du Front Al-Nosra et les salafistes d'Ahrar Al-Cham, mais aussi une demi-dizaine de groupes qui y étaient théoriquement affiliés et professaient jusque-là un islamisme



Des membres d'Al-Tawhid, à Alep, le 18 septembre. Cette brigade fait partie des treize groupes de la rébellion qui ont annoncé la formation d'une nouvelle alliance. JM LOPEZ / AFP

modéré, comme la Brigade Al-Tawhid, très présente à Alep, et la Brigade Al-Islam, à la pointe des combats en banlieue de Damas. La phraséologie employée dans l'annonce de leur rupture avec l'ASL marque-t-elle une véritable radicalisation politique ou n'est-elle qu'un habillage, destiné à attirer l'attention des salafistes du golfe

Cette recomposition de l'insurrection survient au moment où les accrochages se multiplient entre rebelles et djihadistes

Arabo-Persique, principaux arguments de la mouvance djihadiste en Syrie ? Difficile pour l'instant de se prononcer.

Ce qui est sûr, c'est que cette défection procède de l'incapacité de la CNS à obtenir de ses partenaires arabes et occidentaux des armes en quantité suffisante pour

faire face à la machine de guerre syrienne. Elle témoigne aussi de la défiance des combattants de l'intérieur envers toute forme de négociation avec des représentants du régime, comme le prévoit la conférence de Genève 2, qui n'aurait pas pour préalable la démission de Bachar Al-Assad.

Le désaveu est d'autant plus préoccupant pour M. Jarba et le général Salim Idriss, chef de l'ASL, que le communiqué des « treize » est en train de faire boule de neige. Vendredi 27 septembre, une dizaine d'autres unités, emmenées par le colonel Ammar Al-Wawi, ont rompu à leur tour avec la CNS, qu'ils accusent de s'être coupée des forces révolutionnaires. Dimanche, une quarantaine de brigades ont proclamé leur ralliement à une nouvelle coalition militaire, baptisée Armée de l'Islam, qui est destinée à mieux coordonner la résistance à la contre-offensive des forces loyalistes, dans la région de Damas. L'annonce, lue au cours d'une cérémonie solennelle organisée en banlieue de Damas, ne comprend aucun

référence à la CNS ou à l'ASL – pas plus d'ailleurs que de mention de la charia.

Cette recomposition survient au moment où les accrochages se multiplient entre rebelles et djihadistes. Après la prise de la ville d'Azaz, près de la frontière turque, par des miliciens de l'Etat islamique en Irak et au Levant, qui en ont expulsé les combattants de l'ASL, des affrontements ont éclaté à Deir ez-Zor et près d'Idlib, au cours desquels des chefs de cette organisation issue d'Al-Qaïda en Irak ont été tués.

Signe des temps, des combattants du Front Al-Nosra et d'Ahrar Al-Cham se sont emparés dimanche d'un poste militaire, près de Deraa, à la frontière avec la Jordanie. Une opération qui pourrait remettre en cause la position dominante des groupes pro-ASL dans cette région aussi. Dans une vidéo réalisée sur les lieux des combats, un homme cagoulé crie victoire, avec en arrière-plan un char pris à l'ennemi, sur lequel flotte un drapeau noir djihadiste. ■

BENJAMIN BARTHE

En Iran, l'ouverture du président Rohani semble avoir le soutien du Guide

Des millions de « like » (« j'aime ») sur Facebook et de grands poètes persans appelés à la rescousse sur le réseau social pour évoquer cette « rivière de joie qui coule en nous ». Le président iranien, Hassan Rohani, en poste depuis moins de deux mois, a suscité une immense vague de sympathie et d'espoir dans son pays pour avoir, vendredi 27 septembre, parlé quinze minutes au téléphone avec le président américain Barack Obama juste avant de prendre l'avion qui le ramenait à Téhéran. Cela faisait trente-quatre ans que des chefs d'Etat iranien et américain n'avaient pas échangé un mot.

Son geste, à la fois audacieux et décontracté, a confondu les sceptiques qui, durant tout son séjour à New York pour l'Assemblée générale des Nations unies, ont disserté sur le périmètre exact de son pouvoir, strictement limité par le Guide suprême, Ali Khamenei. Or le président « modéré » semble avoir su utiliser toute la marge de manœuvre à sa disposition. Ce faisant, et quelle que soit l'apreté des négociations sur le dossier nucléaire iranien qui auront lieu à Genève les 15 et 16 novembre, il a profondément marqué ses compatriotes.

« Pour ma génération, qui devait marcher sur le drapeau américain avant d'aller en cours et crier "Mort à l'Amérique" [à l'école], cet appel signifie l'effondrement d'un de ses principes d'éducation. Mon enfance a été empreinte de haine », écrit un certain Pedram sur sa page Facebook.

Comme lui, les Iraniens se frottent les yeux. Les deux mandats de Mahmoud Ahmadinejad les avaient habitués à ce que tout aille de mal en pis : les relations de l'Iran avec le monde extérieur ainsi que la situation économique. Or, depuis quelques jours, l'actualité à Téhéran a pris un tour très différent. Le rial, la monnaie nationale, a repris de la vigueur face au dollar. Certaines sanctions vont être allégées, notamment celles frappant la compagnie maritime nationale et la banque de développement des exportations. Et lundi 30 septembre, sur son compte Twitter, le président Rohani confirmait avoir demandé que soit étudiée la possibilité d'un vol direct entre Téhéran et New York.

Dans la foulée, certains se demandent s'il faut continuer de crier « Mort à l'Amérique » à l'école, dans les mosquées et à chaque manifestation publique. L'imam de la prière du vendredi d'Ispahan, l'hodjatoleslam Mohammad-Taghi Rahbar, a ainsi estimé que la



De retour de l'Assemblée générale des Nations unies à New York, le président iranien, Hassan Rohani, est accueilli par des partisans enthousiastes à Téhéran, le 28 septembre. EBRAHIM NOROUZI/AP

fin des hostilités entre l'Iran et les Etats-Unis était envisageable. « Le slogan "Mort à l'Amérique" n'est pas inscrit dans le Coran », a-t-il déclaré dans un entretien au journal *Ghanoun*, le 29 septembre. « A un moment, nous avons arrêté de prononcer des slogans contre l'URSS, nous pouvons faire pareil avec l'Amérique », a poursuivi M. Rahbar.

Ces développements, impensables il y a peu, provoquent de nombreuses réactions et mises en garde des conservateurs du régime. La plus sérieuse est venue du commandant des Gardiens de la révolution, Mohammad-Ali Jafari, qui a regretté, lundi 30 septembre, « l'erreur tactique » du président Rohani, consistant à ne pas avoir refusé l'appel téléphonique de son homologue américain. Il réagissait à aux déclarations de l'entourage du président Rohani, qui répète plusieurs fois par jour que c'est la Maison Blanche qui a pris l'initiative de cet appel, alors que les collaborateurs de Barack Obama prétendent au contraire que Téhéran était à l'origine de la conversation.

Qui a appelé qui ? La question peut sembler anodine, mais elle provoque les foudres des conservateurs. Lundi 30 septembre, le quotidien ultraconservateur *Kayhan* s'interrogeait ainsi avec perfidie : « Si la proposition est venue de M. Rohani, le fait de l'attribuer aux Américains n'est-il pas en contradiction avec ce gouvernement qui se targue de vérité ? »

Sur le fond, les conservateurs

estiment que cet appel est intervenu trop tôt. « Le président aurait dû reporter la conversation avec son homologue américain au moment où les Etats-Unis auraient accompli des actes concrets », a poursuivi M. Jafari. La presse conservatrice tente, elle aussi, d'accréditer l'idée que l'Iran a déjà fait des concessions alors que les Etats-Unis pas encore. « Nous avons donné des avantages concrets mais n'avons obtenu que des promesses », a titré le quotidien *Kayhan* en « une », dimanche 29 septembre.

Les inquiétudes des Gardiens de

Chef des Gardiens de la révolution, Mohammad Ali Jafari a regretté « l'erreur tactique » du président Rohani

la révolution et des ultraconservateurs, cependant, pourraient bien ne pas viser les initiatives du président Rohani, dont ils savaient bien qu'il allait tenter une opération séduction à New York, mais sur les intentions véritables du Guide suprême, Ali Khamenei. Car tout indique que ce dernier a expressément autorisé le président à faire ce qu'il a fait. Il a d'ailleurs envoyé deux de ses plus proches collaborateurs saluer et féliciter Hassan Rohani à son arrivée à l'aéroport de Téhéran, samedi 28 septembre : Ali Akbar Velayati, ancien ministre

des affaires étrangères, et Ali Chamkhani, que le Guide vient de nommer à la tête du Conseil de sécurité nationale.

La présence à l'aéroport de ces deux poids lourds du régime relativise la portée de la petite manifestation de contestation qui y a aussi eu lieu : près de soixante adversaires du président ont conspué l'Amérique et souhaité la mort d'Israël. L'un d'eux a jeté une chaussure en direction du président Rohani qui pavoisait par le toit ouvrant de sa voiture, sans l'atteindre. Lundi, la police a annoncé deux arrestations relatives à ce lancer de chaussure.

Pour les observateurs, l'épisode new-yorkais vient rappeler que Hassan Rohani est bien, dans la République islamique, l'homme des contacts avec l'Occident. En 1986, c'est lui qui avait accueilli, à Téhéran, une mission secrète dépechée par la Maison Blanche. Le président Ronald Reagan espérait alors tirer profit, pour un rapprochement historique, des ventes d'armes clandestines à l'Iran qui avaient débuté à l'été 1985. La tentative avorta avec l'éclatement du scandale dit de « l'Irangate ».

En 2003, c'est encore lui qui a mené les négociations sur le programme nucléaire iranien, dont l'ampleur venait d'être révélée. A chaque fois, Hassan Rohani a agi sur mandat du Guide suprême et c'est bien cela qui, aujourd'hui, déstabilise le camp conservateur. ■

GHAZAL GOLSHIRI
ET SERGE MICHEL

Sans surprise, les Kurdes se disent déçus par les réformes d'Erdogan

Des dizaines de milliers d'entre eux ont manifesté hier dans les rues de Diyarbakir pour demander au Premier ministre turc d'aller plus loin. Il a annoncé l'enseignement du kurde dans les écoles privées et autorisé son utilisation pour la propagande électorale tout en abaissant le seuil pour entrer au parlement. Une meilleure visibilité mais les Kurdes veulent une vraie reconnaissance institutionnelle et un statut pour le Kurdistan sans oublier la liberté pour le chef du PKK, Abdullah Öcalan", comme l'explique une députée kurde.

Depuis mars dernier, Ankara a engagé des pourparlers avec le PKK pour mettre un terme au conflit kurde qui a fait 40 000 morts



depuis 1984. Mais ce processus est fragile et le retrait des combattants du PKK du sol turc est suspendu depuis septembre.

Cet homme soutient en revanche le gou-

vernement : "ces réformes vont dans le bon sens. Elles ouvrent la voie à de nouvelles libertés individuelles et à un nouveau code vestimentaire dans les lieux publics".

Allusion directe à la question très controversée du foulard islamique. Erdogan a annoncé que les fonctionnaires auraient désormais le droit de le porter dans les institutions publiques à l'exception des policiers, des militaires, des procureurs et des juges.

A six mois des municipales, Recep Tayyip Erdogan tente de reprendre la main après les émeutes de juin dernier à Istanbul et Ankara où une partie de la population a dénoncé "sa dérive islamiste". □

Irak : deux attentats-suicides font au moins 60 morts

BAGDAD / 5 octobre 2013 (Reuters)

UN KAMIKAZE s'est fait sauter samedi à un barrage de police parmi un groupe de pèlerins chiites à Bagdad, faisant au moins 48 morts, a-t-on appris de sources médicales et policières.

Les pèlerins se rendaient à un lieu saint situé dans le quartier de Kadhimiya et consacré à un imam décédé dont on allait fêter dimanche l'anniversaire.

Quelques heures auparavant, un autre kamikaze avait fait exploser sa bombe dans un café de Balad, une localité chiite à 80 km au nord de la capitale irakienne, tuant au moins 12 personnes, a annoncé la police.

Une attaque pratiquement identique avait eu lieu contre le même café il y a 40 jours.

Par ailleurs, deux journalistes de la télévision irakienne ont été tués alors qu'ils étaient en train de filmer à Mossoul, apprend-on auprès des services de sécurité.

Les explosions de Balad et de Bagdad n'ont pas été revendiquées, mais les attentats-suicides sont la marque des islamistes sunnites



d'Al-Qaïda, qui estiment que les chiites sont des infidèles.

On ne sait pas qui est derrière le meurtre des deux journalistes, qui travaillaient pour la chaîne de télévision Al-Charkia, souvent critique envers le gouvernement irakien à

majorité chiite et populaire au sein de la minorité sunnite irakienne. Mossoul, capitale de la province sunnite de Ninive, est un bastion des islamistes et autres insurgés.

Selon l'Observatoire pour la liberté du journalisme basé à Bagdad, 261 journalistes ont été tués et 46 enlevés depuis 2003, année de la guerre lancée par les États-Unis contre l'Irak.

Plus de 6000 personnes ont été tuées cette année dans les violences en Irak, selon l'organisation Iraq Body Count. Pour le seul mois de septembre, près de 900 civils ont été tués en Irak selon l'ONU.

L'affrontement religieux entre les communautés chiite et sunnite s'est accentué avec la guerre civile en Syrie voisine, mettant en danger l'équilibre fragile mis en place en Irak entre factions chiites, kurdes et sunnites.

La Turquie construit un mur à sa frontière avec la Syrie

www.journaldujura.ch

La Turquie érige un mur de deux mètres de haut le long d'un tronçon de sa frontière avec la Syrie, dans un secteur où ont lieu fréquemment des affrontements. Cette construction vise à empêcher les

passages clandestins et la contrebande, ont rapporté les autorités turques.

Des ouvriers ont entrepris de creuser des fondations au niveau du district de Nusaybin, à une dizaine de kilomètres au nord de la ville syrienne de Kamichli, où se produisent régulièrement des heurts entre Kurdes, unités rebelles et tribus

arabes.

"Nous n'avons pas eu de problème de sécurité sur la frontière au niveau de Nusaybin, jusqu'à présent; mais il est extrêmement facile de franchir la frontière clandestinement dans ce secteur", a expliqué un responsable gouvernemental à Ankara.

Ce mur-là doit s'étendre sur une petite partie - dont la longueur n'a pas été précisée - des 900 km de frontière commune. Il est question d'en construire un autre dans un autre secteur de la frontière.(ats) ♦

Iraqi Kurds: "No Friend but the Mountains"



David L. Phillips

The Kurdistan Region of Iraq has been an island of peace and stability surrounded by sectarian strife and civil wars. Until last week when several suicide bombers struck Erbil, the capital of Iraqi Kurdistan, decimating the Interior Ministry, killing 6 people, wounding scores, and sparking gunfights in the streets of this serene city.

The explosion shatters the myth that Iraqi Kurdistan can immunize itself from Iraq's violence between Sunnis and Shia. It also shattered hope that Iraqi Kurdistan's security forces - the "Peshmerga" - could keep Syria's civil war at bay. The attack was launched by jihadist groups linked to al-Qaeda fighting in Syria with bases in Nineveh province, adjoining Iraqi Kurdistan.

President Masoud Barzani of Iraqi Kurdistan has pledged protection for Syrian Kurds from al-Nusra, a terrorist organization, which issued a fatwa calling for the killing of Kurdish women and children. Barzani declared on August 11, "The Kurdistan Region is ready to do everything in its power to protect the lives of the Kurds in western Kurdistan (i.e. Syria)."

Moreover, the Erbil bombings brought home another reality. Iraq is a failed state, with deep and irreparable divisions. So far this year, more than 6,000 Iraqis have been killed in sectarian conflict; Iraq Body Count.org reports 1,220 were killed in September alone. Iraq is at war with itself.

There is an old adage: "The Kurds have no friends but the mountains." As Iraq crumbles around them and Syria disintegrates, Iraqi Kurds are forced to become increasingly self-reliant. If Iraq finally fragments and Iraqi Kurdistan becomes independent, no one can blame the Kurds.

Barzani and Jalal Talabany, Iraq's President who heads the Patriotic Union of Kurdistan, have done everything possible to

mediate between Arab factions, sacrificing their national aspirations in service of Iraq's unity and stability. Iraqi Kurds have bent over backwards since the London Conference of Iraqi opposition in December 2002. The Conference sought to establish a committee to guide the country's transition to democratic rule after Saddam Hussein. However, Iraqis could not agree on the committee's membership; Arab Shiites and Sunnis argued bitterly over their percentage of seats. And Shiites argued amongst themselves, with representatives of Dawa and the Supreme Council for Islamic Revolution in Iraq seeking primacy. To break the stalemate, Iraqi Kurds surrendered some of their seats on the committee satisfying the demands of Shiite factions.

Iraqi Kurds also helped mediate differences during negotiations over the constitution in October 2005. As a major concession, Kurds abandoned their dream of independence in lieu of establishing Iraq as a federal, democratic republic.

In addition, Kurdish negotiators surrendered some core concerns. Instead of requiring that Kirkuk become a part of Iraqi Kurdistan, they agreed to Article 140 of the constitution requiring a referendum on Kirkuk's status within 2 years. And instead of insisting on ownership of oil and gas reserves in Iraqi Kurdistan, Kurdish negotiators agreed to share existing resources with the central government in Baghdad, proposing that future energy development would belong to Iraqi Kurdistan.

To date, however, there has been no referendum on Kirkuk. Nor is there a hydrocarbons law defining ownership and transport arrangements of oil and gas between Baghdad and Erbil.

Once again, Iraqis ended up at loggerheads again after the March 2010 parliamentary elections. Iyad Allawi's Iraqiya list won 91 seats while the Dawa-led Shiite coalition of Prime Minister Nouri al-Maliki ended up with 89. For 8 months, they bickered over forming a government. The

impasse was finally broken when Barzani, working with Vice President Joe Biden, brought the parties together in Erbil to hammer out a power-sharing arrangement.

The Erbil Pact of November 2010 assigned leadership positions. Maliki would be prime minister and Jalal Talabany president. The posts of Deputy Prime Minister, Defense Minister, and Speaker of the Parliament were assigned to Arab Sunnis. The National Council for Strategic Policies, a new super-agency responsible for national security affairs, was established under the leadership of Allawi. Barzani played an indispensable role brokering the Erbil Agreement.

But since the Erbil Agreement, Maliki has single-mindedly sought to marginalize other Iraqis and consolidate power. He has taken steps to provoke the Kurds, forming a "Tigris Operation Command of Tigris ("Dijla") to pacify the so-called disputed territories and restore the Iraqi Government's control. Violence between the Peshmerga and Dijla forces erupted in Tuz Khurmatu in November 2012. A tense military stand-off now exists.

Moreover, Maliki mocks constitutional commitments. Kirkuk's status still has not been resolved. Other disputed territories have become flash-points for conflict between Kurdish Peshmerga and Iraqi armed forces. The Peshmerga were established in agreement with Baghdad as a national guard for the Kurdistan region. However, Baghdad refuses to release funds for their salaries.

The central government has withheld royalty payments to the KRG, while refusing to adopt a hydrocarbons law. Maliki has even tried to block energy cooperation between Iraqi Kurdistan and Turkey, souring relations between Baghdad and Ankara, while exacerbating tensions with Erbil.

The Obama administration's failure to negotiate a Status of Forces Agreement led the final withdrawal of U.S. forces on December 16, 2011. "Good

Kurds" did everything asked of them by the United States. U.S. troops and Peshmerga fought side-by-side in 2003. Not a single American has been killed in Iraqi Kurdistan since then. Iraqi Kurds showed flexibility when asked to make political concessions.

Despite cooperation by the Iraqi Kurds, the United States has paid lip service to the core interests of the Kurds over the past decade. With Iraqi Kurdistan under threat from Maliki, the United States should suspend the sale of F-16s and Abrams A1 tanks to Baghdad. The Obama administration must also be steely-eyed in assessing the viability of the Iraqi state within its current frontiers. The United States should work with Turkey to develop plans for a security guarantee if Iraq falls apart. Contingency planning is in the interest of America and Turkey, as well as the interests of Iraqi Kurds.

It is ironic that Turkey may emerge as the protector of an independent Iraqi Kurdistan. Ankara vilified Massoud Barzani for years, and did everything possible to undermine Iraqi Kurdistan's development. Today, the interests of Turkey and Iraqi Kurdistan are inextricably linked.

In 2012, Turkish firms sold \$13 billion in goods to consumers in Iraqi Kurdistan. Its construction companies signed contracts for more than \$30 billion. Energy cooperation is expanding, with Iraqi Kurdistan exporting natural gas to Turkey. As the \$12 billion Nabucco pipeline comes on line, Turkey needs natural gas from Iraqi Kurdistan to make the project viable.

The United States has no friends in Iraq or Syria except the Kurds. Instead of trying to placate its adversaries, Washington should reward its friends. Iraqi Kurds are due protection and diplomatic support. Stability is served by nurturing relations with like-minded nations, rather than pursuing policies aimed at stabilizing failed or failing states. ●

David L. Phillips is Director of the Program on Peace-building and Rights at Columbia University's Institute for the Study of Human Rights. He is a former Foreign Affairs Expert at the State Department's Bureau of Near Eastern Affairs, who worked on the "Future of Iraq Project." He is also author of Losing Iraq: Inside the Post-war Reconstruction Fiasco.

THE DAILY STAR
LEBANON
October 7, 2013

Al Qaeda claims responsibility for suicide attacks in Kurdish regions of Iraq

By QASSIM ABDUL-ZAHRA,
Associated Press

BAGHDAD — Al-Qaida's local branch in Iraq claimed responsibility Monday for a spate of rare suicide attacks last month in the northern, relatively peaceful self-ruled Kurdish region, underlining the terror group's growing strength across the country.

The Sept. 29 twin suicide car bombs hit a complex housing the regional Interior Ministry and other security agencies in Irbil, the capital of the Kurdish region, killing at least six Kurdish troops and wounding more than 30 others.

The attacks were the biggest since 2007, when a suicide truck bombing hit the same ministry, killing 14 people, and 2004, when a twin suicide attack killed 109.

In a statement posted Monday on a militant website, the Islamic State of Iraq and the Levant said the attacks were in retaliation for statements recently made by the regional President Massoud Barzani expressing readiness to help the Shiite-led central government in Baghdad in its fight against insurgents, and also offering to assist Kurdish militias in neighboring Syria. Al-Qaida-linked militants in Syria



Kurdish security forces and citizens inspect the site of a car bomb attack in front of the main security forces headquarters in Irbil, Iraq. AP image

have been fighting ethnic Kurds in Syria's northeast.

Since 2003 U.S.-led invasion, the Kurdish region in northern Iraq has been relatively peaceful compared to the rest of the country, making it the best destination for foreign investors across sectors.

The authenticity of the statement by al-Qaida's Iraq branch could not be independently verified but it was consistent with the group's earlier statements.

The Irbil attacks were the latest in a bout of violence that began in April, the deadliest turmoil since 2008. Most of the attacks, which have killed more than 5,000 people since April, have been claimed by al-Qaida.

Violence continued on Monday with bombs targeting patrols of pro-government, anti-al-Qaida Sunni militia in two separate areas, killing five and wounding 10, two police officers and two medical officials said on condition of anonymity as they were not authorized to release information.

The Sunni militiamen, or Sahwa, joined with U.S. troops to fight al-Qaida during the height of an insurgency. Since then, they have been a frequent target for al-Qaida in Iraq, which considers them traitors.

Also Monday, Iraq's parliament said in a statement that lawmakers set April 30 as the date for holding national elections. Iraq's last national elections were held in March 2010. It took political rivals nine months to form a government. Since then, the Defense and Interior portfolios have been held by embattled Prime Minister, Nouri al-Maliki, because of ongoing political wrangling. ♦



October 10, 2013

Kurdish rebels say Turkish reforms 'disappoint', weigh ceasefire

www.voanews.com

ISTANBUL (Reuters) - Kurdish militants are considering whether to maintain their ceasefire after saying Turkish political reforms aimed at bolstering democracy had failed to address their grievances.

Prime Minister Tayyip Erdogan last week pledged to expand some Kurdish rights in a package seen as part of a fragile peace process with the armed Kurdistan Workers Party (PKK), which declared a ceasefire in March.

"The package disappointed democratic forces, especially the Kurds ... It is clear that the package did not meet Kurdish demands," said a statement on Thursday from the PKK leadership on the Firat News website, which is close to the militants.

"How or whether we maintain the ceasefire and which path and method we opt for depends on the attitude of the government and the Turkish state in the coming days," the statement said.

The PKK is expected to take its cue from jailed



leader Abdullah Ocalan, who negotiated the ceasefire and ordered his armed followers to withdraw from Turkey and is expected to make a statement on October 15.

His brother told reporters this week Ocalan would make the statement, after visiting the militant leader on Imrali, the island prison where he has been held since 1999.

Erdogan has accused the PKK of failing to withdraw its forces from Turkish territory as promised and that the reform package was not a component of the peace talks but aimed more broadly at improving Turkish democracy.

The reforms include allowing for privately funded Kurdish-language education and proposals to change a vote threshold that kept Kurdish parties out of parliament in the past.

But they stopped short of the constitutional guarantees for Kurdish identity and culture, greater autonomy and native-language education that the PKK statement said were "the Kurdish people's inalienable demands".

The PKK, considered a terrorist organization by Turkey, the United States and European Union, has waged a 29-year campaign for Kurdish autonomy that has claimed more than 40,000 lives, mostly Kurdish.

The effort to negotiate peace with Ocalan is seen as Turkey's best chance at ending the conflict that has blighted its human rights record, held back its European Union candidacy and undermined economic growth.

On Thursday, parliament renewed for a sixth time a mandate allowing the Turkish armed forces to intervene into neighboring Iraq to attack the PKK, which keeps bases in a remote mountainous area bordering Turkey. ♦

(Reporting by Ayla Jean Yackley)

U.N. expects team of 100 to dismantle Syrian arms

BY RICK GLADSTONE

One hundred specialists drawn from the United Nations and the organization that polices the global ban on chemical weapons will be sent to Syria over the next eight months to help dismantle and destroy its 1,000-ton arsenal, an extremely hazardous task that has never been tried and that could fail without Syria's cooperation, according to Secretary General Ban Ki-moon.

In a 10-page report submitted Mon-

day to the Security Council that provided new details on the undertaking, Mr. Ban said he would establish a joint mission with the policing group, the Organization for the Prohibition of Chemical Weapons. It will be based in Damascus, the Syrian capital, but will include a staging ground in Cyprus, about 480 kilometers, or 300 miles, to the west.

He said the staging ground would help increase security for the workers and the specialized equipment needed to help monitor and neutralize Syria's vast quantities of deadly chemical compounds. It is "highly probable," Mr. Ban said, that he will ask other member states, which he did not identify, to help the joint mission complete its work.

His report provided the first official indication of the size of the staff for the mission. The roughly 35-member advance team currently in Syria would grow to "approximately 100 personnel."

The report was required as part of the Security Council's unanimous resolu-

tion on Sept. 27 aimed at ensuring the Syrian government's compliance with its surprise pledge to shed chemical arms, which have been banned since 1925 and which the government of President Bashar al-Assad had steadfastly refused to even acknowledge possessing until last month.

Under Syria's pledge, all chemical munitions in the country will be sequestered and destroyed by the middle of 2014.

He said that "without sustained, genuine commitment by the Syrian authorities, the joint mission will fail in its objectives."

Many chemical munitions experts have expressed concern about the basic challenges of identifying and destroying chemical munitions in a country at war. Although most of Syria's stockpile is believed to be secured in government-controlled areas, demolition teams will have to travel through areas where the government has little or no control.

Convictions in Turkey coup plot are upheld

ISTANBUL

High court case exposes power struggle between military and government

BY SEBNEM ARSU
AND DAN BILEFSKY

Turkey's highest appeals court on Wednesday upheld the convictions of 237 military officers accused of plotting to overthrow the government a decade ago. The case, which has riveted the country, highlights the power struggle between Turkey's pro-Islamic government and the once powerful military, which sees itself as the defender of Turkey's historically secular state.

In the ruling Wednesday, the Supreme Court upheld the 20-year prison sentences handed down in 2012 for the leading defendants in the case, including Cetin Dogan, a former commander of the First Army; Ozden Ornek, a retired admiral; and Ibrahim Firtina, a former air force commander, according to the semiofficial Anatolian News Agency. It also upheld the acquittals of 36 other officers charged in the case.

But the court overturned the convic-

tions of 88 lesser-known defendants who prosecutors said were involved in the so-called sledgehammer plot. The officers were accused of attending a military seminar in 2003 and plotting to foment unrest — including bombing mosques and assassinating prominent political figures — to destabilize and then overthrow the government of Prime Minister Recep Tayyip Erdogan, which took power in 2002.

The case originally involved 364 defendants, but after the trial court judges found discrepancies in identifying documents, three of the defendants were either acquitted or had their cases dismissed after conviction.

The case has exposed divisions between members of the country's secular establishment, including the military and its supporters in political, intellectual and media circles, and the governing party of religious conservatives, which has sought to exert its authority since taking power.

Legal experts contend that the prosecution was tarnished by overzealousness, and the defense has asserted that evidence was fabricated. But supporters of the prosecution's case said it was a necessary step to establish civilian dominance over a once untouchable military that has staged three coups

against civilian governments.

On Wednesday, defense lawyers said documents had been manipulated by the prosecution; some referred to companies and organizations that did not exist in 2003 or were backdated to incriminate some of the accused.

The Supreme Court dismissed nearly 20 reports by Turkish and international forensic experts proving that the documents had been forged, according to Huseyin Ersoz, a lawyer for General Dogan.

Mr. Ersoz said Wednesday that the credibility of the judiciary in Turkey had been severely damaged. "The Supreme Court upheld a verdict based on documents that had been certified as forgeries," he said. "It is just the latest example of a politicized verdict that hurts the credibility and impartiality of the judiciary in Turkey."

He said his client would appeal to the country's highest court, the Constitutional Court.

In August, an Istanbul court sentenced dozens of prominent military figures, politicians, journalists and academics for participating in a similar plot to overthrow Mr. Erdogan's government.

Sebnem Arsu reported from Istanbul, and Dan Bilefsky from Paris.

Grief for a soldier, but not a war



Friends and family of Abu Layth, the first soldier from his hamlet to die in Syria's civil war, gathered for his funeral in Daqaqa, where support for the government is strong.

DAQAQA, SYRIA

Funeral in Syrian hamlet, linked to Assad's sect, reflects loyalists' fervor

BY ANNE BARNARD

Under a silvery canopy of olive trees, men and women crowded around the grave of a 24-year-old lieutenant in the Syrian Army. As a commander handed the dead man's mother a Syrian flag folded into a neat triangle, the scrape of branches shifting in the wind could be heard over quiet sobs and prayers.

A rifle barrage erupted as the dead man's friends and relatives fired into the air, sending scores of empty shells clinking to the pebbly ground.

"God give victory to our president, Bashar al-Assad, heal our wounded, set our prisoners free and let our words be one word," a sheik in a white robe and skullcap intoned. "Don't think those who die for the sake of God are dead. The martyr is precious for all eternity."

Killed in an ambush at the other end of Syria, the lieutenant — whose family asked that he be called by his nickname, Abu Layth — was the first soldier to fall who was from this hamlet of 125 people in the country's coastal foothills, two years into a war that has only recently come close enough for the sounds of shelling to be heard.

Such funeral scenes have been re-

peated tens of thousands of times across the country. They resonate deeply for many in Syria, where army service is required, but especially in the coastal province of Latakia, where support for the government is strong.

Even some critics of the president or government still profess loyalty to the army as a symbol of the country, one regularly honored on national holidays and heroically portrayed in classic movies about past wars with Israel.

The Syrian government has given no official figures for the toll the civil war has taken on the Syrian Arab Army, as it is known officially in a nod to the state's Arab nationalist history. But the Syrian Observatory for Human Rights, an anti-government monitoring group that tracks the conflict, says that of the 110,000 deaths it has tallied, nearly 29,000 are from the army and more than 18,000 are from pro-government militias.

The lieutenant's funeral — and the stately, flag-bearing convoy that brought the body last week from the provincial capital, the city of Latakia — gave a glimpse of the confidence of loyalists in the coastal region, where many men pursue military careers, and of the nationalistic way they frame the conflict.

The fallen officer and his family are Alawites, members of the sect to which Mr. Assad belongs; the sect is disproportionately represented in the security forces, and its members have faced sectarian threats from rebels. Yet no mention was made of that identity at the fu-

neral. Whether in speeches or emotional outbursts, people spoke of defending the Syrian state.

Only when asked if they believed that the insurgents were bent on driving out Syria's religious minorities did family members even refer to themselves as Alawites — or mention that part of their fight is to defend their community.

"Because the regime is Alawite," one relative said of the opposing fighters, including some from nearby villages, "they think every Alawite should be killed."

Conflicting emotions were on display throughout. In her crowded living room, Abu Layth's mother, Jamila, said, "God willing, there will be a compromise,"

just as another mourner declared, "We want to drink their blood." Much was said about protecting the country's resources, yet at the entrance to the village, a concrete barrier was spray-painted, "Assad or we burn the country."

Military funerals take place virtually daily across Syria, but it is almost impossible to gain access to one in Damascus, the capital. Pro-government Syrian journalists said that was in part because the dead are disproportionately from

"God give victory to our president, Bashar al-Assad, heal our wounded, set our prisoners free."

the coastal region, and even urban families tend to hold funerals in ancestral villages. Others just fear holding processions for pro-government fighters so near rebel-held territory.

But along the Mediterranean coast, where the family of Mr. Assad has its roots, there was no such hesitation. From the military hospital in the city of Latakia, the corpse traveled in an ambulance with flashing lights, followed by mourners hanging out the windows and sunroofs of cars with Syrian flags.

As the convoy drove into the northern outskirts — swelling from one to two to three lanes wide — entire families and work crews paused to watch. At a military checkpoint, men in camouflage dispensed with the security checks and saluted as the convoy rolled through.

Men in the procession fired hundreds of rounds into the air. Grinning, one declared, "He's a martyr, but the most important thing is that Syria is O.K."

Farther on, the convoy passed orchards bearing green lemons and work sheds draped with electric-blue morning glories. At the turnoff from the main road, schoolchildren wearing the insignia of the youth club of the governing Baath Party held posters of Mr. Assad and chanted, "Martyr after martyr!"

The road wound up hills of pomegranate and olive trees, with views of the sea. The hamlet of Daqaqa,

part of the village of Shabātliya, was decorated with posters of Abu Layth, broad-shouldered and muscular. His coffin was carried into the family house, with its ancient, splintery wooden doors.

People threw rice, which stuck to the face of Abu Layth's aunt, wet with sweat and tears. His father doubled over in grief, slapping his thighs.

Many people in the village have been jobless for years, residents said. Army service of 18 months has been extended,

for many to more than three years. Abu Layth's mother, whose three surviving sons are all in military or security jobs, said she had seen him only for a few days in the past three years. On the phone, she said, when she asked how he was, he would say simply, "I'm here."

"How handsome he was," one mourner told her.

"My God, burn them as they burn our hearts," another said.

A third added: "We don't like to hurt anyone. But someone is killing us, and

it's very painful."

When a camera from Syrian state television appeared, a man in the crowd complained, "Why aren't you ululating?" — referring to the trill performed by women at weddings and, sometimes, funerals. A few people did so. But it was hard to conceal sadness.

"We're just losing men," one woman said.

Andrea Bruce and Hwaida Saad contributed reporting.

Le Monde

Jeudi 17 octobre 2013

Le long couloir de la mort irakien

LE BILLET

CHRISTOPHE AYAD

En Irak, tout se fait en masse. Les attentats, la corruption, la peine de mort aussi. Les 8 et 9 octobre, 42 condamnés à mort ont été exécutés en Irak. Quarante-deux pendus, d'un seul coup, la veille de la Journée mondiale contre la peine de mort ! Le timing était presque parfait... Même la Chine et l'Iran, qui détiennent les records mondiaux en la matière, ne se livrent pas à de telles exécutions de masse.

L'information a été annoncée par un communiqué laconique du ministre irakien de la justice, Hassan Al-Chammari : « Au cours de la semaine écoulée, le ministère a appliqué les peines de mort à l'encontre de 42 condamnés, dont une femme, tous jugés pour crimes terroristes, conformément à l'article 4 de la loi anti-terroriste. » Pour parer aux critiques, le responsable prend soin de préciser : « Les peines de mort prononcées contre les condamnés ont fait l'objet de plusieurs appels (...) pour s'assurer du bien-fondé des jugements. »

Avec 132 pendaisons depuis le début de l'année, l'Irak a déjà dépassé son bilan de 2012, qui se montait

à 129. Cette recrudescence des exécutions correspond très exactement au regain de violence qui frappe le pays depuis un an et demi. En net recul entre 2009 et mi-2012, les attentats sont redevenus quasiment quotidiens. Quelque 5 000 Irakiens ont péri depuis le début de l'année. Les attaques visent principalement la communauté chiïte, à laquelle appartient le premier ministre, Nouri Al-Maliki, et sont le fait de la branche irakienne d'Al-Qaida, l'Etat islamique en Irak et au Levant. Frappée sur les marchés, dans les mosquées, etc., comme aux pires temps de la guerre civile, de 2005 à 2008, la population reproche au gouvernement de ne rien faire pour la protéger et crie vengeance.

Alors Nouri Al-Maliki exécute à tour de bras, plus par impuissance et pour calmer sa base électorale que pour châtier des coupables sans visage. En 2003, à son retour d'exil, cet ancien opposant avait souscrit à la suspension de la peine de mort, un châtiment dont Saddam Hussein avait usé et abusé tout au long de son règne, avant de le voir appliqué à lui-même le 30 décembre 2006 au terme d'un procès tronqué. Puis l'esprit de vengeance l'a emporté et la peine de mort est redevenue chose coutumière en Irak, quasiment autant que sous Saddam.

La peine capitale s'exerce avant tout contre la communauté sunnite, en proie à un soulèvement généralisé depuis bientôt un an pour dénoncer sa marginalisation et les persécutions du gouvernement Maliki. L'une des principales revendications des sunnites est justement l'abolition de la loi antiterroriste, qui permet des inculpations sur la base de dénonciations anonymes et des condamnations à mort justifiées par des aveux extorqués sous la torture.

La haut-commissaire aux droits de l'homme des Nations unies ne dit pas autre chose : « Exécuter ainsi des gens par lots entiers est indécent », a réagi Navi Pillay, en soulignant que « de nombreuses condamnations sont fondées sur des aveux obtenus par la torture et les mauvais traitements » et que les procès dans le pays étaient « loin de respecter les normes internationales ». Exécuter des personnes pour décourager les terroristes est une « idée fautive », a ajouté son porte-parole, Rupert Colville. Mais qui peut entendre cela aujourd'hui en Irak ? ■

Le Monde

Samedi 19 octobre 2013

ISRAËL-TURQUIE

La Turquie aurait dévoilé les noms d'espions israéliens à l'Iran

JÉRUSALEM. Alors que le bureau du premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, s'est refusé à tout commentaire, Ankara, le ministre turc des affaires étrangères, Ahmet Davutoglu, a démenti les informations du *Washington Post* mettant en cause le chef des services de renseignement turc, Hakan Fidan.

Selon le journal américain, M. Fidan aurait révélé à Téhéran l'identité d'une dizaine d'agents iraniens du Mossad (service de renseignement extérieur d'Israël) début 2012. Or, en avril 2012, le gouvernement iranien avait annoncé l'arrestation de quinze suspects faisant partie d'un réseau d'espionnage israélien lié à l'assassinat, en Iran, de scientifiques travaillant dans le domaine nucléaire. — (Corresp.) ■

LES LEÇONS D'UNE GUERRE**POURQUOI L'IRAN VEUT NÉGOCIER**

Vingt-cinq ans après la fin de la guerre Iran-Irak, les conséquences de ce conflit sont toujours d'actualité au Moyen-Orient. Explications d'un historien

UN ENTRETIEN AVEC PIERRE RAZOUX

Le Nouvel Observateur Votre livre « *la Guerre Iran-Irak* » a pour sous-titre « *Première Guerre du Golfe 1980-1988* ». Cette guerre si longue, que Saddam rêvait, au départ, « éclair », serait donc la « mère » des autres guerres du Golfe, celles de 1990 et de 2003 ?

Pierre Razoux La guerre Iran-Irak est bien la « mère » de toutes les guerres du Golfe. Elle a été la plus longue du XX^e siècle et la plus meurtrière au Moyen-Orient, avec plus de 680 000 morts et disparus (180 000 côté irakien, et 500 000 côté iranien) et plus d'1,8 million de blessés et mutilés. Cette guerre a créé une nouvelle donne géopolitique à l'origine de la plupart des crises dans la région. C'est à l'issue de cette guerre que les Occidentaux reviendront dans le Golfe, alors qu'ils s'en étaient retirés auparavant. On assistera à l'implantation de l'URSS (puis de la Russie) et de la Chine, mais aussi au renforcement de la présence militaire occidentale, essentiellement américaine. Même si l'Irak est officiellement vainqueur de cette guerre, le pays en sort très affaibli et isolé. L'Iran, lui, est totalement ostracisé sur la scène internationale. Et les pétromonarchies commencent à rêver de tenir un grand rôle régional.

Les Iraniens ont toujours parlé d'une « guerre imposée », mais vous expliquez qu'elle fut aussi pour le jeune régime islamique une guerre inespérée.

Oui, l'ayatollah Khomeini ne s'y est d'ailleurs pas trompé en déclarant que « *cette guerre est une aubaine* », car elle allait permettre au régime islamique de se forger face à l'agression extérieure, de se radicaliser idéologiquement et surtout d'éliminer tous ses rivaux politiques intérieurs, qu'ils soient laïques, marxistes, libéraux, voire religieux

modérés. Dès le déclenchement des hostilités, le nouveau pouvoir khomeiniste a dû conduire trois guerres de front. La plus importante à ses yeux étant celle pour la survie du régime face aux moudjahidin du peuple qui multipliaient les attentats et décimaient les rangs de ses dirigeants. La deuxième guerre visait les minorités de la périphérie du pays, les Azéris, les Baloutches, les arabophones au sud et surtout les Kurdes, qui avaient profité du chaos postrévolutionnaire pour tenter d'obtenir plus d'autonomie, voire leur indépendance. Pour Khomeini, la guerre cruciale était celle contre les opposants intérieurs, pas celle contre l'Irak. Ce n'est qu'une fois que le régime a gagné la guerre intérieure, puis celle contre les Kurdes iraniens, que Khomeini, assisté de Khamenei et



BIO

PIERRE RAZOUX est directeur de recherches à l'Institut de Recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM). Il est l'auteur de nombreux livres dont « *la Guerre des Malouines* », « *la Guerre des Six-Jours* » et « *Tsahal. Nouvelle Histoire de l'armée israélienne* ». Il vient de publier chez Perrin une remarquable histoire de « *la Guerre Iran-Irak. Première Guerre du Golfe 1980-1988* ».

de Rafsandsjani, ses deux chefs de guerre, s'est évertué à punir Saddam et à contrer ses offensives.

Cette guerre contre l'Irak a permis au régime de mettre en avant le corps des Gardiens de la Révolution, mais aussi la milice des *bassidji*, pour contrebalancer le rôle de l'armée régulière, formée sous le *shah*, qui n'avait pas la confiance de Khomeini.

C'est pourtant l'armée régulière qui a permis au régime de tenir, à la fois face à l'Irak et face aux indépendantistes kurdes. Les Gardiens de la Révolution et les *bassidji* ont été employés dans de grandes offensives effroyablement meurtrières qui n'ont finalement apporté que très peu de gains territoriaux à l'Iran. A chaque fois qu'il y a eu une bataille défensive, c'est l'armée régulière qui a tenu le choc. Mais pour l'histoire officielle, ce sont les Gardiens de la Révolution qui ont gagné la guerre. Tout historien iranien qui écrivait le contraire pouvait jusqu'à peu se retrouver en prison.

Peut-on dire que le conflit Iran-Irak a été la première guerre entre chiïtes et sunnites, guerre qui fait rage aujourd'hui en Irak et en Syrie ?

Je ne crois pas, même si Khomeini souhaitait ardemment que les chiïtes irakiens se dressent contre Saddam et que ce dernier espérait que les sunnites arabophones du sud de l'Iran accueillent ses soldats en libérateurs. Cela n'a pas eu lieu. La moitié de l'armée de Saddam Hussein était composée de chiïtes, dont un nombre important d'officiers et de généraux. Non, c'est la logique nationaliste, et non pas religieuse, qui a prévalu dans les deux camps, sur fond de querelle ancestrale entre Arabes et Perses.

L'atrocité originale de cette guerre est l'emploi par les Irakiens d'armes chimiques. Et pas seulement contre les Kurdes.

L'arme chimique a été utilisée sur le front par les Irakiens, dès 1983, essentiellement contre les troupes iraniennes et ponctuellement contre les Kurdes, pour les punir d'avoir facilité la progression des troupes iraniennes au Kurdistan irakien. Jusqu'en 1988, Saddam a utilisé de manière massive les armes chimiques sur le front, dans l'indifférence de la communauté internationale qui a fermé les yeux. Les Américains et les Européens le savaient !

La victoire de Saddam a-t-elle été une victoire à la Pyrrhus ?

Oui. Saddam Hussein est sorti très affaibli de cette guerre qu'il avait « gagnée ». C'est cette « victoire » et son ambition folle qui vont l'aveugler et le pousser à envahir le

Koweït, en 1990, scellant ainsi le début de sa fin. Ironie de l'histoire, c'est grâce à la troisième guerre du Golfe de 2003 que George W. Bush va offrir aux Iraniens, sur un plateau d'argent, la victoire dont ils avaient rêvé pendant huit ans. Les mollahs iraniens verront ainsi la mise en place d'un Etat irakien faible, divisé et dominé par la communauté chiite, sur lequel la République islamique exerce une grande influence.

Les deux chefs de guerre iraniens de l'époque étaient Ali Khamenei et Hachemi Rafsandjani. Ils sont toujours au pouvoir aujourd'hui.

La rivalité acharnée entre ces deux hommes sert de fil rouge à mon livre et permet de comprendre le fonctionnement du pouvoir iranien, notamment sur les sujets de politique étrangère. Ces deux clercs étaient tous les deux prétendants à la succession du Guide suprême qu'ils savaient vieux et malade. Dès la fin de 1981, Khamenei et Rafsandjani conçoivent la guerre Iran-Irak comme un moyen pour chacun d'imposer son leadership. A plusieurs occasions, Rafsandjani aurait pu arrêter la guerre, mais pour conforter son pouvoir, il a tout fait pour la prolonger. Le plus incroyable, c'est que cette lutte entre les deux dirigeants se poursuit toujours aujourd'hui. L'élection récente de Hassan Rohani n'est qu'un nouveau rebondissement dans cet affrontement. C'est un compromis qui permet aux deux hommes de sauver la face en faisant élire un mollah qui est à la fois un proche du Guide et un « poulain » de Rafsandjani. Ce double parrainage permet à Rohani de préserver l'essentiel du régime, tout en s'ouvrant au monde extérieur, quitte à faire des concessions sur le dossier nucléaire. Car le pouvoir iranien semble aujourd'hui convaincu que le temps joue contre lui et qu'il lui faut normaliser ses relations avec l'Occident, pour obtenir la levée des sanctions et attirer massivement les capitaux étrangers. Le Guide Khamenei a retenu les leçons de la guerre Iran-Irak. Il préfère négocier avec les Occidentaux avant que les effets des sanctions économiques ne soient fatals au régime. C'est tout le sens de la politique d'ouverture du président Rohani.

Les conséquences de la guerre Iran-Irak sont donc toujours perceptibles aujourd'hui ?

Bien sûr, il suffit de rappeler la marginalisation de l'Irak, mais surtout l'isolement et la radicalisation de l'Iran qui ont poussé Téhéran à relancer son programme nucléaire, dès 1980. L'étude de cette guerre permet surtout de démontrer que le pouvoir iranien est rationnel et qu'il n'accepte un compromis que si c'est son intérêt, que si les caisses de l'Etat sont vides – et elles l'étaient en 1988 – ou que s'il perçoit une réelle menace d'intervention militaire étrangère. Dans la situation actuelle, le pouvoir iranien a compris qu'il était dans son intérêt de négocier avec les Occidentaux pour sauver son économie et éviter un embrasement social. Il sait aussi que les sanctions économiques lui font très mal et que la menace d'intervention militaire reste toujours possible. A cet égard, il est probable que le dossier syrien ait, pour les dirigeants iraniens, valeur de test quant à la détermination des Etats-Unis et de leurs alliés occidentaux.

PROPOS RECUEILLIS PAR GILLES ANQUETIL



Hassan Rohani, président de la République islamique d'Iran, le 24 septembre à la tribune des Nations unies à New York

“Le pouvoir iranien semble convaincu que le temps joue contre lui et qu'il faut normaliser ses relations avec l'Occident.”

PIERRE RAZOUX



L'OBSERVATEUR DU MONDE

Iran : les trois tests de Rohani

PAR RENÉ BACKMANN

L'offensive diplomatique du président iranien Hassan Rohani est-elle un simple rideau de fumée destiné à éroder la vigilance de l'Occident pendant que Téhéran maintient son appui à Bachar al-Assad et poursuit la fabrication d'une arme nucléaire ? Ou s'agit-il d'une véritable ouverture annonçant un dégel des relations entre l'Iran et les capitales occidentales, voire un virage stratégique de la République islamique, trente-quatre ans après sa création ? Pour l'instant, un seul chef de gouvernement, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, a clairement rejeté l'initiative du président iranien, jugée « hypocrite et cynique ». Barack Obama, qui n'avait pas rencontré Hassan Rohani à l'ONU, au cours de l'Assemblée générale, a eu une conversation téléphonique avec lui avant son départ de New York. C'était le premier entretien, au niveau des chefs d'Etat, depuis la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays en 1980. Auparavant, les deux présidents avaient affirmé leur volonté de régler par la diplomatie le dossier du nucléaire iranien. Et Hassan Rohani avait eu un dialogue de quarante minutes et échangé une poignée de mains publique, avec François Hollande. Ce qui, pour Paris, comme pour Washington, donne du crédit à l'initiative de Rohani, c'est qu'il a bénéficié, depuis son entrée en fonction, en août, de l'approbation visible du Guide suprême, Ali Khamenei, désormais résolu à « privilégier la diplomatie par rapport à l'action militaire » en pratiquant une « flexibilité héroïque ».

C'est aussi que Rohani, qui veut obtenir au moins l'allègement des sanctions imposées à l'Iran, a donné d'autres signes d'ouverture, en libérant, le 18 septembre, quinze prisonniers politiques, en reconnaissant, dans une interview à CNN, le génocide des juifs par les nazis – que niait son prédécesseur – ou en annonçant son intention d'agir « de manière responsable en Syrie ». Ses engagements, comme sa promesse de « ne pas se doter d'armes nucléaires » seront très vite confrontés à plusieurs épreuves de vérité. Le 15 octobre reprendront à Genève les négociations entre l'Iran et les « 5+1 » (France, Etats-Unis, Royaume-Uni, Chine, Russie, Allemagne) sur le nucléaire iranien. Treize jours plus tard aura lieu à Vienne la 12^e réunion entre l'Iran et l'Agence internationale de l'Energie atomique (AIEA). En novembre, enfin, devrait se tenir à Genève, avec la participation de Téhéran, la conférence internationale sur la Syrie prévue par la résolution du Conseil de Sécurité de l'ONU adoptée vendredi dernier. Trois tests décisifs de la sincérité et de la liberté d'action de Hassan Rohani. **R. B.**

Dans la banlieue de Damas, la famine décime les habitants de Mouadamiya

L'armée syrienne encercle depuis décembre 2012 ce bastion de la rébellion

Le supplice de Mouadamiya Al-Cham n'est pas terminé. Ce bastion de la rébellion syrienne, situé dans la banlieue sud-ouest de Damas, qui avait été l'une des cibles du bombardement chimique du 21 août, est soumis à un siège d'une rigueur telle que sa population commence à mourir de faim.

Selon des sources locales, neuf habitants ont récemment succombé au manque de nourriture, dont sept enfants en bas âge et deux femmes. Quarante-vingt-dix autres enfants, en état d'inanition, ont été placés en observation dans l'hôpital de fortune aménagé au sous-sol d'un immeuble.

La Coalition nationale syrienne (CNS), le principal rassemblement d'opposants au régime de Bachar Al-Assad, qui accuse ce dernier « d'affamer » délibérément les 12 000 personnes encore terrées dans la ville, exhorte la communauté internationale à empêcher un « désastre humanitaire ».

« Nous n'avons quasiment plus rien à manger », témoigne Koussai Zakariya, le pseudonyme d'un jeune étudiant en langue anglaise, propulsé porte-parole du conseil révolutionnaire local, joint sur place par Skype. *Nos réserves sont épuisées depuis deux mois. Nous survivons avec des olives et avec les quelques légumes que nous parvenons à faire pousser. Les enfants de la ville sont en train de mourir de faim sous les yeux de leurs parents.* »

L'une des dernières victimes en date est la petite Rana Obeid, âgée de 13 mois, dont une vidéo téléchargée sur le site Internet YouTube montre le corps inanimé et décharné. La fillette est décédée le 23 septembre, parce que sa mère, victime elle-même de sous-nutrition, avait cessé de lui donner le sein et parce que le lait en poudre ou naturel n'est plus disponible en ville depuis longtemps.

« La situation est catastrophique, s'alarme Emadeddin Rachid, un cadre de la CNS qui est basé en Turquie mais est originaire de Mouadamiya Al-Cham. *Cela fait cinq mois que les gens n'ont plus de pain. Certains habitants, qui habitent les quartiers contrôlés par l'ar-*



Fin août, des experts des Nations unies se rendent à Mouadamiya, cible d'une attaque chimique. ALHAJI/REUTERS

mée, en sont réduits à manger de l'herbe et des branchages. La plupart de ceux qui tentent de fuir sont abattus par des tireurs embusqués. »

C'est au mois de décembre 2012 que les forces loyalistes ont entrepris d'encercler cette localité, maillon clé, avec sa voisine Daraya, de la stratégie de harcèlement de la capitale mise en œuvre par les insurgés. Tirant la leçon de leur incapacité à les en déloger par des raids et des opérations de ratissage classiques, les autorités syriennes ont opté pour une technique d'endiguement et d'épuisement. Objectif : empêcher les groupes armés rebelles d'approcher de Damas et notamment de l'aéroport militaire de Mezzeh, pièce maîtresse du dispositif de défense de la capitale, qui touche Mouadamiya Al-Cham.

Le régime est d'autant moins disposé à relâcher sa pression qu'il sait que les combattants locaux disposent d'un arsenal de grande qualité, saisi durant l'été 2012, dans les stocks d'une base militaire des environs. « Les défenseurs de la ville sont très bien armés, confirme Emaded-

din Rachid. *Ils sont plusieurs centaines, ils ont des lance-roquettes.* » La résistance se revendique, selon lui, de l'Armée syrienne libre (ASL), la branche militaire de la CNS, qui est d'obédience nationaliste et islamiste modéré. « Les deux principales brigades sont Al-Fajr, commandée par un dentiste nassérien de 55 ans, et Al-Fattah, qui est dirigée par un ingénieur », affirme M. Rachid.

Electricité coupée

Peu à peu, l'armée syrienne a resserré son emprise. Les hôpitaux de la ville, qui comptait 60 000 habitants avant la révolution, ont d'abord été bombardés, puis les boulangeries, les épiceries, les mosquées. L'électricité a été coupée, ainsi que le téléphone et l'eau. Les ravitaillements par des chemins détournés sont devenus de plus en plus difficiles, puis quasiment impossibles.

« Dans l'hôpital, on utilise des draps en guise de bandages, dit Koussai Zakariya, qui n'est pas sorti de la ville depuis près de deux ans. On parvient à recharger nos ordinateurs et nos portables grâce à des générateurs bricolés, qui fon-

tionnent avec un carburant à l'huile. Ce sont nos ultimes liens avec le monde extérieur. »

Dans la foulée du bombardement au sarin du mois d'août, qui a fait 81 morts sur place, l'armée a tenté de pénétrer en ville, mais les combattants de l'ASL l'ont refoulée. Mercredi 2 octobre, le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté à l'unanimité une déclaration enjoignant toutes les parties au conflit d'assurer la libre circulation des convois d'aide humanitaire en Syrie. Salué par les chancelleries occidentales, ce texte ne soulève aucun espoir sur place.

En l'absence de véritables pressions internationales, les habitants ont du mal à imaginer comment le pouvoir syrien accepterait de lever son siège. « C'est comme à Homs à l'hiver 2012, dit Emadeddin Rachid. *Le régime veut pousser la population jusqu'au point de rupture. La différence, c'est que Homs est une grande ville et que les combattants ont pu s'échapper par des tunnels. Mouadamiya en comparaison est tout petit. Personne ne peut s'enfuir. Un carnage se prépare.* » ■

BENJAMIN BARTHE

Tragédie syrienne et question kurde

LE CERCLE. Si ce mois de septembre 2013 a été dominé par l'intense activité diplomatique autour de la crise syrienne, qui a finalement permis à la Russie de "reprenre la main" de façon spectaculaire sur la scène internationale, la situation sur le terrain reste toujours aussi confuse.



Jean-François Fiorina
<http://lecercle.lesechos.fr>

Elle est pourtant riche d'enseignements. Ainsi des affrontements meurtriers entre groupes djihadistes et milices kurdes, qui attestent de l'actualité de la question kurde au sein d'un espace géopolitique en pleine recomposition.

Le 27 septembre, on apprenait que le commandant général de l'État islamique en Irak et au Levant (EIL), ainsi qu'un autre émir de cette organisation affiliée à Al-Qaïda, auraient été tués avec une soixantaine d'autres djihadistes par des combattants kurdes, dans la région de Jinderes et Atma, à la frontière avec la Turquie.

Si l'information devait être confirmée, il s'agirait d'un fait d'armes décisif pour les combattants kurdes, qui ont décrété début août la "mobilisation générale" contre les groupes armés djihadistes et leurs alliés de l'Armée syrienne libre (ASL), qu'ils ont sévèrement accrochés tout au long du mois de septembre à Alep.

Tandis que, dans le même temps, le Conseil national kurde (CNKS) signait un accord avec la Coalition nationale syrienne, le principal groupe de l'opposition au régime de Damas... Ces événements nous rappellent utilement la complexité de la situation syrienne, qui n'oppose pas plus qu'ailleurs de façon tranchée le camp du "Bien" à celui du "Mal". Ils nous rappellent aussi l'importance du "facteur kurde" sur l'échiquier régional.

QUESTION KURDE ET TECTONIQUE RÉGIONALE

De lointaine origine indo-iranienne, mais de confession sunnite, héritiers d'un mode de vie nomade et d'une structure tribale très émietée, le peuple kurde compterait aujourd'hui entre 25 et 35 millions de personnes (hors diaspora), répartis pour l'essentiel entre la Turquie, l'Irak, l'Iran et la Syrie. Ce chiffre n'est pas négligeable, si on le compare aux 4 millions de Palestiniens – autre peuple



sans État dont le sort contribue à entretenir les convulsions régionales.

Le projet de création d'un Grand Kurdistan indépendant, prévu par les Alliés au traité de Sèvres (1920), a été rapidement abandonné, notamment face à la ferme opposition de la Turquie kémaliste. Mais l'idée vient de loin. Les Kurdes ont en effet bénéficié, jusqu'au XVI^e siècle, d'une indépendance de fait, notamment au sein du califat arabe, où ils constituaient de petits États, souvent prospères. Lors de l'avènement de l'Empire ottoman, qui se heurte aux prétentions perses, les territoires kurdes forment une zone tampon entre les deux puissances régionales. En fonction de leurs attaches géographiques, les groupes kurdes prêtent ainsi allégeance soit au sultan, soit au chah.

Cette instrumentalisation des Kurdes et de leurs combattants armés, les peshmergas, par les différents États de la région, va perdurer pendant tout le vingtième siècle. Elle est facilitée par la prudence des puissances occidentales, qui ne souhaitent en aucun cas s'aliéner les pays arabes producteurs de pétrole en paraissant soutenir la cause kurde. Mais cette instrumentalisation est également favorisée par l'émiettement et les divisions, souvent violentes, entre factions kurdes (PKK en Turquie, UPK et PDK en Irak et en Irak, CNKS contre le PYD et sa milice armée YPG en Syrie...).

Il n'en demeure pas moins que la situation chaotique provoquée par l'intervention américaine en Irak, en 2003, et aujourd'hui par la crise syrienne, pourrait profiter aux projets kurdes. En Syrie,

les différentes factions visent à obtenir des deux camps, donc quelle que soit l'issue du conflit, la reconnaissance et l'autonomie future des territoires kurdes, qui abritent 60 % du pétrole syrien.

En Irak, c'est déjà fait. La Constitution de 2005 a accentué le statut d'autonomie dont bénéficiaient déjà depuis 2001, sous Saddam Hussein, les territoires peuplés majoritairement de Kurdes, à savoir les montagnes du nord-est du pays et, surtout, les zones pétrolières de Mossoul et Kirkourk. Pour autant, il n'est pas question pour Bagdad de laisser ce Kurdistan autonome devenir indépendant.

KURDISTAN : VERS UN "BENELUX ORIENTAL" ?

La lutte pour l'indépendance totale des zones de peuplement kurde a, jusqu'ici, échoué. La Turquie comme l'Irak s'y opposent au nom du principe de l'intangibilité des frontières. Cet argument ne pourra peut-être pas être longtemps opposé, surtout si la poudrière régionale devait définitivement s'embraser, chaque peuple ayant alors certainement à cœur d'en profiter pour faire reconnaître ses droits à "disposer de lui-même"...

Reste que la voie suivie par les différentes factions et tribus kurdes est aujourd'hui plus politique. Le chef du PKK, Abdullah Öcalan, milite ainsi pour l'avènement de systèmes confédéraux, sur le modèle irakien, en lieu et place des organisations étatiques centralisées. Il rejoint là un projet des années 1960 qui envisageait à terme l'unification de chacune des parties kurdes autonomes dans une association supranationale à la fois culturelle, politique et économique. Une sorte de Benelux oriental en somme. Même s'il n'est pas le plus probable, ce scénario n'a-t-il pas le mérite d'ouvrir une perspective de paix et de coopération dans le chaos du moment ? ♦

Jean-François Fiorina
Directeur Adjoint, Grenoble Ecole de management

Le Monde

Mercredi 9 octobre 2013

L'Europe immobile face à l'afflux de réfugiés

Ce sont des chiffres qui font froid dans le dos : 2,2 millions de réfugiés syriens aujourd'hui, 3,2 millions à la fin de l'année et 5,2 à la fin de 2014.

Ces projections, issues, lundi 7 octobre, d'un document des Nations unies, donnent une bonne idée de l'ampleur du désastre syrien, du fardeau qu'il fait peser sur les pays voisins, où vivent l'immense majorité de ces réfugiés, et du défi qu'il pose à l'Europe, confrontée à un afflux croissant de clandestins syriens. « Le scénario le plus probable est la poursuite et l'escalade du conflit avec un morcellement accru, une perturbation des services essentiels et une érosion encore plus grande des mécanismes d'aide », prédit le Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA).

La crise humanitaire syrienne devait être discutée lors de la réunion des ministres de l'intérieur de l'Union européenne (UE), programmée mardi, à Luxembourg, en présence de Catherine Ashton, la haute représentante des Vingt-Huit pour la politique étrangère. Mais en dépit de l'urgence à définir une réponse européenne commune, avivée par le naufrage, jeudi, d'un bateau de migrants africains au large de l'île italienne de Lampedusa, il est peu probable que les ministres de l'intérieur s'accordent sur des mesures à la hauteur du cri d'alarme des Nations unies.

Hormis un accroissement de l'aide matérielle qu'ils apportent déjà aux pays limitrophes du champ de bataille syrien, les pays membres de l'UE n'ont pas de réelle solution à avancer. L'idée d'accueillir davantage de réfugiés sur le sol européen déplaît à beaucoup de gouvernements. Le sujet n'est guère populaire auprès des opinions publiques.

« Tous les pays européens condamnent la violence en Syrie et sont prêts à donner de l'aide humanitaire, mais ils rechignent à ce que les personnes puissent venir chez eux », faisait remarquer Louise Carr, représentante du Conseil européen pour les réfugiés et les exilés, un réseau d'ONG spécialisées dans les questions d'asile, lors d'un débat organisé fin septembre, à Paris, par l'association France terre d'asile. « L'Europe demande à des pays voisins de la Syrie de

garder leurs frontières ouvertes alors que les siennes restent fermées », ajoutait-elle.

Depuis le début du soulèvement contre le régime Assad, en mars 2011, seulement 50 000 rescapés de la répression ont déposé une demande d'asile en Europe. Pour la plupart d'entre eux, la réponse a été ou sera positive. Selon les pays, le taux d'acceptation des dossiers fluctue entre 70 % et 100 %. La palme de la générosité revient à l'Allemagne et à la Suède, qui ont enregistré chacune 14 000 demandes depuis 2011, avec un taux de reconnaissance très élevé.

La France aussi répond favorablement à la plupart des demandes qui lui sont soumises, même si ces dernières sont nettement moins nombreuses : 629 en 2012 et 587 sur les sept premiers mois de 2013, selon le Haut commissariat aux réfugiés (HCR). Au mois de juin, cette agence des Nations unies a appelé les Vingt-Huit à accueillir 12 000 Syriens supplémentaires et, selon Michele Cercone, le porte-parole du commissariat aux affaires intérieures, « cette demande semble être couverte ».

Ces efforts ne sont qu'une goutte d'eau par rapport aux 3 000 à 5 000 Syriens qui fuient chaque jour leur pays. Les pays européens ont une excuse. « Dans les situations de crise humanitaire, les réfugiés s'efforcent toujours de rester à proximité de leur pays d'origine », dit Kristalina Georgieva, la commissaire européenne aux affaires humanitaires. Cela limite leur sentiment de déracinement et leur permet d'entretenir l'espoir d'un retour. Selon le HCR, 97 % d'entre eux sont installés dans un pays frontalier ou proche de la Syrie : Turquie, Liban, Jordanie, Irak et Egypte.

Accueillir plus de réfugiés déplaît aux gouvernements. Le sujet n'est pas populaire auprès des opinions publiques

Mais la modestie des chiffres d'accueil en Europe s'explique aussi par la difficulté à accéder au terri-

Un nombre croissant de clandestins tentent de rejoindre l'UE, notamment des Syriens déplacés par la guerre



Des réfugiés syriens lors d'une manifestation au terminal de ferries de Calais, vendredi 4 octobre. PHILIPPE HUGUEN/AFP

toire de l'Union. Les ambassades des Etats membres en Syrie ont été fermées et leurs représentations dans les pays voisins n'accordent pas ou très peu de visas humanitaires. Onze pays européens maintiennent une obligation de visa pour les Syriens qui transitent par un de leurs aéroports.

Aux entraves géographiques, s'ajoutent parfois des obstacles et des dysfonctionnements administratifs qui limitent l'accès à la procédure d'asile. « Sur les 8 000 Syriens arrêtés en Grèce en situation irrégulière en 2012, seulement 275 ont déposé une demande [d'asile] », expliquait Louise Carr, fin septembre. « On voudrait voir beaucoup plus de solidarité et de flexibilité, notamment en permettant aux Syriens déjà installés en Europe de faire venir leurs familles », souhaite William Spindler, porte-parole du HCR à Paris.

Au Parlement européen, des parlementaires pressent les dirigeants de déclencher au plus vite la directive sur la protection immédiate et temporaire, sur le modèle de celle adoptée pour les réfugiés de la guerre de 1999 au Kosovo. Ce

texte, qui définit une capacité d'accueil et des normes communes à tous les Etats – hormis le Danemark, qui a obtenu une exemption – en cas d'« afflux massif » de réfugiés, permettrait un partage de la charge entre les Européens. C'est sans doute ce que veulent éviter certains Etats, soulignant que l'Europe déploie des moyens financiers déjà considérables pour faire face à la crise humanitaire.

A ce stade, 1,7 milliard d'euros ont été débloqués pour venir en aide aux réfugiés et aux pays qui les accueillent. Un examen des chiffres indique que l'effort européen est inégalement réparti : pour la période 2011-2013, le Royaume-Uni a apporté au budget humanitaire pour la Syrie 203 millions d'euros, l'Allemagne 117, la Suède 39, les Pays-Bas 29, la France 25 et l'Italie 17. ■

**BENJAMIN BARTHE
ET JEAN-PIERRE STROOBANTS
(A BRUXELLES)**

Öcalan calls for Democratic Islam Congress

ANKARA

The jailed leader of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) has issued a call for a "Democratic Islam Congress" to convene in Diyarbakır against "groups betraying Islam, in particular al-Qaeda and al-Nusra."

The Peace and Democracy (BDP) lawmakers who visited Abdullah Öcalan on Oct. 14 on İmralı Island prison conveyed an Eid al-Adha or Feast of Sacrifice message from the PKK leader.

"Our people, both Alevi and Sunni, should conduct in-depth debates in this congress and it should conclude meaningful decisions and institutionalizations," Öcalan said in his message.

The Prophet Muhammad's shura



Abdullah Öcalan met and congratulated PKK militants many years ago in Syria. Hürriyet photo

(council) - exercises that were a kind of collective decision making process in which the Prophet consulted with his companions

before making important decisions - should be a model for a Democratic Islam Congress, he suggested. He also added that the efforts should be conducted in accordance with the spirit of Sheikh Said, a Kurdish religious leader who led a religious rebellion and was executed in 1925.

The Democratic Union Party (PYD), which is known as the PKK's wing in Syria, is fighting in northern Syrian towns with al-Qaeda affiliated jihadist groups, in particular with al-Nusra and the Islamic State of Iraq and the Levant (ISIS).

Recently, daily Radikal reported that al-Qaeda affiliated groups were luring youths from Turkey's southeastern region to fight for jihad in Syria. □

Syria: 41 Killed in Clashes Between Kurdish, Islamist Groups

Kurdish militias continue to battle Al Qaeda-linked groups for control of parts of northern Syria.

By Ari Soffer

www.israelnationalnews.com

At least 41 people have been killed in renewed clashes between Kurdish militias and Al Qaeda-linked terrorists.

The clashes took place in the oil-rich Hasake province in northern Syria, according to the Syrian Observatory for Human Rights.

The Observatory claimed that at least 29 Al Qaeda fighters and 12 Kurdish fighters had been killed in the clashes between the Committees for the Protection of the Kurdish People (YPG) and Islamist fighters from the Islamic State of Iraq and al-Shams (ISIS) and the Nusra Front.

The Observatory added that among the dead was a local Nusra Front commander of Egyptian origin, and claimed that the YPG had succeeded in capturing an ISIS checkpoint Tuesday.

The YPG has been engaged in a prolonged and bloody struggle for control of Kurdish-majority regions in northern Syria against Islamist groups, many of whom are linked to Al Qaeda.

Not long after the start of the uprising against the Assad regime, government forces pulled out of Kurdish areas to focus on attacks by Sunni Arab rebels



Kurdish YPG fighters take on Al Qaeda near Aleppo. Reuters

against major regime strongholds.

Kurdish militias quickly moved in to take control - in particular the Kurdish People's Defense Units (YPG) - the military wing of the People's Council of Western Kurdistan (PYD) - declaring their opposition to both the regime and the rebel movement, both of whom they say aim to continue a process of discrimination and "Arabization" against Syria's Kurdish population.

Arab and Islamist groups within the rebel Free Syrian Army (FSA) initially made a grab for Kurdish areas but were beaten back.

But the most recent clashes over the past several months have been between

the YPG and Al Qaeda-linked groups, after the latter began a concerted and violent campaign to install their own independent "emirates," or Islamic mini-statelets in the oil-rich region. That was met with fierce opposition by Kurdish forces, who responded by ejecting Islamist forces from the border town of Ras al-Ain, near the Turkish border, among other areas.

Frequent battles have continued since then, amid claims of war crimes by Islamist forces against Kurdish civilians.

The PYD recently announced plans for an autonomous Kurdish region in northern Syria.

Bus bomb blast kills 21

Meanwhile, in the south of the country, a bus bomb has killed 21 people in Syria's southern Deraa province, near the border with Israel.

The Syrian Observatory for Human Rights said that "Four children and six women [were killed] in a blast that detonated as their vehicle went past Tal al-Jumua" in the Nawa area.

The bombing took place in rebel-held territory near to a besieged pro-regime outpost, and opposition activists have blamed regime forces for the attack. □

An unlikely business haven in Iraq

ERBIL, IRAQ

Capital of Kurdish region attracts global companies eager to exploit oil wealth

BY MICHAEL T. LUONGO

Perception is not always reality with emerging business travel destinations. That is especially true for Erbil, the political and business capital of the autonomous Kurdish region in the north of Iraq. The city is becoming an alternative to Iraq's southern provinces to tap into the country's oil wealth and other business opportunities.

The city, though, has endured violence at times, most recently bombings on Sept. 29 in front of the regional Kurdish government's security service that killed at least six people and wounded dozens. Al Qaeda later claimed responsibility for the attacks, which were seen by some as an outgrowth of the conflict in Syria, where Kurdish militia groups have been fighting groups linked to Al Qaeda.

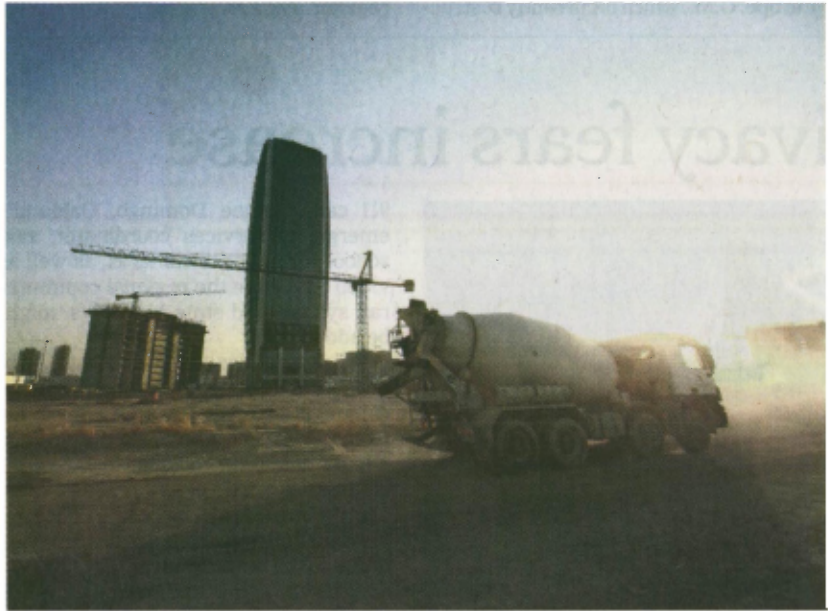
It was the first significant bombing since 2007 in Erbil, which has mostly avoided the violence that has plagued the rest of the country. Thanks in part to the stability, the Kurdish economy has grown at about 10 percent annually in recent years.

Cranes now dot the skyline in this city of 1.3 million as enormous construction projects change its landscape. Among the largest developments is Empire City, which, if completed as planned in 2017, will give Erbil a skyline resembling a small-scale Dubai. Developed by the Iraqi company Empire World, the dusty construction site is currently dominated by a 400-foot, or 120-meter, central tower.

Plans call for dozens of towers, many above 30 stories, and 300 villas, with more than 13 million square feet, or about 1.2 million square meters, of space, representing a \$2.3 billion investment, according to Tamara Brilz, Empire's business development manager. She said that Marathon, Chevron, Total, Hunt and other oil companies had signed deals at Empire City.

The project is just one example of what has been a highly effective campaign by Kurdish leaders to make Erbil a haven for Western business in a tumultuous country.

Already, the hotel industry is expanding to serve the increase in business activity. Marriott, for example, the first American hotel chain in Erbil, is part of the Empire City development and is scheduled to open a hotel in 2015. Best Western, Kempinski, Hilton and other international chains are also planning hotels in Erbil, with Divan, a Turkish company, and Rotana, a United Arab



MICHAEL T. LUONGO/THE NEW YORK TIMES

A tower at the Empire City construction site. The multibillion-dollar project, which will include dozens of skyscrapers and a Marriott hotel, is scheduled for completion in 2017.

"I drive a car here. I have no issues here, and it is completely safe, even as a woman."

Emirates company, already operating high-end hotels across from the Empire City site.

Ms. Brilz, a native of Canada who moved here in 2011, said that relatives and friends had expressed concerns. "All people see about Iraq back home is on CNN and it is all bombing in Baghdad, and there is very little about Kurdistan." She added: "I drive a car here. I have no issues here, and it is completely safe, even as a woman."

Describing Empire City as "a city within a city," she said that the development was already affecting business travel in and out of Erbil.

Airlines have increased the number of flights going to the city, according to Andrew Jones, a commercial adviser for Erbil International Airport. A British native who moved to Kurdistan in 2010, Mr. Jones said that 23 airlines connected Erbil to 15 countries. The city had been served by an interim airport, constructed by the U.S. military on an airstrip originally laid out in the 1980s by Saddam Hussein for war against Iran and for attacks during the Anfal campaign, his period of repression when about 180,000 Kurds were killed.

In 2010, a new terminal was opened, bringing the airport up to Western standards. Mr. Jones said, "When the new airport opened, it was like a sling shot" for air traffic in and out of Erbil. He said

947,600 passengers came through the airport last year, counting both domestic and international flights, a 53 percent increase over 2011.

Mr. Jones said Erbil's airport represented physical and symbolical change for the city. "The airport was at one time a means of oppression, because it was for Saddam's forces," he said, "but now, it is a site of liberation because it connects Kurdistan to the world."

With the expanding Kurdish economy, companies have struggled to recruit workers.

"We find it hard to find skilled technicians," said Hal Miran, 34, a Kurdistan native who was raised in Britain and who returned in 2010. He is the managing director of MSelect, the largest staffing company in Iraq, whose headquarters are in Erbil.

"This is to be expected because of what the country went through," he said. "Kurds were not allowed under Saddam to work in the oil industry, so these skills were not part of the culture."

Mr. Miran said that the most important sectors for his company were oil, construction and retailing, and that his clients include Exxon Mobil, Chevron, Standard Chartered, the French cement company Lafarge and other international companies.

Small entrepreneurs are also finding opportunities. Julio Dumar, 40, a native of Colombia, came to Erbil in 1997, originally to work for a nongovernmental organization. Seeing an unserved niche, he started a coffee-importing company in 2010.

Mr. Dumar works throughout Kurdistan and also in Basra in southern Iraq, but not in Baghdad. Erbil's advant-

ages, he said, are "security and safety. It's easier to work from here, but because I speak Kurdish, I can manage to do paperwork for myself, and save thousands, maybe a couple of hundred, of dollars myself."

Mr. Dumar did add, though, that "payments and bureaucracies can be difficult. The K.R.G. says it is easy, but it is just not that easy," referring to the Kurdish Regional Government, the governing body of the autonomous Kurdish region.

He added that while visas for business people from Europe, the Middle East and North America were easy to

apply for, they were more difficult for South Americans, even as Venezuelans are arriving to work for the oil industry. For stays under 14 days, travelers from the United States, Canada and most of Europe receive visas at the Erbil airport, requiring no paperwork.

Business travel seems healthy despite the recent attacks. Jeremy Oliver, 35, who has lived in Erbil since 2009 after previously living in Baghdad, is a logistics and security consultant. Mr. Oliver, a Texas native, said that since the bombing, "the climate hasn't changed for the big oil companies."

"You can either ignore it or look at in the eye and deal with it; people here are intolerant of this kind of thing," Mr. Oliver added. Through roadblocks and an intense manhunt, Mr. Oliver said that the K.R.G. had arrested three suspects and showed their images on television. "Everybody feels safe again. For the most part everything has gone back to normal," he said.

International New York Times | OCTOBER 17, 2013

Report of leak to Iran adds to Turkish-Israeli strains

JERUSALEM

BY ISABEL KERSHNER

Persistently strained relations between Israel and Turkey have not been helped by a report that last year Turkey revealed to Iran the identities of up to 10 Iranians who had spied for Israel.

The Israeli government refused to comment on Thursday, but Danny Yatom, a former chief of the Israeli Mossad intelligence agency, told Israel Radio, "Assuming that this is true, this was an extraordinarily malicious thing to do."

A column published on The Washington Post's Web site on Wednesday reported that in early 2012, the Turkish government made the disclosures about Iranians who had been meeting Israeli intelligence officers on Turkish soil.

The column, by the veteran reporter David Ignatius, said that "knowledgeable sources" called the episode a "significant" loss of intelligence and "an effort to slap at the Israelis," and that the betrayal marred a 50-year intelligence alliance between Turkey and Israel.

The Turkish foreign minister, Ahmet Davutoglu, said the allegations were "without any foundation."

Mr. Yatom described the shift from "outstanding" cooperation in earlier years between Israel and Turkey, which shares borders with Iran, Iraq and Syria, among other countries, and which he said had served as "a convenient place for Israel to work to reach people from hostile countries."

Now, he said, "We are not open with the Turks, as we were in the past," adding, "We are suspicious of the Turks that they relay information to Iran that could endanger us."

Turkey once ranked as Israel's closest ally in the Muslim world. In past years the Israeli, Turkish and American Navies carried out joint exercises in the Mediterranean and Israeli fighter jets trained in Turkey's relatively vast airspace.

Relations began to sour over Israel's three-week deadly offensive against the Hamas militant group controlling Gaza in the winter of 2008-9. The strategic partnership plummeted further in May 2010 when eight Turks and an American of Turkish descent were killed after Israeli commandos met resistance aboard a vessel seeking to break the Israeli naval blockade of Gaza. Turkey sharply downgraded its diplomatic and military ties with Israel in September 2011, expelling the Israeli ambassador after Israel refused to apologize.

In December 2011, Israel canceled a \$141 million contract to supply Turkey with an advanced aerial intelligence system. An Israeli official said at the time that, given Turkey's shifting allegiances in a turbulent region, Israel feared that the delicate technology could end up in the hands of hostile governments like Iran.

With Syria having descended into a bloody civil war that underlined the enduring interests shared by Israel and Turkey, the United States urged the two important American allies to restore cooperation. President Obama brokered a reconciliation agreement when he visited Israel in March.

As part of the deal, Prime Minister Benjamin Netanyahu of Israel officially apologized for operational mistakes that led to deaths in the raid and promised compensation and a further easing of restrictions on Gaza. The sides were then meant to agree on terms of com-

pensation, normalize ties and send envoys to each other's nations.

Israeli and Turkish officials held meetings in the spring and issued a joint statement saying that a settlement was near. But the contacts were frozen in June when Turkey was convulsed by weeks of protests. There have been no new developments since then.

A senior Israeli official, who spoke on the condition of anonymity because of the delicate diplomatic situation, said that Israel very much wanted to renew

Turkey had served as "a convenient place for Israel to work to reach people from hostile countries."

the relationship but that in public statements Turkish officials had added more and more conditions, like a demand that Israel accept responsibility for the deaths in the raid.

"It is as if the apology never existed," the Israeli official said. "We believe there are so many strategic interests that bind Israel and Turkey, such as Syria and Iran and other regional issues, and we should put this behind us. But the Turks don't see it that way."

Zeev Elkin, the deputy foreign minister of Israel, said that Israel's relations with Turkey remained "very complex."

"Not because of us, we did not change our approach to Turks," he told Israel Radio. "The Turks took a strategic decision. Instead of moving in the direction of Europe," he said, "they decided to seek leadership of the Middle East" and they chose the anti-Israel card as an easy card to build up their leadership."

Still, Gallia Lindenstrauss, an expert on Turkey at the Institute for National Security Studies at Tel Aviv University, said there had been a decrease in tension between Israel and Turkey since the March apology and that private-sector bilateral trade was continuing as usual.

L'Iran veut « apaiser les craintes occidentales »

Selon Ali Larijani, président du Parlement iranien, Téhéran serait prêt à faire des concessions sur le nucléaire



Des parlementaires s'entretiennent avec Ali Larijani (au centre), le président du Parlement iranien, à Téhéran, le 13 août. MORTEZA NIKOUBAZL/POLARIS

Entretien

Ali Larijani, 55 ans, président du Parlement iranien depuis 2008, fait partie de ceux qu'on appelle les « conservateurs réalistes », proches du Guide suprême, Ali Khamenei. Issu d'une famille importante parfois surnommée les « Kennedy d'Iran » – l'un de ses frères, Sadegh, dirige l'appareil judiciaire –, il a été, entre 2005 et 2007, en première ligne dans les négociations sur le dossier nucléaire. En visite à Genève pour la 129^e assemblée interparlementaire mardi 8 et mercredi 9 octobre, il a, durant les débats, fustigé les Etats-Unis, qui, « de façon obscène, continuent de répéter que l'option militaire est sur la table. Même s'ils n'ont pas le courage d'envahir l'Iran ». Avant de partir pour la Croatie, il a accordé un entretien au *Monde*.

Dans quel état d'esprit abordez-vous les négociations sur le dossier nucléaire iranien qui reprennent à Genève le 15 octobre ?

Très positivement. Nous pensons que ces questions peuvent être réglées. A condition que le comportement des différentes parties soit correct. Par exemple, ne pas dire autre chose à la presse que ce qui vient d'être discuté. Pendant que je menais moi-même les négociations nucléaires, j'ai souvent entendu : nous sommes d'accord, vous ne cherchez pas l'arme nucléaire, mais si vous maîtrisez la technologie du nucléaire civil, cela va changer l'équilibre de la région. Si l'Occident a vraiment des inquiétudes, nous pourrions les apaiser, ce n'est pas compliqué.

Envisagez-vous des négociations très techniques, site par site, ou alors une discussion plus large ?

Il a peu de sites. Ceux qui ont des activités nucléaires sont répertoriés par l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA) et sont surveillés, il n'y a rien de caché. Peut-être faut-il regarder les choses sous un autre angle, celui de l'insécurité dans le monde. En particulier l'extrémisme et le terrorisme. Ce phénomène s'est

déjà propagé en Afghanistan, en Syrie, au Yémen et dans beaucoup d'autres pays. En 2001, les Américains ont attaqué l'Afghanistan pour juguler le terrorisme et lutter contre la drogue. Regardez la situation actuelle. Après douze ans, les terroristes [talibans] prospèrent. Ils règnent sur 14 provinces. Pour la drogue, en 2001, la production était de 200 kg d'opium. Et maintenant ? 8 000 tonnes ! Cette drogue, comment croyez-vous qu'elle arrive en Europe ? Une partie par voie terrestre, mais de plus en plus par voie aérienne. Et c'est par les aéroports de Bagram, de Kaboul et de Kandahar, qui sont sous le contrôle de l'OTAN, que des avions décolent chargés de drogue.

Vous souhaitez donc mettre tout sur la table ?

Les négociations de Genève sont des négociations nucléaires. Mais il est rationnel d'avoir un regard plus vaste. Je ne dis pas qu'on peut tout régler. Mais le climat a changé. D'abord, les négociateurs iraniens qui seront là sont très expérimentés, et le président Rohani lui-même connaît très bien la question. D'autre part, les Occidentaux ont constaté qu'on ne pouvait pas régler la question par l'usage de la force.

L'équipe précédente, celle du

président Ahmadinejad, ne voulait pas régler le problème ?

Si, mais leur tactique de négociation était peut-être différente. Et le contexte a évolué. Regardez combien de sanctions nous ont été imposées. Mais la vie continue. Et nous avons poursuivi notre programme nucléaire pacifique. **Qu'êtes-vous prêts à offrir pour que des progrès soient possibles ?**

Le plus important est de bâtir la confiance. Nous devons avoir confiance dans leurs attitudes et ils doivent s'assurer que nous de notre côté nous ne sommes pas en train de produire l'arme nucléaire. **Etes-vous prêts à des inspections plus intrusives de l'AIEA ?**

Ils font déjà des inspections. L'important, c'est que l'agence ne soit pas sous pression [des Américains]. Quand je parlais avec le Dr Baradei, à l'époque, il me disait : « Si vous réglez votre problème avec les Américains, tout sera réglé. J'ai répondu : mais alors, cette agence sur l'énergie atomique, elle sert à quoi ? » L'agence a été instrumentalisée.

Si, le 27 septembre, vous aviez été dans la voiture à New York à la place du président Rohani, auriez-vous répondu à l'appel téléphonique de Barack Obama ?

Le monde politique a sa propre logique. Ce n'est pas un monde romantique. Ce n'est pas le monde de l'art. Nous n'avons pas besoin d'une danse diplomatique. Nous avons besoin d'une diplomatie logique et raisonnable : quel est le problème et comment le régler. Si les deux parties se serrent la main dix fois mais ne règlent pas le problème, ça ne sert à rien. S'il doit y avoir un match, il ne faut pas que ce soit sur la question de la poignée de main, mais sur le respect du règlement de l'AIEA, laquelle ne doit pas être une organisation de façade pour cacher le bellicisme de certaines grandes puissances. **Pour rétablir la confiance, est-il souhaitable que des hommes politiques iraniens assignés à résidence, comme Mir Hossein Moussavi ou Mehdi Karoubi, retrouvent un peu de liberté ?**

Cela n'a pas de rapport avec les négociations nucléaires. Mais il n'y a pas d'insistance en Iran pour mettre les gens en prison. De mauvais comportements ont eu lieu après les élections de 2009. Je crois que nous allons vers une accalmie. **L'ancien président Mohamed Khatami a une fondation culturelle, ici à Genève, mais n'a pas le droit de quitter l'Iran...**

Je crois que l'administration

précédente [celle de Mahmoud Ahmadinejad] a eu quelques mauvaises habitudes. Mais cela peut s'arranger facilement.
Avez-vous le sentiment que l'Iran s'est remis en mouvement après une période difficile ?

Nous marchons vers la maturité. En démocratie, il y a ce genre de jeux. Différentes personnes peuvent remporter le scrutin. Quand je regarde le Parlement, je vois qu'il est bien plus puissant que dans le passé. Le niveau des études est plus élevé. Cent députés ont un doctorat, cent autres une maîtrise, les quatre-vingt-dix autres une

licence. Nous sommes proches de la maturité.

Le président Rohani et le Guide suprême Khamenei ont-ils des vues toujours convergentes ?

Sur les questions importantes, comme le fait que l'Iran doit maîtriser la technologie du nucléaire civil et pacifique, il y a convergence, non seulement entre le Guide et le président, mais avec toutes les autorités du pays. Sur la manière d'y arriver, les vues divergent. Sur la libéralisation de l'économie, la nécessité de la concurrence sur le marché, il y a aussi convergence.

Si vous envisagez une économie de marché, le poids économique pris par les Gardiens de la révolution n'est-il pas un problème ?

On exagère un peu à ce sujet. Les Gardiens de la révolution sont compétents pour creuser des tunnels ou installer des oléoducs, des gazoducs. Mais il y a de la pétrochimie, de la sidérurgie et d'autres branches qui n'ont aucun rapport avec eux. Nous veillons à ce qu'ils ne portent pas atteinte à la concurrence.
Du point de vue politique aussi, leur poids est important...

Je ne crois pas qu'ils interfèrent. Ils se contentent de donner des

conseils.

Le commandant en chef des Gardiens de la révolution a critiqué le coup de téléphone entre Rohani et Obama avant que le Guide suprême ne s'exprime à ce sujet.

C'était un regard de bonne volonté posé sur les actions du président. C'est peut-être notre point de vue oriental. Chez nous, quand un père intervient dans les affaires de son enfant, cela ne signifie pas qu'il le méprise, c'est un geste pour le bien de l'enfant. ■

PROPOS RECUEILLIS A GENÈVE PAR
SERGE MICHEL

Le Monde

11 octobre 2013



INTERNATIONAL | CHRONIQUE

PAR ALAIN FRACHON

Proche-Orient : faisons un rêve

Contrairement à ce qui est souvent conseillé, il faut aborder le Proche-Orient avec une idée simple : le pire y est en général le plus sûr. Cette saine précaution en poche, il n'est pas interdit de rêver – voire de fantasmer. Et si la région était à la veille de connaître un bouleversement de l'ampleur de la fin de la guerre froide en Europe ? Après tout, ceux qui osèrent anticiper la disparition de l'URSS n'ont pas été si nombreux.

La petite lueur d'espoir qui scintille à l'horizon proche-oriental vient d'un possible dégel américano-iranien. Elle est portée par l'ouverture d'Hassan Rouhani, le nouveau président, en direction de Barack Obama, et par la réponse prudente mais positive de ce dernier. A Téhéran, le ton et les mots sont nouveaux, l'intention affichée : une normalisation des relations avec l'Amérique, dès lors qu'un accord serait trouvé sur la question nucléaire.

Le chemin sera long. Les Etats-Unis et l'Iran ont rompu leurs relations peu après l'avènement de la République islamique, en 1979. Depuis cette date ils s'affrontent, par alliés interposés, notamment en Syrie. Ils ne s'aiment pas, ils ont accumulé de lourds contentieux, il y a des morts et du sang dans les placards. On entend déjà les sceptiques. L'Iran va faire quelques concessions, obtenir un début de levée des sanctions économiques qui plombent le pays, et piéger les Américains dans une négociation sans fin. Et, pendant ce temps-là, continuer à faire tourner ses centrifugeuses pour se rapprocher de la maîtrise de l'arme nucléaire.

Les sceptiques avancent que la République islamique ne saurait changer, sauf à ne plus être. Elle serait subversive, révolutionnaire, « par nature », hégémoniste, destinée à s'imposer comme le pouvoir prépondérant dans la région. Elle a construit son identité en s'opposant aux Etats-Unis, de même qu'elle a multi-

plié les tentatives de déstabilisation de ses voisins arabes. Elle parraine ou a parrainé des filiales terroristes dans le monde entier, et n'a pas cessé de mentir sur son programme nucléaire.

Tout n'est pas faux dans l'argumentaire de l'école sceptique. Mais elle aurait dit la même chose de la Chine de Mao au début des années 1970 : révolutionnaire par « nature », subversive, cherchant à exporter sa révolution, haïssant les Etats-Unis, bref un régime communiste incapable d'évoluer sauf à se mettre en danger, etc. Cette Chine-là reçoit le président

Richard Nixon en 1972. Elle estime que la défense de ses intérêts, économiques et stratégiques, passe par une normalisation avec Washington, qui voit dans les mêmes termes l'avenir de ses relations avec Pékin...

Le rapprochement Pékin-Washington isole Moscou, change le profil de la guerre froide et profite pleinement aux deux parties. La normalisation entre Washington et Téhéran bouleverserait le profil du Proche-Orient. Si la République islamique considère qu'il est de son intérêt de se rapprocher des Etats-Unis – ce n'est qu'une hypothèse –, elle sait qu'il y a un prix à payer : des concessions sur son programme nucléaire, l'abandon d'un certain prosélytisme révolutionnaire.

La fin du statut de paria

Elle y gagnerait beaucoup. Elle obtiendrait la levée progressive des sanctions, la fin de son statut de paria, la reconnaissance de son rang régional – tout ce qui flatte l'orgueil d'une vieille nation, héritage que revendique aussi la République islamique et qui compte au moins autant que son profil révolutionnaire. Si le régime de Téhéran est schizophrène, au bazar, on sait faire les additions.

Dans la version la plus rose du conte, cette évolution conduit à un apaisement régional

général. Il devient permis de ne plus désespérer du Proche-Orient. Car les « clients » arabes de l'Iran cesseraient alors d'être au service d'une politique iranienne de déstabilisation – qu'il s'agisse du Hamas (dossier israélo-palestinien), du Hezbollah (Etat dans l'Etat libanais) ou du régime syrien (Bachar Al-Assad est plus dépendant encore de l'Iran qu'il ne l'est de la Russie).

C'est un scénario qui déplaît à beaucoup. Israël se refuse à y croire. Autre allié privilégié des Etats-Unis, l'Arabie saoudite, vestale de la branche majoritaire de l'islam, le sunnisme, considère la République islamique, portedrapeau de sa version minoritaire, le chiisme, comme un ennemi mortel.

Beaucoup plus que les Iraniens, les Saoudiens ont essayé la terreur islamiste, finançant un djihadisme sunnite toujours aussi virulent. Mais Riyad, suivie par la plupart des autres monarchies du Golfe, redoute la perspective d'un rapprochement entre les Etats-Unis et l'Iran.

L'opposition la plus forte pourrait être intérieure. A Téhéran, le groupe de pression nucléaire, tous ceux qui ont la haute main sur un programme dans lequel le régime a investi des fortunes, cherchera à torpiller l'ouverture à l'Ouest. A Washington, le puissant lobby israélien, l'Aipac, est déjà mobilisé contre l'ouverture à l'Est (vers l'Iran). Largement soutenu chez les républicains comme chez les démocrates, il pèse sur le Congrès dont M. Obama dépend in fine pour une levée progressive des sanctions.

Rien n'est joué. Une vérité, cependant, et qui ne relève pas des *Mille et Une Nuits* : l'apaisement au Proche-Orient passe par un rapprochement Téhéran-Washington. ■

PS : Passionné, savant et courageux, Jean-Pierre Filiu raconte dans le dernier *XXI* dix jours passés dans la partie « libérée » de la ville syrienne d'Alep. A lire d'urgence.

frachon@lemonde.fr

SYRIE

LA GALAXIE DE LA RÉBELLION

Les islamistes et les groupes radicaux liés à Al-Qaida ont-ils fait main basse sur l'insurrection ? Chaque jour, c'est ce qu'on répète à Damas. Mais, sur le terrain, rien n'est si simple

PAR CHRISTOPHE BOLTANSKI

Depuis des mois, diplomates et agents français chargés du dossier syrien se désespèrent. L'une de leurs missions consiste à recenser les différents groupes rebelles, à les classer en fonction de leur couleur politique, à établir leur poids réel, surtout, à distinguer les modérés et les laïques qu'il convient d'aider des extrémistes religieux. « La cartographie est très compliquée », reconnaît l'un d'eux. Pour illustrer la difficulté de sa tâche, l'homme raconte une anecdote : au cours d'une de ses récentes visites en Syrie, il a eu la surprise de découvrir un paquet de dollars empilés sur la table d'un chef rebelle. « Les Saoudiens viennent de me donner ça pour que je n'aie pas voir les Qataris », lui a expliqué son hôte. Une information importante : le Qatar soutient les Frères musulmans. Grand ennemi de la confrérie, le royaume wahhabite appuie salafistes et nationalistes. Dans un grand éclat de rire, le guérillero ajoute : « J'ai pris l'argent et j'ai envoyé mon adjoint à Doha. » Sa bande armée était financée par les deux pays rivaux du Golfe.

Les insurgés luttent-ils pour un Etat démocratique, ouvert à toutes les confessions, ou pour le retour à un califat régi par la charia ? N'obéissent-ils qu'à eux-mêmes ou sont-ils soumis à une autorité ? Combien de djihadistes étrangers combattent dans leurs rangs ? Quelle influence Al-Qaida exerce-t-elle sur le terrain ? Autant de questions qui hantent les chancelleries et les opinions occidentales. Difficile, voire



impossible, d'identifier avec précision les 1 500 à 2 000 *katiba* ou bataillons qui se réclament de la révolution. Leur nombre, soumis à des schismes et à des regroupements sans fin, varie en permanence, leurs allégeances aussi. Même leurs étiquettes peuvent être trompeuses. De plus en plus, les groupes armés choisissent des noms islamiques et adoptent un vocabulaire religieux afin de plaire à leurs riches donateurs arabes, écrivent les chercheurs Bassma Kodmani et Félix Legrand dans un rapport sorti en septembre, intitulé « Renforcer la résistance démocratique en Syrie ».

Après des mois de manifestations pacifiques réprimées dans le sang, l'Armée syrienne libre (ASL) commence à prendre son essor à l'automne 2011. Les premiers à en venir aux armes sont des soldats et des officiers déserteurs ou de jeunes contestataires qui veulent venger un parent tombé sous les balles du régime. Ils se rassemblent par familles,

tribus, villages. Ce sont le plus souvent des ruraux, conservateurs, sunnites, comme 80% de la population. Un profil qui reste majoritaire. Certains groupes se créent sur des bases multiconfessionnelles. Dans la province d'Idlib, les *kataeb* Al-Wahda al-Wataniya, les bataillons de l'Unité nationale, incluent des Alaouites, une branche hérétique de l'islam dont les Assad sont issus. En novembre 2012, sous les auspices de ses nombreux parrains, occidentaux en tête, l'ASL se dote d'un conseil militaire suprême de trente membres et d'un chef, Selim Idriss, un ancien général qui doit coordonner la guerre et superviser la distribution d'armes et d'argent.

Un an après, cet échafaudage s'est en partie effondré. Au sein de l'ASL, « les brigades travaillent indépendamment les unes des autres, regrette un ancien haut gradé en exil. Il n'y a pas de commandement unifié, pas de stratégie ». Selim Idriss n'est pas parvenu à s'imposer. Il ne dirige qu'une infime partie d'une rébellion plus que jamais divisée – « pas plus de 5% », reconnaît son porte-parole à Paris, Fahd al-Masri. Dans les zones libérées, le camp laïque a été marginalisé. Les islamistes de tout poil dominent. Ces derniers viennent d'annoncer qu'ils rompaient leurs liens avec la Coalition nationale des Forces de l'Opposition et de la Révolution, l'opposition en exil. Plus grave encore, les djihadistes, inféodés à Al-Qaida, ne cessent de gagner du terrain. Fondé par d'anciens détenus libérés à dessein par Bachar al-Assad, Jabhat al-Nosra (le

le groupe Jabhat al-Nosra contrôle la production de gaz à Ash Shaddadi, dans l'est du pays

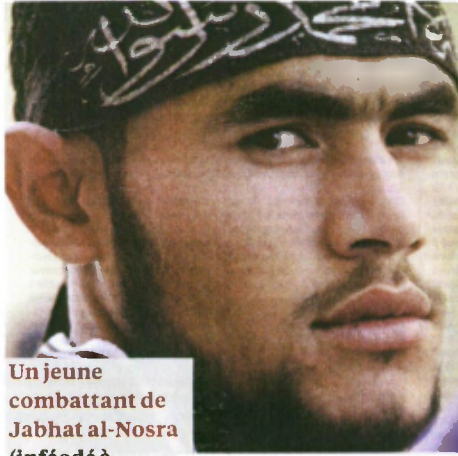
De gauche à droite: Zahran Alloush de Jaish al-Islam; Abdoul Qader al-Salih du bataillon Al-Tawhid; Le général Okaidi du conseil militaire d'Alep; Selim Idriss de l'Armée syrienne libre



Front de la Victoire), a étendu son influence des régions frontalières de la Turquie aux champs pétroliers de Deir ez-Zor, qu'il exploite parfois en coopération avec le régime. Depuis le printemps, il est supplanté par une nouvelle entité encore plus radicale, l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIIL), formée de dissidents et de combattants irakiens. « Notre révolution risque de sombrer dans le chaos », prévient Fahd al-Masri.

La faute à l'Occident, qui n'a délivré l'aide promise à ses alliés qu'au compte-gouttes. « Selim Idriss, nous l'avons porté sur les fonts baptismaux. Et rien n'a suivi. Notre soutien, c'est du saupoudrage ! On donne des trucs et on regarde », s'emporte un expert français. « La montée ou le déclin d'un groupe, islamiste ou laïque, est fonction de l'appui extérieur qu'il reçoit », souligne Gilles Dorronsoro, politologue à Paris-I, qui vient d'enquêter dans la région d'Alep (1). « Dès lors que des groupes extrémistes disposent de plus de ressources que les autres, ils recrutent davantage. » De son côté, le dictateur syrien a tout fait pour radicaliser le conflit « afin qu'à un moment donné le choix soit entre lui et Al-Qaïda », poursuit Gilles Dorronsoro. Ses forces ciblent les modérés et, a contrario, ménagent les djihadistes. Notamment à Raqqa, devenu leur fief. « Comme par hasard, c'est la dernière ville à s'être soulevée et la première à être tombée », note un officier qui a fait défection.

Le pouvoir s'emploie également avec succès à dresser les confessions les unes contre les autres. Le massacre de centaines de sunnites – certains bilans font état de 1 500 morts – à Baniyas, ville située au cœur du réduit alaouite, en mai par des *chabiha*, les milices pro-



Un jeune combattant de Jabhat al-Nosra (inféodé à Al-Qaïda) à Alep

Assad, ou le bombardement au gaz sarin de la Ghouta, le 21 août, poussent les extrémistes de l'autre bord à commettre des actes de vengeance que la propagande officielle s'empresse d'exploiter. Début août, alors que des critiques à l'égard de Bachar al-Assad se faisaient de nouveau entendre au sein de sa communauté, l'armée loyaliste a brusquement levé ses barrages au-dessus de Lattaquié et permis aux rebelles de conquérir onze villages alaouites. Près de 300 habitants auraient été tués. Des hommes. Pas de femmes, ni d'enfants, contrairement à ce que prétend Damas. « En se rendant sur place pour saluer cette "victoire", Selim Idriss est tombé dans le piège, explique une personnalité en exil qui a appartenu au premier cercle du régime. Bachar a pu ainsi adresser un avertissement à ses coreligionnaires et démontrer au reste du monde que l'ASL menait une guerre confessionnelle. »

L'insurrection n'est pas pour autant dominée par Al-Qaïda. Charles Lister, auteur d'une enquête pour l'institut bri-

tannique IHS Jane's, souvent citée pour confirmer la dérive extrémiste du soulèvement syrien, estime « entre 7000 et 10000 hommes » les forces combinées de Jabhat al-Nosra et de l'Etat islamique. Soit moins de 10% du total des rebelles. Si on ajoute à ces deux formations une myriade de *katiba* d'obédience salafiste qui rejettent la démocratie, telles que Liwa al-Islam (les Brigades de l'Islam), on arrive à un tiers, voire à 40% des effectifs. Mais plusieurs de ces groupes, comme Ahrar al-Cham (les Libérateurs du Nord) ou Suqur al-Cham (les Faucons de Damas), coopéraient encore récemment avec l'ASL et Selim Idriss. « La photographie n'a pas grand sens, insiste un diplomate. C'est un processus dynamique. Les combattants vont aux plus offrants, ceux qui ont des armes, de l'argent. Sous une même franchise, vous trouvez des radicaux et des modérés. Les attitudes de chacun oscillent selon les lieux et les chefs. »

Autre point important : malgré les agissements de certaines bandes criminelles, les zones tenues par la rébellion n'ont pas plongé dans le chaos, insiste Gilles Dorronsoro : « Les gens s'organisent, la municipalité d'Alep fonctionne bien. Bizarrement, nous sommes aussi dans une phase de normalisation. » Un avis partagé par Jean-Pierre Filiu, professeur à Sciences-Po, qui a lui aussi séjourné en juillet dans le nord de la Syrie. Il en a rapporté un livre, « Je vous écris d'Alep », à paraître chez Denoël. « Les djihadistes ont connu leur apogée au printemps, dit-il. Depuis, ils paient les abus qu'ils ont fait subir à la population. A Alep, j'ai été frappé de voir combien ils étaient rejetés. » ■

(1) Auteur d'un rapport pour la Fondation Carnegie avec Arthur Quesnay et Adam Baczko.

L'Orient
LE JOUR

12 octobre 2013

Irak: trois arrestations après l'attentat d'Erbil

AFP

Les autorités ont arrêté trois personnes soupçonnées d'implication dans un attentat meurtrier fin septembre à Erbil, la capitale du Kurdistan irakien, a annoncé samedi un responsable de la sécurité kurde.

"Des terroristes ayant un lien direct avec l'opération terroriste qui a visé Erbil ont été arrêtés", a déclaré le conseiller pour la sécurité nationale de la région autonome du Kurdistan, Masrur Barzani, lors d'une conférence

de presse près d'Erbil.

Le 29 septembre, sept personnes ont été tuées et plus de 60 blessées dans un attentat suicide contre le siège des Asayesh, les services de sécurité kurdes, à Erbil.

L'attentat, revendiqué par un groupe lié à Al-Qaïda, était le premier du genre à frapper cette ville depuis six ans, alors que les violences continuent de faire tous les jours des dizaines de morts dans le reste de l'Irak.

Dans un communiqué, l'État

islamique en Irak et au Levant (EIIL), avait affirmé que l'attentat était une réaction à la volonté du président de la région kurde Massoud Barzani de soutenir le pouvoir central à Bagdad, ainsi qu'une riposte au fait que des combattants kurdes combattent les jihadistes en Syrie voisine.

Le chef des Asayesh, Tareq Nouri, a indiqué que les trois hommes arrêtés - Samir Bakr Younés, Mohammed Khalil Qaddoush et Hachem Saleh Mohammed - étaient tous des

Irakiens originaires de la ville de Mossoul, au nord de Bagdad.

Selon lui, ils ont acheté deux voitures à Kirkouk, une autre ville du nord du pays, et l'ont conduite jusqu'à Mossoul, où ils l'ont bourrée d'explosifs. Ils ont aussi fourni à trois kamikazes armes et explosifs, et Younés a fait exploser à distance l'une des voitures piégées.

Un précédent communiqué des Asayesh avait fait état de six kamikazes impliqués dans l'attaque.

Depuis cet attentat, les autorités locales ont renforcé les mesures de sécurité à l'entrée d'Erbil, qui touchent notamment les Irakiens arabes, venant d'autres régions du pays. ■

Al Qaeda's rise in northern Syria leaves Turkey with dilemma

By Nick Tattersall (Reuters)

<http://english.alarabiya.net>

ISTANBUL - THE RISE of al Qaeda in parts of Syria's north has left Turkey facing a new security threat on its already vulnerable border and raised questions about its wholesale support for rebels battling President Bashar al-Assad.

Turkey has long championed more robust backing for Syria's fractious armed opposition, arguing it would bring a quicker end to Assad's rule and give moderate forces the authority they needed to keep more radical Islamist elements in check.

But with Islamist groups such as Jabhat al-Nusra and the Islamic State of Iraq and the Levant (ISIL) taking territory in parts of the north near the border in recent weeks, it is a strategy that increasingly looks to have been a miscalculation.

Ankara has found itself facing accusations that indiscriminate support for the rebels has allowed weapons and foreign fighters to cross into northern Syria and facilitated the rise of radical groups.

"We are being accused of supporting al Qaeda," a source close to the Turkish government said, adding that U.S. officials had raised concerns on the sidelines of the U.N. General Assembly meetings in New York last month.

"They were politely but aggressively critical. The attention has focused away from Assad to al Qaeda," the source said, echoing frustration voiced by other officials in Ankara that this was playing into Assad's hands.

As if on cue, the Turkish army said on Wednesday it had fired on ISIL fighters over the border after a stray mortar shell hit Turkish soil. It has retaliated in the past in such cases but this appeared to be the first time its response had targeted al Qaeda-linked fighters.

Turkey has maintained an open-door policy throughout the two-and-a-half-year conflict, providing a lifeline to rebel-held areas by allowing humanitarian aid in, giving refugees a route out and letting the rebel Free Syrian Army organize on its soil.

It officially denies arming the rebels or facilitating the passage of foreign fighters who have swollen the ranks of al Qaeda-linked factions including ISIL and Nusra.

"Logistically nothing goes through the official borders in Turkey or any other country anyway," said Louay Meqdad, a spokesman for the rebel Free Syrian Army.

But the 900 km (560-mile) border is difficult to police and refugees, smugglers and rebel fighters have been able to cross undetected in remote areas, bypassing



the main crossing points.

"Officially we didn't allow it. But it's a long border and some groups, we tried to accommodate them in the Syrian opposition, which we wanted to be as large as possible," said one Turkish official in the region, when asked whether foreign fighters had been able to cross.

Foreign mercenaries, mainly backed by Gulf states, were initially welcomed by Syria's rebel forces because they had greater battle experience and were more effective against pro-Assad militias, he said.

"This was a tactical mistake and now we see a totally different balance of power."

LENDING ASSAD LEGITIMACY

It is a contrast with Jordan, where authorities have kept a tight control over their border with Syria. Rebels in the southern Syrian province of Deraa, the cradle of the 2011 protests against Assad, have long complained that they have been starved of significant arms supplies as a result.

In a report documenting sectarian mass killings by Assad's foes, New York-based Human Rights Watch said last week Turkey needed to increase its border patrols and restrict the passage of fighters and arms to radical groups.

"Many foreign fighters operating in northern Syria gain access to Syria via Turkey, from which they also smuggle their weapons, obtain money and other supplies, and sometimes retreat to for medical treatment," the report said.

It cited a humanitarian worker in Turkey as saying some of the foreign fighters entering Syria's Latakia province, where it said 190 civilians were killed by rebels in an attack in August, had flown into Hatay airport in Turkey, from where they were picked up by other fighters and facilitators.

Foreign Minister Ahmet Davutoglu has

repeatedly denied any support from Turkey for al Qaeda-linked groups in Syria and has described suggestions to the contrary as a bid to legitimize Assad's actions by portraying him as fighting terrorism.

"This is what Assad wants. He is trying to ... change the nature of the conflict, so that it is perceived not as a conflict between him and his own people, but as a fight against radical groups," a senior foreign ministry official said.

It was a message Assad tried to deliver directly to the Turkish people this month, when in an interview with Turkey's Halk TV he warned Turkey it would pay for harboring "terrorists" who, he said, would turn on their hosts.

It is not a risk Turkey can comfortably dismiss. Like Jordan, which fears Islamist fighters radicalized in Syria could return and strike targets inside the pro-Western kingdom, Turkey is not immune to the threat from al Qaeda.

Several websites carried reports of a threat to Turkey from jihadist groups in Syria after it temporarily shut part of the border last month when an al Qaeda-linked group stormed a nearby town, although it was not clear if the threat was genuine.

"We are not with al Nusra, and al Nusra is not happy about this. It is a nasty war. Nothing is black and white any more," the source close to the Turkish government said.

FERTILE GROUND FOR RADICALISATION

As the conflict drags on, there is growing evidence of Turkish nationals going to fight in Syria, some alongside jihadists, others joining Syrian Kurds in their scramble against rival rebel units, Assad's forces and Arab tribes.

Citing intelligence reports, Turkey's Taraf newspaper estimated last month that around 500 Turkish nationals were

→ fighting among 1,200 different rebel groups in Syria, many of them in the name of "jihad", while others had signed up as mercenaries, earning \$1,500 a month.

Others were members of the Kurdish PKK militant group who were going to fight alongside Syrian Kurds, it said.

"Our border is very fragile, it is not as strong as it was," the source close to the government said.

"No-one would go from an Anatolian town to fight for democracy in Syria. But jihadists would go to fight against the infidels. This is the danger for Turkey."

Officials in Ankara, from President

Abdullah Gul down, see the failure of the international community to take decisive action in Syria as creating the conditions which have allowed radical groups to thrive.

After repeated calls for assertive intervention, they are frustrated that the finger is now being pointed at them.

"What I have said to all our allies and everyone I have met and spoken to since these events started is that if this process prolongs, the inevitable result will be a radicalization," Gul said in a speech in Istanbul this month.

Turkish officials argue that foreign fig-

ters have also entered Syria from other neighboring countries, some with support from Gulf states including Saudi Arabia and Qatar, and point out that the escape of hundreds of convicts from Iraq's Abu Ghraib jail in July swelled ISIL's ranks in Syria.

"We do our best through the different opposition forces to contain the threat of the jihadi opposition in Syria, but the support for these groups is so sizeable that Turkey cannot control this (alone)," the Turkish official in the region said.

□ □ □



16 October 2013

Turkey's wall plans face Kurdish opposition

Kurdish political groups oppose alleged Turkish plan to erect wall near border with Syria.



Omar al-Saleh

Omar al-Saleh is a senior producer with Al Jazeera, based in Doha and reporting from around the Middle East.

There is a controversy on Turkey's border with Syria's biggest Kurdish city of Alqamishly.

It started early October when Turkish military excavators started construction work here.

Now the people of Nusaibin, who are also Kurds, accuse the government of digging the foundations to build a wall.

They call it the wall of shame ... some even compared it to the Berlin Wall. Others bluntly say that this is an attempt aimed at dividing the Kurds on the two sides of the borders.

Work stopped. Not clear why or if it will resume again.

The mayor of Nusaybin is quite clear that she and her Peace and Democracy Party, the biggest Kurdish party in Turkey, will not allow that to happen.

"This is political ... there are no attacks coming from Rojava (or Western Kurdistan, a name Kurds give to Kurdish areas in Syria)" says Ayse Gokkan.

"Al-Qaeda fighters are crossing from Turkey to the other side...."

"One reason behind this wall is to separate Kurds... there are 900km of border with Syria, why Turkey doesn't build a wall anywhere else?" asks the mayor.

The government denies allowing al-Qaeda fighters cross into Syria to fight the Kurds.

It also rejects the ideas that it's building a wall, saying it's simply taking "measures to strengthen" its security on its border with Syria to curb illegal crossings and smuggling.

It's a complicated and there could be others reasons too.

Turkey is worried that the brutal war next door could easily spread.

It's also concerned that the Democratic Union Party, the PYD and its fighters, are running Kurdish areas near its border.

Some even suggest that the Syrian government withdrew most of security forces from Kurdish areas as a part of deal between President Bashar al-Assad and the PYD to ensure Kurds not fighting the regime in return for Kurdish autonomy.

That is another nightmare scenario for Turkey



because Turkey fears the creation of another federal Kurdish region on its borders.

And with an autonomous Kurdish region in Northern Iraq, it could lead Turkey's Kurds making similar demands.

And to make it worse, the PYD is branch of the Kurdistan Worker's Party the PKK that Turkey is fighting for the last 30 years.

In other words, the PYD and the PKK could open new fronts and cause problems in Turkey's own backyard.

And that is why Turkey may take whatever it thinks it needs to protect its vast border with Syria. ♦



Iran : cinq militaires tués par des rebelles

TEHERAN (Iran), 11 octobre 2013 (AFP)

CINQ MEMBRES des Gardiens de la révolution, l'armée d'élite du régime iranien, ont été tués jeudi dans un accrochage avec des rebelles dans la région de Baneh, située dans la province du Kurdistan, frontalière avec l'Iran, ont rapporté les médias iraniens.

"Cinq membres des Gardiens de la révolution ont été tués dans un accrochage avec des contre-révolutionnaires dans la région de Baneh (...) Deux autres ont été blessés et transportés à l'hôpital", a annoncé l'agence Fars citant le centre d'information des Gardiens de la révolution de la province.

La région de Baneh est située à la frontière avec le Kurdistan irakien.

En avril 2012, des rebelles kurdes avaient tué quatre Gardiens de la Révolution dans la même région. L'attaque avait été menée par des membres du PJAK (Parti pour une vie libre au Kurdistan), principal mouvement kurde de lutte armée contre le régime de Téhéran.

En septembre 2011, les Gardiens de la révolution avaient indiqué avoir "nettoyé" les zones frontalières du nord-ouest de l'Iran des groupes rebelles kurdes armés et tué 180 rebelles du PJAK. Depuis, les accrochages armés sont rares dans ces régions ○

Oil pipeline boosts Kurds in stand-off with Baghdad

● Pipeline due to start by end-2013, initial flows of 150,000 bpd

● Kurds insist committed to Iraq unity, revenue-sharing

● Baghdad threatens to cut budget if Kurds export via pipeline

● Officials, analysts expect KRG-Baghdad deal

By Isabel Coles and Ahmed Rasheed

ARBIL/BAGHDAD, Oct 17 (Reuters) - A new export pipeline means Iraqi Kurdistan will soon earn more from its own oil than it receives from Baghdad as a share of total Iraqi revenues, a turning point that could strengthen the region's hand in its long search for independence.

Autonomous since 1991, Kurdistan has often chafed against the Iraqi central government and even threatened to secede, but it is nonetheless beholden to Baghdad for a slice of the OPEC producer's \$100-billion-plus budget. That may soon change.

By trucking its oil to world markets through Turkey, the Kurds have already earned nearly \$1 billion, and once the new export pipeline is operational at the end of the year, the region stands to take in nearly that amount each month.

The pipeline is a sign of the region's increasing single-mindedness and could make it self-sufficient, although that in itself will not be enough to create the independent state of which Kurds dream.

"Oil is going to be an enabler of independence: it's not going to be the cause," said a Kurdistan-based industry source on condition of anonymity. "Independence is going to be because of provocation, regional circumstances, perfect timing".

Kurdistan's foreign relations minister made clear that while the oil pipeline strengthened the Kurdish position, dreams of independence must be tempered by realism.

"We cannot be denied economic and political independence. We do not want the region to be at the mercy of Baghdad every day threatening to cut our budget," Falah Mustafa Bakir told Reuters on Thursday.

"If Baghdad is ready to work together with us, we have no problem at all. If they don't, we are obliged to serve our people. We can't be captive to wrong policies in Baghdad."

ARTICLE OF FAITH

Full independence is an article of faith for Kurds, long subjugated by central governments in the four countries across which they are divided - Iraq, Turkey, Syria and Iran - and who view statehood as their right. But the reality of their region's landlocked geography in a neighbourhood hostile to Kurdish aspirations has encouraged pragmatism.

"We deserve to have our own independent state, but it's not easy to go down that road until we are ready and the whole neighbourhood becomes democratic," said Bakir. "We are realists."

Washington and Baghdad fear the pipeline sets a precedent that will bring about the partition of Iraq. Provincial authorities in Nineveh, which is under central government jurisdiction, recently followed Kurdistan's lead by empowering their governor to sign contracts with oil companies.

The Kurdistan Regional Government (KRG) insists it is committed to a democratic, federal Iraq, and that decentralisation of power is the only way to prevent the country's disintegration.

"Sharing all oil revenues according to the federal constitution, and the economic independence of Kurdistan, are the recipe for the unity of Iraq," said the region's Minister for Natural Resources, Ashti Hawrami, during a visit to Britain.

However, no payment mechanism is in place yet for oil sales via the new pipeline. The Kurds say they will take what they are owed and pass the rest on to Baghdad, reversing the current process whereby the central government disburses revenue.

"MAGIC NUMBER"

Initially, the Kurds aim to pump 150,000 barrels per day (bpd) through the pipeline, which runs for 281 km (174 miles) through Kurdish territory from the Taq Taq oilfield to an area where the borders of Iraq, Syria and Turkey meet.

As companies increase production and infrastructure is developed, exports should rise towards a target of 1 million

bpd by 2015 and 2 million by 2019.

Kurdistan's assertive energy policies have infuriated Baghdad, which is threatening to sever ties with Turkey and slash the Kurds' 17 percent share of the budget if exports via the pipeline go ahead without its consent. The KRG complains it ends up getting closer to 11 percent anyway.

The 2014 Iraqi budget is projected at \$150 billion and will increase as oil exports grow, which could change the calculation for the Kurds as they would stand to receive more from Baghdad.

"One of the KRG's calculations is if they're going to start selling oil, they need to generate enough revenue that if Baghdad goes to the extreme and plays the budget card, they can still pay the bills," said Shwan Zulal, head of the London-based Carduchi Consulting.

That would mean producing between 400,000 and 500,000 bpd, based on a calculation involving assumptions about the price of oil, how much goes towards cost recovery and profit sharing.

Most estimates put current production capacity at more than 350,000 bpd, of which 140,000 is refined and consumed locally.

Most comes from three fields operated respectively by Norway's DNO, the Anglo-Turkish Genel, and privately owned KAR Group, based in the Kurdish capital Arbil.

Gulf Keystone, fresh from winning a court battle over ownership of its oil assets in Kurdistan, restarted production last week, soon to add 20,000 bpd, and smaller contributions come from Afren, Hungary's MOL and Austrian group OMV.

Others are due to come on stream within the next 14 months, while Exxon Mobil, Chevron Corp and Total are still in the exploration phase.

"There's no magic number, but output of around 500,000 barrels a day would give them (the Kurds) a lot of leverage," said a senior Western oil executive on condition of anonymity.

"It wouldn't be full independence from Baghdad at that stage, but it would give them a much stronger bargaining position."

ENDGAME

Senior Iraqi and Kurdish officials exchanged visits earlier this year and said they were ready to resolve their

ES differences, but negotiations have made little headway.

Kurdish crude used to flow through a Baghdad-controlled pipeline running from Iraq's Kirkuk oilfields to the Turkish port of Ceyhan, but exports via that network dried up last year in a row over payments for oil companies in the region.

"Talks over oil issues are at a stalemate now," said an energy adviser to the Iraqi government, blaming the Kurds for setting preconditions. "It's like running around in a circle."

Their positions appear irreconcilable, but analysts and officials say the time is

ripe for a deal.

"Baghdad has to take us seriously. We are in a stronger position," said the Kurdish foreign affairs minister.

Facing a reinvigorated Sunni insurgency and divisions within his own Shi'ite coalition, Prime Minister Nouri al-Maliki will find it difficult to win an election next year if he seeks a third term without support from the Kurds.

"The Kurds will cleverly play this card when they sit at the negotiating table to discuss the new oil export pipeline with Baghdad," said Ali Shallal, a legal expert who specialises in drafting oil

contracts.

Iraqi officials are banking on Turkey seeking their approval to avoid antagonising Baghdad any further.

Analysts and industry sources say the Kurds will for now at least opt for the benefits of being a quasi-state entitled to a share of Iraqi oil reserves, which are far greater than their own.

"They have a very advantageous position as they are," said an industry source who declined to be named. "It (independence) doesn't make sense. It's not in anybody's interest".

◆◆◆



October 18, 2013



by : Samir Salha
www.aawsat.net

Opinion: A Kurdish State—but where and when?

Kurds in the Middle East, according to unofficial statistics, number some 30 to 40 million people in their primary areas: Turkey, Iraq, Syria and Iran. Their political demands have historically centered around the right of self-determination-forever related to the Kurdish state and its right to exist.

Their political leaders have tried more than once to achieve this dream. But the price of realizing it has proved beyond their grasp on more than one occasion, after they were trapped between conflicts of interest and the settling of accounts between parties big and small, when maps have been drawn and boundaries settled in the region.

Iraqi Kurdistan president Massoud Barzani repeated this demand again recently. "Greater Kurdistan" is the goal, circumstances permitting. It is not a plan for the near future, but nothing is impossible. The scene becomes clearer still, Greater Kurdistan cannot be realized without revising the map, redistributing land and changing its political, constitutional and geographical makeup-the developments in North Iraq make this very clear.

The experiment of the Iraqi constitution of 2005 and the 2007 constitution proclaimed for the Kurdistan region gives the territory the right to separate from

federal Iraq whenever it so wishes. The lack of separation, in my opinion, is not due to regional and international pressures but rather the decision to wait for favorable developments in Turkey, Syria and Iran in order to proceed on the bases of such changes. And this is what we understand from Barzani's own words when he said that it is only natural for the Kurdish people to have their own nation, and that it is necessary to wait for the appropriate time to achieve this goal: "we want this to happen naturally and in discussion with the countries that divide Kurdistan."

It is impossible now to hide the fact that the birth of the Kurdish state means, in the best of circumstances, betting on the continuation and escalation of internal crises in these countries and other crises in the countries bordering Kurdistan. Underlying this is the hope that their bilateral relations will worsen, and lead to these countries clashing-which in turn will open the door for the creation of the Kurdish state. Today is the day of federations, tomorrow the day of confederations, and after that separation, and the declaration of nationhood.

Barzani, the most powerful Kurdish leader (as he became following the recent regional elections), knows that what he is waiting for his extremely difficult, but he will not back down

so as to avoid being accused of shirking this historic responsibility before his people. His statement that the expected alternative in Syria must take into account the rights and demands of the Kurds—"We have trained young Kurdish Syrians to fight, and we will fight alongside them if necessary"—can be explained with reference to the fact that the fight they have been trained for is not Syria's civil war. So why all these preparations, and when and how will they be used?

Barzani warned those assaulting the Kurds in Syria, but the real message was for Iran and Turkey as well. So are we surprised by the Erbil conference expected to modify the proposals and positions it launched three months ago, discussions with Baghdad, Damascus, Ankara and Tehran on a new road map for Kurdistan, or the announcement that Greater Kurdistan is the new strategic aim, or by the calls for self-governance following the failure of the Iraqi experiment.

Massoud Barzani's comments had the way prepared for them by Prime Minister Nechervan Barzani's noting that communications with Baghdad were almost entirely cut off, and that the person threatening the unity of Iraq is in fact Al-Maliki himself and that Iraqi Kurds have a historic chance to declare independence. But there are important objections, not least from Ankara which has always held

the creation of an independent Kurdish state in northern Iraq as a red line.

Barzani has reminded everyone that the region is experiencing events that make it impossible to ignore Kurdish ambitions. We know that geopolitics is available to the Kurds and that what they now need is a geo-strategy. But Erbil also knows that circumstances in Iraq are different from 2003, and that the fronts are overlapping, intertwining and becoming increasingly complex.

The Kurds have made strides in evolving an identity and there is now regional and international recognition of it, with some ready to redraw the map, but they also know how difficult it will be to get these four countries to agree to redress their constitutional and political makeup.

Barzani knows more so than anyone else the difficulties of playing the game of duplicity and seeking to take advantage of the contradictions and conflicts of interest between the countries of the region. And it is perhaps for this reason he has decided to make his move now, but many of his recent speeches need to be clarified and examined, for they are far too important to just be directed at Syria and those trying to target and strike at the stability of security in Iraqi Kurdistan. □

Irak: Al-Qaïda revendique une attaque au Kurdistan



Des militants d'Al-Qaïda ont tué dimanche dernier sept membres des services de sécurité et blessé plus de 60 personnes au cours d'une attaque menée dans la région kurde d'Arbil. le 29 septembre 2013 au Kurdistan irakien - Photo de Safin Hamed - AFP

Bagdad (AFP) — Un groupe islamiste armé affilié à Al-Qaïda a affirmé dimanche avoir mené fin septembre une attaque contre les forces de sécurité dans le Kurdistan irakien qui a fait sept morts, annonce un communiqué publié dimanche sur le forum jihadiste Honein.

Ce groupe, l'État islamique en Irak et au Levant (EIL), a affirmé dans un communiqué que l'attaque menée le 29 septembre était une réaction à la volonté du

président de la région kurde Massoud Barzani de soutenir le gouvernement de Bagdad, ainsi qu'une réplique au fait que des troupes kurdes combattent les jihadistes en Syrie.

Selon le communiqué, les militants d'Al-Qaïda ont tué sept membres des services de sécurité et blessé plus de 60 personnes au cours de cette attaque menée dans la région kurde d'Arbil.

La sécurité kurde avait annoncé qu'un attentat-suicide avait provoqué

une explosion à l'entrée de son siège, suivi par des échanges de tirs entre les forces de sécurité et les poseurs de bombes qui ont été éliminés, puis une ambulance piégée avait explosé.

C'est le premier attentat visant Erbil depuis mai 2007, lorsqu'un camion piégé avait explosé près du quartier général des forces de sécurité, faisant 14 morts et plus de 80 blessés.

Alors que le Kurdistan irakien est généralement épargné par la violence quasi-quotidienne qui frappe le reste de l'Irak, la région est de plus en plus impliquée dans le conflit qui fait rage à travers la frontière avec la Syrie.

Les affrontements entre les forces kurdes et les jihadistes qui tentent de sécuriser le corridor qui les relie à l'Irak ont poussé des milliers de Kurdes syriens à traverser la frontière pour chercher refuge dans le Kurdistan irakien.

M. Barzani a menacé d'intervenir dans le conflit syrien pour protéger les civils kurdes, mais des responsables kurdes sont ensuite revenus sur ces déclarations.

Le Kurdistan irakien jouit d'une large autonomie par rapport à Bagdad. Son parlement régional a pu légiférer sur plusieurs sujets. La région dispose de ses propres forces de sécurité et est habilitée à délivrer des visas. ■



EXCLUSIF AFP: le Kurdistan irakien se dit prêt à frapper les "terroristes"

ERBIL (Irak), 13 octobre 2013 (AFP)

LE PRÉSIDENT DU KURDISTAN IRAKIEN, Massoud Barzani, a assuré dans un entretien exclusif à l'AFP que les autorités de cette région autonome n'hésiteraient pas "à frapper les terroristes où qu'ils soient", notamment en Syrie, après un attentat suicide perpétré fin septembre à Erbil.

Revendiqué par un groupe présent en Syrie et affilié à Al-Qaïda, cet attentat contre le siège des services de sécurité locaux a fait 7 morts et plus de 60 blessés le 29 septembre, un fait rare dans une région relativement épargnée par les violences qui ensanglantent l'Irak quotidiennement.

"Nous n'hésiterons pas à frapper les terroristes criminels où qu'ils soient", a affirmé M. Barzani à l'AFP qui l'interrogeait à Erbil sur la possibilité d'une intervention kurde contre les insurgés en Irak ou en Syrie.

"Il est de notre devoir de protéger les Kurdes où qu'ils soient si l'on en a la capacité", a souligné le président du Kurdistan irakien, qui a cependant fait une distinction entre une telle intervention et une implication dans la guerre civile en Syrie, que les Kurdes selon lui doivent éviter.

Il a ainsi jugé que "les Kurdes devaient se tenir à égale distance" de toutes les parties en conflit pour que "le peuple kurde ne soit pas entraîné dans une guerre qui ne lui rapporte rien".



Massoud Barzani le 12 octobre 2013 à Erbil
Photo par Safin Hamed/AFP

Mais les forces kurdes de Syrie ont déjà été entraînées dans des combats avec les jihadistes qui ont poussé plusieurs dizaines de milliers de Kurdes syriens à se réfugier au Kurdistan irakien.

M. Barzani avait brandi en août la menace d'une intervention de ses propres forces armées dans le conflit syrien pour protéger les Kurdes, mais plusieurs responsables ont par la suite tempéré ses propos.

Le dirigeant historique des Kurdes d'Irak a pour la première fois admis publiquement que le Kurdistan irakien avait fourni un entraînement militaire à de jeunes Kurdes de Syrie pour qu'ils puissent "protéger leurs régions".

"Un certain nombre de jeunes (gens) ont été entraînés, mais pas du tout dans l'objectif de s'impliquer dans la guerre", a dit M. Barzani.

Revendiquant l'attentat d'Erbil, l'État islamique en Irak et au Levant (EIL) avait notamment affirmé qu'il ripostait aux menaces de M. Barzani de soutenir sur le terrain les combattants kurdes syriens face aux jihadistes.

L'attentat était le premier du genre à frapper cette ville depuis six ans, alors que les violences continuent de

faire tous les jours des dizaines de morts dans le reste de l'Irak.

Etat kurde réalisable mais sans violence

M. Barzani a également évoqué l'avenir du peuple kurde, soulignant son droit à l'auto-détermination et à avoir un Etat, un objectif selon lui réalisable →

⇒ par la voie du dialogue.

"Avoir son propre État est un droit naturel pour le peuple kurde, mais cela ne peut se réaliser par la violence", a-t-il affirmé, estimant qu'il fallait donner le temps nécessaire à la réalisation "de manière naturelle" de cet objectif.

"Nous encourageons le dialogue entre les Kurdes et tous les États qui se partagent le Kurdistan", a-t-il souligné.

Les Kurdes sont principalement établis sur près d'un demi-million de kilomètres carrés aux confins de la Turquie, de l'Iran, de l'Irak et de la Syrie. Revendiquant la création d'un Kurdistan unifié, ils sont considérés comme une menace constante à l'intégrité territoriale des pays où ils sont installés.

Dans le nord de l'Irak, les Kurdes bénéficient d'une région autonome riche en pétrole, une manne à l'origine de tensions avec le gouvernement fédéral.

La région cherche à construire un oléoduc la reliant directement aux marchés étrangers. En attendant, elle exporte du brut par camions vers la Turquie voisine, et a signé des accords notamment avec Exxon Mobil et Total.

Elle profite également d'un essor économique bien supérieur au reste du pays, qu'en encourage un bon climat sécuritaire, pour faire appel aux investisseurs étrangers.

Ces développements ont provoqué l'ire de Bagdad, parallèlement à la question de Kirkouk, zone également riche en pétrole, que les Kurdes voudraient incorporer à leur région autonome.

"Je ne pense pas que les problèmes fondamentaux" en Irak "seront réglés avant les élections" législatives de l'année prochaine, a affirmé M. Barzani ajoutant qu'il y avait "une peur réelle" que les violences et tensions politiques dans le pays "dégénèrent en guerre civile". ○

ZAMAN FRANCE

13 octobre 2013

L'avenir des Kurdes de Turquie

www.zamanfrance.fr
Par Othman Ali

Critiquées par les milieux nationalistes et les formations kurdes, les mesures en faveur des minorités annoncées par Erdogan marquent pourtant une étape supplémentaire dans la reconnaissance des composantes civiles turques. Pour Othman Ali, président du Centre d'études turques et kurdes à Erbil, en Irak, ces efforts doivent être poursuivies pour éviter à la Turquie le spectre destructeur du séparatisme.

Les réformes annoncées par Erdogan le 30 septembre ont provoqué de vives controverses en Turquie, en particulier chez les Kurdes. Certains ont soutenu qu'Erdogan avait annoncé une «série de réformes électorales», d'autres ont qualifié ces réformes d'avancées dans le processus de démocratisation et la politique d'ouverture de l'AKP à la population kurde. Suppression du serment d'allégeance récité dans les écoles primaires, possibilité pour les partis politiques d'être plus représentés au Parlement, autorisation de faire sa campagne politique en kurde et facilitation d'obtention de financements publics font partie des différentes réformes destinées aux Kurdes.

Gagner du temps d'ici aux prochaines élections

Certains analystes soutiennent qu'avec ces réformes, Erdogan vise à redorer son blason après les événements de Gezi. Mais cet argument n'est pas légitime, car l'AKP avait lancé une initiative relative à la question kurde en 2009. Le PKK et le BDP, eux, accusent le gouvernement de retarder l'évolution du processus de paix en cours. Cemil Bayik, chef du KCK, branche politique du PKK, accuse le Premier ministre d'essayer de gagner du temps d'ici aux prochaines élections de 2014. Pourtant, malgré ces accusations, Erdogan ne pouvait pas répondre aux requêtes du BDP concernant l'abolition de la loi anti-terrorisme, la libération des prisonniers PKK et les meilleures conditions d'emprisonnement d'Abdullah Öcalan. Ces concessions éloigneraient son électorat à tendance conserva-



trice. Le PKK n'ignore pas cette réalité et sait que, s'il pousse trop loin, il n'aura plus de partenaire de paix à Ankara et devra faire face au retour des élites kémalistes au pouvoir. Sauf qu'elles ont démontré ces soixante dernières années qu'elles n'avaient aucune solution à la question kurde, sauf celle du sang. Ironie du sort, la position négative du PKK et du BDP envers les réformes est uniquement partagée par le MHP et le CHP qui ont montré dans le passé qu'ils étaient strictement opposés à la modification du statut quo reposant sur le déni total de l'identité kurde en Turquie.

Des réformes non vitales mais pas sans importance

Bien que les réformes soient qualifiées de «démocratiques», elles sont surtout destinées aux Kurdes. Si les problèmes abordés dans la série de réformes ne sont pas d'ordre vital, elles touchent pourtant les vies de millions d'entre eux. Prenons la suppression du serment d'allégeance turc dans les écoles. Elle n'est pas sans importance puisque réciter le serment a forcé les petits kurdes à mentir et leur a retiré le droit d'être eux-mêmes. Sans oublier la création d'un comité d'enquête sur les crimes de haine. Tous les jours, les Kurdes sont victimes de discrimination sur leur lieu de travail ou de résidence et le conflit avec le PKK fait monter le racisme en plus de menacer la paix et les droits civils des Kurdes. Mais la mesure la plus importante est la suppression du seuil électoral à 10 % au Parlement car les Kurdes en général, et surtout le BDP en seront les principaux bénéficiaires. Le PKK et le BDP doivent être moins dogmatiques et plus pragmatiques au sujet des réformes. Les

Kurdes n'atteindront pas leurs objectifs par une alliance avec les cercles libéraux et socio-démocratiques en Turquie car ces formations politiques ne veulent utiliser la carte du kurde que pour renverser un gouvernement élu et mené par des islamistes modérés. Ils en ont d'ailleurs fait l'expérience auparavant.

Apprendre à être patient

La démocratie sociale internationale a fait la sourde oreille ces six dernières décennies quand le CHP, ses alliés de gauche et l'élite kémaliste de centre-droit pratiquaient une politique de génocide culturel contre les Kurdes. L'expérience des Kurdes irakiens avec leur Premier ministre réformateur, Abdul Karim Qasim (1958-1963), montre que la patience est préférable au trop grand nombre de requêtes portées par ce leader réformateur devenu par la suite la cible de la droite et de l'armée. Les régimes nationalistes arabes qui ont suivi le renversement de Qasim ont pour leur part pratiqué une politique de génocide contre les Kurdes. De son côté, l'AKP doit comprendre qu'il doit adopter une politique plus franche concernant les droits des Kurdes. A moins que l'existence kurde en Turquie soit reconnue dans la Constitution, que la langue kurde devienne légale dans les écoles publiques, que le problème des victimes du conflit kurde et du renforcement du pouvoir des administrations locales des districts à majorité kurde soient traités correctement, encourageant un esprit de réconciliation nationale, un séparatisme émergera et la Turquie connaîtra un conflit plus menaçant que celui d'avant le cessez-le-feu. ■

lundi 14 octobre 2013

Nucléaire : le régime iranien est-il prêt à l'ouverture ?



ENQUÊTE

Delphine Minoui

dminoui@lefigaro.fr

CORRESPONDANTE AU MOYEN-ORIENT

DIPLOMATIE Après les paroles, les actes ? Les 15 et 16 octobre, les émissaires de l'Iran seront à Genève pour de nouvelles négociations sur le nucléaire avec le groupe 5 + 1 (les membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, plus l'Allemagne). Mais depuis la dernière réunion, il y a six mois, au Kazakhstan, le pays a changé : le religieux modéré Hassan Rohani a été élu en juin à la présidence ; Mohammad Javad Zarif, un diplomate connu des Occidentaux, est désormais aux manettes des discussions ; les froncements de sourcils prisés sous Ahmadinejad ont cédé la place aux sourires et aux discours bienveillants. Si la République islamique n'est pas prête à renoncer à son programme, elle se montre disposée à faire des concessions pour aboutir à un accord. Une première en huit ans de laborieux allers-retours improductifs qui ont mené à l'ostracisme du pays et à de lourdes sanctions.

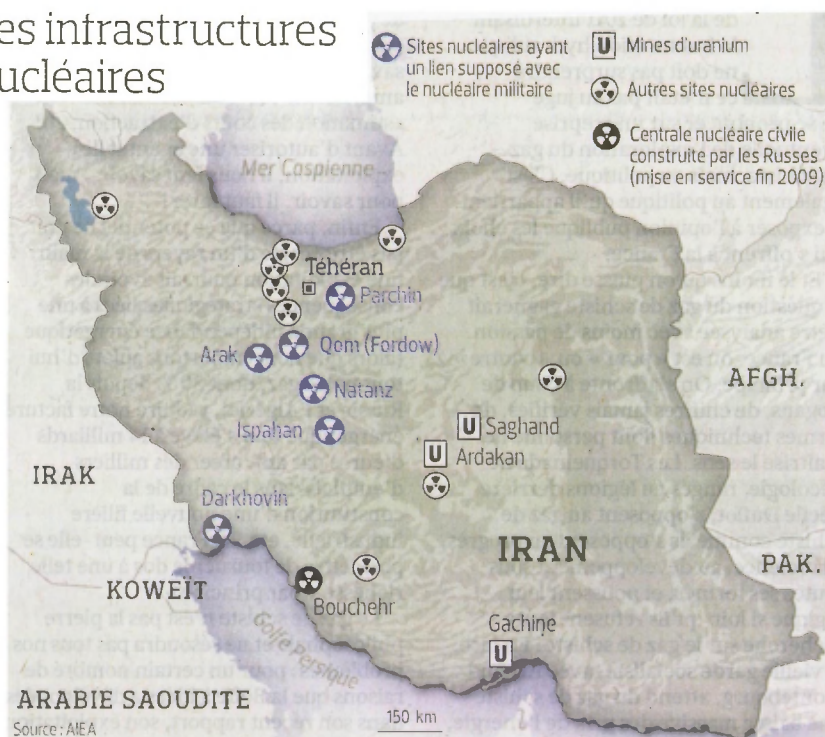
L'IRAN A-T-IL VRAIMENT CHANGÉ AVEC ROHANI ?

Hassan Rohani est un homme du sérail. S'il a été élu au suffrage universel direct, sa candidature a été validée par le puissant Conseil des gardiens. Reste qu'au niveau interne l'état se desserre sur les libres-penseurs, bêtes noires de l'ancien président Ahmadinejad.

Embastillés dans les mois qui suivirent la « vague verte » de 2009, quand le guide de la révolution fit réprimer violemment la contestation postélectorale, une dizaine d'opposants ont été libérés. Des étudiants placés sur liste noire pour leurs activités politiques sont de nouveau les bienvenus sur les bancs des amphithéâtres. Des professeurs expulsés ont retrouvé leur droit d'enseigner. Tandis que les tweets de Rohani – dont ses vœux adressés à la communauté juive – font le buzz sur la Toile, certains Iraniens en exil songent à rentrer à Téhéran.

Sur le plan international, la détente est également de mise. Rohani l'a répété lors de sa visite à New York, qui s'est achevée par une conversation téléphonique historique avec Barack Obama : il souhaite une « entente constructive avec

Les infrastructures nucléaires



le monde », y compris avec les États-Unis, l'ennemi numéro un depuis la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays, il y a trente-trois ans. Symbole fort, les négociations sur le dossier nucléaire, jusqu'ici pilotées par le chef du Conseil suprême de la sécurité nationale, sont désormais sous la houlette du ministre des Affaires étrangères. Et pas n'importe lequel : Mohammad Javad Zarif a été, de 2002 à 2007, ambassadeur d'Iran aux États-Unis, où il fit également ses études.

« C'est un vrai changement de tactique, même si la stratégie reste la même », observe Bernard Hourcade, chercheur au CNRS et spécialiste de l'Iran. « L'Iran veut être une puissance régionale et pouvoir arriver au seuil de la capacité nucléaire. Donc, pas question d'abandonner les activités d'enrichissement d'uranium. Mais la pression intérieure, combinée aux difficultés économiques, a poussé l'appareil d'État à revoir ses méthodes. Ils ont vu que la confrontation des années Ahmadinejad n'était pas payante », dit-il.

LES SANCTIONS ONT-ELLES PESÉ ?

Sans aucun doute. « Les sanctions ont joué un rôle majeur », remarque Azadeh Kian, de l'université de Paris 7-Diderot. « L'économie va mal. La monnaie a subi

une forte dévaluation. Les revenus pétroliers ont été divisés par deux, alors que 86 % du budget de l'État en dépendent. Cela pèse sur l'emploi et profite aux contrebandiers. L'État est fragilisé. C'est dangereux pour la stabilité », dit-elle.

En fait, ce nouveau climat répond aussi à une volonté de l'Occident. D'une part, parce qu'il espère reconquérir le marché iranien, fort de 80 millions d'habitants. « C'est un marché très convoité dont ni les Américains ni les Européens ne veulent se priver, surtout en période de crise », observe Azadeh Kian. Déjà, ces derniers se livrent, en

coulisses, à une véritable compétition, notamment dans les domaines pétrolier et automobile.

D'autre part, parce qu'avec les événements qui secouent le Moyen-Orient Washington ne peut ignorer l'Iran, un des rares États relativement stables. La participation de Téhéran, dont on connaît les liens étroits avec Bachar el-Assad mais aussi la capacité de nuisance, apparaît indispensable dans la résolution de l'impasse syrienne. Et face à la prolifération des groupes djihadistes (en Syrie, mais également en Irak, en Afghanistan) appuyés par l'Arabie saoudite, l'Occident réalise qu'il a besoin de l'Iran dans le rééquilibrage de la balance sunnites-chiïtes.

LE GUIDE EST-IL PRÊT À RÉGLER LE CONTENTIEUX NUCLÉAIRE ?

L'ayatollah Ali Khamenei reste l'ultime décideur du pays. Sans son accord final, tout nouveau « deal » sur le nucléaire peut capoter. Or, même s'il a critiqué de manière allusive le voyage américain de Rohani, tout laisse à penser que le guide de la révolution a donné son feu vert au président. D'abord, parce qu'il fait confiance à ce fidèle défenseur de la République islamique, qui connaît bien son dossier pour avoir chapeauté les négociations sur le nucléaire jusqu'en 2005.

Ensuite, parce que le contexte a changé. « En 2003, le président s'était heurté à une opposition très forte à l'ouverture. Il y avait une lutte permanente entre les pro-Khatami et les pro-Khamenei. Cette fois-ci, l'Iran a retrouvé une unité au sein de l'appareil d'État. Sur 290 députés, une large majorité a voté une motion en faveur de Rohani pour son action envers les États-Unis. Le guide est de nouveau le patron. En cas d'ouverture, c'est lui qui en tirera tous les bénéfices », explique Bernard Hourcade. Même une partie des gardiens de la révolution, l'armée d'élite du régime, dont le chef Mohammad Ali Jafari a critiqué l'échange Obama-Rohani, mise sur un rapprochement pour relancer l'économie, dont ils contrôlent de larges pans. Enfin, le guide n'est pas sans méditer sur ce qui se passe dans les pays de la région qui, les uns après les autres, ont délogé leurs vieux autocrates.

Il n'empêche : même si Obama a éloigné l'option du « regime change », Ali Kha-

menei n'est pas prêt à négocier à n'importe quel prix. « Il existe une vraie crise de confiance envers l'Occident. Elle remonte au coup d'État anglo-américain contre Mossadegh. Et puis il y a eu le soutien à Saddam, pendant la guerre Iran-Irak. Plus récemment, en 2003, Téhéran s'est senti trahi quand, après avoir accepté la suspension provisoire de l'enrichissement d'uranium, les contreparties offertes se sont avérées dérisoires », ajoute Azadeh Kian.

QUELS POURRAIENT ÊTRE LES CONTOURS D'UN ACCORD SUR LE NUCLÉAIRE ?

Soupçonnée de chercher à se doter de la bombe, la République islamique doit d'abord rassurer. Il reste des zones d'ombre à éclaircir, notamment sur les intentions réelles de l'Iran, qui insiste sur le caractère pacifique de ses activités. « Ces derniers jours, les confidences des uns et des autres laissent transparaitre une disposition des Iraniens à faire quelques concessions, même s'ils ne vont pas tout mettre d'un coup sur la table », observe François Nicoulaud, ancien ambassadeur de France en Iran. Ainsi, Téhéran pourrait être prêt à interrompre l'enrichissement d'uranium à 20 %. « Ils en ont actuellement suffisamment pour faire fonctionner leur petit réacteur de Téhéran pendant cinquante ans. La poursuite de cette activité n'est donc pas justifiée », note-t-il.

D'après un récent article du Wall Street Journal, les discussions devraient également porter sur un plafonnement de l'enrichissement d'uranium à 5 % sur les sites controversés de Natanz et Fordow – ce qui est loin des 90 % permettant de fabriquer une bombe. Téhéran

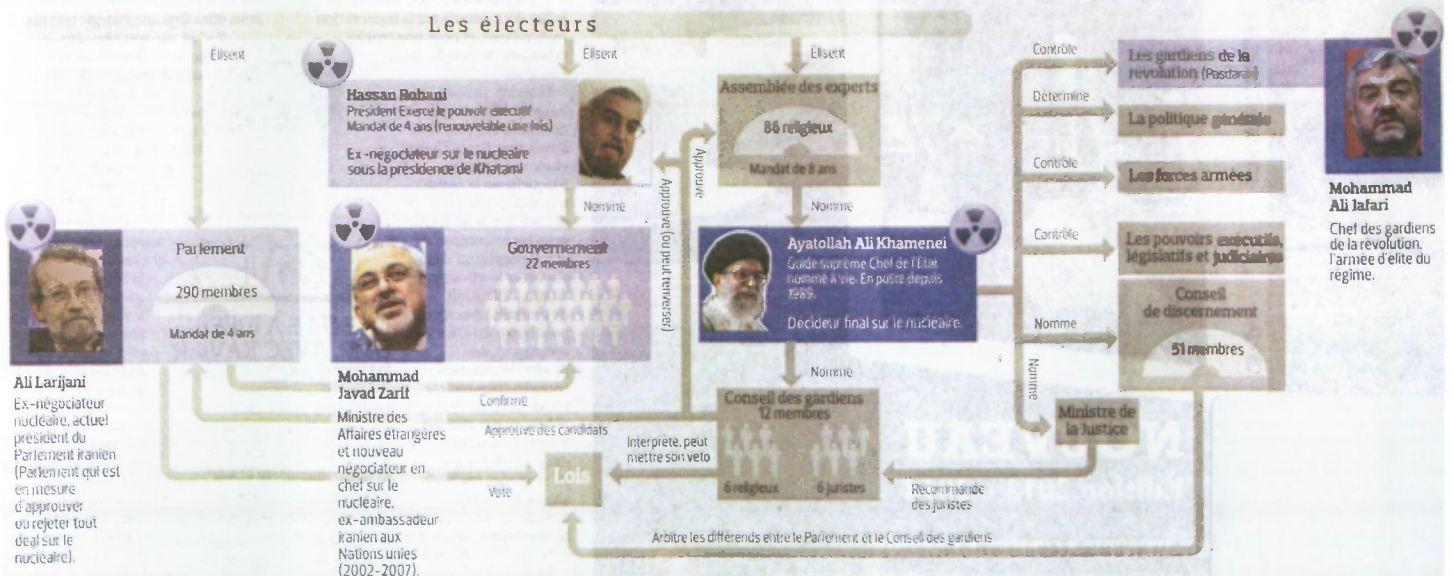
pourrait aussi envisager de limiter le nombre de centrifugeuses au niveau actuel – c'est-à-dire 18 000. Enfin, et ce serait un gage de transparence, l'Iran pourrait revenir à l'application du protocole additionnel du traité de non-prolifération, abandonné en 2005, et qui permet aux inspecteurs de l'AIEA de faire des visites inopinées sur les sites. En échange, les Iraniens attendent une levée rapide des sanctions.

UNE ISSUE RAPIDE EST-ELLE POSSIBLE ?

C'est la première fois que l'on se rapproche autant d'un accord. « Techniquement parlant, ça peut aller très vite des deux côtés. Téhéran peut réactiver le protocole additionnel en trois minutes. Aucun vote au sein du Parlement n'est nécessaire. En retour, si les sanctions votées au Congrès américain sont difficilement modifiables, les mesures européennes sont très faciles à annuler. On peut également imaginer un vote au Conseil de sécurité pour annuler les sanctions onusiennes », précise Bernard Hourcade. Mais on n'en est pas encore là. Aux États-Unis, sous la pression du lobby pro-Israélien, la méfiance est toujours de mise. Et Benjamin Netanyahu multiplie les propos musclés contre Téhéran. En Iran, l'ouverture suscite des crispations au sein d'une frange conservatrice. C'est pourquoi Rohani a besoin d'un succès rapide. « Il a été élu sur la promesse de desserrer le garrot des sanctions. Si la négociation traîne, la crise économique va s'accroître et le guide retirera sa confiance à Rohani », prédit l'ex-ambassadeur de France en Iran. ■

Les personnages clés du dossier nucléaire iranien

STRUCTURE DU POUVOIR IRANNIEN



La Turquie face à la fronde de la minorité alévie

Ces musulmans libéraux, qui sont dix à quinze millions dans le pays, sont en pointe de la contestation contre le gouvernement.

LAURE MARCHAND
ISTANBUL

TURQUIE Accroché à une colline sur la rive asiatique d'Istanbul, le quartier de Gülsuyu n'a de poétique que son nom. « Eau de rose » n'a jamais été si mal nommé. Le 30 septembre, c'est le sang qui a coulé dans l'une de ses rues grises qui dévalent la pente vers le Bosphore. Il s'est incrusté dans le bitume et a laissé une trace noirâtre.

Hasan Ferit Gedik, 21 ans, a été tué de

six balles lors d'un affrontement entre militants d'extrême gauche et un gang mafieux nouvellement implanté. Trafic de drogue, suspicion de complicité policière de la part des habitants et renouvellement immobilier imposé par la municipalité constituent la toile de fond de cet assassinat.

Le destin du jeune homme résonne à double titre dans l'actualité turque. Hasan Ferit était sur les barricades lors de l'immense contestation du mode de gouvernance du premier ministre au mois de juin, et appartenait à la minorité alévie,

une branche hétérodoxe et libérale de l'islam. Majoritaires à Gülsuyu, ces musulmans qui vénèrent Ali sont en première ligne contre Recep Tayyip Erdogan. « Nous sommes le cœur de l'opposition, c'est pour cela que nous sommes si présents dans la mobilisation de Gezi », avance Abidin Sari, sympathisant révolutionnaire, arrêté au bord de la route où s'est effondré Hasan.

Opprimés sous l'Empire ottoman et depuis la fondation de la République en 1923, les Alévis se rebellent contre la politique du gouvernement, perçue comme outrancièrement pro-sunnite. Sur les six manifestants qui ont trouvé la mort depuis le début des émeutes, trois sont alévis et trois alaouites. Deux confessions qui présentent des similitudes, mais sont en fait des cousines éloignées. La première s'enracine dans l'Anatolie, quand la seconde, implantée dans la province sudiste d'Hatay, est arabophone et fait partie de la famille alaouite syrienne. Mais les uns et les autres subissent les discriminations d'Ankara. « Les tensions sont incroyablement élevées, nous glissons psychologiquement vers une atmosphère de guerre civile », s'alarme Mehmet Altan, professeur à l'université d'Istanbul.

20 %
des Turcs
appartiennent
à cette branche de l'islam



Les alévis étaient au cœur des immenses manifestations contre le gouvernement Erdogan au mois de juin. UMIT BEKTAS/REUTERS

L'inauguration le 29 mai dernier par Erdogan du chantier d'un pont qui enjambrera le Bosphore a été perçue comme la manifestation du mépris des islamoc conservateurs au pouvoir, issu de l'islamisme sunnite, à leur égard. L'ouvrage d'art a été baptisé « Sultan Yavuz Selim », du nom du souverain qui ordonna des grands massacres d'Alévis au XVI^e siècle. Pressé de répondre aux demandes de plus en plus pressantes des citoyens alévis, le premier ministre ne leur a accordé que le nom d'une université dans un « paquet de démocratisation » rendu public fin septembre. Cette mesure « sert juste à maquiller des réformes destinées à son électorat (qui est sunnite, NDLR) », s'indigne Hasan Çelik, un enseignant de la cemevi de Gülsuyu.

Des portraits d'Ali et d'Atatürk

C'est au premier étage de cette bâtisse ronde que la communauté du quartier organise ses cérémonies religieuses. Chaque jeudi, ces hommes et ces femmes y dansent en convoquant islam, poésie et éléments chamaniques. Ce syncrétisme leur vaut d'être encore considérés bien souvent comme des hérétiques. Les auto-

rités refusent d'accorder le statut de lieu de culte aux *cemevi*. Le renforcement récent des cours de religion sunnite à l'école, l'absence de hauts fonctionnaires ou de ministres alévis renforcent les griefs de cette minorité.

Sur les murs du *cemevi* de Gülsuyu, les portraits d'Atatürk, le fondateur de la République turque, font concurrence aux représentations d'Ali. Pourtant, la période républicaine a apporté son lot de persécutions et est émaillée de massacres. En 1993, 35 intellectuels alévis ont péri dans l'incendie d'un hôtel provoqué par une foule de musulmans fanatiques dans la

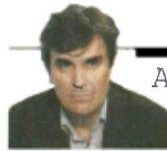
ville de Sivas, en Anatolie. « *Mais l'idéologie kémaliste a apporté l'ordre laïque, qui nous protégeait* », justifie Ergin Yilmaz, vice-président du *cemevi*.

Les répercussions du conflit syrien en Turquie exacerbent cet enjeu interne. La dimension confessionnelle de la politique syrienne du gouvernement du Parti de la justice et du développement (AKP) est jugée dangereuse pour la cohésion sociale turque. « *Si l'État se comporte comme un État sunnite à l'étranger, il y a un risque de faire exploser la société à l'intérieur* », analyse Ahmet Altan. Certains hommes politiques n'hésitent pas à assimiler alévis

et alaouites. Le mois dernier, Melih Gökçek, le maire AKP d'Ankara, a qualifié ses administrés alévis qui se heurtaient aux forces de l'ordre au sujet de la construction d'un complexe religieux de « *soldats d'Assad* ». Dans un salon à thé de Gülsuyu, la chaîne Halk TV diffuse une interview du président syrien. Il promet à « *la Turquie qu'elle paiera un lourd prix* » pour avoir facilité le passage de djihadistes vers la Syrie. Chez les alévis turcs, le sentiment que le gouvernement les a mis en première ligne est déjà ancré. « *Bien sûr, nous avons peur qu'ils s'en prennent un jour à nous* », réagit Abidin Sari. ■

LE FIGARO

lundi 14 octobre 2013



ANALYSE

Georges Malbrunot
gmalbrunot@lefigaro.fr

Syrie: les Occidentaux sont à la recherche des rebelles modérés

Depuis plusieurs mois, les services de renseignements cherchent à identifier des commandants islamistes « modérés » sur lesquels Paris s'appuierait pour encadrer des livraisons d'armes aux rebelles qui luttent contre l'armée et les milices de Bachar el-Assad. Les grandes oreilles ont dû en effet se rendre à l'évidence : face aux radicaux islamistes, les autres insurgés ont de moins en moins de prise sur les événements. Mais la chasse aux combattants « gris clair », comme on dit au ministère de la Défense, s'est pour l'instant avérée infructueuse.

La CIA n'a été guère plus chanceuse. La centrale américaine a bien repéré une cinquantaine de rebelles a priori « fiables » qu'elle a voulu faire venir en Jordanie pour les former. Mais elle a rencontré de sérieux problèmes. Seule la moitié est parvenue à franchir la frontière. « *Et finalement, une dizaine seulement ont été jugés suffisamment fiables pour recevoir une formation* », relève un militaire français. Même les Saoudiens, en pointe dans les opérations clandestines anti-Assad, éprouvent les pires difficultés à former les « bons rebelles », appelés à remplacer une Armée syrienne libre (ASL), en voie de décomposition face à ses rivaux djihadistes et salafistes. Depuis plus de six mois, Riyad forme pourtant chaque trimestre en Jordanie quelque 400 cadres d'une nouvelle « Armée nationale » qui s'infiltrèrent ensuite en Syrie épauler les rebelles. « *Mais ce n'est qu'une goutte d'eau face*

aux 80 000 ou 100 000 hommes dont le régime dispose encore pour se défendre », reconnaît le haut gradé français. « *En un an, dit-il, cela fait 1 600 hommes formés. À ce rythme, il nous faudra des années encore avant de renverser le rapport de forces* ». Bref, face à un pouvoir toujours soutenu militairement par la Russie, l'Iran et le Hezbollah, il y a urgence à trouver une solution politique au conflit. D'autant que ces failles compliquent encore la délicate équation de la livraison d'armes aux insurgés. Et, de ce point de vue, les dernières expériences n'ont pas été très concluantes, notamment ce bateau d'armes parti de Croatie, qui a débarqué sur les cotes turques avant de connaître de sérieux déboires, une fois la frontière syrienne franchie. « *Là, c'est une autre histoire* », reconnaît un diplomate, qui suit ces acheminements clandestins. « *Une semaine environ après l'arrivée des armes, ajoute-t-il, on s'est rendu compte que les missiles antichars financés par l'Arabie à destination de l'ASL avaient été utilisés par al-Qaida dans des attaques au nord de la Syrie.* » Depuis leur poste d'observation à la frontière turque, les services de renseignements occidentaux étaient « *ébranlés d'avoir été piégés* », se souvient le diplomate. D'où la dernière mise en garde de François Hollande qui réclame des livraisons d'armes « *contrôlées* ». Que s'est-il passé une fois les pièces parvenues en territoire syrien ? Au début, l'ASL a bien livré les armes à ses relais sur le terrain – en gros des commandants ayant déserté l'armée régulière et sans affinités avec

les islamistes. Mais aujourd'hui, ces commandants sont en position de faiblesse. « *Les convois d'armes que l'ASL avait reçus ont été attaqués par d'autres groupes, pas forcément d'ailleurs des djihadistes, qui leur ont dit mais c'est grâce à nous, si vous avez obtenu ces armes* », souligne un opposant. Pour éviter de nouveaux combats entre rebelles, lors des prochains passages, les commandants de l'ASL ont souvent préféré conclure un accord avec d'autres rebelles, auxquelles des armes ont été revendues lors d'une opération de partage des munitions, qui n'était pas du tout prévu par les donneurs d'ordres. Et c'est ainsi – au fil des opérations de revente – que certaines pièces ont fini chez les djihadistes de l'État islamique d'Irak et au Levant, affilié à al-Qaida, dont le site Internet annonçait ensuite que le groupe avait mis la main sur des armes découvertes... dans le désert pour ne pas trop gêner leurs « fournisseurs » de l'ASL. Cette incapacité à contrôler les flux d'armes a provoqué la colère de plusieurs des parrains occidentaux des rebelles, dont les Français. Mais ils ne sont pas les seuls à être mécontents. Le général Sélim Idriss, qui dirige depuis dix mois l'ASL, n'a toujours pas été invité à Washington.

Difficultés à trouver de solides appuis, incapacité à démêler des sources du renseignement... « *Il y a régulièrement une réunion des chefs des services occidentaux et arabes en Turquie, observe le militaire. Mais on en revient souvent sans savoir ce qui se passe à l'intérieur de la Syrie.* »

Yazidis Benefit From Kurdish Gains in Northeast Syria



Author Andrea Glioti
www.al-monitor.com

AMUDA, Syria — "Some years ago I tried to open a bus company and call it Roj, which in Kurdish means sun," said Adnan Ammo, a 50-year-old farmer from Merkeb. "I was summoned by political security for a suspected connection with Roj TV [one of the satellite channels affiliated to the Kurdistan Workers' Party (PKK)]. Even after I explained to them that I am Yazidi and we venerate the sun, they forced me to change the name. I proposed Judi, the name of my son, but that was rejected too, as it's a Kurdish name. In the end we had to shut down the activity."

The followers of the Yazidi religion have been historically discriminated against on both ethnic and religious grounds, being part of a Kurdish pre-Islamic sect. The Yazidi faith is currently exposed to the risk of extinction, as expatriates tend to neglect its traditions and a growing number of Yazidis are leaving Syria to escape radical Islamists. On the other hand, most Kurdish parties seem to bank on the revitalization of the Yazidi identity in order to back historical land claims and belittle the Islamization of Kurds, as part of an opposition to Islamist brigades.

There are no reliable population figures on Syrian Yazidis, as estimates range between 10,000 and 50,000. They live in the areas of Kurd Dagh (Afrin), Ras al-Ain (Serekaniye), Amuda and Qahtaniyya, and trace their history back to at least 3,000 BC, even before Zoroastrianism. There are Yazidi communities in Iraq, Turkey, Armenia and Georgia.

The most widespread Muslim prejudice against Yazidis is the claim that they worship Satan, a misunderstanding originating from their refusal to describe the devil as a fallen angel, which is different from Muslims and Christians.

"We believe that all angels were created by divine light and they were all honored by God: There are evil spirits, but they're not angels," Sheikh Bedi Mamo, a high-ranking religious figure from the northeastern village of Qezlacuk and the Yazidi representative within the Kurdish National Council general secretariat, told Al-Monitor. Being considered heretics, Yazidis have been persecuted by Ottoman authorities and Kurdish Muslim emirs, with some of the worst massacres occurring between 1915 and 1918.

After the collapse of the Ottoman Empire, Yazidis stopped being persecuted on religious grounds. Nevertheless, following the 1963 Baathist coup in Syria, they had to endure anti-Kurdish policies, besides being denied recognition as a pre-Islamic faith. "The teaching of our religion is banned from schools, whereas Islamic studies is a compulsory subject. We are considered Muslims by the personal status law and have to marry according to Islamic law. The edification of Yazidi temples is also forbidden," Bedi Mamo told Al-Monitor, as he walked past a summer resort belonging to Yazidis, where the wedding hall resembles the banned sites of worship.

Nevertheless, others disagree on the extent of the regime's repression. "Everything worked with money and personal acquaintances, even when we asked permission to celebrate Yazidi holidays, on the condition that we didn't raise the flag of any Kurdish party. The Baath protected minorities, whereas before, the most religious Muslim Kurds used to throw stones at us," Salim Abdi Mirza, a 65-year-old peasant from Qezlacuk, told Al-Monitor.

Some see this as the typical carrot and stick approach of the government with minorities, which resulted in the depoliticization of an already marginalized community like the Yazidis. "Yazidis remained in their villages, because the urban people didn't understand their traditions. There was no Yazidi cause, even their festivities were celebrated secretly in the countryside. From the perspective of Damascus, it was like 'we protect you poor Yazidis, just preserve your existence,'" Jaber Jando, a 29-year-old Yazidi journalist who hosts a newly launched radio program on the Yazidi



A view of a Yazidi temple in Lalish some 50 kilometers (31 miles) north of the Iraqi city of Mosul, May 11, 2003. (photo by REUTERS/Shamil Zhumatov)

culture, told Al-Monitor.

A historically rooted fear of the ruler, regardless of his policies, seems to prevail over this sect of outcasts. "We don't want to criticize either the government or the opposition yet, since we don't know who will prevail," said an elegantly dressed portly man in his fifties, attending a wedding in Qezlacuk.

Such pragmatism doesn't mean some Yazidis haven't adopted a clear stance on the Syrian uprising. "We supported the revolution since the early beginning, but then its path has been diverted by foreign agendas supporting Salafist groups to evacuate this region from all its religious and ethnic minorities," Bedi Mamo told Al-Monitor.

In August, the Yazidi villages of al-Asadia and Cava near Ras al-Ain, and several others in the area of Afrin, were attacked by al-Qaeda affiliates Jabhat al-Nusra and Islamic State of Iraq and al-Sham (ISIS). This surge of violence has prompted a new wave of migration among all social classes.

"We risk extinction. The expatriates forget our traditions and religion. My relatives speak German at home and their sons learned only few words of Kurmanji," Ammo, the farmer, told Al-Monitor.

The Yazidi religious leaders hold strict views on the ways to counter this exodus. "I'm noticing some positive developments among expatriates, thanks to the establishment of Yazidi institutions and Yazidi marriages aimed at preserving the pureness of our Aryan race and the secrets of this religion," Bedi Mamo told Al-Monitor, thus referring to the allegedly Aryan roots of the Yazidi Kurds.

Since the withdrawal of Syrian government forces from most of the Kurdish regions in the fall of 2012, the rights of Yazidis have actually gained more visibility through the opening of the Yazidi Roj cultural association and the allocation of five seats to this particular sect within the Kurdish National Council.

A crucial role in removing prejudices toward Yazidis among Muslims has been played by the Kurdish parties over the last decades, in particular by the PKK, whose Syrian branch, the Democratic Union Party (PYD), is now the de facto ruler over these Syrian regions.

"In 1998, I went with [an official] of the PKK's Yazidi House in Germany to meet Abdullah Ocalan in the suburbs of Damascus. When the serok [leader] learned from us about the good conditions of Yazidis in Germany, he got upset and stressed how Yazidis should have been convinced to remain in Syria," said 'Ammo.

A deeper strategic vision might lie behind the PYD's interest in protecting Yazidi communities. "For the PYD, protecting Yazidis means supporting land claims historically preceding the Kurdish ones. The Islamic brigades have distorted the image of Islam so that stressing the Yazidi identity backs the PYD's presence here," Jando told Al-Monitor. "The Muslim Kurds preserve Yazidi habits, but they're not aware of them. For example, they don't take showers on Wednesday, according to the precepts of our Wednesday holiday."

In the context of a war against Islamists deeming Kurds infidels, it would not be surprising to witness a resurgence of the Yazidi identity.

Andrea Glioti is a freelance journalist who covered the first five months of the Syrian uprising from inside the country. His work has been published by the Associated Press, IRIN News, openDemocracy, The Daily Star (Lebanon), New Internationalist and numerous Italian and German newspapers.

Iran talks enter new stage

GENEVA

Official outlines proposal to curb nuclear program if sanctions are relaxed

BY MICHAEL R. GORDON AND THOMAS ERDBRINK

Speaking in English and using Power-Point, Iran's foreign minister outlined a new proposal to six powers on Tuesday to constrain his country's nuclear program in return for a right to enrich uranium and easing of the sanctions that have been battering the Iranian economy.

The proposal presented here by the foreign minister, Mohanmâd Javad Zarif, called for "an end to an unnecessary crisis and a start for new horizons," according to Iranian officials.

In a potential sign that the negotiations had turned serious, a senior U.S. State Department official suggested that the closed-door discussions had been workmanlike. "For the first time, we had very detailed technical discussions, which carried on this afternoon," said the official, who declined to be identified under the diplomatic protocol for informing the news media. "We will continue the discussions tomorrow."

Michael Mann, a spokesman for Catherine Ashton, the European Union's top foreign policy official, who is the lead negotiator for the six powers in the talks with Iran, said earlier in the day that the Iranian proposal had been "very useful." The powers include Germany and the P5, as the five permanent members of the United Nations Security Council are referred to: Britain, China, France, Russia and the United States.

The talks are the first formal negotiations between these P5-plus-1 countries and Iran since the election of Hassan Rouhani as the Iranian president. He took office in August and has pledged to reach an agreement on the nuclear program that would end his country's prolonged economic isolation.

Iran's deputy foreign minister, Abbas Araqchi, asserted that there had been a "positive atmosphere" during the initial round of talks and that the reaction by diplomats to the proposal had been "good."

While Iranian officials said they wanted the details of Iran's proposal to remain confidential for the time being, the semiofficial Iranian Students' News Agency, or ISNA, quoted Mr. Araqchi as saying that the Iranian side had made several points to address international concerns over the nuclear program, which Iran asserts is a peaceful but which the Western powers and Israel believe has been an effort to lay the groundwork for developing nuclear weapons.

Mr. Araqchi, ISNA reported, said that Iran should have a right to enrich uranium and would do so despite the demands of the Security Council that it suspend enrichment until questions about the nature of its program are satisfactorily resolved. The enrichment, he said, would continue to be monitored by the International Atomic Energy Agency.

He also asked for international nuclear cooperation, including the provision of fuel from other nations that was enriched up to 20 percent for a Tehran-based research reactor. In exchange, the sanctions that the United States and other nations imposed because of concerns that Iran was moving to develop nuclear weapons would be lifted, Mr. Araqchi was quoted as saying.

"Naturally there will be a time frame for all these steps," he said, according to the ISNA report.

On Monday, a senior American official said that Iran's nuclear efforts had advanced so much that Iran needed to take steps now to halt or even reverse its nuclear program so there was time to negotiate a comprehensive agreement.

"We have always believed that we need to put some time on the clock," said the American official, who stressed the need to constrain Iran's program and "perhaps even take it back a notch." Whether the new Iranian proposal met that requirement was unclear.

In Israel, the talks have prompted concern that the West might relax its demands in a compromise with Iran. On Monday, for example, a senior American official here declined to say whether Iran should be allowed to produce uranium at home or be limited to acquiring nuclear fuel other nations. In contrast, Israeli's security cabinet argued on Tuesday that Iran should not be allowed to enrich uranium.

"Sanctions must not be eased when they are so close to achieving their intended purpose," the cabinet said in a statement. "Israel does not oppose Iran having a peaceful nuclear energy program. But as has been demonstrated in many countries, from Canada to Indonesia, peaceful programs do not require uranium enrichment or plutonium production. Iran's nuclear weapons program does."

There has been some speculation that Mr. Araqchi might have a separate bilateral meeting here with Wendy Sherman, the senior State Department official who is leading the American delegation here. Mr. Araqchi said, however, that such a meeting had not been organized and added that he hoped the world powers would soon send their foreign ministers so the level of the negotiations could be upgraded.

"I hope that we will meet again in a

period hopefully less than a month from today, and continue the talks," he said.

In the meantime, he said, the two sides were concentrating on their discussions with the P5-plus-1 countries.

"At least it was welcomed," Mr. Araqchi said of the Western response. "But its details need to be explored, and tomorrow we can make a final conclusion to see if we had any progress."

Iran's plan, he said, was based on the religious edict by the country's supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, against the use and production of nuclear weapons. The ayatollah's paramount role was also underscored by Iran's former foreign minister, Ali Akbar Salehi, now the head of the Atomic Energy Organization of Iran.

"The nuclear issue is above every other issue, and the supreme leader leads the nuclear issue personally," Mr. Salehi was quoted by the semiofficial news agency Fars as saying on Tuesday. "Others are only executors."

Michael R. Gordon reported from Geneva and Thomas Erdbrink from Tehran.

International New York Times

OCTOBER 16, 2013

Netanyahu hints at use of strikes against Iran

JERUSALEM

BY ISABEL KERSHNER

In what many people here saw as a veiled warning to Iran, Prime Minister Benjamin Netanyahu said Tuesday that Israel must never underestimate its enemies or rule out pre-emptive strikes when called for.

In a speech at a special session of Parliament to observe 40 years since the 1973 war, when Israel was caught off guard because of mistaken intelligence assessments, Mr. Netanyahu said: "The first lesson is that threats must never be disdained. Never belittle an enemy; never ignore the signs of danger. The second lesson is that pre-emptive strikes must not be ruled out."

While such strikes are not necessarily called for in every case and must be given careful consideration, he said, "there are situations in which thinking about the international response to such a step is not equal to the bloody price we would pay in absorbing the strategic blow we would be compelled to respond to later, perhaps too late."

"A preventive war is one of the hard-

est decisions that a government may be called on to make, because it will never be able to prove what would have happened had it not acted," he said.

The Web site of the newspaper Haaretz headlined the remarks "A hint to Iran." The Hebrew news site Ynet said that with the opening of the talks in Geneva, Mr. Netanyahu was using the the commemoration of the 1973 war to send "a sharp message to Iran."

Mr. Netanyahu's spokesman declined to make any direct link between the remarks and Iran, saying only that the words spoke for themselves. But the prime minister's office sent out an English translation of the relevant excerpt of the speech to foreign journalists.

Mr. Netanyahu, who considers Iran to be Israel's most dangerous enemy, has been outspoken in his skepticism about the motives of Iran's president, Hassan Rouhani, whom he has repeatedly described as a "wolf in sheep's clothing."

Israel rejects Mr. Rouhani's assertions that Iran has no aspirations to use its uranium enrichment activities to build nuclear weapons.

Earlier Tuesday, Israel's security cabinet said it would "embrace a genuine diplomatic solution" that would bring about the dismantling of Iran's potential nuclear weapons program. The cabinet warned world powers against a partial agreement, however, and urged them

not to ease the sanctions on Iran prematurely.

Laying out the case for bringing Iran's uranium enrichment to an end, the security cabinet statement said, "Sanctions must not be eased when they are so close to achieving their intended purpose."

It added: "Israel does not oppose Iran having a peaceful nuclear energy program. But as has been demonstrated in many countries, from Canada to In-

"The first lesson is that threats must never be disdained. Never belittle an enemy; never ignore the signs of danger."

onesia, peaceful programs do not require uranium enrichment or plutonium production. Iran's nuclear weapons program does."

Critics said it would be difficult for Israel alone to inflict serious damage on Iran's nuclear facilities because they are spread out and some are extremely well fortified. While Israel may be able to set back the program, many experts say it would not be able to destroy it.

As part of any international deal with Iran, Israel is asking, among other things, for the underground nuclear facilities near Qum and Natanz to be dismantled, along with the centrifuges

they contain, and for Iran to stop all work on the plutonium-producing heavy water reactor at Arak.

Israel carried out a pre-emptive strike against the Osirak nuclear reactor in Iraq in 1981 and another against a reactor under construction in Syria in 2007. Yuval Steinitz, Israel's minister of international relations and of intelligence and strategic affairs, said the Arak reactor was "very similar" to the destroyed Iraqi and Syrian reactors, "but bigger."

But in a briefing with foreign media representatives in Jerusalem on Monday, he struck a less cynical and abrasive tone than usual, saying he was not so pessimistic about the chances of success of negotiations. "We want the Geneva talks to succeed," he said. "We don't close the door to a diplomatic solution."

Mr. Steinitz also suggested that the economic weapon was as effective as a military threat. Western restrictions on Iran's banks, oil exports and related industries have taken a steep toll on the Iranian economy.

"Iran needs this agreement urgently," Mr. Steinitz said. "If it is made crystal clear to them that if they want to save their economy they need to give up their nuclear program, at the end of the day they might do it."

International New York Times | OCTOBER 18, 2013

Syrian says peace talks may resume soon

LONDON

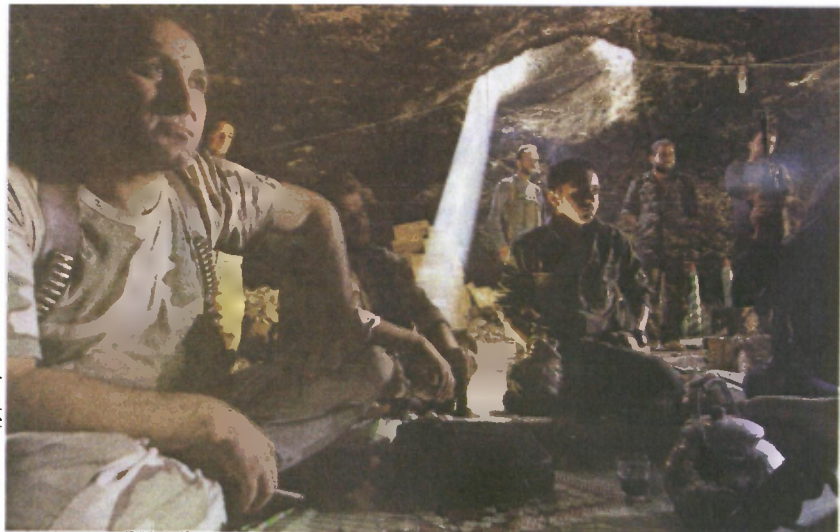
BY ALAN COWELL

A Syrian government official said Thursday that long-postponed peace talks under international auspices — known in diplomatic shorthand as Geneva II — could be held in November, raising speculation about who would attend and who would represent the fractured opposition seeking to topple President Bashar al-Assad.

The official, Qadri Jamil, a deputy prime minister, said in Moscow that the discussions could be held in Geneva on Nov. 23, according to SANA, the official Syrian news agency. Some reports from Moscow quoted him as saying that the talks could extend into Nov. 24.

It was the first public suggestion that a date had been set and reflected the heightened pace of diplomacy since Moscow and Washington brokered a deal in September for the Syrian government to dismantle its chemical weapons stocks. The question of which countries and factions would attend remained largely unanswered, and the fighting continues with no clear outcome in sight. There was no immediate confirmation of the date from other protagonists in the crisis.

Mr. Jamil was speaking after what were called "good and fruitful" talks



Members of the Free Syrian Army in a cave near Idlib on Thursday. If the peace talks do proceed next month, a crucial unanswered question is which rebel factions will take part.

with Russia's Middle East envoy, Mikhail Bogdanov, SANA said.

Mr. Jamil is one of two government ministers from officially tolerated opposition parties who have been appointed since Syria's crisis mushroomed from civil unrest in March 2011 to a full-blown civil war that has claimed at least 100,000 lives. While he is often seen as having little or no authority over gov-

ernment policy, the fact that his remarks on Thursday were carried by the state news agency suggested that they had some kind of imprimatur.

In the first round of discussions in Geneva in June 2012, major world powers failed to reach a consensus on the key issue of calling for the ouster of Mr. Assad, a demand advanced by opposition groups in return for attending any peace

negotiations. The meeting of nine nations ended instead with a plan for a political transition, with Russia and China blocking attempts by other participants to require Mr. Assad's removal from power.

Mr. Jamil said the Geneva II conference would aim to establish "a government that represents the basic sides of the government and the opposition," SANA reported. "The international conference on Syria means stopping foreign intervention and violence and launching

political work through dialogue and reconciliation," he said, accusing the Syrian opposition of delaying the gathering. Groups that "fail to attend will lose," he was quoted as saying.

The United States and Russia have been trying to convene the gathering since May. The United Nations secretary general, Ban Ki-moon, said last month that he was hoping to convene a peace conference in Geneva in mid-November.

Ahmad al-Jarba, president of the Syrian opposition coalition, said at a news

conference in New York in late September that he was prepared to participate in new peace talks but wanted assurances of a "clear timetable" for achieving results, not "an open-ended dialogue with the regime."

Mr. Jarba's coalition suffered a blow last month when about a dozen rebel groups inside Syria repudiated their ties with it, saying that its members, living in exile, were detached from the fighting inside the country.

International New York Times | OCTOBER 24, 2013

A four-sided fix for Syria

Rami G. Khouri

BEIRUT The Syrian conflict has become the world's greatest proxy war since Vietnam. It reflects every major fault line that has defined the Middle East for the past half-century and has drawn in local, regional and global actors, many of whom see this as an existential fight that they cannot afford to lose.

This is why the conflict is so vicious, and so difficult to settle diplomatically. But the war's proxy status also holds the key to its resolution: The fighting will only cease when the United States, Russia, Iran and Saudi Arabia feel the negative consequences of the war and conclude that it is in their best interests to end it.

In Syria, the list of players stretches far beyond the demonstrators who faced off against President Bashar al-Assad in March 2011. Iran and Hezbollah assist the Assad regime with money and troops; Shiite Iraqi militants are fighting in Syria on Mr. Assad's behalf.

Saudi Arabia, Qatar, Jordan and other conservative Arab monarchies support the rebels because they feel that toppling Mr. Assad would weaken Hezbollah and Iran, and reduce Shiite and Iranian influence in the region. Sunni Salafis in Lebanon and Kuwait are likewise providing support to the opposition. And Pan-Islamic Salafist militant movements, like the Islamic State in Iraq and Syria, exploit the chaos in order to establish "pure" Islamic communities or states.

In some ways, Russia and America are fighting, in Syria, the last battle of the Cold War.

Russia wants to prevent the United States from determining the fate of Middle Eastern regimes. It also hopes to defeat anti-Assad Islamist rebels who have close ties to anti-Russian Islamists.

The fall of Mr. Assad would enhance America's standing in the region. Along with France and other foreign powers, the Obama administration seemed

poised to attack Syria (as Israel has done twice recently) to deter it, Hezbollah or others from using advanced or banned weapons, and bring about a

more compliant Arab order.

Thus far, the Geneva communiqué, drafted in June 2012, is the only framework that all parties have agreed on to end the fighting and explore a path to a political transition. A second Geneva conference has been proposed for this autumn, but seems unlikely to get off the ground: Mr. Assad will not negotiate his own exit, as demanded by the opposition.

But the very nature of the conflict as a proxy war may provide a way out. The ability of the Syrian government and opposition groups to keep up the fight largely depends on the continued support of their external patrons. But two developments may soon change the political landscape: the Russian-

The war will cease when the U.S., Russia, Iran and Saudi Arabia conclude that it is in their best interests to end it.

The Russian-American accord showed that the global powers could initiate actions that local proxies must accept, and it also revitalized the role of the Security Council. Successful American-Iranian cooperation, meanwhile, could significantly change Tehran's calculations on how best to achieve its goals in the region.

But resolving the Syrian conflict requires the involvement of one more external entity: Saudi Arabia.

Among its many objectives, Saudi Arabia wants to weaken Iran and end its alleged nuclear arms ambitions, topple Mr. Assad, contain Hezbollah, stop the expansion of Shiite influence, reassert Sunni political predominance in much of the Arab world, and strengthen pro-Western or conserva-

tive regimes in the Middle East.

Riyadh would enter a dialogue with Tehran, Moscow and Washington if it felt that most of these goals could be achieved peacefully. And if American-Russian-Iranian dialogues generated enough regional momentum, the Saudis would be eager to join the conversation in order to ensure maximum gains.

Other regional actors — including Turkey, Jordan, Israel and Qatar — would have no option other than to follow the Saudi-American lead.

The new regime in Qatar has curtailed its regional interventions in the face of more robust Saudi initiatives in Syria and Egypt, and in the wake of the relative decline of the Muslim Brotherhood in Egypt and across the region.

Once at the table, each of these four key drivers of the many wars within Syria would likely decide that an agreement best serves their strategic interests.

America and Saudi Arabia would see Mr. Assad removed from power and check what they see as Iran's hegemonic and nuclear aims (and, significantly for Saudi Arabia, Shiite influence across the region).

Russia would feel it had weakened Islamist rebels, given Mr. Assad a dignified exit and stopped Washington's unilateral assaults on Mideast regimes; Iran would secure formal American acceptance of its regional significance and its right to a peaceful nuclear capability and an end to the sanctions against it.

With Saudi Arabia in the mix, another Geneva-style gathering would finally have the backing needed to produce results: a cease-fire, humanitarian assistance and refugee repatriations, and a peaceful transition to a post-Assad, post-Baathist government, with significant decentralization of power from the central government, and strong legal protections for all religious groups.

RAMI G. KHOURI is the director of the Issam Fares Institute for Public Policy and International Affairs at the American University of Beirut, and a columnist for The Daily Star, an English-language newspaper based in Lebanon.



Dans le nord du Liban, un trafiquant et un rebelle syrien reprochent aux Occidentaux leur inaction.

«Contre Al-Assad, on pactiserait avec le diable»

Rassoul, le trafiquant libanais, cherche à épouser une seconde femme. Il se sent devenir vieux, fatigué et la dizaine d'années qu'il a passées dans les terribles geôles de Damas, à l'époque où l'armée syrienne occupait le Liban, ont fragilisé sa santé. Alors, confie-t-il, une autre épouse s'impose pour lui permettre de se régénérer. Ce père de 12 enfants, proche des Frères musulmans, parle de sa vie privée, mais ne dit pas ce qui l'occupe auprès de la rébellion syrienne. S'il en est très proche, elle lui permet aussi de faire de bonnes affaires, comme le montre bien la seconde Mercedes qui vient de rejoindre la première dans son garage de la banlieue de Tripoli, la grande métropole du Nord-Liban. Son flingue, ses voitures sans plaque d'immatriculation, ses convocations par la police ne laissent guère de doute sur la nature de ses activités. D'autant qu'il confie «avoir marié [ses] filles à des trafiquants d'armes».

Abou Jamal, un commandant rebelle syrien, est de passage à Tripoli pour y rencontrer Rassoul. Il est le frère du chef de la katiba (brigade) Ibad al-Rahman, une unité qui opère dans la région de Homs. Lui vient de prendre une autre femme. Et cette question des avantages que procure une seconde épouse occupe aussi les discussions des deux hommes, qui déjeunent dans un restaurant de la grande ville du Nord-Liban.

Frappes. Abou Jamal, la trentaine vieillie par une épaisse barbe noire, vêtu d'une chemise blanche très chic et d'un pantalon anthracite, et Rassoul, la quarantaine, en chemisette à carreaux, sont amers. Ils sentent la situation en Syrie leur échapper et regrettent sa radicalisation sans fin. Le fait qu'il n'y a pas eu de frappes américaines – et fran-

REPORTAGE

çaises – a sapé leur moral. Tout comme le fait que le régime se soit ressaisi et dispose de neuf mois pour livrer ses armes chimiques. «D'ici là, nous serons tous morts», lance le premier. «Comment, vous, les Occidentaux, pouvez-vous être à ce point insensibles à la mort de dizaines de milliers de Syriens ? Nous ne pourrions plus jamais vous faire confiance», renchérit le trafiquant. L'une des principales raisons du commandant rebelle est le manque d'armes persistant. «Les Américains n'en donnent qu'aux groupes qu'ils connaissent. Nous, on accepte l'aide de n'importe qui, même d'Israël s'il le faut. Je connais un commandant d'une grande katiba qui est prêt à accepter l'aide du diable pour se débarrasser de Bachar al-Assad. Qu'un chef, qui est à la tête de 1200 combattants, en vienne à dire cela, montre à quel point de désespoir il est tombé.

Tout le monde n'en peut plus de cette guerre.» Le trafiquant renchérit : «A cause de vous, les Occidentaux, les groupes islamistes les plus durs vont avoir de plus en plus d'importance, et, à la fin, ce sont eux qui vont gagner.» Ibad al-Rahman n'est pourtant pas une katiba modérée. Elle se dit proche du Front al-Nusra, la principale formation islamiste radicale, liée à Al-Qaeda et placée par les Etats-Unis sur la liste des organisations terroristes. «La différence entre eux et nous, c'est que, si un de leurs chefs commande à un combattant d'aller se faire exploser, il ne peut pas refu-

«A cause de vous, les Occidentaux, les groupes islamistes les plus durs vont avoir de plus en plus d'importance.»

Rassoul trafiquant

ser. Moi, je n'accepte pas de tels ordres», indique Abou Jamal.

Au sein de la rébellion, qui a désormais l'avantage, l'Armée syrienne libre (ASL) ou la nébuleuse islamiste ? Réponse difficile, d'autant, précise le chef rebelle, qu'«il y a de tout dans l'ASL, des combattants islamistes et d'autres qui ne le sont pas. Parfois, il y a des combats entre les différents groupes. Par exemple, Al-Nusra a chassé ceux de l'ASL qui avaient mis la main sur les champs de pétrole et en a pris la direction, mais, en général, ce ne sont pas des problèmes profonds. Al-Nusra n'est pas aussi dur que vous le croyez. Il ne tue personne avant qu'il ne soit jugé par un tribunal islamique, alors qu'il y a des voyous de l'ASL qui agissent selon leurs propres motivations.»

S'il accepte encore l'autorité du général Selim Idriss, qui commande l'ASL, cela ne va pas plus loin (1). «Ce n'est pas à lui de nous dire ce qu'il faut faire. Il n'est pas sur place et ne peut pas évaluer les risques d'une opération.» Même méfiance à l'égard de la Coalition nationale, la vitrine extérieure de l'opposition. «Celui qui donne de l'argent, c'est celui qui fait bouger la coalition. Avant, c'était le Qatar. A présent, c'est l'Arabie Saoudite. Mais ces gens ne

travaillent pas comme le veut le peuple. L'un est l'homme des Etats-Unis, l'autre de la France. La CIA a fait venir de jeunes Syriens dans des hôtels 5 étoiles d'Istanbul, où elle leur a appris à gérer des quartiers libérés, mais pas à libérer des quartiers.» Le nouveau chef de la coalition, Ahmad al-Jarba, proche des Saoudiens, n'a

pas toute sa confiance. Mais le précédent président (démissionnaire), Mouaz al-Khatib, l'avait : «C'est un religieux, il connaît Dieu. Il a été sur le terrain. Il sait ce que veulent les gens. Il a quitté son poste pour rester propre.» Et puis, surprise, beaucoup de compliments sur Georges Sabra, un communiste qui fut le chef intérimaire de la coalition : «Oui, c'est un chrétien, mais on l'aime. Parce qu'il dit la vérité.»

Pour le rebelle, l'attaque chimique du 21 mars dans la Ghouta a une explication : «Nos forces étaient arrivées dans la banlieue de Damas près du périphérique Est et avançaient sur la capitale. La veille, le régime avait perdu un gros convoi d'armes, tombé dans une embuscade, près du quartier de Mezze. C'est le capitaine Firas al-Bitar, de la katiba Tahrir al-Sham [Libération de la Syrie, ndlr], qui avait mené l'opération. Le régime s'est senti menacé. Il a réagi en utilisant ses armes chimiques.»

Alaouites. Même s'ils participent peu à la guerre contre le régime, Abou Jamal affirme ne pas en vouloir aux chrétiens et aux druzes. «Ils ne sont pas vraiment à ses côtés. En revanche, 95% de la société alaouite l'est. Même les alaouites qui étaient contre Bachar al-Assad, des pauvres en général, ont finalement profité des largesses du régime. Et, quand nous aurons gagné la guerre, tous ceux qui ont été impliqués avec lui, seront soit morts, soit partis de Syrie.» Pourtant, il y a aussi des alaouites dans l'opposition ? «Ceux-là ont trouvé une place pour justifier leur existence. Leur opposition depuis l'extérieur n'a aucun lien avec l'intérieur, contrairement aux chrétiens.» Rassoul, le trafiquant, acquiesce gravement. Puis, il s'empare d'une brochette de kebabs et revient à sa préoccupation du moment : «Les Arabes, ça bouffe et ça baise bien.»

Envoyé spécial à Tripoli (Liban)
J.-P. P.

(1) Depuis, Ibad al-Rahman a rejoint une coalition islamiste concurrente, l'Armée de Mahomet.

Syrie : des affrontements entre djihadistes et Kurdes font 41 morts

BEYROUTH -AFP

At moins 41 combattants ont péri mardi dans des affrontements entre Kurdes d'une part et jihadistes et rebelles islamistes d'autre part dans la province de Hassaka (nord-est), rapporte mercredi l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Les affrontements ont opposé notamment les combattants de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIL) et le Front Al-Nosra, deux groupes jihadistes affiliés à Al-Qaïda, aux combattants kurdes dans plusieurs villages de cette province pétrolière.

Au moins 29 combattants de l'EIL, d'Al-Nosra et de groupes islamistes ont été tués et 12 ont péri du côté kurde, selon l'OSDH.

Les Kurdes se sont emparés d'armes lourdes ainsi que d'un barrage à l'issue des combats, précise l'ONG qui dispose d'un large



Dans un conflit de plus en plus complexe, les groupes jihadistes combattent à la fois le régime syrien, les autres rebelles dits modérés et les Kurdes.

réseau de militants, de sources médicales et militaires à travers le pays.

Les corps des combattants des groupes radicaux et islamistes, dont celui d'un chef d'Al-Nosra --un Egyptien qui n'a pas été identifié--, "se trouvent chez les Kurdes", ajoute l'OSDH.

De nombreux étrangers figurent dans les rangs des combattants jihadistes en Syrie.

Depuis plusieurs mois, les Comités de protection du peuple (YPJ, principale milice kurde en Syrie) défendent leur territoire -- d'où s'est retirée l'armée-- face aux groupes radicaux qui tentent de grignoter leur terrain, selon l'OSDH.

Dans un conflit de plus en plus complexe, les groupes jihadistes combattent à la fois le régime syrien, les autres rebelles dits modérés et les Kurdes afin de contrôler les régions échappant à l'Etat et y imposer leur interprétation extrême de l'islam. ■



17 octobre 2013

Zurich : Bébé privé de passeport à cause d'un circonflexe

Une famille kurde, installée à Zurich, veut se rendre en Turquie avec son nouveau-né. Mais le consulat a refusé de lui délivrer son document d'identité. En cause: l'orthographe de son prénom.

www.20min.ch

Le petit garçon, né il y a quelques semaines, s'appelle Sîtav. Ses parents souhaitent l'emmener dans son pays, afin de le présenter à sa famille. Mais les autorités diplomatiques turques ont refusé de donner un passeport au nouveau-né. La raison: son prénom s'écrit avec un «î».

«Comme le veut la loi, vous devez donner à votre enfant un prénom turc et pas kurde», a spécifié le consulat aux parents, dont le témoignage est rapporté par le «Tages-Anzeiger». «Les lettres W, X et Q ne sont pas autorisées (voir encadré), ainsi que les caractères spéciaux issus du français», a-t-il ajouté. La mère de Sîtav s'est pourtant défendue en expliquant que ce nom s'écrivait de cette façon en langue kurde et que sans l'accent, il perdait son sens (ndlr: le soleil qui illumine une pièce, selon une traduction approximative). Des arguments qui n'ont pas ému le fonctionnaire turc. «Vous devez donner à votre enfant un prénom turc. L'alphabet kurde est interdit. Si vous ne respectez pas ces exigences, pas de passeport», a-t-il conclu.

Seule solution: faire modifier le certificat de naissance de Sîtav. Une chose impensable pour ses parents, qui habitent depuis près de dix ans dans la région de Zurich. Le père a même essayé de contacter le Ministère turc des affaires étrangères à Ankara, sans succès.

PLUS DE DROITS POUR LES MINORITÉS

Fin septembre, le Premier ministre turc Recep Tayyip Ergogan a promis un certain nombre de réformes politiques, qu'il a baptisées «paquet démocratie». Les minorités du pays, y compris les Kurdes, vont se voir accorder davantage de droits, dont, entre autres, le droit de parler et d'écrire dans leur langue. Il devrait donc bientôt être possible, dans les régions kurdes, d'utiliser les prénoms traditionnels et d'enseigner le «dialecte» dans les écoles privées.

RETOUR DES LETTRES INTERDITES

Erdogan veut aussi abroger une disposition de 1928, qui interdit l'utilisation des lettres Q, W et X, qu'on trouve dans l'alphabet kurde, mais pas dans la langue turque. Cette communauté pense cependant que les mesures ne vont pas assez loin. Elle aimerait notamment que la langue kurde puisse être enseignée dans les écoles publiques. Ils veulent aussi que la Constitution turque reconnaisse leur existence en tant que peuple et leurs droits.

Environ 15 millions de Kurdes vivent en Turquie. Depuis 1984, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) se bat pour leur cause. Alors que plus de 40'000 personnes sont mortes dans ce combat, le PKK a déclaré un cessez-le-feu en mars dernier. (Tages-Anzeiger/ats)

UN SAC DE NOEUDS

Dans une prise de position transmise au quotidien, le consulat de Turquie à Zurich confirme que le «î» n'existe pas dans la langue turque, contrairement au «â» ou au «û», hérités de l'arabe ou du persan. «Pour le moment, le prénom de ce bébé ne peut pas être orthographié de la manière souhaitée par les parents. Nous ne pouvons rien faire.» La représentation a toutefois proposé de transmettre une demande à la direction des bureaux d'é-

tat civil en Turquie. «En cas de réponse positive, il faudra ensuite qu'un tribunal se prononce», conclut-il.

Et les soucis de la famille de Sîtav ne s'arrêtent pas là. Pour annoncer la naissance du petit à l'Office des migrations et obtenir son permis de séjour, les parents ont besoin de son passeport ou d'une justification écrite du refus de le délivrer. Un document qu'ils ne possèdent pas. Pour le père, toute cette affaire est un autre exemple de la discrimination des Kurdes en Turquie. Il veut saisir un avocat. (dmz)

IRAN - IRAK

Contrebandier au Kurdistan iranien, un métier à haut risque

Le coût de la vie ne cesse d'augmenter. En Iran, si bien que les habitants de la République islamique sont de plus en plus nombreux à aller faire leurs achats dans les villes kurdes de l'ouest du pays, où les prix sont plus intéressants. Mais ces produits, acheminés du Kurdistan irakien par des trafiquants appelés "kulbars", ont parfois coûté la vie aux passeurs. Régulièrement, les presses kurdes et iraniennes font état de trafiquants tués par la police. Le dernier incident remonte au 2 octobre, quand un chauffeur transportant des biens de contrebande a été tué par balle par la police, près de la ville frontalière de Sardasht.

Le trafic entre l'Irak et l'Iran se fait en deux temps : d'abord, les trafiquants, principalement des Iraniens, font passer les biens du Kurdistan irakien au Kurdistan iranien par la montagne. Les marchandises, allant du thé aux vêtements en passant par des produits interdits comme les antennes satellites ou l'alcool, sont portées, soit par des chevaux, soit par les trafiquants eux-mêmes. Une fois de l'autre côté de la frontière, d'autres contrebandiers les emmènent en voiture dans les villes les plus proches. Tout au long de ce trajet, ils risquent de se faire repérer par la police des frontières, qui n'hésitent pas à leur tirer dessus.

Aucune statistique sur les interpellations ou



Dans une mosquée, une affiche annonce la mort de Mohammad Karimi, le trafiquant tué par la police le 2 octobre.

les morts de contrebandiers n'est disponible. Le sujet a cependant été porté à la connaissance du conseil des droits de l'Homme de l'ONU, par Ahmed Shaheed, rapporteur spécial sur l'Iran.

"Dans cette zone, si les gens deviennent contrebandiers c'est parce qu'il n'y a pas de travail"

Rahman vit à Sardasht, une ville frontalière située au Kurdistan iranien. Il était un ami de Mohammad Karimi, le trafiquant tué le 2 octobre.



Des contrebandiers kurdes transportent des marchandises de l'Iraq à l'Iran.

C'est courant. Tous les mois, des trafiquants sont tués. Dans le cas de Mohammad, quand il a vu la police, il a essayé de s'enfuir au volant de sa voiture. C'est souvent ce qu'ils font, de peur que la police ne confisque leur véhicule [qu'elle revend ensuite aux enchères, NDLR], et qui est souvent leur unique bien de valeur. Mais la police l'a rattrapé? et lui a tiré dessus.

Dans cette zone, si les gens deviennent contrebandiers, c'est parce qu'il n'y a pas de travail. Le gouvernement ne crée pas d'emplois pour nous. Notre jeunesse est éduquée, mais les postes sont donnés à des gens venus d'autres régions d'Iran. Ils ne font pas confiance aux Kurdes. □

Irak: 9 morts dans un attentat contre des fidèles à Kirkouk

Par AFP

Neuf personnes ont été tuées dans un attentat ayant visé mardi des fidèles à Kirkouk, dans le nord de l'Irak, après la prière marquant le début de l'Aïd al-Adha, la plus grande fête musulmane, selon la police et un médecin.

"Une bombe a explosé à 07H55 (04H55 GMT) devant la mosquée Al-Qods (sunnite) dans le sud de la ville de Kirkouk à la sortie des fidèles, tuant neuf personnes et en blessant 19 autres", a indiqué à l'AFP un général de la police.

Le bilan a été confirmé par le docteur Ahmad Khalaf à l'Hôpital général de Kirkouk qui a précisé qu'au moins cinq des blessés étaient dans un état critique.



La province de Kirkouk est une mosaïque ethnique et confessionnelle où cohabitent Kurdes, Arabes et Turkmènes, sunnites et chiites.

La mosquée visée mardi est située dans le quartier des Officiers, un quartier

mixte de la ville où cohabitent Arabes et Turkmènes.

Ce dernier attentat porte à plus de 300 le nombre de morts depuis début octobre, selon un bilan établi par l'AFP à partir de sources policières et médicales. Le chiffre des décès causés par les violences a dépassé les 5.000 depuis le début de l'année.

Les violences en Irak ont enregistré une hausse très importante depuis début 2013, au point de retrouver leur niveau de 2008, avec des bilans mensuels oscillant désormais entre 800 et 1.000 morts.

Pour le mois de septembre, l'ONU avait fait état d'un bilan de près d'un millier de morts et plus de 2.100 blessés. □

Syrian Kurds Beset by Divisions



Wladimir van Wilgenburg
www.al-monitor.com

RAS AL-AIN, Syria — After discussions and debates over more than 10 months, four Kurdish political parties backed by Massoud Barzani, president of the Kurdistan Regional Government, decided to unite one week ago into a single party under the banner of the Kurdistan Democratic Party of Syria (KDP-S), currently led by Abdulhakim Bashar. The four parties are: the Freedom Party (led by Mustafa Cumma), Freedom Party (led by Mustafa Osso), Kurdistan United Party (Abdulbasit Hemo), and KDP-S. The Democratic Union Party (PYD), backed by the Kurdistan Workers Party (PKK), however, remains the strongest Kurdish organization on the ground.

The Syrian Kurdish parties are sharply divided into several blocs. As indicated above, among them are those backed by or close to Barzani, who also heads the powerful Kurdistan Democratic Party (KDP), which recently won legislative elections in Iraqi Kurdistan, taking 38 of 111 seats.

A number of Kurdish parties work with the PKK-affiliated PYD, which is the only party in control of security organizations, the People's Defense Units and the Asayish (Kurdish for "security"). This is due to the PKK's insurgent background fighting against the Turkish government for almost 30 years.

"There are two key parties: the KDP [in Iraq] and the PKK. The other Kurdish political parties don't have a lot of influence," Ibrahim Birro, leader of the Kurdish Unity Party, told Al-Monitor in Erbil.

To solve the Kurds' political differences, on July 11, 2012, Barzani brought together the Kurdish National Council (KNC), which consists of 15 political parties, and the People's Council of West Kurdistan, which includes the PYD/People's Defense Units, to form the Kurdish Supreme Committee. The goal was to prevent the kind of Kurdish civil war that the Iraqi Kurds experienced in the 1990s. Despite Barzani's efforts, however, the KDP proxy parties and PKK were unable to share power, and the KDP decided to back the Democratic Political Union, comprised of four PYD rival parties.

The PYD does not think the upstart organization will have much success on the ground. "They are already a member of the Kurdish Supreme Committee, but they are trying to make something different," PYD leader Saleh Muslim, told Al-Monitor during a visit to Qamishli after the killing of his son Servan Muslim by a sniper in Ayn al-Arab, in Kurdish Kobane. "They are trying to create alternatives."

Bashar of the KDP-S confirmed that the four Kurdish parties will form one party under his group's name and claims that the KDP-S has the most supporters in Syria. Bashar boasted, "We have thousands of supporters. We didn't have any elections, but most of the people support the KDP-S. Nobody can be compared to us. The PYD only controls the area because of the People's Defense Units and the Asayish."

The PYD has been highly critical of the Democratic Political Union and attempts by Barzani-backed parties to revive the old KDP-S, which was founded in 1957 and unified the PYD's rivals, but fragmented into a dozens of parties as a result of government repression and the influence of Kurdish parties outside Syria in the mid-1960s.

People's Defense Units commander Sipan Hemo recently criticized the formation of the new party in a letter dated Oct. 12 and accused it members of being involved in attacks against his group. He called on the parties to respect the People's Defense Units' struggle against the Syrian government and al-Qaeda. "When we saw the negative orientation of this union and new political situation, we were not optimistic about this new project. We could say that you worked many times as a Kurdish front ... to stop the progress of the Kurds in Syria and conspire against the Kurdish case. Hemo added, "You harm us even more than our enemies, because you beat us from the back. You offer support to attacking groups. Especially in Tel Hassel and Tel Aran, you were like fateful soldiers of these groups who committed crimes against the



A Kurdish female fighter from the People's Defense Units carries a walkie-talkie as she stands near fellow fighters in the Kurdish town of Ifrin, in Aleppo's countryside, Oct. 14, 2013. (photo by REUTERS/Roshak Ahmad)

Kurds."

Despite the strong criticism of the Barzani-backed factions by the People's Defense Units, politicians from the PYD and other Kurdish parties doubt that the new party can do much to alter the current situation, in particular because they do not have a military force. "If you don't have a defensive base on the ground, why should anyone take you seriously," asked PYD spokesperson Jafaar Henan, who is based in Erbil, the capital of Iraqi Kurdistan.

Xelil Osman, a member of the PYD-affiliated TEV-DEM organization in Ras al-Ain (Serekaniye in Kurdish) also doubts the new group will make an impression. "They think with this aim: I bring a lot of members. ... But they cannot provide anything to the people and [they] represent only a part of the society." Fuad Aliko, a prominent leader within the Kurdish Unity Party, also doubts that the party will meet with success. "They cannot be an alternative to the PYD. No one can be an alternative," he asserted.

The Unity Party's Birro told Al-Monitor that initially the effort to unite the Barzani-backed factions had been an attempt to create a popular base. "Our thinking was to establish a big and popular party from the [Democratic Political] Union, ... but we couldn't unify our offices and our small organizations, and we could not even unify the KNC."

After six months, Birro's party left the Democratic Political Union, dissatisfied with the lack of progress toward unification and attempts by Bashar's KDP-S to control the new organization. "We saw this as a unifying step, and we supported it as an idea, but we are not joining it at this stage."

Salih Gheddo, leader of the Kurdish Democratic Left Party, which is close to the PYD, said it is difficult to create unity among the members of the KNC. "We are more than 14 parties, and this means 14 political programs. So there is a big problem." Moreover, Gheddo pointed out, the party was established outside Syria. "The [Democratic Political] Union was established here [in the Kurdistan Region of Iraq]. We prefer it to be established in Qamishli, but in my opinion it is a good step if it continues."

Birro is not optimistic about the current situation, because, he noted, "We have a history of bad relations. In the past we established a lot of unified parties, but in the end all of them failed." He then speculated, "If we face elections and a political process, maybe we will face a different situation."

Wladimir van Wilgenburg is a political analyst specializing in Kurdish politics. He has written extensively for Jamestown Foundation publications and other journals, such as the Near East Quarterly and the World Affairs Journal. He currently writes for the Kurdish newspaper Rudaw. On Twitter: @vvanwilgenburg

U.S. official says Qaeda undermining Syrian talks

PARIS

Militants impeding pursuit of negotiated accord in several ways

BY MICHAEL R. GORDON

As Secretary of State John Kerry began a round of Middle East diplomacy focused in part on preparations for a peace conference on Syria, a senior U.S. State Department official warned that a Qaeda-affiliated group was undermining chances for a successful international effort to end the Syrian war.

Mr. Kerry is scheduled to meet with representatives of 10 nations in London on Tuesday to discuss the conference, which is expected to be held next month in Geneva. A principal goal of the Geneva meeting is the establishment of a transitional government that would not include President Bashar al-Assad of Syria.

The senior State Department official, who declined to be named in accordance with the State Department's diplomatic protocol for briefing reporters, said that fighters from the Islamic State of Iraq and the Levant, or ISIS, as the group is generally known, was hurting the prospects for a negotiated settlement in several ways.

By challenging moderate Syrian rebels, the official said, the Qaeda affiliate was forcing them to fight on two fronts and divert resources from their struggle on the battlefield with the Assad government.

By presenting an extremist face to the world, the official said, the group was also facilitating Mr. Assad's efforts to portray the conflict in Syria as a tug-of-war between the government and Jihadists.

"That has to give the regime comfort and confidence, and it will make the task of extraditing concessions from the regime at the negotiating table more difficult," the official said.

Another pressing problem has been the role that ISIS has played in hampering the flow of American and other foreign assistance across the border to the moderate resistance inside Syria.

"It has been very disruptive to our cross border efforts, very disruptive," the official said.

As if to illustrate Mr. Assad's growing confidence, the Syrian president recently gave an interview to a Beirut

television station in which he indicated that he hoped to run for office in Syria's presidential elections next year.

But even as the Obama administration policy's has pointed to the growing role of extremists in Syria, it has continued to be a target for critics, who say that the United States has offered the moderate Syrian opposition too little, too late.

While American officials have warned about the role that ISIS is playing, the United States has not announced any major new efforts to provide arms and other forms of military support to the moderate opposition it is hoping will counteract the role of extremists.

The Obama administration last month notified Congress that it was providing an additional \$100 million in non-lethal assistance to the moderate opposition. But that amount was part of a \$250 million package of assistance that had previously been announced.

A Syria peace conference was just one issue Mr. Kerry was addressing in the three days of Middle East diplomacy that he started on Monday.

Mr. Kerry held a luncheon meeting in Paris on Monday with Prince Saud al-Faisal, the Saudi foreign minister. Syria was a major subject, but Mr. Kerry also intended to use the session to try to assure his Saudi counterpart that the

Obama administration would not let down its guard in the newly invigorated talks with Iran over its nuclear program.

During his Tuesday meetings in London, Mr. Kerry will gather with the "London II," the group of nations that has been backing the moderate Syria opposition. Ahmad al-Jarba, the head of the political wing of the moderate Syria opposition, is extended to attend the London meeting.

On Wednesday, Mr. Kerry will meet in Rome with Benjamin Netanyahu, the Israeli prime minister, whose anxiety over the nuclear talks roughly parallels that of the Saudis.

Mr. Netanyahu has repeatedly expressed worries that the United States and other nations might agree to lift sanctions in return for a "partial" agreement that would allow Iran to retain the capability to enrich uranium.

In recent weeks, American officials have not shut the door to an agreement that would allow Iran to enrich uranium to low levels as part of an arrangement in which significant limitations would be imposed on the Iranian program, which would also be subject to tight monitoring.

Ben Hubbard contributed reporting in Beirut.

Syrian opposition undecided on peace talks, Kerry says

LONDON

BY MICHAEL R. GORDON AND ALAN COWELL

The United States and 10 Arab and European countries expressed support on Tuesday for the convening of a peace conference next month in Geneva aimed at ending the civil war in Syria. But Secretary of State John Kerry acknowledged that the moderate Syrian opposition had not yet decided whether it would attend.

"They have to make up their mind," Mr. Kerry said in a news conference in London. "And none of us are going to pre-judge what they will do in that process."

Ahmad al-Jarba, the president of the Syrian opposition coalition, and other rebel opposition leaders are to assemble next week and discuss whether to participate, Mr. Kerry said.

The communiqué issued by the London II, as the group of nations is known, addressed several themes important to the Syrian opposition.

It reiterated that a transition government should be established as part of a political settlement and said that when it would be formed President Bashar al-As-

sad and his close associates "with blood on their hands will have no role in Syria."

This element of the communiqué alone could pose an obstacle to a peace conference. Mr. Assad said on Monday that he would resign but that he was thinking about running for re-election in 2014.

The communiqué also called for stepping up support for the political and military wings of the moderate Syrian opposition and for improving its ability to meet the needs of the Syrian population in the areas it controlled.

But the communiqué was notably lacking in some important specifics. It warned against "delaying tactics" and expressed hope that a transitional government would be established "within the coming months." At the same time the communiqué set no firm deadline for creating the transitional government, which is to be established by "mutual consent" of members of the opposition and representatives of the Syrian government. Nor did it detail what additional assistance was to be provided to the rebels.

The moderate opposition has been wary of being drawn into open-ended

talks while the Assad government presses its attacks, fearing that such a move would undermine its credibility with Syrians inside the country after more than two years of war.

Already, the moderate political opposition, which mainly operates from its exile in Turkey, has come under challenge. Last month, a number of rebel commanders signed a statement in which they broke with the opposition's leadership and called for rebel groups to unify "in a clear Islamic frame."

At the same time, fighters from the moderate opposition have also found themselves battling on two fronts as they struggle against the Assad government while also contending with extremists from the Al Qaeda affiliated Islamic State of Iraq and Syria.

In a news conference on Tuesday, Mr. Kerry said that he thought the moderate opposition leaders would ultimately decide to participate in the meeting.

Mr. Kerry also acknowledged that there have been differences between the United States and Saudi Arabia on Syria.

Saudi Arabia has wanted the United States to do more to train and arm rebel fighters. And the Saudi leadership was hoping that President Obama would order a cruise missile attack on the Syrian military in response to what Western and Arab powers said was the Syrian government's Aug. 21 chemical weapons attack near Damascus.

"We know that the Saudis were obviously disappointed that the strike did not take place," Mr. Kerry said, referring to the cruise missile attack the White

House had planned before it seized on a Russian alternative proposal to eliminate Syria's chemical weapons program.

Saudi Arabia has also been worried that the Obama administration may be too eager to seek a compromise with Iran over its nuclear program.

Mr. Kerry said that he had discussed these issues with Prince Saud al-Faisal, the Saudi foreign minister, when he met with him on Monday in Paris.

Saudi Arabia was among the 11 nations that issued the communiqué on Tuesday and Mr. Kerry insisted that on Syria, the Saudis and Americans were now "on the same page."

The London talks group also included representatives of Britain, Egypt, France, Germany, Jordan, Italy, Qatar, Turkey and the United Arab Emirates.

International New York Times THURSDAY, OCTOBER 31, 2013

Assad puts conditions on Syria solution

BEIRUT, LEBANON

Rebels' foreign support must end, he tells envoy, repeating familiar theme

BY ANNE BARNARD

President Bashar al-Assad of Syria met with the United Nations special envoy Lakhdar Brahimi on Wednesday and told him that no political solution could be reached in Syria without an end to international support for the rebels, underscoring how far apart the sides remain as global powers try to arrange peace talks next month.

"The success of any political solution is tied to stopping support for terrorist groups and pressuring their patron states," Mr. Assad told Mr. Brahimi in Damascus during their first meeting in nearly a year, Syrian state television reported.

"Only the Syrian people are authorized to shape the future of Syria," he added.

The proposed peace talks are intended to start a political process that would result in a transitional government. But the sponsors — the United States, which supports the opposition, and Russia, which supports Mr. Assad — remain divided on whether that transitional government can include Mr. Assad.

This week, the Syrian government fired a deputy prime minister who had lately been its most outspoken voice in favor of reform and who recently held meetings with American and Russian officials about the planned talks.

The official, Qadri Jamil, was dismissed on Tuesday for spending too much time outside Syria, neglecting his duties and holding meetings "without coordinating with the government," state television said. Mr. Jamil was fired shortly after he told the Russian news media that he had met with United States officials. Meetings between Syrian and American officials have been rare since the Syrian uprising began in 2011.

A State Department spokeswoman confirmed that the United States ambassador to Syria, Robert S. Ford, met with Mr. Jamil on Saturday in Geneva. The encounter, she said, was one in "a long list" of meetings with people directly or indirectly connected to the Syrian government to discuss the potential peace talks.

Mr. Jamil, a Soviet-educated economist, was one of two members of tolerated opposition parties appointed to the government last year in a move billed as broadening its base. In an interview last month in Damascus, he blamed corrupt people on both sides for prolonging the war, and he said that despite his post he was part of the "patriotic opposition" that has not supported the armed uprising.

Opposition activists called his dismissal a ploy that would allow Russia to present him as a representative of the opposition during peace talks. Many rebel groups say they reject the Geneva talks as well as the exile leaders who are their nominal representatives.

Behind the scenes, American and Russian officials have been meeting with Syrians inside and outside government to set up the talks. But there is little sign of movement, with the main

exile opposition group demanding the departure of Mr. Assad as a precondition and Mr. Assad saying that he will not talk with those bearing arms against him.

Another dispute is over the inclusion of Iran in the talks, which Mr. Assad favors and Saudi Arabia opposes. The Syrian conflict has in part become a proxy war between Iran and Saudi Arabia.

Mr. Brahimi, the joint special representative from the United Nations and the Arab League, has been an advocate of inviting Iran. On Wednesday in Damascus, Iran's ambassador to Syria, Mohammad Riza Shebani, reiterated his country's desire to participate.

"Of course, everyone knows Iran's efforts to help a political solution to the Syrian crisis," he said, according to Reuters. "Iran's absence from this meeting does not benefit the meeting."

Mr. Assad's remarks on Wednesday echoed what has been a frequent government line, which was also made on Tuesday in a meeting between Mr. Brahimi and Syria's foreign minister, Walid al-Moallem. The government criticizes the United States, Saudi Arabia, Turkey, Qatar and others for supporting rebels it calls terrorists.

The rebellion against Mr. Assad began as a movement for political rights but turned violent after the government repressed demonstrators, and it has since devolved into civil war. Extremist jihadist fighters have poured into the country, alienating many who initially supported the uprising, increasingly clashing with rival rebel factions and making the United States reluctant to fully support the armed opposition.

Mohammad Ghannam and Hwaida Saad contributed reporting from Beirut, Lebanon, and an employee of The New York Times from Damascus, Syria.

Syrian Kurds Win Support in Battle With Al-Qaeda Forces



Wladimir van Wilgenburg
www.al-monitor.com

RAS AL-AIN — On July 17, Kurdish fighters expelled jihadist groups from the mixed city of Ras al-Ain, known in Kurdish as Serikaniye. Afterward, the fighting spread between al-Qaeda and the People's Defense Units (YPG) in several areas of northern Syria. The fighting with radical Islamists increased the support for the YPG, despite its closeness to the Kurdish rebels from Turkey.

The YPG claims it is independent, but it is close to the Democratic Union Party (PYD) and the Kurdistan Workers' Party (PKK). Nevertheless, the YPG sees itself as neutral, although pictures of imprisoned PKK leader Abdullah Ocalan are seen everywhere in YPG camps, and YPG fighters say they follow Ocalan's philosophy.

"I can say that the YPG is not for one party or for one party's benefit. It's a necessity, because the troops that come to our land didn't come for one party, for the PYD or others; they come to attack all the Kurdish land, people and culture," YPG commander Militan Derik said of the Islamist rebels.

Speaking in Serikaniye, she told Al-Monitor, "We want to ask the other parties why they haven't supported us. We need an answer to this." She was referring to rival Kurdish parties of the PYD who do not accept the YPG.

From Nov. 23-25, 2012, the Kurdish National Council and the PYD-affiliated People's Council of West Kurdistan held talks and agreed to form a united Kurdish army, but immediately after the agreement became known, the YPG rejected it, and said it would only "unite with the people."

The YPG sees other Kurdish militias as a threat. Derik said, "They have support from the KDP [Kurdistan Democratic Party] and Turkey to create another force in Rojava [Syrian Kurdistan], and they did that because of their own agenda."

Nevertheless, several Kurdish parties have joined the YPG and Asayish, while Kurdish parties close to Barzani, including his own KDP, rejected the YPG as a national Kurdish army.

Thus, after the agreement, other Kurdish parties hoped they could form their own militias, but many of their members were arrested and forcefully disarmed.

"When the Supreme Kurdish Council was created, we said we would be part of its military committee, but it's not active yet," said Anwar Asso, a member of the Kurdish Unity Party. Members of his Sheikh Mashuq Khaznawi Brigade were arrested in May 2013 and later released.

Massoud Barzani, the president of the Kurdistan Region of Iraq and KDP leader, trained militias inside Iraq comprised mostly of members of the Kurdistan Democratic Party of Syria (KDP-S). On May 18, 2013, PYD security forces arrested 74 trained members of the KDP-S trying to cross the Syrian border from Iraq. Afterward, out of frustration toward PYD policy, the KDP closed the border.

"We will never be part of [the YPG]," said Abdulhakim Bashar in Erbil. The leader of the Barzani-backed KDP-S said, "We offered to coordinate with their army in the Kurdish areas, but not under the name of the YPG."

But now even some supporters of PYD rivals are joining the YPG to fight against al-Qaeda out of fear of the Islamists. "A friend from KDP-S went by foot from Amuda to Mala Mustafa Barzani's grave [in Iraq], and now he works with the YPG," said Azad Evidike, a YPG fighter and member of the Kurdish media group MAFDAR.

Thus, despite the agreement to form a united Kurdish army, the YPG is increasingly seen as the only force among Kurds to fight against al-Qaeda. In Serikaniye, the PYD and the YPG used to be weak, but now they have support.

Serefedin Barezi, a tailor, said he had connections to the Free Syrian Army (FSA) and helped its members come to Serikaniye.

"When they attacked Serikaniye, I saw it was not liberation after I saw the crimes against the military security," said Barezi, referring to an FSA execu-

The YPG flag and a photo of imprisoned PKK leader Abdullah Ocalan are displayed in the house of a YPG fighter in Serikaniye, Oct. 12, 2013. (photo by Wladimir van Wilgenburg)



tion of members of Assad's military. He claimed his group first fought against FSA brigades after seeing extortion, looting and executions by FSA groups and later joined the YPG with his group.

Former FSA fighter Mohammed Ahmed Heso also joined the YPG, although he initially helped the FSA. He said, "These people don't want freedom; they are gangsters. If they want freedom, all the people of Serikaniye will support them, even the YPG."

Civilians say that support has increased for the YPG. "They are respecting the YPG because they protected the people and saved us," said Ahmed Hemo, a butcher in the town of Serikaniye. "We can see that [the PYD and YPG] are one. The people saw that after what happened in Serikaniye, even though many didn't like the PYD, their ideology is the best. The others who didn't protect the people, they are the wrong parties."

PYD supporters are not the only ones with respect for the YPG. Mohammed Rasho, a member of the KDP-S who lives in Erbil, thinks the YPG is the protector of Kurds, saying, "In my opinion, most of the Kurds of Syria see the YPG as the protection forces of the villages against the Salafi attacks, and it can be considered a national force."

Nevertheless, he doesn't think the same about the Asayish, the semi-official police force of the PYD that operates inside the cities, while the YPG operates outside the cities.

"The Asayish ... serves a particular partisan approach and makes a lot of mistakes," Rasho said. Some blame the Asayish for arresting members of rival Kurdish parties.

Before the clashes started with al-Qaeda, the reputation of the PYD was damaged after the killing of six demonstrators in the city of Amuda and the arrest of several Kurdish activists and party members on June 27. Some suggest this was the reason clashes started, and the PYD announced a plan to form an interim administration.

After fighting erupted between Kurds and Islamists, even the people of Amuda changed their minds. Feridun Qico, a local Kurdish journalist and member of the Kurdish Unity Party, said, "You know about the national emotions in Amuda and the other cities. These are the consequences of what happened in the revolution and what happened in Serikaniye. That made the youth reconsider their opinions."

"Those fighting were not only YPG, but also our friends," Qico said. "I, as a person, I helped them using bullets, and the first donation of bread to Serikaniye came from me."

Thus the fighting between the YPG and al-Qaeda increasingly legitimates the YPG as a Kurdish armed force and increased support for it.

Fuad Aliko, a leader inside the Kurdish Unity Party, says, "Kurds fear Jabhat al-Nusra and al-Qaeda, and think that the PYD is better than al-Nusra. All of us will be with the PYD if al-Nusra comes. I will fight against al-Nusra with the PYD if they come to Qamislo."

Wladimir van Wilgenburg is a political analyst specializing in Kurdish politics. He has written extensively for Jamestown Foundation publications and other journals, such as the Near East Quarterly and the World Affairs Journal. He currently writes for the Kurdish newspaper Rudaw. On Twitter: @vvanwilgenburg

L'ENQUÊTE

RÉVÉLATIONS

LA FRANCE, SADDAM ET L'ARME CHIMIQUE

Selon des rescapés kurdes du massacre de Halabja commis par le régime irakien il y a vingt-cinq ans, des entreprises françaises et non des moindres auraient fourni du matériel aux usines de gaz toxiques. Documents et témoignages inédits

PAR MARIE-FRANCE ETCHEGOIN

Ils ont des allures de revenants. Debout devant le palais de justice de Paris, les traits tirés, le corps et l'âme encore perclus de douleurs, les poumons en miettes. Ils s'appellent Osman, Kamil ou Mardin. Ils sont nés et ont failli mourir à Halabja lors de l'attaque à l'arme chimique la plus meurtrière de la seconde moitié du XX^e siècle. Le 16 mars 1988, leur ville a été transformée en quelques heures en un charnier à ciel ouvert. Dans les rues, des corps d'enfants gisaient comme des poupées désarticulées. 5 000 habitants ont été tués sur le coup, entre 7 000 et 10 000 ont été blessés. Beaucoup

sont morts depuis. Pour les autres, les séquelles sont innombrables. « Tuez-les tous », avait hurlé Saddam Hussein à ses généraux en ordonnant aux pilotes de son armée de larguer gaz moutarde, tabun et sarin sur la cité rebelle du Kurdistan irakien qu'il accusait d'avoir pactisé avec l'ennemi iranien.

Aujourd'hui, les rescapés de Halabja ressurgissent tel des fantômes bien

décidés à hanter la mauvaise conscience occidentale. Alors que la communauté internationale exige le démantèlement de l'arsenal chimique syrien, ils demandent : qu'avez-vous fait il y a vingt-cinq ans ? Où étiez-vous quand Saddam Hussein constituait ses stocks de gaz mortels au vu et au su de tous ? Quand vos ingénieurs, vos PME, vos multinationales lui venaient en aide ? Osman, qui a perdu une bonne partie de sa capacité respiratoire et s'apprête à subir une transplantation du poumon, Kamil qui ne se remettra jamais de l'agonie de ses cinq sœurs et de son père, Mardin qui parfois regrette d'être restée en vie, parlent d'un temps que tout le monde voudrait oublier, celui où un dictateur qui, depuis, a été reconnu coupable de crimes contre l'humanité, profitait du silence complice des Etats et de technologies venues de tous les pays. Aujourd'hui, ils demandent des comptes à tous les « marchands » qui ont permis aux usines d'armes chimiques irakiennes de tourner à

Halabja, 16 mars 1988 : 5 000 morts en un jour et des milliers de blessés qui souffrent encore dans leur chair : affections des bronches, infections nasales et auditives, pathologies des yeux et de la peau, dépressions, syndromes post-traumatiques et, selon certains médecins, taux anormalement élevés de cancers, de fausses couches, d'infertilité, de malformation ou de maladies mentales. Chaque année des centaines de cas sont répertoriés.





Osman Abdulkadir Hassan (devant au centre), Kamil Abdulqadir Wals Mohammed (un dossier à la main) et Mardin Mahmood Fatah (en pull-over jaune) ont fait le voyage jusqu'à Paris, avec d'autres rescapés de Halabja, pour déposer leur plainte.

plein régime pendant près de dix ans.

A-t-on jamais vu les victimes d'une guerre se retourner contre des fournisseurs ? Fin août pourtant, la justice française a donné suite à la plainte qu'ils avaient déposée en juin. Vingt rescapés se sont portés partie civile, mais ils disent en représenter « 2 000 autres qui pourraient se joindre à la procédure » ! Leur plainte contre X vise toutes les entreprises qui ont apporté leur pierre au complexe militaro-industriel de Saddam Hussein. Selon nos informations, trois sociétés sont citées nommément : Protec SA, « basée à Riedisheim, près de Mulhouse », qui aurait servi d'intermédiaire, De Dietrich, « qui aurait construit des équipements de production d'agents chimiques (réacteurs, colonnes et citernes en acier vitrifié), exportés directement ou par Protec SA entre 1985 et 1988 et implantés dans le complexe de Samarra, dans laquelle l'Irak entreprit la production de gaz sarin », et Carbone Lorraine, « qui aurait fourni des "échangeurs de chaleur" ».

Trois sociétés françaises sont citées nommément par les rescapés.

En toute connaissance de cause ?

C'est pour « complicité d'assassinat, tentative de complicité et recel du produit de ces crimes » – autrement dit des bénéfices réalisés lors des transactions commerciales avec l'Irak – que l'information judiciaire a été ouverte. Chez Carbone Lorraine, qui s'est rebaptisé Mersen en 2010 pour « verdir » son image, on affiche sa stupéfaction. Cette société d'origine française présente dans une soixantaine de pays, experte en « matériaux pour les environnements extrêmes », compte parmi ses spécialités la conception d'échangeurs de chaleur en graphite « résistant aux hautes températures et aux fluides corrosifs ». En a-t-elle vendu au régime de Saddam Hussein ? « Mersen n'a jamais reçu aucune plainte et ne peut donc s'exprimer sur le sujet », dit son service de communication... Chez De Dietrich, longtemps célèbre pour ses chaudières à gaz et désormais recentré sur la fabrication d'appareils en acier vitrifié pour l'industrie chimique et pharmaceutique, c'est

Daniel René Steck, le président du groupe (fondé en 1684 par une famille alsacienne anoblie sous Louis XV), qui se donne la peine de répondre : « Je pense pouvoir dire que nous n'avons jamais exporté vers l'Irak. Maintenant, je ne sais pas ce qu'ont pu faire des intermédiaires. Parfois on peut vendre un équipement à un client qui ne nous dit pas où il l'expédie. »

Mulhouse-Bagdad

La PME mulhousienne Protec, également visée dans la plainte, aurait-elle pu être cet « intermédiaire » ? Au « Nouvel Observateur », le PDG de l'époque, Roger Kiss, confirme avoir commercé avec l'Irak : « Au début des années 1980, pour sauver les emplois de ma société de promotion immobilière, je me suis lancé dans des opérations à l'étranger. En 1986, un représentant de l'entreprise allemande d'ingénierie industrielle Karl Kolb est venu me voir. Il était embêté, à cause d'un embargo décrété dans son pays, il ne pouvait plus honorer ses commandes vers l'Irak. J'ai

pris le relais. Par la suite, les autorités irakiennes se sont adressées directement à nous. Mais attention, tout était contrôlé et approuvé par la chambre de commerce et la Coface. » Quel genre de matériel est arrivé en Irak par son entremise ? « Je ne sais plus très bien, des plateaux métalliques, je crois... » Mais encore ? « Des tuyaux, des pompes, des réservoirs. » Pour quel usage ? « Ce n'était pas pour décorer le salon des dignitaires irakiens. Ça allait dans des usines sans doute. Bien sûr, si j'avais su, je n'aurais pas accepté. Mais j'avais toutes les autorisations en France. En Irak, mes contrats, je les signais avec les ministères et la banque centrale. J'avais aussi posé pour condition de faire travailler des entreprises françaises. De Dietrich, Carbone Lorraine... J'en étais fier. Ces sociétés savaient parfaitement que leurs produits allaient en Irak. Je suis étonné qu'elles ne s'en souviennent pas. » Désormais Roger Kiss, 76 ans, a transmis le flambeau à son fils Samuel. Le nouveau PDG « poursuit l'œuvre de diversification de son père, des usines clés en main » aux « résidences services pour personnes âgées », précise le site internet de Protec. Le fils dit pourtant ne plus parler au père. « Ses exportations vers l'Irak, lâche-t-il, c'est comme quand vous vendez des marteaux. Après, savoir si cela sert à enfoncer des clous ou à autre chose... » Là est en effet la question.

Pour attaquer en justice, les rescapés de Halabja se sont adjoint les services d'un avocat américain, Gavriel Mairone, habitué des *class actions* (ces recours collectifs en vogue aux Etats-Unis). Ex-combattant des forces spéciales israéliennes, Mairone, 61 ans et de faux airs de Nick Nolte sur sa Harley-Davidson, a d'abord été fiscaliste. Puis, « lorsque Al-Qaïda a commencé à frapper », il a défendu des victimes d'attentat. Chaque fois, dit-il, il suit la piste de l'argent, cherche qui a financé ou tiré profit du crime. « Il faut frapper au portefeuille. » Son cabinet de Chicago, adossé à un « centre de recherche sur le terrorisme », a des antennes à Genève et au Luxembourg. C'est au milieu des années 2000, après les procès intentés par le nouveau régime irakien au dictateur déchu et à ses généraux, qu'il a été contacté par l'Association des Victimes chimiques de Halabja. Les survivants du massacre pensaient que le moment

III-A : TYPES & QUANTITIES OF PRODUCTION EQUIPMENT PRODUCED FOR CW - FP

NO.	DESCRIPTION OF ITEM	EXPORTER	YEAR OF EXP.	MANUFACT.	LC NO.	STATUS	YEAR OF BIRTH	PRESIDENT LOCATION
1	REACTORS 4M3 CLASS LINED	PROTIC	1988	DEDIETRICH	2517347	USED BEFORE	1987	DMFH plant
2	REACTORS 4M3 CLASS LINED	PROTIC	1988	DEDIETRICH	2517347	PARTIALLY DES.	1987	Assault bases equip. in storage
3	REACTORS 4M3 CLASS LINED	PROTIC	1988	DEDIETRICH	2517347	IN SERVICE	1983	Xylon dist.
46	HEAT EXCHANGERS 21M2 GRAPHITE	W.S.T	1984-86	LA CARBONNE	1187344	IN SERVICE	1984	Shahr Bad Amman building
67	HEAT EXCHANGERS 25M2 GRAPHITE	W.S.T	1984-86	LA CARBONNE	1187344	BRAND NEW	1984	Storage area for use of plant
	HEAT EXCHANGERS 25M2 GRAPHITE	W.S.T	1984-86	LA CARBONNE	1187344	IN SERVICE	1984	Shahr Bad

LE RAPPORT QUI ACCUSE

Si l'on en croit le rapport irakien (extraits ci-dessus), De Dietrich aurait vendu six « réacteurs en acier vitrifié » en 1988 et des « réservoirs » (de 1985 à 1988), dont certains utilisés dans les usines « Mohammed » et « Iesa » de Samarra, où étaient fabriqués des gaz toxiques. Selon le rapport toujours, une société désignée comme « La Carbone Lorraine » (qui ne serait autre que Carbone Lorraine, disent les plaignants) aurait exporté six « échangeurs de chaleur en graphite » entre 1984 et 1986. « Ce rapport, précisent les avocats des victimes de Halabja, a été reconnu par la justice néerlandaise dans le procès d'un homme d'affaires, Frans van Anraat, condamné en 2005 pour avoir vendu des composants du gaz à l'Irak. Et aussi dans une procédure intentée aux Etats-Unis par des vétérans de la guerre du Golfe. Action en justice restée sans suite, mais dans laquelle De Dietrich, parmi d'autres sociétés, était citée. »



«Après la France, nous déposerons plainte en Allemagne.»

GAVRIEL MAIRONE

était venu où on entendrait enfin ce qu'ils avaient à dire. Trop longtemps, leur tragédie avait été considérée comme un « dégât collatéral » de la guerre Iran-Irak. Les Kurdes, éternels oubliés de l'histoire et des arrangements entre grandes nations...

Tous avec Saddam

Qui s'est soucié de leur sort quand le maître de Bagdad a commencé à les persécuter ? A l'époque, Saddam le laïque, rempart contre les ayatollahs de Téhéran, était l'enfant chéri de l'Occident. Il n'avait qu'à demander pour obtenir blindés, avions, hélicoptères. Le protocole de Genève bannissait les armes chimiques ? De l'Autriche à l'Espagne, en passant par les Etats-Unis, l'Inde, l'Egypte, Singapour ou le Brésil, les gouvernements ont laissé des entreprises privées lui vendre le nécessaire pour en fabriquer. « En 1984, quand ses armées ont commencé à utiliser les gaz contre les Iraniens, per-

sonne n'a rien dit, rappelle le spécialiste des questions stratégiques François Heisbourg, ex-conseiller au ministère de la Défense. Les Etats-Unis lui ont même fourni des informations satellitaires. On s'est tous assis sur les conventions internationales. » Et puis, en mars 1988, Saddam Hussein a massacré son propre peuple, les civils kurdes irakiens de Halabja, parce qu'ils n'avaient pas empêché l'ennemi d'occuper leur ville. « La veille de l'attaque, on l'entend clairement donner l'ordre de tous les exterminer », souligne Pierre Razoux, auteur de « La Guerre Iran-Irak » (Ed. Perrin), qui a eu accès aux conversations que l'ex-dictateur faisait enregistrer, pour la postérité, dans son bureau. Ce carnage fut le terrifiant point d'orgue d'une campagne menée depuis des mois par le cousin de Saddam Hussein, Ali Hassan al-Majid. Surnommé « Ali le Chimique », il avait reçu par décret les pleins pouvoirs pour « tuer tout être humain ou animal » dans le Kurdistan irakien. Hormis Halabja, plusieurs localités ont été gazées ; une douzaine de villes et 2 000 villages, détruits ; une centaine de milliers de Kurdes, tués.

En 2010, quand Gavriel Mairone a débarqué dans la ville martyre, Ali le Chimique venait d'être pendu avec une corde aussitôt offerte aux habitants de Halabja. Saddam Hussein, condamné par le nouveau régime pour « crimes contre l'humanité et génocide », principalement en raison des massacres perpétrés au Kurdistan irakien, avait été exécuté quatre ans auparavant. Les autorités kurdes voulaient désormais retrouver ce qu'elles appelaient ses « complices ». C'était la mission de Mairone. Pendant trois ans, ses équipes ont collecté des « milliers de documents ». « La France, bien sûr, n'est pas le seul pays impliqué », assure l'avocat de Chicago, qui promet de saisir bientôt la justice en Allemagne, en Espagne ou en Italie. A Paris, il travaille en duo avec un jeune confrère, David Père, spécialiste en droit pénal des affaires.

L'une des pièces maîtresses des deux avocats est un rapport confidentiel intitulé « Iraq's full, final and complete disclosure regarding chemical weapons » (« Compte rendu définitif et complet sur les armes chimiques en Irak »). Ce document a été rédigé par les Irakiens eux-mêmes en 1996, au

temps où Saddam Hussein était encore au pouvoir, à la demande de l'Unscoc, la Commission spéciale des Nations unies, chargée de contrôler, après l'invasion du Koweït et la première guerre du Golfe, la destruction des stocks de gaz. Ce rapport, confidentiel, retrace l'histoire secrète du programme chimique irakien (nom de code Projet 922). Des premières expérimentations jusqu'à l'édification du gigantesque complexe de Samarra, où seront fabriquées près de 4 000 tonnes de gaz moutarde, tabun, sarin ou d'agent VX. Le tout sous couvert d'un prétendu « State Establishment for Pesticide Production » (Etablissement public pour la Production de Pesticides), en cheville avec des entreprises qui, à travers toute la planète, ont vendu agents chimiques, matériel de laboratoire et expertises en tout genre. Ces transactions commerciales remplissent des centaines de pages et de tableaux récapitulatifs. En ce qui concerne la France, hormis des prestataires apparemment occasionnels, les sociétés Protec, De Dietrich et « La Carbonne Lorrana » (sic) figurent à plusieurs reprises dans les listings (voir encadré).

Ce rapport est-il crédible ? Un ex-inspecteur de l'Unscoc, interrogé par « le Nouvel Observateur », affirme l'avoir lu à l'époque. « J'ai vu le nom des entreprises, mais ce n'était pas notre sujet. On était seulement là pour veiller au démantèlement. En tout cas, après avoir eu ce rapport entre les mains, on se chambrailait entre collègues. Les inspecteurs allemands disaient aux Français : "Eh ! regardez, on n'est pas les seuls à avoir vendu". » A ce petit jeu, pourtant, il n'y avait pas photo. « Les Allemands, dit François Heisbourg, ont entièrement "designé" Samarra » ; selon certains experts, 52% des équipements seraient made in Germany et 21% d'origine française. « Dans cet immense complexe de 25 kilomètres carrés, situé en plein désert et protégé par une batterie de missiles, se souvient l'ancien inspecteur de l'Unscoc, on ne faisait que des armes chimiques. Il y avait les usines, les entrepôts où on remplissait les munitions de gaz toxiques et les bunkers souterrains pour les entreposer. » Le gigantisme de cette installation finira tout de même par inquiéter la CIA, qui, en 1984, alerte les autorités



Les bunkers de Samarra. « Tout le site était gardé par l'armée, dit l'un des avocats des plaignants, David Père (ci-dessous). Comment a-t-on pu croire qu'on n'y fabriquait que des pesticides ? » Samarra sera entièrement bombardée par l'armée américaine lors de l'invasion de 2003.



allemandes : la firme Karl Kolb, prévient l'agence, photos satellitaires à l'appui, est le principal constructeur de Samarra. Karl Kolb ? C'est cette même société qui, deux ans plus tard, contactera Roger Kiss, l'ex-PDG de Protec, pour lui « passer le relais ». Fin 1989, les douanes françaises perquisitionneront la petite entreprise de Mulhouse, mais l'affaire n'aura aucune suite. En Allemagne, en revanche, plusieurs dirigeants et cadres de Karl Kolb sont incarcérés (dont un ingénieur, Ewald Langer, qui à partir de février 1987 a aussi été salarié de... Protec). Tous s'en sortent avec des non-lieux ou quelques peines avec sursis. Ils ne pouvaient pas savoir, estiment les juges allemands, que le site de Samarra avait été « spécialement construit » dans le but de faire la guerre.

Qui savait quoi ?

Des usines de pesticides « pour lutter contre les criquets », des fabriques d'engrais, des laboratoires pharmaceutiques... Voilà à quoi les industriels qui se pressaient à Bagdad pensaient participer. C'est du moins ce qu'ils ont juré par la suite. « Comment les croire ? s'insurge David Père. Dès 1984, les attaques aux gaz mortels ont fait l'objet d'annonces publiques et de revendications par le régime de Saddam Hussein, largement relayées par la presse occidentale jusqu'à la fin de la guerre. » Selon l'avocat des victimes de Halabja, « les entreprises allemandes ou françaises savaient parfaitement ce qu'elles faisaient ». Une conviction partagée par deux journalistes du « Spiegel ». « On remarqua vite dans le monde de la

chimie que quelque chose ne tournait pas rond dans ces affaires avec l'Irak », racontent-ils dans un livre paru en 1990 (1). Des entrepreneurs ont d'ailleurs refusé les commandes du régime : « Pour moi, a assuré l'un d'eux aux auteurs, aucun doute n'était possible : il s'agissait bien de produire des substances innervantes. »

Aujourd'hui, en France, l'enquête ne fait que commencer. Elle a été confiée aux juges Claude Choquet, Emmanuelle Ducos et David De Pas, du pôle génocides et crimes contre l'humanité, récemment créé à Paris. Ils devront demander une copie officielle du rapport irakien à l'Unscoc. S'il est authentique, cela ne prouve pas forcément que toutes les sociétés citées ont bien commercé avec le régime de Saddam Hussein (les Irakiens ont pu mentir, ce ne serait pas la première fois). Il faudra surtout démontrer que ces entreprises n'ignoraient rien de ce qui se tramait à Samarra. Puis viendront les débats sur une possible prescription des faits ou sur leur qualification. C'est seulement depuis une dizaine d'années que les exportations de matériels dits « à double usage » (produits chimiques, réacteurs ou cuves en acier vitrifié) sont soumises à autorisation. « Notre seul objectif est de faire du droit, explique, au "pôle", Aurélie Devos, chef du parquet. Nous ne sommes là ni pour protéger des intérêts privés et commerciaux ni pour servir de levier aux ONG ou aux associations. »

Les victimes kurdes, elles, attendent une réparation évidemment financière, mais aussi morale. Elles n'ont pas oublié les molles condamnations de l'Occident et des organisations internationales au lendemain du gazage. Les images de Halabja, d'abord filmées par des reporters iraniens, avaient bouleversé l'opinion, mais de Jean-Pierre Chevènement, le ministre français de la Défense, à Javier Pérez de Cuéllar, le secrétaire général de l'ONU, on réclamait les « preuves » d'un bombardement à l'arme chimique et on s'interrogeait sur l'identité de ses utilisateurs. Les mêmes atermoiements que, vingt-cinq ans plus tard, pour la Syrie. La même gêne, sans doute, face à une tragédie annoncée... ■

(1) « Marchands de mort », par Hans Leyendecker et Richard Rickelmann, éd. Olivier Orban.

Spate of attacks on Shi'ite Muslims kills 59 people in Iraq

MOSUL, Iraq (Reuters) - Attacks on Shi'ite Muslims killed at least 59 people across Iraq on Thursday, including a suicide truck bomb targeting members of the country's Shabak minority, police and medics said.

There was no immediate claim of responsibility for any of the attacks, but Shi'ites are viewed as apostates by hardline Sunni Islamists who have been regrouping and gathering pace in an insurgency this year.

Militants linked to al Qaeda have in the past attacked Shabaks, who are mainly Shi'ite.

Sectarian tensions in Iraq and the wider Middle East have been brought to a boil by Syria's civil war, which has drawn Sunnis and Shi'ites from the region and beyond into battle.

Ten bombs exploded in primarily Shi'ite districts of the Iraqi capital late on Thursday, killing 44 people in all, police and medics said. One blast occurred near an amusement park north of Baghdad's Sadr City neighbourhood, killing six children.

Earlier in the day, a suicide bomber driving a truck packed with explosives blew himself up in



a village in the northern province of Nineveh, killing at least 15 Shabaks.

The village of Mwafaqiya, where the bomber struck, is home to many Shabak families who used to live in the provincial capital Mosul but fled the city after being threatened by militant groups.

"At 6 a.m. this morning, a suicide truck bomber detonated himself amid the houses of my village," said Qusay Abbas, a former Shabak representative in the Mosul provincial council. "There are still some people under the debris of their

houses."

Al Qaeda's Iraqi affiliate was forced underground in 2007 but has since regrouped and earlier this year merged with its Syrian counterpart to form the Islamic State of Iraq and the Levant. That group has claimed responsibility for attacks on both sides of the border.

It has also been nourished by growing resentment among Iraq's Sunni minority, which accuses the Shi'ite-led Baghdad government of marginalising their sect since coming to power following the U.S.-led invasion in 2003.

A raid by government security forces on a Sunni protest camp in April touched off a violent backlash by militants that is still going on. More than 6,000 people have been killed in acts of violence across the country this year, according to monitoring group Iraq Body Count.

Last month, at least 21 people were killed in a suicide bombing at a Shabak funeral in Nineveh, which lies just outside the boundary of the relatively secure and autonomous Kurdistan region.

"The recent rise in violence in Nineveh province calls for urgent action and strengthened security cooperation between the government of Iraq, the Nineveh provincial authorities and the Kurdish Regional Government," the U.N. envoy to Iraq, Nickolay Mladenov, said in a statement condemning the attack. ♦

Reporting by Kareem Raheem in Baghdad and Ziad al-Sinjari in Mosul



21 October 2013

Kurdish Concern over Iraq's Growing Military

By Yerevan Saeed

AUSTIN, Texas—Over the coming days Iraq is expected to receive a new batch of Mi-28 "Night Hunter" attack helicopters from Russia and other advanced weapons purchased from the United States.

This has worried Iraq's autonomous Kurds in the north, who fear that Iraqi weapons could be used against them in the future.

"The Kurds have no guarantee that those weapons will not be used against them," independent Kurdish MP in the Iraqi parliament Mahmoud Othamn told Rudaw. "I haven't heard any country say, 'I sell these weapons to this side but they will not be used against you.'"

Iraq has signed several arms deals with the US in the past few years. They include air defense and communications systems, 681 Stinger anti-aircraft missiles with 40 truck-mounted launchers, Hawk anti-aircraft batteries with 216 missiles, 19 mobile radio sys-

tems, 10 microwave radio systems, 12 Bell 412 EP transport helicopters and 50 Stryker armored vehicles equipped for nuclear, radiological, biological and chemical warfare that are worth more than \$5 billion in total.

In a separate contract in 2011, Iraq also bought 36 Lockheed Martin F-16IQ fighter jets worth \$4.3 billion, which have yet to be delivered.

The arms sales are, supposedly, aimed at strengthening Iraq's defense capabilities, counter terrorism abilities, improving internal security and for border protection.

As Iraqi Prime Minister Nuri al-Maliki is expected to visit Washington on November 1, it is imperative that the US administration and Congress ensure that these weapons will not be used against the Iraqi people.

Iraqi minorities, including the Kurds, Sunnis, Christians and others are concerned about the Iraqi Shi'ite government amassing such heavy weapons, fearing

Baghdad would use them to settle political differences.

Iraq's arms deals, be they with Russia or the US, have always especially unsettled the Kurds, whose memory of genocide and persecution under previous Iraqi regimes is still fresh.

Iraqi leaders have tried to placate Kurdish leaders with assurances that Iraq's is a national army with thousands of Kurds in its ranks already.

But the Kurdistan Region's Minister of Peshmarga Sheikh Jafar Mustafa told local media last year that Kurds make up less than 4 percent of the Iraqi army and security forces, while according to their population the Kurdish participation in federal security institutions should be no less than 17 percent.

Arguments by Iraqi leaders that new weapons are needed to combat terrorism in the country should be tested against the security situation in the Kurdistan Region: Without advanced weapons or technology Erbil has pro-

vided commendable stability and a secure safe haven for local Kurds as well as Iraqi Christians and Syrian refugees.

The other risk of arming Iraq is its strong ties with Syria and Baghdad's alleged support for the regime of Bashar al-Assad. The Iraqi prime minister has firmly stood with Assad by America's own admission; Iraq has served as a transit point for Iranian military support for the Syrian regime.

Most recently Ali al-Moussawi, media advisor to the Iraqi premier, said that Baghdad would not allow its territory and airspace to be used against Syria, referring to America's possible strike against the Damascus regime last month.

Also, Wathik Al-Battat, head of the al-Moukhtar Army that is allegedly backed by Iran, said recently that his militia group has 23,000 suicide bombers ready to attack US interests in the region, should the US strike Syria.

Last year, Iraq became the fourth-biggest recipient of ➤

► US aid, receiving \$1.683 billion from Washington.

The United States Department of State may believe that it could work to keep Iraq in America's orbit. But the religious, cultural

and historical ties between Iraq and Iran are too strong to be swayed.

Therefore, it seems that to counter Iran's influence in the region one good strategy might be for Washington to work with the

Iraqi Kurds. It was the Kurds who in 2003 threw their weight behind the US invasion of Iraq and regime change in the country.

The Kurdistan Region is also providing great investment opportunities for US oil and other com-

panies such as Exxon Mobil, Chevron, Hunt Oil and Marathon; the US may have to take this into account while dealing with Iraq's arms shopping spree.



22 October 2013

PKK threatens to renew fight in Turkey

Kurdish commander says armed group will resume uprising unless the Turkish government revives peace process soon.

Kurdish rebels are ready to re-enter Turkey from northern Iraq, the head of the group's political wing has said.

The statement by Cemil Bayik, a founding member of the Kurdistan Workers Party (PKK) at his mountain hideout, threatens to revive an uprising unless the Turkish government resumes its peace process soon.

Accusing Turkey of waging a proxy war against Kurds in Syria by backing rebels fighting them in the north, Bayik told Reuters news agency during an interview on Saturday that the PKK had the right to retaliate.

Syria's civil war has complicated Turkey's efforts to make peace with the Kurdish fighters, but the Turkish government strongly denies backing any rebel faction against Kurds in Syria and has held regular talks with the head of a Syrian Kurdish group close to the PKK.

Bayik, PKK's most senior figure at liberty, spoke at a small, heavily guarded house in the Qandil Mountain range in Iraq's Kurdish north, a badge featuring Abdullah Ocalan, the jailed PKK leader, pinned to a pocket on his guerrilla uniform.

Cadres' loyalty

Imprisoned on an island south of Istanbul, Ocalan commands the loyalty of a dedicated cadre of fighters - both men and women - who live in the mountains that straddle the borders between Turkey, Iran and Iraq.

Ocalan began talks with Turkish officials last year to halt a conflict that has left more than



Bayik, commander of PKK's armed wing, is considered a likely successor to Ocalan as the group's head [EPA]

40,000 people dead over the past three decades and earned the PKK a place on a list of "terrorist" organisations as designated by Turkey, the US and the EU.

In March, a ceasefire was called and Ocalan ordered his fighters to retreat from Turkey to Iraq's autonomous Kurdistan region, but the withdrawal was suspended last month as the rebels said Turkey had not held up its side of the bargain.

"The process has come to an end," Bayik said in the interview.

"Either they accept deep and meaningful negotiations with the Kurdish movement, or there will be a civil war in Turkey."

As prerequisites, Turkey must improve the conditions in which Ocalan is being held and

deal with him on equal terms, guarantee amendments to the constitution and enlist a third party to oversee any further steps in the process, he said.

"Now we are preparing ourselves to send the withdrawn groups back to North Kurdistan if the government does not accept our conditions," said Bayik, who shares his position with a female fighter.

He said the direction of the process would become clear "in the coming days".

Larger homeland

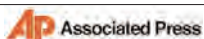
North Kurdistan is the term Kurds use to refer to the area of Turkey they lay claim to as part of a larger homeland that also takes in tracts of Iran, Iraq and Syria, referred to as East, South and West Kurdistan respectively.

The PKK took up arms against Turkey in 1984 with the aim of carving out a separate state in the southeast for the country's Kurds, which make up about 20 percent of the population but have long been denied basic political and cultural rights.

Ocalan has since changed his views on violence and statehood, and now seeks devolution of power to Kurds within each of the four countries where they are divided, with an overarching confederation to unite them across the borders.

Negotiations with the PKK were unthinkable until only a few years ago and Recep Tayyip Erdogan, the Turkish prime minister, has staked considerable political capital in peace efforts, widening cultural and language rights for Kurds at the risk of angering large parts of his grass-roots support base.

The effort to negotiate with Ocalan is seen as Turkey's best chance at ending a conflict that has tarnished its human-rights record, held back its EU candidacy and undermined economic growth. □



Iranian forces kill 3 members of Kurdish rebel group

TEHRAN, Iran - October 27, 2013 (AP)

AN IRANIAN state-owned newspaper is reporting that the country's Revolutionary Guards force has clashed with a Kurdish rebel group

near the Iraqi border, killing three.

The Sunday report by IRAN daily says the fighting with the PEJAK group took place near the Iranian Kurdish town of Baneh, some 488 kilometers (305 miles) west of Tehran.

The clashes late Friday were close to where rebels were reported to have killed five Guards earlier this month, in an area that sees occasional clashes between PEJAK, which claims it is fighting for greater rights for Iran's Kurdish community, and government troops.

Also Friday, according to media reports, an armed group in Iran's southeast killed 14 border guards in an ambush, prompting authorities to hang 16 of its members in retaliation. ○



French investigation into Kurdish murders eyes Turkey connections

PARIS - October 23, 2013 - By Nicholas Vinocur (Reuters)

FRENCH INVESTIGATORS trying to solve the murder of three Kurdish activists in Paris have collected evidence about the chief suspect's connections to Turkey, four sources with knowledge of the investigation told Reuters.

Police sources told Reuters the magistrate in charge of the case was about to lodge a formal appeal for information to Turkey about Omer Guney, a Turkish immigrant placed under formal investigation for the triple murder eight months ago.

The move could mark a turning point in the case, which has become a rallying cry for Europe's large population of ethnic Kurds. It comes after disclosures that Guney took at least three trips to Turkey and made dozens of phone calls to contacts there in the months before the killings, lawyers with access to investigation files told Reuters.

Turkey's justice ministry said it had so far received no request from France for judicial cooperation in the case.

"As of October 23, 2011, no request for legal assistance from French judicial authorities has been submitted to either the Turkish Justice Ministry or any other Turkish judicial institution," it said in a statement on its web site.

The murders of Sakine Cansiz, 55, a founding member of the Kurdistan Workers Party (PKK); Fidan Dogan, 32, a spokeswoman for the cause in France and Europe; and a trainee named Leyla Saylemez, 25, sent a shock-wave through Europe's large Kurdish community. The women were shot as ceasefire talks to end 29 years of war between the PKK and Turkey were starting.

The key question asked by lawyers and victims' family members is who ordered the killing. Kurds who gather each week by the crime scene say it was a political assassination.

French police quickly arrested Guney, 30. Surveillance footage placed him at the scene, and partial DNA from one of the victims was found on a parka belonging to him, lawyers said.

Guney, who says he is innocent, has been awaiting trial for eight months in solitary confinement near Paris. His lawyer, Anne-Sophie Laguens, said she planned to apply to have him freed under court supervision because he was not receiving proper treatment for a brain tumour that induced seizures.

Laguens said she was also waiting for answers from Turkey regarding her client's trips. Guney told investigators he had travelled to Turkey to find a wife and had bought tickets with disability payments he received from the French state.

POLITICAL FALLOUT

Lawyers both for Guney and the victims' families in France and in Turkey say the investigation has dragged due to concern about political fallout from a case involving two NATO allies linked by a 2011 bilateral security accord.

"It's my impression that we (the French investigation) have received more information in this case through Turkish media than through international cooperation," said Antoine Comte, a lawyer for the Kurdish victims in France.

Police sources said Turkey had earlier provided some biographical information about Guney, though the Turkish justice ministry statement made clear it had not been asked for any such cooperation.

A spokesman for France's foreign ministry said the French state exerts no influence over judicial investigations. Paris' anti-terrorism court denied that political tension was slowing down the case.

New evidence could upset a ceasefire brokered between the PKK and Turkey: Kurdish rebels are disappointed with Turkish efforts to address their grievances and have said they are considering whether to maintain the deal.

Lawyers also questioned the efficiency of judicial cooperation after the Turkish pro-government newspaper Bugun wrote that the prosecutor in Ankara had accused French authorities in August of failing to respond to



Members of the Kurdish community hold a banner showing the three Kurdish women, Fidan Dogan, Leyla Soeylemez and Sakine Cansiz (L-R), they are paying tribute to, in front of the Gare de l'Est railway station in Paris January 12, 2013.

his requests for details in the case.

Turkish media wrote earlier this year that the Ankara prosecutor is conducting a separate probe under an article of penal law which says a person who commits a crime abroad while in the service of the Turkish state can be tried in Turkey, even if he is already found guilty abroad and/or has served time.

Turkish media said the Ankara prosecutor is seeking to establish whether Guney was in the service of the Turkish state. The prosecutor's office did not respond to requests for comment.

"We feel that since the crime was committed in France, the real interlocutors are the French authorities. They must respond to the Turkish requests for information," said Meral Danis Bestas, a lawyer in Turkey for the victims' families.

Two pieces of evidence in investigation files highlight Guney's alleged ties to people in Turkey: three trips in August, October and December of 2012, and phone records from one of five cell phones that police say belonged to Guney. The latter show "dozens" of calls to Turkish numbers in the same period.

PHONE RECORDS

Comte said records of Guney's phone activity with Turkey were placed in the investigations file in July, five months after his arrest. These contacts could be crucial to finding out whether Guney was involved in the killings and, if so, with or without foreign backing. However, the details cannot be checked without help from Turkey, Comte said.

"You need an order from a Turkish judge to identify the interlocutors," said another lawyer for the victims' families, Jean-Louis Malterre.

In France lawyers for victims can join criminal proceedings. They have access to investigation files and participate in trials. The Turkish system has similar provisions.

While the French magistrate prepares to seek information from Turkey, one of the lawyers with access to the investigation file pointed to hold-ups on the French side.

A month after Guney's arrest, investigators from the French anti-terrorist unit, Sdat, checked the contents of a borrowed Peugeot car he used on the day of the killing; it was their second try. Dismantling the car, they found a passport behind the radio with stamps for three trips to Turkey, and a dry-cleaning bill dated a few days after the killings, Comte said.

"When Guney was brought in, they missed half the things in his car," the lawyer said. "The dry-cleaning bill didn't enter the investigation file until a month later. If you look at the transcripts of the first hours of questioning, all they are doing is trying to update their archives about PKK activities."

Police sources had no comment on allegations that evidence was missed in the first search of Guney's car. They said questioning had focused on his links to the PKK because he claimed to be a member. PKK officials have denied Guney was a member of the group.

The appeal to Turkey for judicial help, to be lodged by investigating magistrate Jeanne Duye, comes after similar requests were sent to Holland and Germany - where Guney lived for nine years - and received replies.

Other factors are also complicating the investigation. On September 25 Duye's computer containing judicial files was stolen from her home. Duye's office did not respond to a request for comment. Duye has not spoken publicly about the murder case. ●

TOUT EN SE DISANT «PRÊT» À FRAPPER LES «TERRORISTES» BARZANI AFFIRME Un Etat kurde est réalisable

www.lexpressiondz.com

Dans un entretien avec l'AFP à Erbil, le président kurde Massoud Barzani, a appelé les populations kurdes au dialogue avec les autorités des Etats dans lesquels elles vivent afin d'aboutir à un Etat indépendant.

Le président de la région autonome du Kurdistan irakien, Massoud Barzani, a estimé que la création d'un Etat kurde indépendant était un objectif réalisable mais uniquement par la voie du dialogue. «Avoir son propre Etat est un droit naturel pour le peuple kurde, mais cela ne peut se réaliser par la violence», a-t-il affirmé, estimant qu'il fallait donner le temps nécessaire à la réalisation de cet objectif. Pour lui, nous vivons dans une «époque de dialogue, et nous encourageons le dialogue entre les Kurdes et tous les Etats qui se partagent le Kurdistan». Les Kurdes sont principalement établis sur près d'un demi-million de kilomètres carrés aux confins de la Turquie, de l'Irak, de l'Irak et de la Syrie. Leur nombre total est évalué, selon les sources officielles ou kurdes,

entre 25 à 35 millions de personnes. Le plus grand nombre vit en Turquie (12 à 15 millions), suivie de l'Irak (environ 5 millions), de l'Irak (près de 4,5 millions) et de la Syrie (quelque 2 millions). Revendiquant la création d'un Kurdistan unifié, les Kurdes sont considérés comme une menace constante à l'intégrité territoriale des pays où ils sont installés. Les propos de M. Barzani interviennent alors que les pays de la région comptant des minorités kurdes sont traversés par des difficultés ou en guerre. L'Irak est soumis depuis plusieurs années à des sanctions internationales à cause de son programme nucléaire, l'Irak vit au rythme des attentats quotidiens et la Syrie est plongée dans un conflit sanglant depuis deux ans et demi. La Turquie est actuellement en pourparlers avec le PKK (rebelles indépendantistes kurdes), pour tenter de mettre un terme à un conflit qui a fait plus de 40.000 morts depuis 1984. «Nous ne voulons pas réaliser nos objectifs aux dépens des autres et s'ils font face à un conflit, les Kurdes doivent faire partie du règlement et doivent y contribuer, et non le compliquer», a dit M.Barzani. La



capitale du Kurdistan irakien, Erbil, doit accueillir un congrès réunissant des représentants des populations kurdes dans les quatre pays de la région. Selon M.Barzani, cette rencontre a pour but d'«unifier le discours kurde vis-à-vis du monde, des États de la région et des peuples avec lesquels ils cohabitent». Ce congrès qui doit examiner «une stratégie générale» prône un «dialogue pacifique, de fraternité pour la recherche de solutions démocratiques pacifiques à la question kurde». Par ailleurs, le président du Kurdistan irakien, a assuré que les autorités de cette région autonome n'hésiteraient pas «à frapper les terroristes où qu'ils soient», notamment en Syrie, après un attentat suicide perpétré fin septembre à Erbil. Revendiqué par un groupe présent en Syrie et

affilié à Al Qaïda, cet attentat contre le siège des services de sécurité locaux a fait 7 morts et plus de 60 blessés le 29 septembre, un fait rare dans une région relativement épargnée par les violences qui ensanglantent l'Irak quotidiennement. «Nous n'hésiterons pas à frapper les terroristes criminels où qu'ils soient», a affirmé M.Barzani, interrogé sur la possibilité d'une intervention kurde contre les insurgés en Irak ou en Syrie. «Il est de notre devoir de protéger les Kurdes où qu'ils soient si l'on en a la capacité», a souligné le président du Kurdistan irakien, qui a cependant fait une distinction entre une telle intervention et une implication dans la guerre civile en Syrie, que les Kurdes selon lui doivent éviter. Il a ainsi jugé que «les Kurdes devaient se tenir à égale distance» de toutes les parties en conflit pour que «le peuple kurde ne soit pas entraîné dans une guerre qui ne lui rapporte rien». Mais les forces kurdes de Syrie ont déjà été entraînées dans des combats avec les jihadistes qui ont poussé plusieurs dizaines de milliers de Kurdes syriens à se réfugier au Kurdistan irakien. □

AFP

Syrie: les liaisons dangereuses de la Turquie avec des rebelles extrémistes

Par Philippe ALFROY | AFP – dim. 20 octobre 2013

L'AFFAIRE des deux otages turcs libérés samedi après plus de deux mois de détention au Liban illustre les liens ambigus et dangereux de la Turquie avec certains groupes extrémistes hostiles au régime syrien, qui suscitent la réprobation de ses alliés occidentaux.

Les deux pilotes de la compagnie Turkish Airlines ont pu regagner Istanbul samedi soir en vertu d'un échange complexe, qui a vu le retour quasi-simultané à Beyrouth de neuf pèlerins libanais de confession chiite détenus pendant dix-sept mois par des rebelles syriens.

Les ravisseurs libanais de Murat Akpinar et de Murat Agca avaient expliqué qu'ils avaient voulu, avec ce double rapt, contraindre Ankara, soutien inconditionnel des adversaires de Bachar al-Assad, à faire pression sur le groupe syrien qui détenait les neuf Libanais.

"La réussite de ce processus (...) prouve une fois de plus l'importance régionale de la Turquie", s'est réjoui samedi sur son compte Twitter le ministre turc des Affaires étrangères Ahmet Davutoglu, se félicitant ainsi de sa médiation réussie.

Mais pour d'autres, cette prise d'otages qui visait directement la Turquie est d'abord une illustration du jeu dangereux joué par son Premier ministre Recep Tayyip Erdogan.

"Les Turcs ont soutenu certains groupes syriens radicaux en pariant sur une chute rapide du régime de Damas", analyse un diplomate occidental, "ils sont en train de se rendre compte que ceux qu'ils ont armés peuvent leur causer des problèmes".

Longtemps allié de Bachar al-Assad au nom de la politique dite du "zéro problème



avec les voisins" théorisée par M. Davutoglu, M. Erdogan a depuis fait volte-face pour devenir l'un des plus fervents partisans des rebelles qui ont juré la perte du président syrien.

Officiellement, la Turquie consacre son soutien à la seule Coalition de l'opposition syrienne. Mais, depuis quelques mois, nombreux sont ceux qui montrent du doigt ses préférences pour certaines factions rebelles extrémistes, affiliées à al-Qaïda.

En septembre, le coprésident du Parti kurde de la paix et de la démocratie (BDP) Selahattin Demirtas a dénoncé le soutien d'Ankara aux combattants de l'Etat ⇒

⇒ islamique en Irak et au Levant (EIL) et au Front al-Nosra dans les combats qui les ont opposés aux milices kurdes syriennes du PYD dans le nord de la Syrie.

Inquiétudes

Au début du mois, c'était au tour de l'ONG Human Rights Watch de mettre en cause la tolérance dont a fait preuve la Turquie à l'endroit des groupes jihadistes accusés d'avoir exécuté près de 70 civils début août en Syrie dans des villages alaouites. "La Turquie (...) ne doit pas servir de refuge à ceux qui violent les droits de l'Homme", a écrit HRW.

"Notre politique étrangère ne peut pas se réduire à des relations avec les populations sunnites ou les Frères musulmans", a renchéri cette semaine dans le quotidien Zaman un député de l'opposition, Aykan Erdemir, "la Turquie aurait dû faire une différence nette entre l'Armée syrienne libre et le Front al-Nosra".

Les pays occidentaux, qui répugnent à livrer des armes aux rebelles syriens de peur qu'elles ne tombent entre de mauvaises mains, sont eux aussi montés au créneau.

Ainsi que l'a récemment rapporté la presse américaine, Barack Obama s'est lui-même

inquiété des "liaisons dangereuses" de M. Erdogan avec ces groupes proches d'al-Qaïda.

Face à ces critiques, Ankara a été contraint de prendre publiquement ses distances avec ses protégés syriens et a commencé à amorcer un changement de cap.

"La Turquie n'a jamais autorisé de groupes liés à al-Qaïda à traverser ses frontières", a proclamé il y a quelques jours M. Davutoglu.

Premier signe tangible de ce revirement, l'artillerie turque a tiré mardi une salve d'obus sur des positions jihadistes de l'EIL.

"La Turquie a réévalué sa politique pour ne pas endommager ses relations avec ses alliés, mais surtout de crainte de devenir elle-même une cible des jihadistes", commente Sinan Ülgen, le directeur du Centre d'études économiques et de politique étrangère (EDAM), en soulignant les récentes menaces proférées par l'EIL à son endroit.

"Mais en deux ans, ces groupes ont eu le temps d'établir leurs propres réseaux en Turquie", ajoute M. Ülgen, "la question est donc de savoir si ce revirement n'arrive pas trop tard".

REUTERS

Le PKK menace de rompre le processus de paix en Turquie

22 octobre 2013, par Isabel Coles (Reuters)

MONTS QANDIL, Irak - Les séparatistes kurdes du PKK sont prêts à redescendre de leurs bases dans le nord de l'Irak pour combattre en Turquie si Ankara ne relance pas rapidement le processus de paix, avertit Cemil Bayik, chef de la branche politique du Parti des travailleurs du Kurdistan.

"Le processus arrive à son terme. Ou ils acceptent des négociations sérieuses avec le mouvement kurde, ou il y aura une guerre civile en Turquie", a-t-il dit dans une interview accordée à Reuters dans son repaire des monts Qandil, en Irak.

Cemil Bayik, l'un des membres fondateurs du PKK et le plus haut responsable du groupe en liberté, s'exprime dans une petite maison étroitement gardée. Un badge représentant Abdullah Öcalan, le chef du PKK emprisonné, est épinglé sur sa veste militaire.

En mars, Abdullah Öcalan a ordonné aux combattants du PKK de cesser le feu et de se retirer dans les montagnes du Kurdistan irakien, mais ce retrait a été suspendu le mois dernier, les rebelles estimant les propositions d'Ankara insuffisantes.

Sur le terrain, le commandement du PKK s'interroge sur la reconduction de la trêve en vigueur depuis six mois après la présentation par le gouvernement d'un ensemble de réformes des libertés publiques jugé décevant par les séparatistes.

Abdullah Öcalan, qui purge une peine de réclusion à vie sur l'île d'Imrali au sud d'Istanbul, a lui-même demandé il y a une semaine au gouvernement de Recep Tayyip Erdogan d'ouvrir des négociations "sérieuses".

Pour Cemil Bayik, le temps est désormais compté.

"Nous nous préparons aujourd'hui à renvoyer dans le Kurdistan-Nord les groupes (qui en avaient été) retirés si le gouvernement n'accepte pas nos conditions", a-t-il prévenu, ajoutant que la direction que prendra le processus serait claire "dans les prochains jours".

Le Kurdistan-Nord est le terme employé par les Kurdes pour désigner l'est de la Turquie à fort peuplement kurde. Les régions kurdes en Iran, Irak et Syrie sont respectivement distinguées par les suffixes -Est, -Sud et -Ouest.

"LA MENTALITÉ N'A PAS CHANGÉ"

Recep Tayyip Erdogan a dévoilé le 30 septembre un "plan pour la



démocratisation", prévoyant notamment d'abaisser de 10% à 5% le seuil permettant à un parti d'accéder au parlement, ce qui devrait bénéficier aux formations kurdes, et d'autoriser la langue kurde dans les écoles privées.

Mais le PKK, qui est officiellement interdit et mène depuis 29 ans une guérilla contre les autorités turques qui a fait plus de 40.000 morts, a jugé que les propositions du gouvernement manquaient à la fois de "l'esprit et (des) moyens nécessaires à une solution". Le mouvement séparatiste réclame des garanties constitutionnelles sur la

culture et l'identité kurdes, une plus grande autonomie ainsi qu'une modification des lois antiterroristes qui ont conduit des milliers de prisonniers politiques derrière les barreaux selon Cemil Bayik.

Pour le chef politique du PKK, le plan Erdogan est "vide" et "n'a rien à voir avec la démocratie". "La mentalité n'a pas changé", déplore-t-il.

Cemil Bayik accuse également la Turquie d'avoir profité du cessez-le-feu du PKK pour déplacer sa ligne de front contre les Kurdes de Syrie, où la guerre civile fait rage depuis deux ans.

Le PKK accuse Ankara et le prêcheur turc Fethullah Gulen de recruter et former des "groupes de bandits" pour combattre les Kurdes dans le nord-est de la Syrie. La Turquie dément armer les rebelles ou faciliter le passage d'éléments étrangers qui rejoignent les rangs de brigades djihadistes en Syrie.

Selon Cemil Bayik, les Kurdes de Syrie n'ont pas besoin du renfort du PKK. "Nous n'avons pas besoin de les envoyer au Kurdistan-Ouest. Si le gouvernement turc insiste pour combattre, le Kurdistan-Nord est le champ de bataille."

Sur les routes montagneuses du Kurdistan irakien, des points de contrôle gardés par des combattants du PKK, kalachnikov sur l'épaule, délimitent le territoire du mouvement séparatiste enclavé au sein du Kurdistan irakien.

Interrogé sur le rapprochement entre Ankara et la région autonome irakienne, Cemil Bayik dit ne rien avoir contre, du moment que les relations sont fondées sur "l'égalité, la liberté et la démocratie".

"Des relations basées sur le pétrole, le gaz et l'économie ne sont pas de bonnes relations, elles ne facilitent pas une solution à la question kurde", poursuit-il. "La Turquie a combattu le Kurdistan-Sud sur le terrain, elle veut maintenant gagner la guerre de l'intérieur." ●

Le Monde

Vendredi 18 octobre 2013

Un dialogue approfondi s'est noué à Genève sur le nucléaire iranien

L'Iran et les Six ne sont pas parvenus à une avancée majeure mais doivent se retrouver début novembre

Genève

Envoyés spéciaux

Pas d'avancée spectaculaire mais une nouvelle atmosphère de dialogue et des discussions approfondies. C'est sur ce résultat que se sont terminées, mercredi 16 octobre à Genève, les premières négociations sur le dossier nucléaire depuis l'élection du nouveau président iranien, Hassan Rohani. Les parties se sont entendues pour ne rien révéler du contenu de leurs discussions. Et surtout, elles sont convenues de se retrouver dans trois semaines, les 7 et 8 novembre, à Genève, afin de les poursuivre. Une autre rencontre, entre experts des deux bords, aura lieu d'ici là dans un lieu non précisé.

« C'étaient des réunions très intenses, très importantes (...), les plus détaillées que nous ayons jamais eues », a déclaré Catherine Ashton, la haute représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères, qui coiffe les négociations entre l'Iran et le groupe appelé P5 + 1 : les membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies (Etats-Unis, Russie, Chine, Royaume-Uni et France), ainsi que l'Allemagne. Même satisfaction à Washington, un porte-parole de la Maison Blanche ayant souligné une approche « sérieuse et substantielle dont nous n'avions pas été les témoins dans le passé ».

Après dix années marquées par un dialogue de sourds, le simple fait que les délégations présentes s'accordent sur un communiqué commun est déjà considéré, en soi, comme une avancée. Un constat partagé par Ali Vaez, spécialiste de l'Iran pour l'International Crisis Group. « Pour la première fois, analyse-t-il, les négociateurs parlent le même langage et travaillent sur la même feuille de route, c'est un réel progrès. »

A en croire les participants, une nouvelle dynamique a été enclenchée par les propositions de Téhéran, mais il était illusoire d'attendre des résultats tangibles en quarante-



Catherine Ashton et Mohammad Javad Zarif, mardi 15 octobre, à Genève. FABRICE COFFRINI/AP

huit heures. Un accord semble pourtant avoir été trouvé sur une méthode de travail comprenant deux phases principales : rétablir la confiance mutuelle, puis instituer la « transparence », en offrant des garanties aux inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). « Nous sommes déjà dans des tractations très sérieuses. Mais nos interlocuteurs ont besoin de temps pour digérer nos propositions. Disons qu'ils ont déjà fait la moitié du chemin », a déclaré Mohammad Javad Zarif, ministre iranien des affaires étrangères.

Quelle contrepartie ?

« Ce n'est pas dans la poche, les divergences demeurent », estime pour sa part un diplomate européen, sous le couvert de l'anonymat. A l'entendre, tout le monde n'est pas aussi pressé d'aboutir que la partie iranienne, laquelle évoque un calendrier de six mois, sans doute en raison de la pression qu'elle subit de la part des factions ultraconservatrices. Une urgence jugée secondaire par le diplomate

européen : « On n'est pas là pour signer un accord et sauver une équipe, mais pour avancer sur la menace de la prolifération des armes nucléaires », lâche-t-il. Même scepticisme côté russe : le vice-ministre russe des affaires étrangères, Sergueï Riabkov, a souligné le « niveau extrêmement faible de confiance mutuelle, pratiquement l'absence du niveau requis de confiance ». « Il n'y a pas lieu d'applaudir. Les choses auraient pu mieux tourner », a-t-il ajouté.

Selon une source bien informée, l'Iran a fait à Genève la liste de ce qui, de son point de vue, était négociable. La question est de savoir par quoi commencer – le plafonnement de l'enrichissement de l'uranium à 20 %, le nombre de centrifugeuses, la ratification du protocole additionnel de l'AIEA ou l'arrêt des activités de certains sites nucléaires –, mais surtout ce que l'Iran recevra en contrepartie : quelles sanctions peuvent être levées, quand et de quelle façon, provisoire ou permanente ? Deux experts américains des sanctions, l'un du départe-

ment d'Etat, l'autre du Trésor, ont été intégrés aux négociations.

« Le problème, c'est que vous pouvez facilement arrêter une centrifugeuse, alors que lever la moindre sanction est un processus bien plus complexe, qui passe le plus souvent par le Congrès et va demander beaucoup de courage politique à Barack Obama », estime Ali Vaez.

Or la délégation iranienne actuelle se méfie du principe « concessions tout de suite, récompenses plus tard ». Plusieurs de ses membres faisaient partie des négociateurs qui avaient accepté, en 2003, une suspension provisoire de l'enrichissement d'uranium – sans recevoir en retour le « package » évoqué par les Européens. Cela leur avait coûté cher. Mahmoud Ahmadinejad, soutenu par les Gardiens de la révolution, avait remporté la présidentielle de 2005 en faisant campagne contre la « trahison » de ces négociateurs, les limogeant tous une fois au pouvoir, y compris le président Rohani. ■

SERGI MICHEL

ET YVES-MICHEL RIOLS

Syrie. Qui veut vraiment aller à Genève et pourquoi ? Etat des lieux

Frantz Glasman

<http://syrie.blog.lemonde.fr>

Soutenue par Moscou et Washington, la tenue d'une conférence de paix à Genève reste à ce jour hypothétique. Une date située autour de la mi-novembre a été annoncée. Mais la disposition à participer des parties en conflit reste à démontrer, le régime et la principale faction de l'opposition affichant une intransigeance qui fait planer sur les négociations, avant même leur ouverture, l'ombre de l'échec.

Le cadre des discussions est pourtant clair. Adoptée le 27 septembre, la résolution 2118 du Conseil de sécurité des Nations unies "demande qu'une conférence internationale sur la Syrie soit organisée dans les meilleurs délais aux fins de la mise en œuvre du Communiqué de Genève". Egalement intitulé "Communiqué du Groupe d'action pour la Syrie", ce texte qui figure en Annexe II de ladite résolution a été adopté le 30 juin 2012, en présence des secrétaires-généraux des Nations unies et de la Ligue arabe, des ministres des affaires étrangères chinois, français, russe, britannique, américain, turc, koweïtien et qatari, et de la haute-représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères. Elaboré sous les auspices de Kofi Annan, alors envoyé spécial des Nations unies et de la Ligue arabe pour la Syrie, cet accord international prévoit une feuille de route en six points destinée à permettre à la Syrie de retrouver la paix. Il précise que les parties en conflit doivent s'engager à faire cesser la violence, libérer les détenus d'opinions, assurer la protection et la libre circulation des journalistes, respecter le droit de manifester et la liberté d'association, et assurer l'entrée des organisations internationales humanitaires dans les zones touchées par les combats. La mise en place d'une "autorité transitoire dotée des pleins pouvoirs exécutifs" et rassemblant des "membres de l'actuel gouvernement [et] de l'opposition" doit de son côté favoriser l'entame d'un processus politique permettant à la Syrie de devenir un Etat de droit.

Cette feuille de route constitue le seul scénario capable de ramener la paix en Syrie par la voix politique. Elle est soutenue par Moscou, aux yeux de qui une intervention militaire occidentale en Syrie, après la Libye, représenterait un nouvel échec diplomatique. C'est d'ailleurs sans doute à la demande des Russes que le "Communiqué de Genève" a trouvé sa place dans le texte de la résolution 2118. Après avoir réussi à réduire la problématique syrienne à l'arsenal chimique détenu par le régime, le Kremlin cherche à assurer la survie de son allié en associant la destruction des armes internationalement prohibées à un processus politique susceptible de déterminer



Réunion du Groupe d'action sur la Syrie (juin 2012)

@ REUTERS / Denis Balibouse

er l'avenir du pays. Moscou affecte ainsi de croire que le conflit syrien, qui dure depuis tente et un mois et qui trouve ses racines dans les pratiques autoritaires d'un régime au pouvoir depuis plus de quarante ans, pourrait se résoudre du fait de la bonne volonté affichée par Bachar Al-Assad dans l'opération de démantèlement de son arsenal illicite.

Cet optimisme est largement injustifié. Adopté il y a plus d'un an, le "Communiqué de Genève" n'a pu être mis en œuvre en raison d'une différence fondamentale d'interprétation du texte, qui n'a pas été remanié avant d'être reproduit en annexe de la résolution onusienne. Pour Moscou, rien ne précise que l'actuel président syrien doit être exclu de la transition syrienne. Pour les Américains, réticents à intervenir directement ou indirectement dans le conflit, le texte du communiqué indique implicitement que l'équipe dirigeante actuelle doit être exclue de tout processus politique, pour laisser place à un organe transitoire d'union nationale assumant la totalité du pouvoir exécutif. Washington, pour qui le désarmement syrien est considéré comme un gain stratégique, semble pourtant disposé à être moins vindicatif qu'auparavant sur le sort de Bachar Al-Assad. La fermeté russe et l'indécision américaine annoncent-elles la tenue des négociations ? C'est aux acteurs syriens qu'il faut le demander.

LA COALITION NATIONALE : REFUSER POUR SURVIVRE

La Coalition nationale des forces de l'opposition et de la Révolution syrienne (Coalition nationale) a une position claire sur la question d'éventuelles négociations avec le régime. Une lettre puis des propos de son président, Ahmad Al-Jarba, à la fin du mois de septembre 2013, ont pu donner le sentiment que l'opposition s'apprêtait à annoncer sa participation à des discussions. Mais ils

ont été sur-interprétés. Dans l'absolu, la Coalition nationale est favorable à une solution politique, mais pas à n'importe quel prix. Ses dirigeants ont déclaré à de multiples reprises qu'ils étaient disposés à s'asseoir à la table des négociations, mais à condition que le sort de Bachar Al-Assad fasse partie des sujets abordés. Cette position est partagée par un large spectre de l'opposition politique. Michel Kilo a ainsi déclaré qu'une participation à des négociations sans condition serait suicidaire. Les Frères musulmans, qui ont récemment réitéré leur attachement à la Coalition nationale et ont publiquement soutenu Ahmad To'ma, premier ministre provisoire nommé par celle-ci, ont de leur côté fait savoir qu'ils se retireraient de toute structure qui accepterait de discuter avec le régime dans l'état actuel des choses.

Un tel positionnement n'est pas une simple posture d'intransigeance politique. Il reflète la pensée du mouvement révolutionnaire de l'intérieur, qui refuse de s'asseoir à la même table que des dirigeants coupables de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité. Les Comités locaux de Coordination, structures horizontales apparues au début de la révolution et impliquées dans l'organisation des manifestations et la documentation des crimes et exactions perpétrés lors du conflit, ont ainsi rejeté toute solution politique qui n'impliquerait pas un départ de Bachar Al-Assad du pouvoir. Outre l'opposition des mouvements révolutionnaires civils à la tenue de discussions, il faut également prendre en compte le rejet du dialogue par les rebelles. Quel que soit leur positionnement idéologique, les insurgés refusent en bloc l'idée d'une solution politique qui verrait Bachar al-Assad se maintenir à la tête du pays. Un communiqué signé par une dizaine de groupes islamistes allant des djihadistes du Jabhat al-Nusra et du Harakat Ahrar al-Sham al-Islamiyya à des unités jusqu'alors affiliées au Conseil militaire suprême de Salim Idriss, telles que le Liwa al-Tawhid,

Liwa al-Islam et les Suqur al-Sham, a porté un coup sérieux à la légitimité de la Coalition nationale et mis en lumière son peu d'influence sur le cours des événements dans le pays. Quand bien même elle accepterait de discuter avec le régime, ces groupes ne reconnaîtraient pas de telles négociations et ne se plieraient pas à ce qui pourrait en résulter.

Accusée par le régime de n'être qu'un "groupe d'expatriés", alors que la majorité de ses membres sont des Syriens de l'intérieur contraints par ce même régime à fuir momentanément leur pays, et considérée par lui comme "non-représentative" du peuple syrien, la Coalition nationale ne défend donc pas autre chose que ce que les révolutionnaires réclament. Elle ne peut d'ailleurs faire autrement. Toute concession au régime lui serait immédiatement reprochée et achèverait de lui coûter la reconnaissance conditionnelle que les Syriens lui ont accordée. Déjà exaspérés par les querelles intestines qui minent l'opposition, ils n'accepteraient pas qu'elle prenne des décisions à l'encontre de celles de la "rue".

Georges Sabra, président du Conseil national syrien, a récemment soulevé un autre problème, lié à la crédibilité du processus politique qui doit conduire la Syrie vers le pluralisme et l'état de droit. Il s'est demandé comment discuter directement des principes démocratiques auxquels la Coalition nationale et ses diverses composantes sont toutes attachées, comme elles ne cessent de le rappeler, avec un régime qui a recours aux châtiments collectifs comme arme de guerre ? Comment parler d'égalité devant la Loi et de Justice avec des dirigeants qui ont ordonné hier l'usage d'armes chimiques contre leurs concitoyens et qui affament aujourd'hui leur population ? La crédibilité du processus est aussi ébranlée par le lien incongru établi par la communauté internationale, comme déjà évoqué, entre la destruction de l'arsenal chimique syrien et le processus de réconciliation politique. Comment imaginer que la guerre qui dure depuis plus de deux ans et demi pourrait être résolue par un démantèlement... qui risque de durer bien plus longtemps qu'on affecte de le croire aujourd'hui, alors que les atteintes aux droits de l'homme et l'assassinat de Syriens innocents se poursuivent dans l'ensemble du pays par tous les autres moyens à la disposition du régime ? Cette contradiction explique l'incompréhension manifestée par les Syriens pour l'attribution du prix Nobel 2013 à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques... Leur ligne rouge ne coïncide pas avec celle que Barack Obama a essayé de tracer, en fonction à la fois des intérêts américains et de sa propre disposition à agir. Le refus de dialoguer avec le régime n'est devenu un slogan et une exigence des révolutionnaires que le 8 juillet 2011, "Vendredi non au dialogue", soit quatre mois environ après le début d'un soulèvement populaire aussitôt réprimé dans le sang. Ils maintiennent aujourd'hui cette position. Et ils n'ont que faire de l'incompréhension ou des reproches de la communauté internationale, qui fait passer ses intérêts avant la vie de la

population syrienne et qui les modifie au gré des circonstances.

LE COMITÉ DE COORDINATION : PARTICIPER POUR EXISTER

Certains opposants font entendre un autre son de cloche. Le Comité de Coordination nationale des Forces de Changement démocratique (Coordination nationale) s'est prononcé depuis longtemps en faveur de négociations avec le régime. Créée fin juin 2011 par une dizaine de formations politiques d'inspiration nationaliste arabe ou de gauche, avec le concours d'opposants indépendants, la Coordination nationale est dirigée par le nassériste Hassan 'Abdel-Azim, président du Rassemblement national démocratique et secrétaire général de l'Union socialiste arabe démocratique. En raison de sa composition, la Coordination nationale est souvent qualifiée de "démocratique" et "séculière", face au reste de l'opposition qui ne serait ni l'une, ni l'autre. Une telle présentation, volontiers relayée par les médias et les alliés extérieurs du régime, est inexacte. Ce qui caractérise surtout la Coordination nationale par rapport à la Coalition nationale, c'est un positionnement proche de celui du Parti Baath et du Front national progressiste sur un certain nombre de questions, comme l'attachement au socialisme, la primauté du nationalisme arabe et le refus de toute interférence du religieux dans le politique. La Coalition nationale rassemble des Syriens au moins aussi "démocrates" et "séculiers" que ceux qui sont souvent leurs anciens camarades. Il en va de même du Conseil national syrien, dont l'actuel président, le chrétien Georges Sabra, est membre du Parti démocratique du Peuple syrien, ex-Parti communiste/bureau politique de Riyad Turk. On trouve dans la Coalition, comme dans le Conseil, des représentants des différentes composantes de la Déclaration de Damas pour le Changement national démocratique en Syrie, des membres de la nouvelle Union des Démocrates syriens de Michel Kilo et un large éventail de démocrates indépendants : Riad Seif, Suheir al-Atassi, Kamal al-Labwani, Walid al-Bounni, Burhan Ghalioun... pour ne citer qu'eux. En revanche, à la différence de la Coordination nationale, le Conseil national puis la Coalition nationale ont admis en leur sein des membres de certains groupes, comme les Frères musulmans, auxquels le régime syrien refuse toute présence et toute existence politique en Syrie, alors qu'ils rejettent l'Etat islamique et se prononcent depuis des années en faveur d'un Etat civil démocratique.

Dès sa création, la Coordination nationale a condamné la militarisation de la révolte et proscrit tout recours des révolutionnaires à une assistance internationale. Ce n'est qu'en septembre 2012 que, sous la pression des événements et de la rue, elle a amorcé un virage, acceptant de considérer l'Armée syrienne libre (ASL), c'est-à-dire le Conseil militaire suprême dirigé par le général Salim Idriss, comme "une des composantes de la révolution". C'est également durant le mois de septembre 2012 que le

groupe a appelé pour la première fois publiquement à la chute du régime en place en Syrie. Ces annonces tardives ont contribué à faire de la Coordination nationale, depuis son apparition, un acteur marginal et non reconnu de la révolution. Mal compensée par l'activisme médiatique que déploient ses représentants à l'extérieur, sa discrétion, pour ne pas dire son ambiguïté à l'intérieur, a empêché les révolutionnaires de la reconnaître comme l'une de ses composantes.

La Coordination nationale soutient aujourd'hui une solution négociée au conflit. Elle veut absolument en faire partie. Mais, sachant que pour ce faire elle devra compter davantage sur l'aval implicite du pouvoir en place et le soutien actif de ses alliés russes que sur celui des révolutionnaires, elle manœuvre et affiche la modération que l'on attend d'elle. Les seules préconditions qu'elle évoque ainsi aux négociations concernent la mise en place d'un climat favorable : l'arrêt des hostilités, la libération des prisonniers politiques, etc... Or, de notoriété publique, il s'agit là de revendications constamment ignorées ou délibérément piétinées par le régime depuis 2011. Son principal allié dans cette affaire reste Moscou, qui a fait de la Coordination nationale l'un de ses interlocuteurs privilégiés en Syrie. Les Russes apprécient sa constante retenue vis-à-vis du régime, son opposition résolue à la Coalition nationale et son aversion déclarée pour les "rebelles" en général et pour les combattants islamistes en particulier, auxquels elle impute une part de responsabilité dans la dégradation de la situation équivalente à celle du pouvoir.

LES KURDES : FAIRE MONTRE DE SOLIDARITÉ OU JOUER LEUR PROPRE CARTE

La participation des Kurdes pose un problème supplémentaire à l'opposition syrienne dans la perspective d'éventuelles ou d'hypothétiques négociations à Genève avec le régime. Les deux principaux groupements politiques kurdes sont en effet affiliés à des rassemblements de l'opposition différents. Le Parti de l'Union démocratique (PYD, ex-PKK syrien), composante majoritaire du Conseil du Kurdistan occidental et principale force politique kurde, a participé à la formation de la Coordination nationale. Son président, Saleh Muslim Mohammed, est jusqu'à ce jour présenté comme l'un de ses dirigeants. Il semble toutefois que le PYD ait pris ses distances avec cette structure et que sa priorité consiste désormais à conforter son emprise territoriale sur l'est et le nord de la Syrie. Cette emprise a été acquise non pas au terme d'affrontements avec les forces du régime, mais à la faveur du repli de l'armée régulière vers l'ouest et le sud du pays. Le parti a entrepris de créer dans ces deux zones une structure administrative provisoire, qui fait craindre à de nombreux opposants la répétition en Syrie du scénario autonomiste des Kurdes d'Irak. Comme la Coordination nationale, le PYD fait montre de volontarisme sur la tenue de négociations avec le régime. Reste évidemment en suspens la question de "l'iden-

tité" d'une délégation kurde à Genève. Le PYD s'y rendra-t-il en son nom propre, ce qui suppose qu'il soit accepté en tant que tel par les parrains de la rencontre, ou parviendra-t-il à composer avec l'ensemble des autres partis kurdes une délégation unique ?

Cette question provoque des tiraillements au sein du Conseil national kurde (CNK). Créé le 26 octobre 2011 sous les auspices de Massoud Barzani, président du gouvernement régional du Kurdistan irakien, le CNK est un rassemblement d'une quinzaine de partis politiques kurdes d'importance inégale. Il a longtemps été tenu à distance par l'opposition réunie dans le Conseil national syrien, dont une partie des membres et des dirigeants, encore imprégnés du nationalisme arabe en vigueur sous le règne du Baath, ne voulaient pas entendre les revendications de leurs compatriotes chez qui ils suspectaient une volonté séparatiste. Il s'est rapproché de la Coalition nationale au mois de septembre 2013. Il y est finalement entré, sur la base d'un accord qui reconnaît les droits constitutionnels et culturels kurdes, qui valide le principe d'une décentralisation administrative accordant une relative autonomie de gestion aux différentes régions du pays, et qui accepte la suppression du terme "arabe" dans la dénomination de la Syrie post-Bachar Al-Assad, qui sera alors la "République syrienne" sans autre qualificatif.

Le rapprochement entre le CNK et l'opposition nationale représentée par la Coalition nationale s'explique peut-être moins par les concessions faites par cette dernière dans l'intention de se rallier les Kurdes que par la situation du CNK au nord du pays. A Alep, à Hassaka et à Raqqa, où les affrontements entre islamistes et Kurdes se multiplient depuis plusieurs mois, ce sont les Unités de Protection du Peuple (YPG) qui ont pris en charge la défense des villes et villages où les Kurdes sont présents. Officiellement, ces Unités dépendent du Conseil suprême kurde (CSK), créé le 11 juillet 2012 à Irbil, grâce aux intenses efforts de rapprochement entre les différentes factions kurdes déployés par Massoud Barzani. Formé au moment où les troupes de Bachar Al-Assad amorçaient un retrait du nord du pays, le Conseil suprême kurde avait vocation à devenir la structure administrative au sein de laquelle auraient coopéré le Conseil national kurde et le PYD. Or il n'en a rien été. Le PYD n'a eu de cesse de remettre en cause l'accord d'Irbil. Il a veillé à conserver à son seul service les Unités de Protection du Peuple qu'il avait mises en place. Il n'a pas hésité pas à recourir à elles pour emprisonner, torturer et assassiner les voix kurdes critiques ou dissidentes. Il les a utilisées pour empêcher la création d'autres groupes armés kurdes, susceptibles de contester son autorité sans partage dans les zones majoritairement kurdes. Il s'en est servi pour s'opposer par la force au retour en Syrie de plusieurs milliers de déserteurs kurdes de l'armée syrienne réfugiés dans le Kurdistan irakien, parce qu'ils étaient proches du CNK. C'est donc en situation de faiblesse que ce dernier a accepté d'intégrer la Coalition nationale. Alors qu'il s'était

abstenu d'appeler ouvertement au fédéralisme, préférant militer pour une "décentralisation politique", il a été contraint de se satisfaire d'une "décentralisation administrative", une formulation source de nombreux blocages entre les deux partenaires par le passé. Isolé politiquement, il a choisi d'assouplir ses positions afin de trouver place dans l'opposition nationale.

Mais ce rapprochement pourrait ne pas durer. Les affrontements persistants entre islamistes et Kurdes, dans le nord et l'est du pays, favorisent une union sacrée chez ces derniers. Malgré les exactions dont ils sont victimes de la part du PYD et de son bras armé, les partis regroupés dans le CNK s'abstiennent de répondre à leurs provocations par la force. Ils considèrent en revanche avec réprobation le silence observé sur ces combats par l'opposition nationale avec laquelle ils se sont alliés, qui ne sait si elle doit redouter davantage la mainmise des djihadistes sur des portions accrues de territoire ou la possibilité de voir les Kurdes céder à la tentation autonomiste. Ils regrettent la timidité du communiqué diffusé par la Coalition nationale sur les tensions dans les gouvernorats du nord, qui n'a d'ailleurs eu aucun effet sur le terrain.

A l'heure où la communauté internationale paraît considérer que la solution à la crise en Syrie passe par des négociations entre les parties en conflit, le CNK est confronté au choix qu'il s'est abstenu de faire jusqu'à présent. Représentant des Kurdes au sein de la Coalition nationale, doit-il se plier à la décision de cette dernière de ne pas participer à des discussions ? Porteur des aspirations nationales kurdes, doit-il au contraire prendre le risque de se rendre à Genève pour y défendre sa vision de l'avenir des Kurdes de Syrie ? Et ne devrait-il pas, dans ce dernier cas, tenter de réactiver au préalable le Conseil Suprême Kurde, la coquille vide utilisée par le PYD comme couverture démocratique, de manière à donner du poids aux revendications que tous les deux partagent ?

Reste à savoir si les parrains de Genève 2, qui ont inscrit en toutes lettres dans l'Accord conclu en 2012 que "tous les groupes et tous les segments de la société syrienne doivent avoir les moyens de participer à un dialogue national", accepteront une telle solution. Les Russes ont déjà dit qu'ils y étaient favorables. Peu désireux d'ouvrir la boîte de Pandore d'une représentation séparée, sur une base ethnique ou autre, les Américains sont d'un avis contraire.

LE RÉGIME : CHOISIR SES INTERLOCUTEURS POUR CONTRÔLER L'EXERCICE

Souligner la division, l'intransigeance et la non-représentativité de l'opposition, comme certains se complaisent à le faire, ne doit pas conduire à considérer que le régime, qui aurait déjà composé sa délégation et qui montre une certaine souplesse dans le démantèlement de son arsenal chimique, veut réellement se rendre à Genève. Tout

suggère au contraire que, pour prévenir la tenue d'un exercice au cours duquel les deux parties devront inévitablement faire des concessions ou pour faire en sorte de ne discuter qu'avec les opposants qu'il aura lui-même sélectionnés, il met en œuvre une stratégie de disqualification de ses autres interlocuteurs.

Il s'en tient d'abord à une interprétation rigide de la feuille de route de Genève. Elle préconise "la mise en place d'une autorité transitoire dotée des pleins pouvoirs exécutifs", mais elle ne mentionne nulle part le départ du chef de l'Etat. On ne peut évidemment attendre de Bachar Al-Assad qu'il renonce volontairement à son pouvoir, alors que, grâce au soutien militaire et politique de ses alliés, il y reste jusqu'à ce jour solidement installé. On ne peut davantage attendre qu'il s'engage dans un véritable processus politique avec l'opposition. Il en a plusieurs fois accepté le principe au cours des années écoulées, mais il ne l'a jamais mis en application. Il sait que ce processus se traduira par une restriction de ses pouvoirs puisque la feuille de route stipule aussi que "c'est au peuple syrien qu'il appartient de décider de l'avenir du pays".

Ce qui l'intéresse donc, c'est encore une fois de gagner du temps en se posant en interlocuteur sérieux et résolu, une posture qui lui a jusqu'à présent plutôt réussi. Alors que l'utilisation des armes chimiques et le recours au blocus alimentaire contre sa propre population auraient dû lui valoir une condamnation devant la Cour pénale internationale ou au moins un statut de paria, il est aujourd'hui redevenu un partenaire de la communauté internationale. Certes, la résolution 2118 ne refait pas de lui l'interlocuteur reçu à Paris lors du sommet inaugural de l'Union pour la Méditerranée ou l'invité-vedette de la tribune présidentielle du 14 juillet 2008. Mais elle le place malgré tout dans une position favorable. Préoccupés en premier lieu par leur propre sécurité et celle de leurs amis Israéliens dans la région, les Occidentaux, Américains en tête, font depuis l'adoption de la résolution onusienne profil bas. Quelle garantie de respect de la résolution auraient-ils si celui qui a accepté sa mise en application venait à disparaître ? Conscient de cet avantage, Bachar Al-Assad affiche jusqu'à présent une parfaite collaboration avec la communauté internationale. Elle suffit pour convaincre les Occidentaux de fermer les yeux sur les autres atrocités commises en Syrie depuis bientôt trois ans, pourtant responsables de la mort de près de 99 % des victimes.

Alors que les pressions se multiplient sur la Coalition nationale pour qu'elle accepte de participer à des discussions sans conditions préalables, le régime formule des exigences qui compromettent toute négociation. Or, il est inutile de se cacher derrière son petit doigt : aucune solution politique ne pourra émerger en Syrie sans concessions du régime. Faute d'une telle perspective, la Coalition nationale, seule organisation d'opposition à laquelle a été reconnue la légitimité de la

représentation du peuple syrien, ne pourra se résoudre à se rendre à Genève. Affaiblie de jour en jour par le rejet d'une partie des révolutionnaires et des combattants de l'intérieur qui lui reprochent son incapacité, et instrumentalisée à l'extérieur par les Amis du peuple syrien qui paraissent n'avoir d'autre perspective que la préservation de leur sécurité, elle ne peut prendre le risque d'engager des pourparlers avec le régime sans avoir obtenu la certitude qu'il fera les concessions inscrites dans la feuille de route. Elle est de facto bloquée dans une posture intransigeante dont elle ne peut sortir, au risque d'être définitivement disqualifiée aux yeux de ceux dont elle se veut encore la voix. Tant que le régime affichera son refus de concéder, aucune issue politique ne pourra émerger.

Tout en posant ses propres conditions à des négociations, à savoir l'absence de préconditions de la part de l'opposition et l'exclusion du sort de Bachar Al-Assad des discussions, le régime syrien a choisi les interlocuteurs avec qui il serait prêt à discuter. La Coalition nationale n'en fait pas partie. Le ministre syrien des Affaires étrangères, Walid al-Moallem, a rejeté la possibilité de négocier avec elle, en raison de son "manque de représentativité" et de "l'antipatriotisme" qui l'a poussée à appeler à des frappes militaires étrangères en Syrie. Pour faire montre de flexibilité et orienter les regards dans le sens voulu par Damas, il a pris soin d'ajouter qu'il existe en Syrie une "opposition patriote respectable" avec qui le pouvoir pourrait envisager de discuter. Lui-même ne l'ayant pas précisé, pour ne pas sortir de l'ambiguïté à son détriment, il est malaisé de savoir à qui il fait exactement ainsi allusion.

Il se peut que ce soit à la Coordination nationale. Mais on observera aussitôt que, dans son comportement à son endroit, le régime a systématiquement manifesté jusqu'ici un profond mépris. Alors qu'ils se sont montrés constants dans leurs appels au dialogue et au maintien de la paix civile dans le pays, les militants de la Coordination nationale n'ont pas échappé eux-mêmes, depuis le début du soulèvement, à la vindicte et à la répression du régime. Le 22 septembre 2012, à peine rentrés de Chine où ils étaient en visite officielle, Abdel 'Aziz al-Khayyer, Iyas A'yash et Maher Tahhan ont été "kidnapés" par les redoutables services de renseignements de l'Armée de l'Air. Il leur était reproché d'avoir évoqué à l'étranger une possible "transition politique" en Syrie. Un an plus tard, et en dépit des troubles suscités par ces arrestations à Qardaha, fief des familles Al-Assad... et al-Khayyer, aucune nouvelle des intéressés ne permet de connaître leur sort. Quelque temps plus tard, le Dr. Adnan Wahbeh, membre-fondateur de la Coordination nationale, a été assassiné pour avoir soigné des manifestants. Un autre de ses membres, Ghazi Ghannam, a été enlevé. Plus récemment, Adnan al-Dibs, Youssef Abdelki et Tawfiq Omran ont été arrêtés à Tartous pour avoir signé une pétition. Seuls les deux derniers ont été relâchés après un séjour éprouvant dans les geôles des

moukhabarat...

Si le régime rejette absolument la Coalition nationale et méprise ou ignore la Coordination nationale, c'est pour mieux mettre en valeur les "opposants" avec lesquels il ne verrait aucun inconvénient à discuter : les membres de la Coalition des Forces de Changement pacifique. Fondée le 2 mai 2012, cette coalition réunit le Parti de la Volonté populaire de Qadri Jamil, l'aile dissidente du Parti syrien national dirigée par Ali Haydar, le Troisième Courant pour la Syrie de Mazen Maghrabiya, le Courant de la Voix du Changement pacifique de Fateh Jamous, le Rassemblement marxiste démocratique en Syrie de Nayef Salloum, le Courant de l'Action nationale et les Comités pour la Paix civile de Deir az-Zor, Qnaynes et 'Amouda. Ces formations font partie de la dernière génération des partis politiques syriens. Ils sont nés de "l'ouverture" arrachée à Bachar al-Assad par le mouvement révolutionnaire à ses débuts. Mais leur légalisation, via le décret sur le multipartisme du 24 juillet 2011, ne fait d'eux qu'une "opposition officielle" au régime syrien, puisque leur existence doit être validée... par Ali Mamlouk, en sa qualité de chef du Bureau de la Sécurité nationale.

L'une des plus en vue de ces formations, le Parti de la Volonté populaire, milite ainsi pour "un changement dans le régime [...] sous le leadership du Président". Son secrétaire général, Qadri Jamil, est un militant communiste de longue date qui a su profiter de la révolution. Il s'est imposé sur le devant de la scène en participant au comité d'amendement de la Constitution. Aux élections législatives qui ont suivi le référendum constitutionnel, il a uni son parti à celui d'Ali Haydar pour former le Front populaire pour le Changement et la Libération. Déçu par des résultats très en deçà de ses attentes, il a dénoncé - à juste titre... - un scrutin "truqué et manipulé" et appelé à la dissolution du Parlement. Il s'est finalement contenté d'un lot de consolation, acceptant dans le nouveau gouvernement constitué le 23 juin 2012 un poste beaucoup moins prestigieux que celui qu'on lui avait fait miroiter pour apaiser son courroux : 4ème vice-premier ministre, en charge des Affaires économiques et ministre du Commerce intérieur et de la Protection des Consommateurs. Bien que le gouvernement en question ait été présenté comme un gouvernement d'union nationale, puisqu'il ouvrait ses portes pour la première fois depuis 50 ans à des représentants de partis politiques n'appartenant ni au Baath, ni au Front national progressiste, il est impossible de voir dans sa nomination un signe d'ouverture politique du régime. Qadri Jamil n'a jamais appelé au départ de Bachar Al-Assad, et, lorsqu'en août 2012 il a eu le malheur de déclarer que des négociations entre le régime et l'opposition pourraient conduire à un changement, il a immédiatement été remis à sa place. Il ne joue qu'un rôle de façade au sein de l'équipe dirigeante actuelle, dont la liberté de décision et de manœuvre par rapport aux services de sécurité reste insignifiante. En raison de ses relations de longue

date avec la Russie, il sert d'intermédiaire avec Moscou où il s'est rendu à de multiples reprises pour négocier des livraisons de carburants, de gaz, mais aussi l'approvisionnement de la Banque centrale en devises et la mise en place d'un prêt. Bref, il joue les utilités et sert au gouvernement de vitrine démocratique, assumant des responsabilités qui, compte-tenu de la dégradation constante de la situation économique, en feront en temps opportun un excellent bouc émissaire.

L'a situation d'Ali Haydar n'est guère différente. Camarade d'université de Bachar Al-Assad, il a été nommé dans le même gouvernement que Qadri Jamil au poste de Ministre de la Réconciliation. Comme celui des Affaires économiques, ce poste s'apparente à un siège éjectable. Celui qui l'occupera au moment du bilan devra faire ses valises à ses risques et périls... Ali Haydar a toutefois été plus difficile à accrocher au tableau de chasse du gouvernement que son allié. L'assassinat de son fils, Ismaïl Haydar, tué le 2 mai 2012 par des "inconnus", y a été pour beaucoup. Le régime a fait porter la responsabilité de ce meurtre à "l'opposition", mais le positionnement du jeune homme laisse peu de place au doute : fervent militant de la révolution, il avait participé à de nombreuses manifestations à Damas même, au cours desquelles il n'avait jamais dissimulé ses idées. A ce jour, le processus de réconciliation piloté depuis plus d'un an par Ali Haydar n'a produit aucun effet notable. Il ne peut mettre en avant que la libération de quelques dizaines de prisonniers injustement détenus dans les geôles du régime, et l'obtention de quelques "trêves" mineures. Il a récemment montré comment il comprenait son rôle et manifestait son "opposition" au régime en rencontrant Ali Kayali, chef de la "Résistance syrienne", un groupe sectaire proche du régime basé dans la région côtière, dont l'implication est suspectée dans les massacres de civils commis en juillet 2013 à Baniyas et al-Bayda. A en juger au meurtre de sept membres du comité local de réconciliation de Homs, exécutés de sang-froid à la mi-juillet par des chabbiha parce qu'ils étaient sunnites, le régime lui-même n'accorde guère d'intérêt à une quelconque réconciliation.

Chefs de partis "indépendants", Ali Haydar et Qadri Jamil incarnent donc la seule "opposition" avec laquelle le régime pourrait accepter de discuter, certain qu'avec ce genre d'interlocuteurs, ni son autorité, ni sa pérennité ne seront contestées.

Alors que les Russes imputent aux Européens et aux Américains les réticences de la Coalition nationale à se rendre à Genève, ils se refusent jusqu'à présent à exercer la moindre pression sur Bachar Al-Assad pour qu'il accepte les concessions indispensables à l'ouverture politique espérée. Dans ces conditions, si elles ont lieu, les négociations de Genève n'aboutiront nullement à une solution. Elles permettront au mieux au régime de gagner du temps. ■

LA DÉMOCRATIE S'ENRACINE AU KURDISTAN

Par KENDAL NEZAN, *président de l'Institut kurde de Paris*

L'événement est passé inaperçu dans nos médias. Pourtant il est de portée régionale et constitue par les temps qui courent l'une des rares bonnes nouvelles qui nous arrivent du Proche-Orient.

Dans un Irak déchiré par d'incessants conflits confessionnels sunnites-chiïtes, les Kurdes viennent de réaliser le tour de force de tenir des élections libres et démocratiques pour renouveler leur Parlement.

Une trentaine de partis et groupes politiques, pas moins d'un millier de candidats représentant toute la diversité politique, culturelle et religieuse du Kurdistan ont animé une campagne électorale qui, malgré quelques incidents çà et là, s'est déroulée dans le calme. Environ 74% des électeurs ont pris part à un scrutin qui, de l'avis des observateurs locaux et internationaux, dont ceux de la Ligue arabe, a été libre.

De ce fait, les résultats annoncés le 21 octobre par le Haut Comité électoral irakien n'ont pas été contestés par les perdants, ce qui est rare dans les jeunes démocraties et démontre un degré insoupçonné de maturité politique de la société kurde.

Cette maturité se manifeste aussi dans les résultats du scrutin. Le vieux Parti démocratique du Kurdistan (PDK), fondé en 1946 par le général Barzani, figure légendaire de la résistance kurde et dirigé actuellement par son fils, Massoud Barzani, président élu au suffrage universel du Kurdistan, arrive largement en tête, avec 38 sièges. Après plus de deux décennies de pouvoir, son score souffre d'une érosion d'environ 4%.

Son rival historique, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), fondée en 1976 par l'actuel président irakien Jalal Talabani, n'obtient que 18 sièges, passant ainsi derrière Goran (Changement), le nouveau parti créé par les dissidents de l'UPK il y a cinq ans qui disposera de 24 sièges contre 25 dans la précédente législature.

A côté de ces formations laïques, les deux partis islamiques kurdes qui ont fait campagne sur leur thème favori de lutte contre la corruption financière et morale, améliorent légèrement leur score en obtenant 16 sièges. Les petits partis, communiste et socialiste, et deux autres groupes obtenant chacun un siège.

A ces 100 députés élus directement au suffrage universel s'ajoutent les 11 députés représentant les minorités ethniques et religieuses, à savoir 5 chrétiens assyro-chaldéens, 5 Turcomans et 1 Arménien. En dehors de ce contingent réservé, un citoyen chrétien ou turcoman peut aussi être candidat et élu sur l'une ou l'autre des listes des grands partis.

Les femmes représentent 30% des parlementaires du Kurdistan. Dans les semaines à venir un gouvernement sinon d'union nationale, du moins largement représentatif sera formé avec pour mission de poursuivre la reconstruction économique et institutionnelle du Kurdistan, dans un environnement régional instable et périlleux.

Après des décennies de dictature et de souffrances, suivie de querelles internes pour le partage du pouvoir les Kurdes ont progressivement élaboré un modèle démocratique soucieux de représenter au mieux toute la diversité de leur société et de ne pas discriminer les minorités politiques ou religieuses sous l'alibi théorique d'universalisme.

Ce souci se traduit aussi en pratique par la reconnaissance des droits spécifiques pour les minorités. Les chrétiens du Kurdistan ont des écoles et des médias dans leur langue antique, l'araméen, qui fut celle du

Ils ont toute la liberté de construire, en fonction de leur besoins, des églises sans aucune restriction. De même les Turcomans, qui parlent une langue apparentée au turc, disposent d'un enseignement public et des médias en leur langue.

Le Kurdistan reste le seul pays du Proche-Orient qui ne compte aucun prisonnier d'opinion, aucun prisonnier politique.

Au-delà des rites électoraux, du respect du pluralisme et des libertés la démocratie s'enracine au Kurdistan où une société civile vibrante, des médias indépendants commencent à jouer leur rôle d'indispensables contre-pouvoirs démocratique.

On ne peut s'empêcher de comparer la démocratie kurde émergente à la démocratie à la turque, que ses alliés de l'OTAN ont longtemps présentée comme un modèle à suivre pour le reste du monde musulman. Près de six décennies après son passage au multipartisme et après une théorie de « paquets de démocratisation », la Turquie de M. Erdogan en est encore à présenter comme « un grand progrès démocratique », le projet d'autoriser l'enseignement en kurde dans des écoles privées. Dans ce pays qui, selon la Commission européenne, compte de 15 à 18 millions de Kurdes, ces derniers, qui ont longtemps dû payer (des amendes) pour parler leur langue interdite, sont à présent appelés à payer pour que leurs enfants reçoivent un enseignement dans la langue de leurs ancêtres dans leur propre pays. Cela alors que Ankara, intarissable sur le manque d'équité des Européens, revendique rien moins qu'un statut confédéral pour les quelques 200.000 Turcs chypriotes. Les quelques milliers de rescapés grecs d'Istanbul ne sont toujours pas autorisés à rouvrir le séminaire orthodoxe de Heybeliada, interdit depuis 1971, pour former leurs prêtres.

Les Arméniens attendent toujours la reconnaissance du génocide dont ils furent victimes en 1915.

Le modèle turc s'accommode aussi de plusieurs milliers de prisonniers politiques dont des députés, des dizaines de journalistes et d'avocats.

Il peut, dans son intransigeance nationaliste, pousser le ridicule jusqu'à interdire l'usage de certaines lettres de l'alphabet (q, x, w) simplement parce qu'elles sont utilisées dans l'écriture kurde latine alors que le turc les ignore. ■

L'opposition syrienne sous pression pour négocier avec Damas

L'Union européenne et les Etats-Unis tentent de convaincre les représentants de l'insurrection de participer à la conférence de paix dite Genève 2

Il y a quelques jours, dans un geste de dépit et de colère, plusieurs figures de l'opposition syrienne ont suggéré d'envoyer une cinquantaine de prisonniers et de martyrs siéger à Genève 2, la conférence de paix envisagée pour la fin novembre. « C'était une manière de dire "allez au diable", nous ne participerons pas à Genève 2 », explique Abdul Ahad Astephoa, l'un des auteurs de cette déclaration rageuse, membre de la Coalition nationale syrienne (CNS), le principal rassemblement d'opposants au régime Assad.

Alors que ses dirigeants devaient rencontrer mardi 22 octobre à Londres des représentants des onze pays arabes et occidentaux qui forment le noyau dur des Amis de la Syrie (le groupe de soutien à l'opposition syrienne), la CNS est sous pression pour se rallier à Genève 2. Lundi, en marge d'une réunion à Luxembourg, les ministres des affaires étrangères de l'Union européenne l'ont exhortée à « jouer un rôle de premier plan » dans ces négociations en forme de serpent de mer, annoncées puis repoussées à de multiples reprises depuis le printemps.

« La semaine dernière, nous avons vu défiler les ambassadeurs des Vingt-Huit dans nos bureaux d'Istanbul », raconte M. Astephoa. Personnellement, j'en ai vu neuf. Nous ne sommes pas opposés par principe à une solution politique. Au contraire même. Mais il n'est décemment pas possible de s'asseoir à la même table que des représentants du régime quand celui-ci affame La Ghouta, après l'avoir bombardée à l'arme chimique. »

Une allusion aux localités de la banlieue de Damas, qui comme Mouadamiya Al-Cham, ont été la cible de l'attaque au sarin du 21 août et sont actuellement assiégées par l'armée syrienne. « De toute façon, l'Europe est hors jeu dans cette affaire qui s'apparente à une partie de ping-pong entre Russes et Américains », poursuit Abdul Ahad Astephoa. Pourquoi devrions-nous la suivre ? »

Baptisée en référence au communiqué élaboré en juin 2012, sur

les bords du lac Léman sous les auspices de Washington et de Moscou, la conférence de Genève 2 a pour ambition de préparer l'après conflit. Elle est censée mener à la mise en place d'une « autorité transitoire dotée des pleins pouvoirs exécutifs » et rassemblant « des mem-

« De toute façon, l'Europe est hors jeu dans cette affaire (...). Pourquoi devrions-nous la suivre ? »

Abdul Ahad Astephoa
membre de la CNS

bres de l'actuel gouvernement et de l'opposition ». Très vite, cette initiative s'est enlisée, victime de l'interprétation divergente qu'Américains et Russes font du communiqué, les premiers estimant qu'il postule la mise sur la touche du président Bachar Al-Assad, alors que les seconds se refusent à lâcher leur principal allié au Proche-Orient.

Mais le récent rapprochement entre les deux grandes puissances, scellé par la résolution 2118 du Conseil de sécurité des Nations unies, qui a lancé, à la fin septembre, le processus de désarmement chimique de la Syrie, a ranimé aussi les discussions sur Genève 2. Un développement encouragé par le président de la CNS, Ahmed Jarba, qui dans une lettre envoyée le 19 septembre à l'ONU, se disait prêt à participer à une telle réunion, pour autant qu'elle se tienne sur la base du texte de juin 2012. Plusieurs responsables internationaux, dont le secrétaire général de la Ligue arabe, Nabil Al-Arabi, ont alors avancé le 23 novembre, comme date d'ouverture, ce que ni les Etats-Unis ni la Russie n'ont pour l'instant confirmé.

Et pour cause. Soit parce que ses propos ont été mal interprétés, soit parce qu'il a sous-estimé l'ampleur de l'opposition à Genève 2 au sein de ses troupes, Ahmed Jarba paraît aujourd'hui beaucoup moins partant. A la mi-octobre, le Conseil

national syrien, le principal courant de la CNS, a ainsi annoncé qu'il ne participerait pas à cette conférence, menaçant de faire scission si la Coalition y assistait. Cette position est partagée, avec plus ou moins de nuances, par la plupart des membres de la CNS, notamment le groupe de Michel Kilo, une figure de l'opposition laïque.

Outre leur répugnance à siéger dans les circonstances actuelles avec des émissaires de Damas et leur peu de confiance pour le président américain Barack Obama après sa volte-face sur les frappes contre Damas, les cadres de la CNS redoutent de perdre le peu de soutien qu'il leur reste parmi la base révolutionnaire. A la fin septembre, plusieurs dizaines de groupes armés, parmi les plus puissantes de l'insurrection, avaient publiquement rompu avec l'Armée syrienne libre, la branche militaire de la CNS, en mettant en avant leur refus de toute participation à Genève 2. La Coalition est censée adopter une position définitive sur le sujet lors de son assemblée générale, prévue les 1^{er} et 2 novembre à Istanbul. « Même si certains membres sont à titre privé en faveur d'une participation, je crois que la position de refus s'imposera facilement », prédit Abdul Ahad Astephoa.

Cette probabilité est d'autant plus grande que le pouvoir syrien, après avoir entretenu l'idée qu'il était disposé à s'asseoir à la table des négociations, donne désormais des signaux contraires. Dans une longue interview diffusée lundi soir par la chaîne libanaise Al-Mayadeen, M. Assad a estimé que « les conditions n'étaient pas encore réunies si nous voulons [ue Genève-2] réussisse », qualifiant notamment les Frères musulmans, l'un des piliers de la CNS, de « groupe terroriste et opportuniste ».

En dépit de ces déconvenues, l'émissaire de l'ONU et de la Ligue arabe pour la Syrie, Lakhdar Brahimi, poursuit sa tournée régionale. Il est attendu dans les prochains jours à Damas. ■

BENJAMIN BARTHE

La Turquie d'Erdogan peut-elle entrer dans l'Europe ?

Les négociations en vue de l'adhésion de la Turquie à l'Union reprennent... à reculons, pour les Européens comme pour les Turcs. Analyse.

Par Quentin Raverdy

Après bientôt 15 ans de négociations restées lettre morte, les Turcs délaissent peu à peu l'idée européenne. "En 2004, selon les euro-baromètres, près de 70 % de la population turque était favorable à l'adhésion à l'UE. Aujourd'hui, on en compterait à peine 40 %", constate Bastien Alex, chercheur à l'Iris (Institut de relations internationales et stratégiques). "Les Turcs sont un peuple fier, dont le sentiment nationaliste reste fort. L'attitude de certains dirigeants européens a nourri leur impression d'être considérés comme des citoyens de seconde zone, alors logiquement, certains se sont détournés de l'UE", précise le chercheur.

Pour autant, l'idée de rejoindre l'Europe des 28 anime encore le pays, du moins sa scène politique. Et très vite, après l'annonce d'une relance des négociations d'adhésion, on pouvait entendre le ministre turc des Affaires européennes, Egemen Bagis, exalter "le niveau atteint aujourd'hui par la Turquie en termes de démocratisation, de droits de l'homme et de développement économique", au plus près "des standards de l'UE". [cliquez ici](#)

Désaccords historiques

Malgré ce signe de réchauffement dans les relations entre Européens et Turcs, les mêmes pommes de discorde demeurent. Outre les craintes tenaces des Européens sur les points démographiques (la Turquie compte près de 76 millions d'habitants), culturels (la population est à 95 % musulmane) ou géographiques (seulement 3 % du territoire turc se situe en Europe), des questions restent sans réponse de la part d'Ankara : le sort des Kurdes, les atteintes au droit des femmes, l'occupation par l'armée nationale du nord de l'île de Chypre (depuis 1974). Autant de barrières difficilement franchissables dans l'éventualité d'une adhésion. Preuve que le processus peine à avancer : sur les 35 chapitres de négociation à traiter, treize ont été ouverts et un seul a été clos (science et recherche).

Et de nouvelles ombres viennent noircir le tableau de ces désaccords historiques.



Des milliers de Turcs sont descendus dans les rues en juin dernier pour contester l'autoritarisme du gouvernement.
© Aris Messinis / AFP

Abonnée depuis plusieurs années au très peu gratifiant podium des nations les plus mises en cause par la Cour européenne des droits de l'homme (2e derrière la Russie), la Turquie opère un virage autoritaire sans précédent. En juin dernier, la réouverture des négociations avait été reportée - sur demande allemande et néerlandaise -, la police de l'État turc ayant fait preuve d'une rare violence lors de manifestations dans le pays. Quatre personnes ont perdu la vie et plus de 8 000 ont été blessées dans des violences policières en juin dernier. Dans tous le pays, plusieurs centaines de milliers de personnes étaient descendues dans les rues pour dénoncer l'autoritarisme grandissant du pouvoir et les restrictions des libertés.

Un glissement autoritaire

"Depuis trois ans, il y a un glissement autoritaire du pouvoir, la liberté d'expression en a grandement souffert", estime Bastien Alex. "Ce type de dérive peut arriver dans les pays où un parti obtient un score si élevé (l'AKP, le parti conservateur au pouvoir, a obtenu près de 47 % des voix en 2007 puis environ 50 % en 2011, NDLR)". Une forme d'ivresse du pouvoir qui pousse désormais Recep Tayyip Erdogan à vouloir faire rentrer tout le monde dans le rang. Et par la force, s'il le faut.

Le Premier ministre, en poste depuis 2002, entend ainsi marquer la politique turque de son empreinte et rester comme celui qui a débarrassé le pays de l'omnipotence militaire. En effet, depuis l'instauration de la République en 1923 par Mustafa Kemal Atatürk, l'armée jouit d'une forte influence et du statut de "garante de la

laïcité". En 1997, cette dernière n'avait pas hésité à pousser à la démission le gouvernement de Necmettin Erbakan, alors premier islamiste turc à accéder au pouvoir. Mais depuis près d'un an, le gouvernement d'Erdogan s'emploie à épurer l'armée de ses généraux les plus récalcitrants. En août puis en septembre, deux procès retentissants, Ergenekon et Balyoz, vont conduire en prison plusieurs dizaines de généraux turcs soupçonnés de vouloir déstabiliser, voire de faire tomber, le pouvoir en place.

Islamisation rampante

Problème : pour de nombreux Turcs, cette mise au pas de l'armée autorise désormais une dérive islamiste. Si l'AKP n'est pas officiellement un parti islamiste - du moins dans ses textes -, la formation politique tend cependant à imposer sa vision très conservatrice en matière de société. Plusieurs projets de loi ont fait bondir les défenseurs de la laïcité, notamment quand a été évoqué un possible retour du voile dans les universités. En mai dernier, l'AKP est aussi parvenu à faire interdire la vente d'alcool entre 22 heures et 6 heures ou le sponsoring d'événements par des marques de boissons alcoolisées. Un signe pour beaucoup d'une islamisation rampante du pays.

Pour autant, Bastien Alex tient à rappeler que "si l'AKP peut être qualifié d'islamo-conservateur, il semble excessif de l'accuser de remettre en cause l'héritage laïc du pays". Le parti se sait surveillé. En 2008, il a en effet échappé de très peu à une interdiction pure et simple par la Cour constitutionnelle turque, étant soupçonné d'"activités anti-laïques".

Une Turquie d'influence

Malgré cette situation politique intérieure houleuse, la Turquie reste l'une des grandes puissances de la région. Un atout de taille pour le pays dans le processus d'adhésion à l'UE, et plus généralement dans sa quête de reconnaissance internationale. Avec l'arrivée de l'AKP, conservateur mais ultra-libéral sur le plan économique, le pays s'est ouvert sur ses voisins et a connu une décennie de forte croissance, même si celle-ci s'essouffle aujourd'hui. Dix-septième économie mondiale, la Turquie jouit ainsi d'une place de choix dans les relations économiques avec l'Union européenne : "Plus de 50 % des exportations et des importations turques se font avec l'UE, estime Didier Billion, directeur adjoint de l'Iris et spécialiste de la Turquie. Et 75 % des investissements dans le pays sont originaires d'Europe."

La Turquie de 2013 a aussi un véritable rôle à jouer sur le plan stratégique et diplomatique. Depuis 2002, le gouvernement Erdogan s'est engagé à faire de son pays un acteur central dans la région. Membre de l'Otan depuis 1952, ➤

➤ la Turquie s'est récemment illustrée dans son importante implication dans le conflit syrien, en soutenant l'opposition (parfois djihadiste) au régime de Bachar el-Assad. Pour Didier Billion, ce positionnement de la Turquie, zone tampon entre l'Europe et le Moyen-Orient, serait un véritable atout pour l'Union européenne. "Si cette dernière voulait se doter d'une véritable politique diplomatique et de

défense d'ampleur, l'adhésion de la Turquie lui donnerait un poids de taille, par sa position géographique, son poids historique et son influence régionale".

L'année 2014 sera l'année de tous les défis pour la Turquie et le gouvernement Erdogan : sur le front politique, l'AKP sera exposé lors des municipales. En fin d'année, ce sera à Erdogan lui-même de

tester sa propre popularité. L'homme devrait être candidat à la première élection présidentielle au suffrage universel. Enfin, 2014 marquera le centenaire du génocide arménien, un des principaux points de discorde entre la Turquie et l'Union européenne. Un sujet sur lequel l'AKP n'entend rien lâcher. □



25 octobre 2013

L'Irak devient-il un État défaillant ?

www.librefrique.org

Par Ted Carpenter

Pour les irakiens, 2013 a été une très mauvaise année. À l'exception partielle du Kurdistan, la violence a explosé à travers le pays, atteignant des niveaux jamais vus depuis les convulsions sanglantes de 2006 et 2007. La nature de la nouvelle effusion de sang ressemble souvent aux conflits sectaires de cette période antérieure, les arabes sunnites et les arabes chiites se livrant à des attaques violentes à l'encontre de la communauté adverse et de ses lieux saints. L'objectif d'un Irak uni, pacifique et démocratique semble plus éloigné que jamais. En effet, étant donné la nature et l'étendue du carnage certains observateurs se demandent maintenant si l'Irak ne serait pas sur le point de devenir une autre Somalie ou une autre Syrie, un « État défaillant » où l'autorité politique nationale s'effondre.

Il est sans doute prématuré de tirer une conclusion si désastreuse, mais la tendance est extrêmement inquiétante. Il y a quelques éléments laissant penser que l'Irak pourrait être pris dans un plus maelström régional de lutte de pouvoir entre sunnites et chiites. Certes, ce qui se passe en Syrie voisine a un effet déstabilisateur sur l'Irak. La guerre civile syrienne oppose en grande partie une insurrection à dominante sun-

nite à une coalition de minorités ethniques et religieuses soutenant le gouvernement de Bachar El-Assad. Les deux factions les plus en vue dans cette coalition sont la communauté alaouite (une branche chiite) d'Assad et les chrétiens assiégés de Syrie. D'autres minorités ethno-religieuses (notamment les kurdes) sont essentiellement pris entre le marteau et l'enclume.

Les combats en Syrie ont causé de nombreux problèmes pour l'Irak. L'un d'eux est l'afflux de dizaines de milliers de réfugiés syriens, plaçant ainsi un fardeau logistique et financier énorme à la fois sur les épaules du gouvernement national à Bagdad et du gouvernement régional kurde (KRG). Mais le conflit a aussi exacerbé les tensions déjà vives entre sunnites et chiites en Irak. Ce n'est probablement pas une coïncidence si les conflits sectaires en Irak se rallument alors que la guerre civile syrienne s'intensifie. Non seulement la violence en Syrie eu cet effet, mais l'Irak est soumis à des pressions croissantes de la part de l'Iran, la principale puissance chiite dans la région, et l'Arabie saoudite et la Turquie, les grandes puissances sunnites et principaux commanditaires de l'insurrection anti-Assad, pour prendre part à la guerre civile en Syrie. Tous ces facteurs ont contribué à une plus grande instabilité en Irak.



Jusqu'à présent, le Kurdistan irakien a réussi à éviter le pire de la violence, mais au cours des dernières semaines, des signes d'un effet de contagion ont émergé. Et les tensions qui en résultent aggravent les propres querelles politiques du Kurdistan. Même avec ces troubles accrus, cependant, le Kurdistan demeure une entité politique assez paisible et bien gouvernée, c'est à dire un îlot de stabilité au milieu d'un Irak de plus en plus chaotique. La question clé est de savoir s'il peut se maintenir ainsi.

Pour les dirigeants du KRG, et pour les États-Unis, il est de plus en plus critique de déterminer si l'Irak est susceptible de rester un pays viable. Il y a un bon nombre de signes inquiétants, et si un véritable conflit armé sunnite - chiite devait entrer en éruption, le résultat probable serait bien différent de celui de

2007. L'armée américaine occupait toujours l'Irak à cette période, et Washington utilisait autant d'influence militaire et politique que possible pour amortir les tensions. Cette fois-ci, il n'y a pas de présence militaire américaine, et l'influence politique et diplomatique des États-Unis à Bagdad est bien inférieure à ce qu'elle était il y a six ans. Si les irakiens ne parviennent pas à maîtriser leur propre violence sectaire, il y a peu d'espoir d'empêcher l'Irak de sombrer dans le chaos cauchemardesque d'autres États en défaillants. ■

Ted Carpenter est analyste au Cato Institute à Washington DC.

Cet article a paru initialement en anglais sur le site du Cato.

Syrian Kurds capture border crossing with Iraq after intense fighting

Militiamen capture Yaaroubiyeh post in north-east Syria after three days of clashes with several jihadist groups



A YPG sniper takes aim at a convoy of Islamist fighters near Seyekaniye. Photo: ANF video

BASSEM MROUE
Associated Press

BEURUT - Syrian Kurdish gunmen on Saturday seized a major border crossing with Iraq from al-Qaida-linked groups following intense infighting between rebel groups that raised concerns of a spillover, activists and an Iraqi official said.

The latest violence coincided with a visit by the UN-Arab League envoy to Iran, a staunch ally of President Bashar al-Assad's government, to press efforts for international peace talks aimed at ending the civil war, now in its third year.

The Kurdish militiamen captured the Yaaroubiyeh post in north-east Syria after three days of clashes with several jihadist groups there, including Jabhat al-Nusra and the Islamic State in Iraq and the Levant.

An Iraqi intelligence official confirmed that Kurdish rebels now held the crossing point – one of two main crossings with Iraq – adding that Baghdad brought reinforcements to the area to prevent any spillover of violence.

"They were heavy battles in which all types of weapons were used," said the Iraqi official, who spoke on condition of anonymity in line with regulations. "Iraqi forces are ready to repel any attack."

Kurdish groups control a large swath of northern Syria, and they are suspicious of Islamic groups who have moved into predominantly Kurdish areas in the chaos of the civil war. Clashes between their fighters and jihadists in northern and north-eastern areas of Syria have killed hundreds of people in the past months.

The border crossing point was under government control until March when hard-line rebels captured it. Syrian rebels, particularly the hard-line groups, are believed to draw support from insurgents in Iraq. Sunni Arabs dominate both the Syrian rebel movement and the Iraqi insurgency.

The Syrian conflict, which began as a

largely peaceful uprising against Assad in March 2011, has triggered a humanitarian crisis on a massive scale, killing more than 100,000 people, driving nearly 7 million more from their homes and devastating the nation's cities and towns.

The US, the United Nations and Russia are pushing for an international peace conference to be held in Geneva next month, bringing together the warring sides. But no final date for the conference has been set and it is unclear whether the sides can reach an agreement on the agenda.

Loay al-Mikdad, a spokesman for the rebel Free Syrian Army, said on Saturday he expected the conference to be postponed. Members of the FSA command met on Thursday with the UN-Arab League Special Envoy for Syria, Lakhdar Brahimi, who travelled on Saturday to Tehran.

"As a result of the discussions, we felt that there is an international direction toward postponing the conference for some time," al-Mikdad said. Arab League officials said earlier this month that the conference would be held 23-24 November.

Brahimi, at a joint press conference with Iran's foreign minister Mohammad Javad Zarif, said Iran's participation in such a conference is "necessary". Zarif said Iran would participate if it is invited.

Syrian rebels, meanwhile, denied government media reports that the head of the Nusra Front had been killed.

Friday's one-line state media report, which could not be independently confirmed, said Abu Mohammad al-Golani died in the coastal province of Latakia. But rebels said they had received no word of clashes in that province.

If government reports on the death of al-Golani are correct, then the capture of the Yaaroubiyeh post would be the second setback for al-Nusra and its allies in recent days.

Al-Mikdad said Syrian rebels did not

report any recent clash in Latakia province. He says his group is unsure if al-Golani even exists.

"This is part of the regime's lies. Our information from the ground says that this is not true and not accurate," al-Mikdad said by telephone.

The Nusra Front has emerged as one of the most effective among rebel groups fighting Assad, and it has claimed responsibility for numerous suicide bombings against government targets. The US state department put the group on its list of terrorist organisations for its connections to al-Qaida.

In Daraa province in the south of the country, rebels captured the town of Tafas after weeks of fighting that left scores of people dead, the Britain-based Syrian Observatory for Human Rights said. Syrian state media did not report on the battle.

Also on Saturday, the Observatory reported that three more women detainees were being released. They included Tal al-Mallohi, a prominent young Syrian blogger convicted of spying for a foreign country and whose prison sentence ended two months ago.

The release would bring to 64 the number of female detainees recently freed by Syrian authorities. It is likely part of a complicated, three-way hostage swap last week brokered by Qatar and the Palestinian Authority during which Syrian rebels freed nine Lebanese Shiite Muslims while Lebanese gunmen released two Turkish pilots.

The Syrian government has not commented on the swap or the prisoner releases. □

Kurdistan's success seen as model for West in dealing with Syria

Heath Druzin/Stars and Stripes

IRBIL, Iraq — When militants tried to storm the secret police headquarters in the capital of Iraq's autonomous Kurdish region, detonating car bombs and firing on guards, the city was locked down, all roads to it were closed, and three provinces were put on high alert. Unlike bomb-plagued Baghdad to the south, this region is unaccustomed to violence and they want to keep it that way.

Irbil is the capital of Iraq's Kurdish-majority region, known as Kurdistan. With a booming economy, relative peace and a government that's more democratic than most in the Middle East, it stands out as one of the few clear U.S. military successes of the past decade. It also borders one of America's foreign policy conundrums — Syria.

Despite major differences between Kurdistan's situation in the early 1990s and war-ravaged Syria today, some see lessons in Iraqi Kurdistan for the U.S. and other Western nations as they puzzle over what to do about a Syrian civil war that has cost more than 100,000 lives.

"If you're an American strategist, the Kurds of Iraq are America's only reliable allies in the area," said Brendan O'Leary, Lauder professor of political science at the University of Pennsylvania and a former constitutional adviser to the Kurdistan Regional Government.

"The Other Iraq," as residents like to call it, has enjoyed peace, stability and an improving economy for more than 20 years, since the U.S. instituted a no-fly zone over the region following the first Gulf War in 1991. Protected from Saddam Hussein by the no-fly zone, Iraqi Kurds developed a modern infrastructure and a rare secular, pro-Western, democratic regime.

"It led to huge progress for our economy," said Dara Jalil-Khayat, president of the Irbil Chamber of Commerce.

Today the region boasts sparkling malls, U.S. fast-food chains, hip coffee shops and, more importantly, a population with money to spend in those places.

That those results came with virtually no U.S. presence on the ground — in stark contrast to the military quagmires in Afghanistan and the rest of Iraq — should be instructive, O'Leary said.

"U.S. power is least effective when it's exercised in the form of direct rule, U.S. administration or U.S. troops on the ground," he said. "The best policy is to build careful alliances, where you support emerging democratic movements."

Earlier in the Syrian civil war, some foreign policy experts were calling for a no-fly zone similar to that imposed in northern Iraq. That has been overshadowed by a deal to secure the Syrian government's chemical weapons in the wake of a deadly sarin gas attack near Syria's capital of Damascus.

While it never gained traction among Western governments, a no-fly zone had the potential to establish a moderate rebel-controlled zone in northern Syria, now a bitter battleground between Kurdish fighters and Islamist rebels, said Lionel Beehner, who has worked as a researcher and journalist in Syria.

"In my estimation that would have saved a lot of lives," said Beehner, who is pursuing a doctorate at Yale University with a focus on conflict. "I think that window is shut."

In Syria, rebels fighting the secular regime of Bashar al-Assad have struggled to gain support among the country's minorities, especially with the growing domination of al-Qaeda-linked Islamist militants in their ranks. Christians, Alawites and Kurds fear a secular tyranny could be replaced by a jihadist one, and rebel groups have failed to promise minorities protection, O'Leary said.

Looking to Iraq, where Kurds were given autonomy rather than being forced to live under a strong central government and integrate with the ethnically different Arab populations, O'Leary said it was important for the West to encourage rebels to make alliances with minorities by guaranteeing their rights. He also noted the need to "avoid foolish



A man votes in parliamentary elections in Iraq's autonomous Kurdistan region on Sept. 21, 2013. The three-province Kurdish-majority area has developed a modern infrastructure and been relatively peaceful for nearly 20 years, in part due to a U.S.-enforced no-fly zone in the early 1990s. Heath Druzin/Stars and Stripes

American political and constitutional advice that involves telling people who are deeply ethnically and religiously divided to get along."

"The U.S. has got itself in the absurd position where its main allies are Sunni Arab Islamists," O'Leary said. "That's partly due to the weakness of the so-called democratic opposition (in Syria). If America is smart, they will be pressuring that opposition to make deep commitments to the Kurds."

While the rest of Iraq is devolving into sectarian violence, the Kurdish provinces are booming with increasing foreign investment, especially in the oil sector. It's not a complicated business formula: until Sept. 29, there hadn't been a major terrorist attack in the three-province region since 2008. The rest of Iraq is a frightening place to do business, with dozens of civilians killed in depressingly frequent bombings.

The biggest sign of Kurdistan's security and development might be the shrugs you get when you ask Iraqi Kurds how things have changed since U.S. forces left Iraq at the end of 2011. A momentous and ominous event for most Iraqis, it was barely noticed in Kurdistan, where only a handful of Americans were stationed during the war.

Not that Iraqi Kurds downplay the role of the U.S. military in their development — Americans are warmly received and signs of U.S. influence are everywhere. "If the no-fly zone didn't exist, if the attack on Saddam hadn't happened," said Hamid Ahmad, an adviser to Iraqi Kurdistan regional president, Masoud Barzani, "we wouldn't have what we have now." □



A shopping mall in Irbil, Iraq, capital of the autonomous Kurdistan region. While other parts of Iraq have dealt with continuing bloodshed, Kurdistan has been mostly peaceful and able to court foreign investment. Heath Druzin/Stars and Stripes

Iraqi Kurdistan: State-in-the-making?



By Kevin Connolly *BBC Middle East correspondent, Irbil, northern Iraq*

Wherever you are in the world it takes nerve to invest in the amusement park industry - roller coasters can go down as well as up.

But the Chavy Land Park in the Iraqi-Kurdish city of Sulaymaniyah offers a particularly challenging balance of risk and reward.

On the one hand there isn't much competition for the leisure dollar in the Iraqi tourism industry - not yet at least.

On the other, the violence and chaos of the last few decades is still a painfully recent memory.

You get an echo of that in the recorded announcement at the gate which reminds you that you're not allowed to bring weapons into the park.

But Chavy Land is an impressive achievement.

The neon lights of an imposing Ferris Wheel and an eye-wateringly high roller coaster gleam against the inky night sky like precious stones on a jeweller's cushion.

A HAVEN OF PEACE

It is attracting Iraqis from southern cities like Baghdad and Basra. Slowly the Kurdish region of Northern Iraq has already established a reputation for being more stable and more secure than the rest of the country.

It's beginning to look as though the Kurdish people of the region are quietly working to build a new nation-state here which would represent a challenge to the boundaries and borders created by the Great Powers at the end of World War One.

Hassan Mohamed Darner, chief executive of Chavy Land is in no doubt: "The Northern part of Iraq is... Kurdistan," he says proudly. "It's safe - people come here to study and they come here to trade."

Asked if the rest of the world should go ahead and grant Iraqi Kurdistan official diplomatic recognition he says simply, "Yes, definitely. And they should do it now."

It's certainly true that this is a time of renewed upheaval in the Middle East but the change is not yet on the scale of the deal-making and nation-building that followed the Great War.

The Kurds emerged as losers from that process, specifically because a secret carve-up between Britain and France called the Sykes-Picot agreement, made no provision for an independent Kurdish state.

They were divided between Syria and Turkey, Iran and Iraq - a tough diplomatic neighbourhood in which to nurse forbidden dreams of statehood.

There is no doubt that the chaos in modern



Irbil oil refinery - a powerful currency for Iraqi Kurdistan



The new flag of Iraqi Kurdistan offering a brighter future for Kurds

Iraq and the weakness of the federal government in faraway Baghdad presents the Iraqi Kurds, at least, with an opportunity to take their regional autonomy and quietly turn it into something more.

Every round of sectarian violence in the rest of the country - like the car-bombings at the weekend which killed at least 50 people - underlines that weakness and deepens Kurdish resolve.

'NEW RULES'

The Turkish political scientist Soli Ozel offers this judgement on the importance of this moment in the Middle East.

"For all intents and purposes," he argues, "they have their own state in Northern Iraq and they're likely to have some kind of autonomous zone in Syria."

Therefore the Kurds as a nationality have now re-appeared on the world stage. They're undoing Sykes-Picot for themselves."

On this changing political landscape it feels

The Kurds as a nationality have now re-appeared on the world stage. They're undoing Sykes-Picot for themselves"

Soli Ozel

Political scientist

as though everyone is learning the rules of a new game.

Turkey, for example, fought for decades to crush an armed Kurdish insurgency within its borders and as part of a kind of cultural war it tried to ban the very word "Kurd", preferring the ludicrous 'Mountain Turk' instead.

Turkish operations have in the past included incursions into neighbouring Iraqi Kurdistan which it's accused of providing safe havens for the Kurdish fighters.

But Turkey is also Iraqi Kurdistan's most important trading partner - buying its oil and gas and investing heavily in its construction boom.

The relationship works - for the moment - because each side has something that the other needs.

But there is clearly an underlying tension there too.

UNITED KURDISTAN?

Many Kurds still harbour the dream of a homeland which unites the Kurdish elements of Turkey, Syria and Iran as well as Iraq - although they're pragmatic enough to recognise that as no more than a distant pipe dream.

Turkish support will only continue as long as the aspirations to nation-building are strictly confined to Iraqi Kurdistan.

The regional government in the capital Irbil is playing its cards skilfully.

Hemin Hawrami from the country's largest political party, the Kurdistan Democratic Party (KDP), says it's all a matter of balancing those long-term political dreams against the practical diplomatic realities of the moment.

"If you ask any Kurd whether they want to have an independent Kurdistan, definitely you will get the answer 'Yes'," he told me. "But Kurdistan's strategy is to pursue this path in a peaceful way. We don't want to be the reason for the break-up of Iraq."

Of course you don't have to be a political genius to spot that that leaves open the possibility that they'd be pleased enough if Iraq broke up for other reasons.

For now, it feels as though Iraqi Kurdistan believes it can work on building a new nation-state as long as it doesn't say out loud that it is building a new nation state.

It takes in refugees - mostly fellow Kurds - from neighbouring Syria. It has its own flag, anthem and armed forces, and most importantly of all, it has oil.

A new pipeline is being built to take Kurdish oil to Turkey although it's impossible for an outsider to establish if that's going to be a joint project with the rest of Iraq or an independent pipeline with oil going direct to Turkey and money coming direct to Irbil.

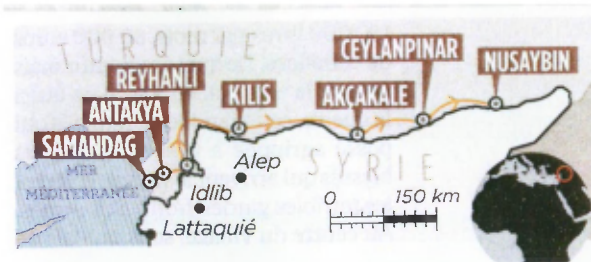
However that issue is decided, you get a clear sense that in Iraqi Kurdistan there is suddenly a renewed energy to the old dream of statehood.

But it's a dream which is struggling to come to life at a difficult time in a dangerous region. ♦

VOYAGE AUX PORTES DE LA GUERRE

Points de passage des islamistes, trafics d'armes, hôpitaux clandestins... Jean-Paul Mari a parcouru les 900 kilomètres de frontière entre la Turquie et la Syrie. Carnet de route

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL



Samandag, la révolte des Alaouites

Les rues s'envolent en spirales compliquées. On se perd dans un amoncellement d'immeubles, de béton, de fer, de ciment gris, un peu ivre de l'odeur lourde des épices mêlée aux relents douceâtres des égouts. Nous sommes en terre alaouite. Et Samandag a tout d'une ville syrienne. D'ailleurs, la langue de cœur est l'arabe. Les croisés sont passés là dix siècles plus tôt, vers Jérusalem. Ils ont pris Antioche, l'ont dévasté, puis perdu. L'histoire locale est comme l'Orient, compliquée. Cette région d'Alexandrette – le Hatay d'aujourd'hui – autrefois en Syrie sous mandat français, a été rattachée à la Turquie en 1939. Les gens d'ici sont arabes nusayris, une branche du chiisme, cousins des Alaouites de la Syrie d'Assad. Ils envoient leurs enfants apprendre le turc à l'école mais passent leurs week-ends à Lattaquié. La nuit, les pieds dans le sable chaud de la plage, on voit briller les lumières du pays de Cham. Le flux des poids lourds, l'alcool et les cigarettes de contrebande, le bétail et même les jeunes filles de 15-16 ans achetées par des vieillards cacochymes, tout vient de Syrie. Enfin, venait. La guerre a fermé le poste-frontière. L'économie s'est effondrée, les touristes ont fui, remplacés par le flot des réfugiés qui bradent tout, leur huile d'olive, leurs bras dans les champs, leurs gamines à marier. Et les Arabes nusayris de Samandag sont fous de rage. Dans l'atelier d'un garage, trois hommes. L'un, barbe courte et

grise, lunettes cerclées sur le nez; l'autre, jeune, pâle, cheveux roux, yeux verts; le troisième, Kemal, brun, énorme carrure, fait le commerce des minéraux en Ukraine, au Vietnam, en Egypte et parle cinq langues. « Nous aimons la Turquie mais elle ne nous aime pas », s'emporte Kemal. Les hommes d'ici font leur service militaire, paient leurs impôts, sont plus riches et plus éduqués qu'ailleurs mais que s'ouvre un poste dans l'armée ou



Un combattant rebelle blessé après un accrochage dans le camp de Bab al-Hawa

l'administration et... « on n'a aucune chance ». Tous les policiers de Samandag sont sunnites et Istanbul a toujours pris les Arabes nusayris pour des agents d'Assad. Avec Erdogan, Premier ministre sunnite, s'ajoute une vilaine guerre des symboles. On construit un troisième pont sur le Bosphore, « nommé Selim, du nom du sultan célèbre pour... avoir fait trois guerres contre les Alaouites ». Kemal fulmine. « Mille ans que les sunnites veulent nous massacrer! Chez nous, pas de hijab, pas de burka. Et notre gouvernement soutient, contre la Syrie laïque, les barbus d'Al-Nosra et d'Al-Qaida qui traitent nos femmes de putes dans les rues d'Antioche et croient qu'en égorgeant nos enfants ils iront au paradis? » Kemal abat ses deux mains énormes sur la table : « Assez! » Autour de lui, le barbu et le rouquin approuvent. A Istanbul, un intellectuel m'avait prévenu : « Toute la région est une grenade dégoupillée. »

Reyhanli, la porte des djihadistes

Ce matin du 11 mai dernier, Ali approche de la grande poste où il doit déposer son courrier. Soudain lui revient à l'esprit une course urgente... et il poursuit son chemin. « Sept à huit minutes plus tard, tout l'immeuble explosait », dit Ali. Voiture piégée. Comme celle posée devant la mairie. Bilan du double attentat : une cinquantaine de morts. La guerre faisait ses premiers pas à la frontière turque. Aujourd'hui, la poste est un vaste chantier et à la place de la mairie s'élève un immeuble flambant neuf. Istanbul a arrêté des Alaouites censés être « la main d'Assad ». Effacer tout, vite! A une heure d'Antioche, Reyhanli vit collé au poste-frontière syrien de Bab al-Hawa. La Syrie est là, à 200 mètres. La ligne coupe la colline, après le champ de coton blanc posé sur

une terre noire et fertile. Un grillage, du barbelé, un fossé qu'on élargit, un camion de militaires qui patrouillent et un tank posé en sentinelle. Pas besoin de tendre l'oreille, les détonations sont claires. De l'autre côté, on se bat à la kalachnikov et au lance-roquettes. La moitié des nouveaux habitants de Reyhanli sont des Syriens réfugiés. Dans les cafés, des groupes d'hommes pâles et barbus sont en conciliabule et la rue résonne du bruit des bus qui crachent des foules de paysannes en noir surmontées de valises éventrées. Vendeurs ambulants, commerçants, serveurs, taxis, clients, le trottoir sonne arabe. « *Reyhanli est surpeuplé* », grince Ali. Les autres ont la même religion et confession, sunnite, mais pas les mêmes mœurs. Ils dorment le jour et travaillent la nuit, aiment sortir le soir, traîner dans les cafés et conduisent à la syrienne. Ali renâcle mais accepte: « *Le Prophète a dit : "On ne peut pas dormir l'estomac plein quand votre voisin a faim." Va pour les frères réfugiés... mais pas les autres.* » Les autres? Ils portent caftan et calot sur la tête, parlent parfois un mauvais arabe mais sont riches, disent qu'ils font du business et n'achètent rien. Des Afghans, des Maghrébins, des Irakiens, des « Tchétchènes », des Libyens, des Canadiens ou des Saoudiens. « *La frontière sert de base arrière*

aux combattants islamistes sunnites », dit Cellal Baslangic, expert de la région. A l'aéroport d'Antioche, les djihadistes d'Al-Nosra et d'Al-Qaida débarquent en rangs serrés et passent une sécurité pourtant intraitable. Alep en guerre est à moins de deux heures. Au début, ils partaient même y faire le coup de feu avant de revenir dormir en ville. Et faire soigner leurs blessés. Istanbul ferme les yeux, soutient, encourage. Histoire pour Erdogan l'islamiste sunnite « *d'arracher les ongles d'Assad* » l'Alaouite. Hommes, armes, médicaments, argent, tout passe en Syrie. Au risque d'une contagion de la guerre. La Turquie d'Erdogan joue un jeu dangereux.

Hamdah, l'or noir coule dans le village

A Hamdah, même le cul des vaches sent le gas-oil. L'odeur vous prend à la gorge dès l'entrée du village. Elle imprègne les murs et la paille des

fermes. Partout, alignés, des bidons de 65 litres en plastique bleu, tous identiques, comme une unité de mesure de la richesse locale. La frontière syrienne est à 900 mètres. Le carburant vient de là, porté à dos d'homme, de mulet ou par camions entiers. Entre le minaret du premier village syrien et Hamdah, des champs de coton, des jerricans déposés chaque soir et récoltés à l'aube par une armée de paysans contrebandiers. L'or noir vient des sites de Raqqa, « *zone libérée* », désormais sous contrôle rebelle. On se bat aussi pour cela. Chaque maison, chaque famille devient une station-service qui fournit à moitié prix des automobilistes venus d'Antioche ou même d'Ankara. Et les hommes, les femmes et les enfants d'ici transpirent à grosses gouttes une sueur sacrée aux effluves de pétrole.

« *Les taxes sont trop lourdes en Turquie* », sourit Ahmed Bey. Il a 38 ans, l'œil bleu, la bouche gourmande, jongle avec deux téléphones, un stylo en or et sa calculette. Hamdah distribue jusqu'à 5 000 litres en un jour,

150 000 litres par mois, 60 000 euros de bénéfices. De quoi empuantir mais nourrir la verte vallée. Las, il y a aussi la guerre, cette famille de réfugiés qui passe agrippée à une charrette, les blessés qui arrivent le ventre ouvert et les terribles gardes-frontières, armés. Au centre du village, sous un dais de tissu vert, c'est l'heure des condoléances. Ils ont tué Ibrahim dans son champ d'oliviers. Ahmed Bey secoue tristement la tête: « *Le seul homme du coin à ne pas faire de contrebande. C'est pas juste.* » Un gros jet d'eau étouffe son sanglot, un paysan lave le sol taché de sang et de gas-oil, les paysans-grossistes épient l'étranger et on repart en emportant sur soi une odeur forte, écoeurante mais caractéristique, celle de l'argent du pétrole.

Oncupinar, un fantôme au paradis

Magnifique, ce camp. Un conteneur de 20 mètres carrés, parfois deux, pour



Un combattant rebelle blessé après un accrochage dans le camp de Bab al-Hawa



chaque famille, 2 553 conteneurs bien alignés en rangées, en îlots, en districts sur 37 000 hectares pour 15 000 « visiteurs syriens » : ici, on ne parle pas de réfugiés. Une crèche, une école primaire, un lycée, des cours du soir, un supermarché, des commerces libres, des tickets d'achat, des terrains de sport, deux mosquées, un hôpital, des ambulances, quatre médecins, des infirmières et un labo d'analyses... qui dit mieux ? Bon, il y a aussi le plomb d'un ciel gris, la clôture métallique, le sas de sécurité, le badge d'entrée et les gendarmes turcs tout autour. Et ce jeune homme qui traîne des béquilles de bois, la hanche emportée par une balle, les gamins qui tirent un sac kaki bourré du reste de leur maison brûlée et cet adolescent à vélo qui fonce, ferme les yeux, lâche le guidon pour tromper son ennui. Et Nawad, 24 ans, debout huit heures par jour derrière la caisse du supermarché. Il vient d'Idlib, étudiait la littérature anglaise à l'université de Lattaquié, a pris part aux premières manifestations, s'est fait fiché par les sbires du régime avant de fuir dans les montagnes pour protéger la population planquée sous les arbres. Puis il y a eu les Mig et Nawad a jeté sa kalachnikov inutile. Il a empoigné le gros baluchon d'une vieille et l'a

A Nusaybin, deux familles kurdes habitent la même maison : les Turcs et leurs parents syriens qui ont fui les combats entre Kurdes et islamistes

accompagnée sur le chemin de l'exil. C'était il y a deux ans et demi. Depuis, il vit ici. Le soir, accroché à sa radio en anglais, il a cru un moment au miracle : « l'interdiction des gaz », « la ligne rouge », « l'Amérique qui gronde ». Aujourd'hui, il sourit de sa naïveté : « Des paroles, c'étaient des paroles. » Quand on lui parle projets d'avenir, il écarquille les yeux. Il dit que, chez lui, c'est de l'autre côté et que là-bas, tout est détruit. Nawad montre sa caisse, les conteneurs blancs, le camp, l'univers des « visiteurs syriens » : « Voilà mon pays. Et c'est là que je vis. Comme un fantôme. »

Kilis, la clinique des hommes coupés en deux

Il rit tout le temps. Un rire d'enfant, sans objet, sans fin. Mahmoud a 25 ans, n'articule pas un mot. Il est muet, hémiplegique, décharné, le crâne et le front percé de gros trous. On l'entoure avec tendresse. C'était un officier rebelle brillant et courageux. Jusqu'à cet obus de mortier à Alep. Trente-cinq lits dans cette clinique discrète à deux pas de la frontière. Un civil se plaint, m'agrippe. Hadj Ahmed était tailleur à Alep. Un bombardement. Il a mis sa famille à l'abri. Est revenu prendre ses affaires. Une balle lui a sectionné une vertèbre lombaire, la cinquième. Il dit qu'il ressent en permanence « de fortes secousses électriques dans le dos ». Une chose me frappe en parcourant les étages. Les blessés sont tous couchés sur le côté, les jambes mortes, sous une couverture, bloquées par un coussin. Celui-ci, et celui-là, et celui-là encore...

Dans une chambre collective, Ibrahim, 32 ans, raconte la bataille à Deir Ezzor, il y a quatre mois. La famille appartenait à l'unité Al-Qadassia, brigade Mouaya. En face, les hommes d'Assad, les « chiïtes », dit Ibrahim, plantaient des check-points pour les empêcher d'entrer dans le quartier Hatla, en banlieue. La brigade reconnaissait le terrain quand un premier homme est tombé, le dos coupé en deux. Les hommes se sont regroupés puis ils ont contre-attaqué. « Nayef, mon jeune frère, est tombé au milieu de la rue. » Touché lui aussi au dos. Ibrahim se précipite vers le blessé, le tire par les épaules : « Quand je l'ai agrippé, j'étais de trois quarts face au sniper. » Il tombe, la colonne vertébrale sectionnée par trois balles. Le premier blessé est encore touché. Et Khalil le neveu n'y tient plus. Il fonce. Exactement ce que veut le sniper. Blesser sans tuer, attirer ses camarades, un par un. « On a fini par le prendre. Un membre du Hezbollah libanais, affirme Ibrahim, on a même capturé un Irakien chiïte et un Iranien qui ne parlait même pas l'arabe. » Khalil le neveu s'est fait faucher. Deux autres combattants se font tuer. Un seul tireur a mis hors de combat une section. Et ne laisse que des pantins désarticulés qu'il faut soigner, transporter cinq heures vers le premier hôpital de frontière, paralysés, leur vie coupée en deux. De la méthode, du bon travail de sniper. Nayef était un ouvrier de 23 ans, Ibrahim un conducteur d'engins. Ils ne connaissaient pas toutes les saloperies de la guerre. Dans la chambre d'à côté, on entend Ahmed l'officier éclater de son rire d'enfant. ■



A Kilis, les rebelles blessés en Syrie affluent dans les hôpitaux

AU RAPPORT

QUAND L'EUROPE NOTE LA TURQUIE

Le rapport annuel de la Commission européenne sur les progrès d'adhésion de la Turquie constitue un excellent baromètre de l'état des relations entre Bruxelles et le pays candidat. Cette année, le ton volontairement modéré masque la tempête. La Commission épingle les atteintes à la liberté d'expression, une censure de plus en plus visible dans les médias, « un climat politique [qui] manque d'esprit de compromis » et « un usage excessif de la force par la police » lors de la vague de contestation contre le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan, en juin dernier. Mais l'évaluation publiée fait la part belle à certaines avancées démocratiques et à l'ouverture de négociations de paix avec la guérilla kurde du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK).

Egemen Bagis, le ministre chargé de l'adhésion à l'Union européenne, s'est félicité de la teneur du texte, preuve « incontestable que la Turquie est plus proche que jamais des standards de l'Union européenne ». Cette fanfaronnade du négociateur en chef, qui se plaît à montrer son euroscepticisme, n'est pas une surprise. En revanche, la

mansuétude du rapport, alors qu'une mise au point beaucoup plus sévère était attendue en est une. La répression contre les manifestants, qui a fait 6 morts et 8 000 blessés, a confirmé les dérives autoritaires du gouvernement islamo-conservateur. « Son langage polarisant, attisant la haine, est inadmissible pour un pays qui veut rentrer dans l'UE », estime un ancien ambassadeur. Et « l'insulte proférée contre le Parlement européen » a laissé des traces profondes. En juin, Ankara avait accueilli vertement une résolution des députés qui condamnait les violences, rendant une adhésion turque encore plus hypothétique.

Bruxelles cherche néanmoins à éviter la rupture et recommande de relancer les négociations qui sont au point mort. Le chapitre XXII sur la politique régionale devrait être ouvert dans les semaines à venir. Ankara est un « partenaire stratégique » au niveau énergétique et commercial, conclut le rapport. La Commission a, semble-t-il, fait son deuil d'une Turquie démocratiquement compatible avec l'UE pour privilégier ses intérêts à long terme.

LAURE MARCHAND

GRAND JEU

LES ÉNIGMES DE TÉHÉRAN

Une formidable partie de poker vient de démarrer à Genève entre l'Iran et les six grandes puissances qui ont repris début octobre leurs pourparlers sur le programme nucléaire de la République islamique – discussions qui se poursuivront les 6 et 7 novembre.

Tous les joueurs s'accordent à dire que l'atmosphère n'a jamais été aussi propice à un règlement diplomatique du dossier. Mais chacun s'interroge sur



Le président iranien Hassan Rohani

les véritables intentions et les marges de manœuvre des autres, alliés ou adversaires. Que veut et que peut exactement le nouveau président iranien, Hassan Rohani ? Cette question est au cœur des débats qui agitent les Six et crée en leur sein des divisions quant à la tactique à adopter dans la négocia-

tion. Les uns pensent que Rohani entend réellement convaincre le Guide suprême, l'ayatollah Khamenei, qu'il est de l'intérêt de l'Iran de renoncer à un programme nucléaire militaire et, ainsi, de se rapprocher du camp occidental. « Ceux-là, les Britanniques par exemple, plaident donc pour que nous lâchions tout de suite un peu de lest sur les sanctions, afin de donner des arguments à Rohani », explique un officiel européen au fait des discussions.

D'autres puissances, surtout la France, sont plus sceptiques quant aux motivations réelles de l'offensive diplomatique du nouveau président iranien. Elles se demandent « si Rohani n'est pas de mèche avec Khamenei pour tenter d'arracher un relâchement des sanctions tout en conservant l'essentiel du programme atomique », dit la même source. Ces pays-là refusent de faire la moindre concession tant que l'Iran ne présentera pas un plan prouvant qu'il a réellement décidé de renoncer à l'arme nucléaire – ce qui, selon Paris, n'a pas été le cas lors du premier round des discussions.

Au final, la position des Etats-Unis sera déterminante. « Puisqu'ils contrôlent 90% des sanctions, ce sont eux les maîtres du système », dit un officiel français. Mais, à Washington aussi, le pouvoir est divisé. La liberté d'action de la Maison-Blanche est limitée par les prérogatives d'un Congrès largement hostile à un rapprochement avec Téhéran. Oui, une formidable partie de poker.

VINCENT JAUVERT

Al-Qaeda recruits entering Syria from Turkey safehouses

Foreign jihadists - including Britons - are flooding into Syria to join al-Qaeda from safe houses in Turkey

By Ruth Sherlock, Antakya
www.telegraph.co.uk

Hundreds of al-Qaeda recruits are being kept in safe houses in southern Turkey, before being smuggled over the border to wage "jihad" in Syria, The Daily Telegraph has learned.

The network of hideouts is enabling a steady flow of foreign fighters - including Britons - to join the country's civil war, according to some of the volunteers involved.

These foreign jihadists have now largely eclipsed the "moderate" wing of the rebel Free Syrian Army, which is supported by the West. Al-Qaeda's ability to use Turkish territory will raise questions about the role the Nato member is playing in Syria's civil war.

Turkey has backed the rebels from the beginning - and its government has been assumed to share the West's concerns about al-Qaeda. But experts say there are growing fears over whether the Turkish authorities may have lost control of the movement of new al-Qaeda recruits - or may even be turning a blind eye.

"Every day there are Mujahideen coming here from all different nationalities," said Abu Abdulrahman, a Jordanian volunteer managing the flow of foreign fighters. He handles a network of receiving centres in southern Turkey for volunteers wishing to join al-Qaeda's branch in Syria, known as "the Islamic State of Iraq and the Levant" (ISIL).

He spoke from inside an al-Qaeda safe house, using the Skype account of an intermediary and with volunteers from several countries, including Britain, listening in.

Once the volunteer reaches Turkey, there are "procedures"

before he can join al-Qaeda, explained Abu Abdulrahman: "If you want to enter, you have to be a proper Muslim. We have to research you to make sure you are not a spy. If you are foreign, someone in our network needs to recommend you," he said.

These hideouts are generally apartments rented under false names in villages along Turkey's frontier with Syria. The recruits sometimes wait for weeks until they are cleared to cross the border. The homes are also used as "rest houses" for al-Qaeda fighters from the frontline in Syria.

Perhaps 10,000 foreign fighters may now be in Syria, according to analysts. Some are hardened veterans of the Iraq war; others are young "first-time jihadists" - with a significant proportion from Western countries.

Abu Abdullah, an Australian volunteer, said that he left to fight in Syria because a "Western lifestyle stands against Islam". He was also repelled by the atrocities of President Bashar al-Assad's regime.

"When you see the women and children - any human being - being shot or raped or killed in front of their fathers and families, just because they pray to Allah, you have to be moved by the humanity of it. Prophet Mohammed said if one part of the body is wounded, then the whole body is sleepless. If just one person is injured and something goes against Islam, we must react."

But Abu Abdullah faltered as he tried to recall a passage from the Koran: "I am sorry, I am not the most knowledgeable of Muslims. Allah forgive me for that," he said.

Charles Lister, from IHS Jane's, a defence consultancy, said: "There are strong suggestions that the number of foreign jihadists in Syria is increasing. Definitely taking a look at the



nature of ISIL presence, the geographical spread of foreigners is expanding. This is likely to do with the ease with which recruits can cross the border."

Another analyst said that Turkey was "turning a blind eye" to the number of foreign fighters entering Syria across its territory, including through Antakya, the capital of the border province of Hatay. The result, he added, was that jihadists had become a "thorn" in Turkey's side, seizing de facto control of towns and villages near the border.

Turkish officials vehemently deny this, blaming the influx on the failure of the international community to settle the Syrian war. "We have never been soft on this issue. We do not tolerate the presence of extremists and terrorist elements on our soil," said one Turkish official. "If jihadists have crossed, it has been without our knowledge and out of our control. The presence of extremists in Syria is a common concern for Turkey and other countries - and the reason why the numbers of jihadists continues to grow in Syria is because of the failure of the international community to solve the crises at hand."

The official appealed to foreign countries not to "just point the blame" at Turkey, and to work to tighten surveillance on citizens that might want to travel to Syria: "Unless we are given information that these people

are al-Qaeda members, people from a terrorist organisation, what legal basis do we have to stop them if they travel on a valid passport?"

Turkish police are seeking to close down the al-Qaeda safe houses, running raids on the apartments when intelligence about an al-Qaeda presence is gleaned. And the Turkish authorities have started improving the quality of border controls. But with more than 560 miles of shared frontier between Turkey and Syria, and with the sheer number of foreign jihadists arriving in the country, they have, so far, been unable to stem the pipeline. If the police detain someone, they are unable to imprison them or send deport them back to a home country because it is difficult to prove that they are an ISIL member, one jihadi gloated.

In the border town of Kilis, three hours drive from Antakya, jihadists feel comfortable enough to sip coffee in the lobbies of hotels murmuring quietly to their colleagues. This week the Telegraph spoke to one a member of ISIL in one of these hotels. Whether Turkey wants to or not, "she has been very good to us," the jihadi, who wouldn't be named, said, with a wink.

■■■

PKK leader Öcalan hands over legacy to umbrella party of leftist-Kurdish alliance



Hürriyet Daily News
Hüseyin Hayatsever

ANKARA -The jailed leader of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) Abdullah Öcalan has declared the Peoples' Democratic Party (HDP) - an umbrella party encompassing the Peace and Democracy Party (BDP) and a number of leftist parties - as the inheritor of the "historical legacy of [my] revolutionary struggle."

"The revolutionism of 1971 is the revolutionism of rebellion against the state. Negotiations with the state are important after 40 years. This is because the revolutionary struggle can turn into an acquisition of humanity only through a qualified negotiation process. In this respect, I congratulate our congress and send my revolutionary wishes that you will take over this historical legacy, which I have always felt on my shoulders, with a new understanding, and that you will carry it to high [places]," Öcalan said in a message read out by the BDP's deputy parliamentary group chair, Pervin Buldan, during the HDP convention.

The "Kurdish Freedom Movement" was first inspired by Mahir Çayan, according to Öcalan. Çayan was an iconic figure of Turkish leftist movements, but was imprisoned in 1971 and killed by security forces one year after escaping from prison. The HDP's newly elected co-chair Ertuğrul Kürkçü was the only survivor of the armed conflict, in which Çayan and nine other friends were killed.

Öcalan said the HDP carried as much importance as the foundation of the PKK. "The HDP marks an important stage in our common struggle for democracy. The experience of our struggle will evolve into democracy," his statement added.

The HDP held its first extraordinary congress on Sept. 27 in an effort to review its party administration ahead the launch of the local elections campaign.

The party was formed upon the suggestion of Öcalan "to bring the Kurdish movement and the Turkish left together," when BDP lawmakers first visited him earlier this year as part of ongoing peace efforts.

The BDP had previously discussed entering local elections under roof of the HDP, though leading BDP figures reportedly objected to the idea. The BDP will



Sebahat Tuncel (R), who resigned from the BDP earlier this week in order to join the HDP, is expected to be elected as a new co-chairperson of the party, along with Ertuğrul Kürkçü (not pictured). AA photo

nominate candidates for the local elections in 21 provinces in eastern and southeastern Turkey, from where most of its votes usually come, while the HDP will enter the elections in the western parts of Turkey. The BDP and HDP are expected to merge before the 2015 local elections.

Kürkçü and Sebahat Tuncel, who resigned from the BDP earlier this week to join the HDP, were elected as the new co-chairpersons of the party.

The main theme of the convention, which the HDP called a "grand congress," was "This is just the beginning," with the few thousand party supporters in the congress hall chanting: "This is just the beginning, we will continue our struggle."

Banners at the congress were dominated by freedom and equality, as well as the demands of the BDP. "Territorial governance, democratic autonomy," "Education in mother tongue is a fundamental human right," "Freedom for all believes, equal citizenship for Alevis," "Freedom to political prisoners," "No to nature and labor exploitation, the solution is ecological life," "No to imperialist interventions in Syria," "Greetings to the Rojava revolution," "Don't be silent, shout 'There are LGBTI individuals,'" read some of the banners.

Songs in Turkish and Kurdish were also played at the congress.

BDP co-chair Gültan Kışanak and BDP lawmakers attended the convention, however, the other BDP co-chair, Selahattin Demirtaş, was absent. Main opposition Republican People's Party (CHP) Deputy Chair Nihat Matkap also attended.

Prime Minister Recep Tayyip Erdoğan sent a message to the HDP convention, but the message was not read out by the convention council. Party officials confirmed that Erdoğan had sent a message, but refrained from revealing its content.

Almost all speakers addressing the convention stressed the "common struggle" and "the brotherhood of Turks and Kurds," while vowing to maintain "the spirit of the Gezi protests."

"It's time for barricades now. The process that began with the Kurdish Freedom Movement and continued with strikes, Newroz celebrations and Gezi was crowned with the Middle East Technical University (ODTÜ) resistance. The HDP is the cement of this barricade," Sırrı Süreyya Önder, who joined the HDP few days ago, said in his address to the convention.

The convention committee was formed carefully, to show the HDP's much emphasized diversity. Hüda Kaya, an activist who defended freedom for headscarves, Garo Paylan, an administrator of Istanbul's Yeşilköy Armenian Primary School, and transsexual activist Esmeray took part in the HDP's convention committee, along with Kurdish politician Tuncer Bakırhan.

In many respects, the convention was no different to any BDP congress, with some supporters carrying posters of Öcalan and flags of the Kurdistan Communities Union (KCK), the alleged urban wing of the PKK. Chants of pro-PKK slogans were often heard, such as, "The PKK is the people, the people are here," and "Long live leader Apo [Abdullah Öcalan]."

Many attendees also expressed solidarity with the Gezi Park protests, chanting the motto of June's demonstrations: "Everywhere Taksim, everywhere resistance." A representative of the ODTÜ students, who have recently staged protests for a road project crossing the university's campus, as well as an activist from Istanbul's lesbian, gay, bisexual and transgender (LGBT) community also delivered speeches during the convention.

Ertuğrul Kürkçü sent his

greetings to Öcalan, calling him "Comrade Öcalan."

"Mr. Öcalan reminded us of a truth in his message. The struggle for the democratic and social liberation of Turkey and Kurdistan is common. He was emphasizing that the time has come for the common struggle of the two communities when he said in his message, 'I hand over my legacy to you.' This party will carry this struggle to the upcoming century," Kürkçü said.

"We are insisting on socialism, humanity cannot survive with capitalism," he added.

After delivering his speech, Kürkçü was rushed after suffering a heart attack. Kürkçü was in good condition after undergoing treatment but will be kept under medical observation for a while, the congress committee announced.

Meanwhile, several academics and journalists appeared on the HDP's advisory board.

Journalists Nuray Mert, Pınar Ögünç, Yıldırım Türker and Yetvart Danzikyan are among the HDP's advisory board members, along with BDP co-chairs Selahattin Demirtaş, Gültan Kışanak. Socialist Democracy Party (SDP) leader Rıdvan Turan, Labour Party (EMEP) leader Selma Gürkan, Human Rights Association (İHD) chair Öztürk Türkdoğan, and novelist Vedat Türkali.

Bloomberg

October 30, 2013

The Kurds Get a Second Chance in Syria

By Fouad Ajami
www.bloomberg.com

More than 200,000 Syrian Kurdish refugees have moved into Iraqi Kurdistan. They have crossed an international border to be sure, yet it is, in the Kurdish world view, a passage from one part of their homeland to another. The Kurds disregard these frontiers, imposed on the Fertile Crescent almost a century ago by Anglo-French power.

No Kurd is lamenting the erosion of the borders in this tangled geography. The partition of the successor states of the Ottoman Empire brought the Kurds grief and dispossession. The Persians, Turks and Arabs secured their own states. Indeed, the Arabs were bequeathed several states in the geography of "Turkish Arabia" that runs from the Iraqi border with Iran to the Mediterranean.

Kurdistan was singularly betrayed, its people divided among Turkey, Iran, Iraq and Syria. Kurdish history became a chronicle of thwarted rebellions. According to a deeply felt expression, the Kurds had no friends but the mountains.

Yet a new life is stirring in Kurdistan. Erbil, the capital of Iraqi Kurdistan, once a forgotten fortress town, is a booming city of shopping malls, high-rises and swank hotels. Oil and natural gas have remade the city, as has its political stability, remarkable when set against the mayhem of the rest of Iraq.

The Kurds are shrewd. They aren't about to claim Erbil as the capital of a restored greater Kurdistan, but it has pride of place in their world. It is the home of Massoud Barzani, the president of the Kurdish regional government, and of almost 5 million people, who are officially part of Iraq but in reality belong to an independent nation.

PERIL REMAINS

The realists among the Kurds know the power and ruthlessness of the nations that have divided and ruled their world, yet they are determined to make the best of this moment when borders and attachments are suddenly in flux.

It is the fate of Western Kurdistan -- Rojava in Kurdish -- that has given rise to this new sense of urgency. The war between the Damascus regime and the principally Sunni rebels presents peril and possibility for the 2 million to 3 million Kurds within Syria.

The Kurds inhabit fragments of Syria by the Turkish and Iraqi borders, in the northeast; their lands contain the bulk of Syria's oil. Arab nationalism, the creed of the authoritarian Syrian state, was avowedly racist in its treatment of them, denying them the

most basic and cherished right: use of their own language. The regime of the Assads, father and son, has been cunning and devastating in the way it pitted the Kurds against one another.

Yet in the civil war that erupted in 2011, the Syrian opposition has troubled the Kurds, too. The leaders of the Sunni Arab rebellion were committed to creation of their own centralized state. Turkey's sponsorship of the rebels created suspicions as well. The foreign jihadists who made their way to Syria were yet another source of anxiety.

The Kurds had a small volunteer force of their own, but it was no match for Jabhat al-Nusra, or the Nusra Front, whose Islamist warriors had weapons aplenty, money and unchecked zeal. The group was determined to impose its rule in areas the regime had left. In mid-July, clashes broke out in Kurdish towns and have erupted intermittently since. Thousands of Syrian Kurds have made their way to Iraqi Kurdistan, where they receive help, even as the authorities in Erbil don't want to encourage an exodus from Syria.

Turkey casts a large shadow. The line that separates the Syrian and Turkish Kurds is artificial. As the prominent Turkish columnist Cengiz Candar observes, the Kurds don't speak of Turkish and Syrian communities. For them the line of separation was a simple railroad track that allowed them to move to and fro, with ease and freedom.

TURKISH DILEMMA

Turkish Prime Minister Recep Tayyip Erdogan faces a dilemma. He is invested in a peace process at home with the Kurdish Workers' Party, or PKK, and its imprisoned leader, Abdullah Öcalan. And Turkey has a flourishing relationship with Iraqi Kurdistan, whose oil and natural gas it needs desperately. Yet the permissive attitude of the Turkish state toward the jihadists battling the Syrian Kurds has been a source of trouble for Erdogan. He has gone a long way toward keeping the jihadists at arm's length.

The dream of greater Kurdistan is just that. History has given the Kurds a second chance in Iraq and Syria, while Turkish democracy gives them a voice in the country's direction. Matters are stagnant in Iran, where the oppression of the Kurds is of a piece with the tyranny of a theocracy.

The Kurds can't erase all the hurts of their modern history and those who choose to stay in Syria remain embattled, yet the isolation that had been their lot is now in the past. At the foot of those once sheltering mountains, a new and a safer life has sprung forth. ○

(Fouad Ajami is a senior fellow at Stanford University's Hoover Institution. He is the author of "The Syrian Rebellion," published by Hoover Press.)

Why Arabs fear a U.S.-Iran détente

Marwan Bishara

PARIS Tensions between Saudi Arabia and the United States over Washington's approach to the Middle East were brewing for months before they burst into the open last week.

First, there was the American inaction in Syria and lack of progress on Israeli-Palestinian peace. Then came America's withdrawal of aid to the Egyptian military after the July coup. Now President Obama is pursuing a very public rapprochement with Iran, Saudi Arabia's archrival.

The mounting disagreements between the two longtime allies is now in full public view. Last week, the head of Saudi intelligence warned that it would stop cooperating with the United States on certain issues. That came just days after Saudi Arabia stunned even some of its own diplomats when it refused a rotating seat on the United Nations Security Council, citing its anger over the world's failure to respond to the crisis in Syria.

This spat reflects the Arab world's deepening frustration with American policy toward Syria, Egypt and Palestine — as well as extreme skepticism about a possible thaw in America's relations with Iran.

The Arabs have learned from bitter experience that whether by confrontation or collaboration, whatever Iran, America and Israel decide to do leaves them feeling trampled. Like an African proverb says: Whether the elephants

fight or play, the grass gets trampled.

America chose Iran and Israel, over their Arab neighbors, as its designated "regional cops" in the 1960s and '70s, at the height of the Cold War. Since the United States and Iran became sworn enemies after the 1979 revolution, America's military wishes have by and large been carried out by Arab proxies, often at great cost in blood, treasure and stability. Lebanon, Iraq and Syria are among the countries that have suffered immensely.

Strikingly, until last week, it was only

Frustration grows over U.S. policy toward Syria, Egypt and Palestine, along with deep distrust of Tehran.

Israel, not its Arab neighbors, that had criticized the thaw in U.S.-Iranian relations (even though Israel might gain a lot from a deal that curtails Iran's nuclear ambitions).

But ultimately, reconciliation between America and Iran will require compromise over Arab, not Israeli, interests. And these interests are neither Washington's to cede nor Iran's to brush aside.

Arab powers fear that negotiations between America and Iran are likely to leave Israel as the one nuclear power in the region, while allowing its occupation of Palestine to continue unabated.

Improved relations between Iran and America could offer benefits: a lifting of Western sanctions and American recognition (however grudging) of Iran's growing regional influence, starting with Syria, Bahrain and the Gulf region.

The United States could use Iran's help to stabilize Syria — as it helped with Afghanistan after 9/11.

But sooner than later, what appears to be a great diplomatic breakthrough may be revealed to be no more than hopping over a volcano.

That's because Iranian-American détente will likely deepen the sectarian divisions between Iran and Saudi Arabia, setting the stage for an all-out region-wide sectarian conflict.

Since its 1979 revolution, Iran has become increasingly militarized and religiously radicalized. The Shiite-Sunni tensions that fueled the Iran-Iraq War of 1980-88 have only grown worse.

As the Saudi government made clear last week, authoritarian Sunni regimes in the region will probably seek to undermine — rather than accept — any agreement that foresees growing Iranian influence in their backyard.

That polarization will inadvertently help Al Qaeda and other extremist Sunni groups, who are bound to see in Iranian-Western rapprochement a tool to multiply their recruits by stoking sectarian hatred. It has already

happened in Syria, Iraq and Lebanon, and it's likely to continue.

The consequences are potentially disastrous. Shiite-Sunni fault lines extend through most oil-producing countries. The damage to the regional and global economy from a disruption in the supply of oil could be huge.

But none of this is preordained or inevitable.

The theological roots of the Sunni-Shiite divide might go back 13 centuries, but the violence we are witnessing today is politically motivated and aggravated by foreign intervention in the region.

The Arab states rejected America's 2003 war in Iraq, which is now ruled by an authoritarian prime minister who is firmly under Iran's influence. They are not taking kindly to Iran's continued meddling in the region, including its military support for Syria's president, Bashar al-Assad. Indeed, the Syrian opposition has rejected any role for Iran in talks over the future of their country.

While the elephants have been playing, and fighting, Arab leaders have been watching and learning. They know that long-term regional stability is a game they can play, too.

With 370 million people in 22 countries that range from the Atlantic to the Indian Ocean, Arabs are bound to disagree about plenty of things. But they generally support a Middle East free of weapons of mass destruction — and that applies to both Iran and Israel.

The Arab nations, because of their size and strategic significance, are indispensable in shaping the region's future and its security. Alienating them is wrong — and dangerous.

If, as Mr. Obama said recently at the United Nations, he believes that it is in America's best interest "to see a Middle East and North Africa that is peaceful and prosperous," he needs to make sure the Arabs are part of, and don't lose from, any future bargain with Iran.

MARWAN BISHARA is senior political analyst at Al Jazeera and the author of "The Invisible Arab: The Promise and Perils of the Arab Revolution."

Maliki's democratic farce

Ramzy Mardini
Emma Sky

The last time Iraq's prime minister, Nuri Kamal al-Maliki, visited the White House, in December 2011, it was on a hopeful note. President Obama and he had just ended the eight-year U.S. military occupation, aiming to turn the page and establish a normal relationship between two sovereign nations.

But Mr. Maliki didn't hold up his end of the partnership. Mr. Obama praised his guest as "the elected leader of a sovereign, self-reliant and democratic Iraq," only to see Mr. Maliki return to Baghdad and begin an authoritarian crackdown against Sunni Arab political leaders — members of the power-sharing government backed by the United States.

The political crisis Mr. Maliki triggered has endured, undermining years of American efforts to integrate Sunni Arabs into the Iraqi political process. Tensions have worsened as the civil war in neighboring Syria has turned into a sectarian, regional proxy war. The instability has breathed new life into Iraq's Sunni insurgency, rejuvenating the coffers and confidence of militants, and eroding the cooperation of tribal leaders, which was crucial during the American "surge" of 2007.

Violence in Iraq has risen to levels not seen since 2008, now approaching 1,000 fatalities a month; Al Qaeda in Iraq has gained strength; the threat of a Shiite militia comeback has increased; and fear of a return to cycles of sectarian retribution is high.

In the midst of this storm, Mr. Maliki is scheduled to return to the White House this week, seeking security assistance from the United States. Combating terrorism is a mutual interest. But as Mr. Maliki prepares to seek a third term in 2014, Mr. Obama should insist that he adhere to democratic norms as a condition of American aid.

Since he secured a second term in 2010, Mr. Maliki has become increasingly entrenched, owing to a systematic campaign of consolidating power and purging the security forces of non-loyalists. Having come to office as a compromise between more powerful political forces, the will to survive has defined Mr. Maliki's governing doctrine. For him, nationalism and sectarianism are not so much ideologies as tools to achieve his political interests.

Yet as troubling as he is, Mr. Maliki is not at the root of Iraq's ills. Indeed, should he be ousted in next year's elections, it would neither alter the primacy



Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki of Iraq during his last visit to the United States, in December 2011.

Obama must make adherence to democratic norms a condition of military aid.

of survivalism in Iraqi political life nor the narrow and self-serving ways in which Iraq's political class defines its interests. The instinct to survive above all else is the inheritance of a state of

broken institutions, a politics of fear, and a frayed social fabric with only a thin sense of national cohesion.

Iraqis are traumatized by a decade of death and devastation, and an even longer history of sanctions, war and tyranny. The unwillingness of elites to engage in genuine national reconciliation perpetuates communal distrust and ensures that sectarianism lives on.

Iraq's poisonous political culture is eroding the democratic institutions established under the occupation. True, a constitution exists, but Iraq isn't a constitutional state; Parliament passes legislation, but the rule of law is selective; elections are merely a game to divide the spoils between corrupt elites; and the government gets massive profits from oil exports, but fails to provide basic services, while nearly a quarter of Iraqis live in poverty.

An internal balance of power has failed to emerge. Instead, Iraq's political system favors the prime minister over the legislature, the judiciary and the rest of the political class, and the central government over the regional and provincial governments.

Mr. Obama ought to rethink the bal-

ance between American hard and soft power in shaping Iraq's future. Rather than betting on a Cold War-style relationship focused on security, the United States should take a longer view.

America must help reintegrate Iraq into the regional order. It can help to deepen and broaden Iraq's international trade, improve its role in regional diplomacy, and help diversify its economy beyond oil, which encourages kleptocratic behavior by elites.

Within Iraq, the American government ought to encourage an electoral process that leads to a more representative government. Electoral districting based on smaller geographical units can empower the Iraqi people, while ensuring that competition over power and resources occurs within rather than between sects. That would allow for coalitions to form across sectarian divides, around mutual interests.

Finally, the United States should be seen as supporting the Iraqi people as a whole, and not favoring any faction or figure. While continuing to condemn terrorism, the United States should also speak out against human rights violations. Too often, Mr. Maliki has misinterpreted American backing for his government as a *carte blanche* for uncompromising behavior.

Above all, Mr. Obama shouldn't mistake Iraq for a liberal democracy. At best, it's a democracy without democrats. Iraqis deserve better.

RAMZY MARDINI is an adjunct fellow at the Iraq Institute for Strategic Studies. EMMA SKY is a senior fellow at the Jackson Institute for Global Affairs at Yale University.

La Turquie ouvre le premier tunnel sous le Bosphore pour relier l'Asie et l'Europe

Istanbul

Correspondance

Les dirigeants turcs ont choisi le 29 octobre, jour du 90^e anniversaire de la République, pour inaugurer en grande pompe le tunnel ferroviaire sous le Bosphore, le « chantier du siècle » selon les autorités.

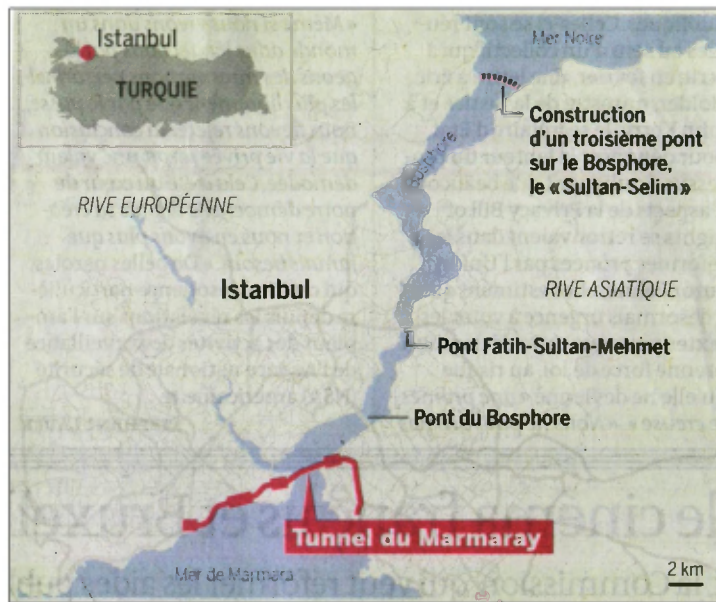
Après neuf ans d'attente, le Marmaray, un tunnel de 14 km dont une portion immergée de 1 400 mètres, relie les deux rives du détroit du Bosphore. Mardi, il va transporter ses premiers passagers d'Asie en Europe. Avec pour objectif de fluidifier le trafic intercontinental, sur un trajet effectué quotidiennement par plusieurs millions de Stambouliotes.

« Ce n'est pas le projet du siècle mais le rêve de plusieurs siècles qui se concrétise », avait déclaré, en août, le premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, aux commandes du train qui effectuait les premiers tests dans le tunnel.

Le Marmaray est le premier d'une série de projets pharaoniques lancés en 2004 par le Parti pour la justice et le développement (AKP) au pouvoir à Istanbul. D'un coût total de plus de 3 milliards de dollars (2,17 milliards d'euros), il a été financé en grande partie par l'Agence de coopération japonaise internationale. Un tel ouvrage sous-marin avait déjà été imaginé en 1860 par un ingénieur français, Simon Préault, qui avait remis ses plans au sultan Abdülhamit II. Mais il n'avait jamais pu être réalisé.

Avec le Marmaray, quatre minutes seront nécessaires pour passer d'Europe en Asie, en franchissant le Bosphore, et une heure trente pour traverser l'agglomération. Environ 75 000 passagers par heure pourront être transportés dans chaque sens, à raison d'un train toutes les deux minutes aux heures de pointe. De quoi réduire un peu les problèmes de transport dans une ville de quinze millions d'habitants qui frôle la saturation automobile. Un deuxième tunnel, pour les voitures, devrait être achevé en 2015.

Ce nouvel axe ferroviaire sera connecté au métro, dont le réseau s'étend progressivement sur les deux rives d'Istanbul, ainsi qu'à la



ligne de train à grande vitesse en cours d'aménagement vers la capitale, Ankara, dont un tronçon est également inauguré mardi. La part du rail dans le transport urbain devrait bondir de 4 % à 28 %.

Rien n'a pourtant été simple depuis 2004, année où fut lancé le Marmaray. La nature de l'ouvrage, posé à 61 mètres de profondeur, constituait une première difficulté. Le tunnel se trouve à moins de vingt kilomètres de la faille sismique nord anatolienne, jugée hautement sensible : les scientifiques estiment possible un séisme de plus de 7 sur l'échelle de Richter dans les trente prochaines années. Les ingénieurs ont donc conçu une structure antisismique flexible, comme celle des gratte-ciel. Les travaux ont été dirigés par le groupe japonais Taisei.

Découvertes archéologiques

Le chantier, qui devait initialement être achevé en quatre ans, a pris beaucoup de retard. Dès les premiers coups de pelleuse à Yenikapi, sur la rive européenne, où a été construite l'une des trois gares souterraines, d'importantes découvertes archéologiques ont été faites. Des dizaines de milliers d'objets enfouis dans le sol limoneux ont révélé des pans inconnus de l'histoire de la ville. Les vestiges bien conservés du port byzantin de Théodose ont été mis au jour,

ainsi que les épaves de trente-cinq navires datant du V^e au XIII^e siècle, avec leurs cargaisons, ce qui a permis de reconstituer une partie des routes commerciales de l'époque. Un village et une nécropole néolithique ont également été découverts en 2007, ce qui fait remonter l'histoire d'Istanbul à 6 500 ans

Un troisième pont fortement contesté

Le futur troisième pont sur le Bosphore, dont le chantier a été inauguré fin mai, est, parmi les grands projets d'infrastructures lancés ces dernières années par le gouvernement de Recep Tayyip Erdogan, l'un des plus contestés. Enjambant le détroit au nord d'Istanbul, ce nouvel axe devrait désengorger les deux ponts existants et détourner une grande partie du trafic de poids lourds sur un axe autoroutier Est-Ouest qui ira vers la Grèce et la Bulgarie dans un sens, vers Ankara dans l'autre. Mais urbanistes et défenseurs de l'environnement dénoncent une absence de concertation et un désastre écologique déjà visible sur les images aériennes du chantier avec la disparition de milliers d'arbres.

avant Jésus-Christ, selon l'archéologue Mehmet Ali Polat. Toutes ces découvertes devraient être exposées dans un « archéo-parc », envisagé par la municipalité d'Istanbul.

Les excavations ont duré plus de huit ans. De quoi agacer Recep Tayyip Erdogan, impatient de voir se concrétiser le projet. Critiquant ceux qui « défendent de la vaisselle

et des poteries », il a pressé les archéologues d'en finir. Le chantier de fouilles a fermé en avril, probablement sans avoir livré tous ses secrets.

Le premier ministre entend profiter de cette inauguration pour promouvoir sa politique urbaine, vivement critiquée lors des manifestations de la place Taksim du printemps. D'autres grands projets sont envisagés : un aéroport d'une capacité de 150 millions de passagers sur la rive européenne, ce qui en ferait le plus grand du monde, une mosquée géante pour 15 000 fidèles et un canal pour doubler le Bosphore. ■

GUILLAUME PERRIER

L'étalement urbain vers le Nord grignotera un peu plus la forêt de Belgrade, le dernier « poumon vert » d'Istanbul, et satisfiera avant tout les appétits des promoteurs immobiliers en ouvrant de nouvelles zones à la spéculation.

Le futur pont du « Sultan Selim », long de 1 200 mètres, est aussi perçu comme une provocation par les alévis, importante minorité religieuse de Turquie, pour qui le souverain ottoman du XVI^e siècle reste associé à des massacres contre leur communauté. Le lendemain de l'inauguration du chantier, les alévis s'étaient rendus en masse pour manifester sur la place Taksim, pour le premier jour des rassemblements antigouvernementaux du printemps.



Victoire de kurdes syriens contre des djihadistes à la frontière

BEYROUTH -26 oct. 2013 - *Oliver Holmes (Reuters)*

DES KURDES SYRIENS ont pris le contrôle d'un poste situé à la frontière avec l'Irak, après trois jours de combats contre le groupe djihadiste de l'Etat islamique d'Irak et du Levant (EIL), lié au réseau Al Qaïda, ont annoncé samedi des combattants et des observateurs.

L'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), proche de l'opposition au président Bachar al Assad, a précisé qu'il s'agissait du poste-frontière de Yaroubiya, contrôlé depuis mars par l'EIL qui l'avait pris à l'armée fidèle à Damas.

Les miliciens kurdes des Unités de défense populaire (YPG) ont précisé que les combats continuaient dimanche matin et que le poste-frontière donnait une ouverture sur le Kurdistan irakien aux combattants, pris entre les groupes djihadistes d'un côté et des forces turques de l'autre.

Il est "trop tôt pour envisager d'utiliser le passage", a cependant prévenu Redur Xelil, porte-parole des YPG.

La Turquie et l'Irak, préoccupés par la montée en puissance d'Al Qaïda en Syrie, se sont promis vendredi d'améliorer leurs relations, tendues par le rapprochement entre Ankara et le Kurdistan irakien, et de coopérer davantage pour limiter les retombées de la guerre civile syrienne.

L'OSDH a par ailleurs fait état samedi de la mort de 40 personnes lors d'un attentat à la voiture piégée, mené la veille contre une mosquée de Ouadi Barada, dans la province de Damas.

L'agence officielle Sana a confirmé l'attaque, et a annoncé la mort de nombreux "terroristes", selon la terminologie officielle pour désigner les insurgés.

La télévision officielle a elle annoncé vendredi le décès d'Abou Mohammad al Golani, meneur des djihadistes du Front al Nosra, mais l'OSDH s'est fait l'écho d'un démenti de deux cadres du groupe rebelles. ●

LE SOIR

26 OCTOBRE 2013

Par AFP

<http://www.lesoir.be>

Syrie: plus de cent morts pour la prise d'une armurerie à l'armée

Des combats d'une violence inouïe opposant l'armée à des rebelles et des jihadistes qui cherchent à s'emparer d'une très vaste armurerie en Syrie ont fait plus de cent morts en moins d'une semaine, a indiqué samedi une ONG syrienne

Important arsenal, et des dizaines d'autres parmi les rebelles et les jihadistes, dont des combattants étrangers", a affirmé à l'AFP Rami Abdel Rahmane, directeur de l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

Les combats ont lieu à Mahin et dans les villages alentours de Sadad (majoritairement chrétiens) et d'As Soukhna, selon cette organisation qui s'appuie sur un vaste réseau de militants et de sources médicales à travers le pays.

Dans l'est, des combattants kurdes ont conquis un poste-frontière avec l'Irak, contrôlé jusque là par des jihadistes, a indiqué l'OSDH, une position importante car lieu de transit pour les hommes et munitions.

Cette bataille territoriale, qui met aux prises les Comités de protection du peuple (YPJ, principale milice kurde en Syrie) et les jihadistes de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIL) et du Front al-Nosra, se poursuivait dans la ville d'Alyaaroubi, a précisé l'OSDH.

Depuis plusieurs mois, jihadistes et Kurdes se disputent le contrôle du nord-est de la Syrie, riche en

pétrole et grenier à blé du pays.

Dans un conflit où l'opposition est de plus en plus atomisée les Kurdes défendent surtout leur territoire, d'où s'est retiré l'armée, désirant créer une zone autonome à l'instar des Kurdes d'Irak qui auto-administrent une région depuis plus de vingt ans.

Les groupes jihadistes eux, combattent à la fois le régime, les autres rebelles et les Kurdes afin d'instaurer leur pouvoir sur tout le nord et l'est et d'assurer la liaison avec l'Irak, où se trouve une réserve de combattants aguerris.

Au sud, les rebelles qui avancent depuis plusieurs mois dans la province de Deraa face aux troupes du régime, se sont emparés samedi de la localité de Tafas, qui relie l'est et l'ouest de la province.

Depuis début octobre, ils contrôlent une bande de territoire le long de la frontière jordanienne allant des environs de Deraa au plateau du Golan, occupé par Israël.

Damas accuse la Jordanie de laisser transiter les militants de l'opposition et d'accueillir des camps d'entraînement de combattants syriens.

Dans un nouveau bombardement de l'aviation du régime, trois enfants et un adulte ont été tués et au moins 15 civils blessés dans la ville rebelle de Raqa, tandis que



Des combats d'une violence inouïe opposant l'armée à des rebelles et des jihadistes qui cherchent à s'emparer d'une très vaste armurerie en Syrie ont fait plus de cent morts en moins d'une semaine, a indiqué samedi une ONG syrienne

sept soldats ont été tués dans une embuscade des jihadistes dans l'est de la province de Hama, au centre de la Syrie, selon l'OSDH.

Pour tenter de contrer cette violence, l'émissaire de l'ONU et de la Ligue arabe pour la Syrie Lakhdar Brahimi était samedi à Téhéran pour plaider en faveur de Genève-2.

Il a estimé, après sa rencontre avec le ministre des Affaires étrangères iranien, que la participation de l'Iran y était "naturelle et nécessaire", tout en ajoutant qu'aucune invitation n'avait pour l'instant été lancée.

M. Brahimi s'est déjà rendu en

Turquie, en Jordanie, en Irak, en Egypte, au Koweït, au sultanat d'Oman et au Qatar dans le cadre de cette tournée qui doit aussi le mener une nouvelle fois en Syrie.

Il essaye de convaincre toutes les parties de la nécessité de rassembler autour d'une table représentants du régime et de l'opposition pour tenter de trouver une solution politique au conflit qui a fait plus de 115.000 morts selon l'OSDH.

Le Front al-Nosra a démenti des informations de la télévision syrienne selon lesquelles son chef, Abou Mohammed al-Joulani, un jihadiste qui avait fait allégeance à Al-Qaïda en avril, avait été tué. ♦

Turkey

Nine decades of progress

UPDATE | Growing strengths

Toward the first 100 years of the Turkish republic

Nine decades ago, when Mustafa Kemal Atatürk became the founding president of the new Turkish republic, officially formed on Oct. 29, 1923, the country was a largely rural nation struggling to get back on its feet after the breakup of the Ottoman empire. In 1927, when the first census was carried out, Turkey had a population of 13.6 million. Today, it counts some 76 million citizens, half of them under the age of 30.

Before he died in 1938, Atatürk introduced significant reforms, turning his country toward the West and laying the foundations of a secular and modern state. Today, Turkey is the world's 17th-largest economy and a member of the Group of 20. Since 1952, it has also been part of NATO, and it is increasingly seen as a rising regional power.

In the past decade, Turkey has experienced growing prosperity, due partly to the political and economic stability achieved under a single-party government run by the Justice and Development Party (AKP). "Turkey was a sleeping giant," Prime Minister Recep Tayyip Erdogan stated in September, "however, that giant has now awoken." He added that Turkey was strong enough to "face any obstacle and weather any storm."

Since it came to power in 2002, the AKP government has maintained strong fiscal discipline and has invested in infrastructure and social reforms. Oct. 29 will mark the

opening of Marmaray, an underwater rail link connected to the city's train and urban transport network, which will facilitate the transport of passengers and freight between Europe and Asia. The Turkish government has planned other major projects ahead of the country's centennial in 2023, including the construction of a third bridge across the Bosphorus, which has already begun.

Turkey's economic resilience was demonstrated in the aftermath of the global economic crisis. "In Turkey, approximately 5 million jobs have been generated since the peak of the global crisis, while recording significant growth rates," Deputy Prime Minister Ali Babacan told the annual meeting of the International Monetary Fund in October. But while increased economic activity is fueling social transformation and the national income has quadrupled in the past decade, wide inequalities persist.

In the past decade, Turkey has experienced growing prosperity

The ruling AKP, serving its third term in power, remains the dominant force on the political scene. A wave of protests in May and June, harshly repressed, showed, however, that many young people aspire to a less conservative and more participatory form of governance. The glittering shopping malls and high-rise buildings that have transformed the urban landscape have raised concerns about the environmental impact and social costs of the building boom. Prime Minister Erdogan's increasingly mercurial style and his

references to religion have further polarized the country. The government successfully sidelined Turkey's powerful army, which had imposed an official ideology and staged several coups in the country's history, but Turkey's full democratic transformation has yet to be achieved.

In the spring, the government launched an initiative to reach a peaceful settlement with Turkey's Kurdish insurgents. The burgeoning dialogue has prevented clashes between Kurdistan Workers' Party (PKK) militants and government forces in recent months, but further steps are needed to turn this truce into lasting peace. At the end of September, the government introduced a new democratization package that contained positive measures but was widely seen as insufficient. "The package we are unveiling is not a package that can release all of Turkey's shackles and remove all their traces," said Prime Minister Erdogan, "but it is an important step in that direction, toward that goal."

Enthusiasm for accession to the European Union, which has made little progress in recent years, has declined in Turkey. Yet the prospect of membership still provides an important road map for raising Turkey's democratic standards. "In the light of the present global and regional climate," said President Abdullah Gül at the opening of parliament in October, "a Turkey that keeps a strong foothold in the E.U. can realize its major objectives and provide more effective support to its region."

To put economic growth on a stable and sustainable footing, say experts, Turkey still has to reduce its dependency on short-term capital inflows and costly imports of intermediary goods and energy. It also needs to focus more on research and development and promote innovation.

Turkey's active engagement in the Middle East and North Africa has been challenged by political turmoil in the region. The country is now sheltering half a million Syrian refugees. At home, electoral deadlines are looming. Local elections in March 2014 will be followed in the summer by the selection, by popular vote, of a new president when Gül's mandate comes to an end. Prime Minister Erdogan is widely believed to want the job.

As Turkey, having set itself lofty goals, embarks on the last decade of its first century, it faces a tougher global environment and a degree of uncertainty at home. The country has, however, provided ample proof of its dynamism and adaptability. Its positive outlook is underpinned by key assets, such as a young, tech-friendly population and a large internal market, which should continue to attract investors and promote economic expansion. ■



Steering a course for economic expansion: View of Sultanahmet, toward the Bosphorus and the port of Istanbul.

Syria beats deadline for declaration of weapons

GENEVA

List of sites arrives early; no word on whether discrepancy is resolved

BY NICK CUMMING-BRUCE AND MICHAEL R. GORDON

Syria submitted a formal declaration of its chemical weapons program and plans for destroying its arsenal three days ahead of the deadline, the international chemical weapons watchdog said Sunday.

The watchdog, the Organization for the Prohibition of Chemical Weapons, which is charged with monitoring and destroying the Syrian arms, said that it received the Syrian submission on Thursday and that the agency's Executive Council would consider the declaration's "general plan of destruction" by Nov. 15.

It was not immediately clear, however, whether the declaration's listing of Syria's chemical weapons sites was exhaustive, an important test of President Bashar al-Assad's willingness to cooperate with the program to eliminate his chemical weapons infrastructure and arsenal.

The chemical weapons agency declined to disclose or discuss the contents of the Syrian document, saying that such declarations are confidential.

American officials said in September that Syria's chemical weapons program included at least 45 sites. But when Syria submitted a preliminary declaration of its chemical weapons program that month, it declared only 23.

The State Department has never fully explained the discrepancy. Some of the gap, American officials have suggested, may reflect efforts by the Syrians to consolidate their chemical weapons stocks, as well as the haste in which the Assad government compiled its initial list.

But American officials have also suggested that Syria's preliminary declaration was not complete and stressed the need for the Assad government to do better in the formal declaration. "It is of the greatest importance that that document be complete," a senior State Department official said this month.

The United States has a number of ways to make its concerns about Syrian compliance known, including by direct

contact with Syrian officials. In the main, however, the Obama administration is counting on Russia to use its influence with Mr. Assad to persuade him to comply.

The initiative to eliminate Syria's chemical weapons program came from the Russians, who were looking for a way to protect the Assad government from an American-led airstrike that the White House had threatened after a chemical weapons attack in a suburb of Damascus on Aug. 21.

American and Russian officials hammered out the details of a disarmament plan in Geneva in September. Later that month, the United Nations Security Council adopted a resolution that required Syria to give up its arms.

That measure noted that if Syria failed to cooperate, the Security Council could take measures under Chapter 7 of the United Nations Charter, the strongest form of a council resolution. Such steps could include economic sanctions or even military action. Before any action could be taken, the issue would have to return to the Security Council for further deliberations; Russia, like the other permanent members, holds a veto on the council.

Syria's declaration arrived as the chemical weapons agency, which is based in The Hague, said its inspectors had visited 19 of the 23 chemical weapons sites that Syria initially listed and had completed the destruction of equipment for mixing chemical agents and loading weapons at the sites.

Michael Luhan, a spokesman for the agency, told reporters last week that by Thursday, Syria would "no longer have the capability to produce any more chemical weapons, and it will no longer have any working equipment to mix and to fill chemical weapons agent into munitions."

Patricia Lewis, the research director for international security at Chatham House, a research institute in London, said in a telephone interview that "the priority for the inspectors was to prevent another mass attack" using chemical weapons.

"They have clearly achieved a large proportion of what they needed to do in that respect," she added.

The goal of eliminating Syria's chemical weapons arsenal and capabilities by the middle of next year, however, remains a formidable one.

With inspectors moving toward completing the first round of the program, attention is shifting to the task of destroying an arsenal estimated to include 1,000 tons of precursor chemicals and nerve agents.

The United States has proposed shipping part of Syria's chemical stocks for destruction to other countries and has approached a number of governments.

Michael R. Gordon reported from Washington.

U.N. agency and Iran call nuclear talks productive

BY RICK GLADSTONE

Iran and the United Nations' nuclear monitoring agency said Tuesday that they had held a "very productive" two-day meeting aimed at resolving questions about the Iranian atomic energy program and that they would reconvene on Nov. 11 in Tehran.

The announcement, made in an unusual joint statement issued at the conclusion of the meeting, did not specify what progress had been made, but it said that Iran had presented a new proposal. The tone of the statement suggested renewed optimism that the concerns of the nuclear monitoring group, the International Atomic Energy Agency, would be addressed.

The meeting, held at the agency's headquarters in Vienna, was the first face-to-face encounter between Yukiya Amano, the agency's director general, and a delegation sent by Iran's new president, Hassan Rouhani, who has made it a priority to resolve the enduring nuclear dispute with the West.

Mr. Amano has been outspoken in his criticism of Iran's unwillingness to grant agency inspectors unfettered access to a restricted military site where the agency suspects that Iranian researchers conducted tests on trigger devices that could be used in nuclear weapons.

Iran, a signatory to the Nuclear Non-proliferation Treaty, has repeatedly asserted that its nuclear activities are peaceful. But the issue of access for inspectors has been an important obstacle, not only with the nuclear agency but also in broader negotiations with six world powers that are pressing Iran to curb its uranium enrichment program. Western nations and Israel suspect that Iran is using the program as a guise to obtain the capability of making an atomic bomb.

The joint statement, read by Tero Varjoranta, the agency's deputy director general, and posted on the agency's website, said the two sides had held "a very productive meeting covering past and present issues."

"Iran presented a new proposal on practical measures as a constructive contribution to strengthen cooperation and dialogue with a view to future resolution of all outstanding issues," Mr. Varjoranta said. Both sides agreed to meet on Nov. 11 in the Iranian capital "to take this cooperation forward," he added.

Mr. Rouhani has repeatedly said he wants to overcome the years of mistrust over Iran's nuclear intentions.

KDP Denies Closing Kurdistan Border to Salih Muslim

rudaw.net

ERBIL, Kurdistan Region – The Kurdistan Region's ruling Kurdistan Democratic Party (KDP) has denied it did not allow Syrian Kurdish leader Salih Muslim to travel to Europe through its territory.

KDP spokesman Jafar Eminki said that his party had nothing to do with the claim by Muslim, who is the leader of the Democratic Union Party (PYD), the group in control of Syria's Kurdish regions.

"We as the KDP have nothing to do with this (Muslim's entry) because the borders are controlled by the Kurdistan Regional Government (KRG), not KDP," Eminki said.

But Muslim said it was the KDP's Central Council that had decided to prevent him from entering the Kurdistan Region.



Leader of the Democratic Union Party (PYD) Salih Muslim. Photo: DIHA

"I was informed to use Baghdad, Damascus, Ankara or Tehran to reach Europe, but I did not do this. I reached abroad by the powerful will of our people," he said.

He claimed last week that he waited on the Kurdistan border for several days before he tried other ways to reach Europe for a conference.

At the Rosa Luxemburg Foundation in the German capi-

tal Berlin last week, Muslim said he had traveled from Erbil to Rojava, or Syrian Kurdistan, to attend the funeral of his son, who died in clashes with jihadi fighters. Salih claimed he was not permitted to return to Iraqi Kurdistan.

"When I was in Erbil, I was told my going to Rojava and return to Kurdistan Region was not an issue. On this basis I visited Rojava to attend the funeral of my son, Servan," he said.

In the past, the KDP and PYD have exchanged accusations over border closures and stopping humanitarian aid from reaching Syria's Kurdish regions.

The dominant PYD is a disciplined and powerful Kurdish party in Rojava, with its own fighting force known as the People Defense Units (YPG).

In the past several months YPG fighters have been locked in pitched battles with al-Qaeda's Islamic State of Iraq and Syria (ISIS) and Jabhat al-Nusra, who have tried to bring their fight against the Damascus regime into the relatively stable Kurdish areas.

In June 2012, the PYD signed an agreement with all

other Kurdish groups in Syria to form a united force and a joint administration. However, the group is now accused of violating the Erbil agreement and suppressing other Kurdish groups.

Syrian Kurdish factions so far have remained neutral in the Syrian conflict. They have refused to fight against or side with Damascus. They believe the best solution for Syria is to adopt a federal system and for the country's Kurdish regions to push for self-rule, modeled on Iraq's autonomous Kurdistan Region.

Meanwhile, the KRG Interior Ministry also denied it had closed the border with Syrian Kurdistan, saying it was the PYD which was responsible for the closure.

Muslim is to attend the Geneva II peace conference in Switzerland that is expected to be held next month.

The PYD has been at loggerheads with other Syrian Kurdish factions over control of Syria's Kurdish areas. It is also accused of having links with the regime of Syrian President Bashar Assad. ●

REUTERS

Iraqi Kurdistan plans 2nd oil export pipeline to Turkey

ISTANBUL -October 31, 2013 - By Humeyra Pamuk (Reuters)

IRAQ'S NORTHERN KURDISTAN region plans to build a second new oil export pipeline to Turkey within the next two years as it ramps up output independently of Baghdad, the region's natural resources minister said on Thursday.

Speaking at an energy conference in Istanbul, Ashti Hawrami, a member of the Kurdistan Regional Government (KRG), outlined an ambitious oil export growth strategy for the autonomous region, whose growing independence has angered Baghdad.

Construction of the first pipeline to Turkey is complete, and it is being tested ahead of the start of commercial shipments in the first quarter of 2014, officials said.

Kurdistan will track the volumes of its sharply rising crude oil exports on the pipeline independently of the central government, Hawrami said, adding the region ultimately aimed to produce 3 million barrels per day of oil for export.

"Oil and gas exports are not the monopoly of anyone in Baghdad," Hawrami said. "It is our duty to pursue oil and gas routes independently... Turkey has been the quickest to recognise the new realities of the region."

Energy-dependent Turkey has quietly built up a large commercial presence in northern Iraq and has courted Iraqi Kurds to form a closer partnership, a

move that has infuriated Baghdad, which claims the sole authority to manage Iraqi oil.

The Arab-led central government, at odds with the Kurdish-run enclave over control of oilfields and revenue sharing, has warned that independent Kurdish efforts to export its oil could ultimately lead to the break-up of Iraq.

"Turkey is aware of Iraq's concern... We have reminded Turkey that this is in breach of the agreement between the two countries that regulates exports from Iraq through the Turkish pipeline," Iraq's deputy prime minister for energy, Hussain al-Shahristani, told Reuters in Baghdad.

"Turkey assured us they respect that agreement and they will not allow any export of Iraqi crude without the permission of the federal government in Baghdad," he said.

But neither calls from Baghdad nor Washington have been enough to deter the Turks, the Kurds or the oil companies from forging ahead. Exxon Mobil, Chevron and Total have already signed exploration deals with Kurdistan.

A state-backed Turkish firm also was set up earlier this year to explore for oil and gas in Kurdistan as part of a strategy driven by Turkish Prime Minister Tayyip Erdogan.

Erdogan was meeting Iraqi Kurdistan Prime Minister Nacirvan Barzani in Istanbul as Hawrami spoke, a meeting at which energy cooperation was high on the agenda.

"We have shared our view that we want to increase our energy cooperation with both northern Iraq and with the Iraqi central government," said Turkish Foreign Minister Ahmet Davutoglu, who also met Barzani.

"We will continue to deepen our relations with all sides in Iraq," he told a news conference.

REVENUE SHARING

Kurdistan's first new pipeline will connect to an existing Iraq-Turkey line, which carries Kirkuk crude to the Mediterranean export outlet of

➔ Ceyhan. That pipeline has a capacity of around 1.5-1.6 million bpd but is poorly utilised.

Hawrami said Kurdistan's oil would first use the spare capacity in the Kirkuk-Ceyhan line but that once the region's production was ramped up, a second pipeline would be needed.

"We hope to complete this (second) pipeline in the next 18 months to two years," he said, adding its capacity would be at least 1 million bpd.

The first pipeline will connect to Kirkuk-Ceyhan on Iraqi territory, a decision whose implementation is being closely watched by the industry, but that does not mean Baghdad will have control over the exports, Hawrami said.

"We will independently monitor it... When we linked it to Baghdad's pipe-

line before, we lost thousands of barrels of oil," he said. "The pipeline is in our territory, and the ownership of the pipeline is where it lies."

Details of revenue sharing, the issue at the heart of the dispute with Baghdad, have yet to be clarified.

Turkey has repeatedly said it stands ready to support an arrangement under which 83 percent of oil export revenue goes to Baghdad and the remaining 17 percent to Kurdistan, based on the Iraqi constitution. There was even talk of opening an escrow account in Turkey.

Hawrami declined to give details.

"The net revenue belongs to all of us in Iraq; that's what we say should be subject to revenue-sharing," he said. ●



October / 28 / 2013

Turkish President Gül honors once defamed Kurdish singer Ahmet Kaya

ANKARA

Hounded out by nationalists 13 years ago, Kurdish folk singer Ahmet Kaya receives posthumous recognition from President Abdullah Gül for his 'unifying music'

President Abdullah Gül has honored the once-demonized Kurdish singer Ahmet Kaya, who died abroad in de facto exile 13 years ago, posthumously granting him the Presidential Grand Art and Culture Award and underlining the "unifying impact" of Kaya's overall artistic life.

Kaya, who would have turned 56 on Oct. 28, was given the award on the grounds that "through his music, interpretation and discourse, he brought together a lot of people from different views," according to a written statement released by the president's office to announce this year's awards.

Ahmet Sever, Gül's chief press adviser, said he had informed Gülten Kaya, the singer's widow, about the award over the phone before the decision was made public.

"Today is Ahmet's birthday. This is the biggest birthday present," Sever quoted Gülten Kaya as telling him over the phone.

Sever was also a member of the seven-seated selection committee for the presidential awards.

Another striking name on the list of award-winners was renowned economist Daron Acemoğlu, a Turkish citizen of Armenian origin. Acemoğlu was granted the award in the field of social sciences for "his different approach to theory and models of classical growth and development with a different perspective."

Back in 2011, the Turkish government intended to appoint Acemoğlu to a key diplomatic post, as representative at the Paris-based Organization for Economic Cooperation and Development (OECD).

Acemoğlu, professor of economics at the Massachusetts Institute of Technology



Ahmet Kaya, a legendary voice of protest music in Turkey, is among the four people and one institution to be awarded by the presidency

(MIT), said in response that he would be pleased to take the offer in the future, but was currently focused on his academic goals, Foreign Minister Ahmet Davutoğlu said at the time, praising his qualifications for such post.

Other winners included Professor Fuat Sezgin "for his precious works in the field of history of science and technology in Islam," Professor İskender Pala "for his contribution to literature," Professor Bekir Karlığa "for the point of view he brought to reconciliation between civilizations," as well as the Union Of Historical Towns, the President's Office announced.

Bitter story of exile

Ahmet Kaya was painfully forced into exile in Paris amid the undemocratic atmosphere of the late 1990s, a time when it was particularly difficult for intellectuals espousing leftist or Kurdish identities.

This atmosphere was a legacy of the traditional, denialist approach of the Turkish state to the Kurdish issue and was supported by both official governmental policies and the mainstream media. Both official policies and the media played a central role in a lynch campaign against

Kaya.

On Feb. 10, 1999, Kaya took the stage at the annual Magazine Journalists Association (MGD) awards ceremony to receive the honor of the musician of the year.

Before singing a song at the ceremony, Kaya said: "I thank all the people of Turkey for the award. I also have a statement; I will sing a Kurdish song on my next album, which I will release in the near future. I will also make a music video for this song. I know there are brave television stations that will air this music video. If they don't air it, I don't know how they will face the Turkish public."

This speech drew a hostile reaction from famous figures in the ceremony, including famous pop singer Serdar Ortaç, who has been reviled by parts of society ever since for his actions in denouncing Kaya.

"You must accept the Kurdish reality," Kaya said as guests began flinging knives and forks at him.

The incident led to Kaya's prosecution, forcing him to head for France.

On Nov. 16, 2000, Kaya died of a heart attack in Paris, where he is now buried. ■

Kurds, Turkey Edge Toward Oil Deal

ISTANBUL—Turkey and Iraq's semi-autonomous Kurds agree on an adage that gives Baghdad the fits: oil will always find a way to international markets.

With energy-hungry Turkey just across the border, the oil-rich fledgling Kurdistan Regional Government, or KRG, in northern Iraq is eager to start pumping crude, to broaden its independence from the central government and bolster its booming economy.

KRG's Energy Minister Ashti Hawrami said Thursday that Erbil will inevitably become a major exporter, outlining a path to export one million barrels a day by 2015, and doubling that by 2020.

"As we all know, nowhere in the world can one million barrels [of oil] per day remain stranded forever. So the oil export is a reality, it is happening and will happen in the future," Mr. Hawrami said. "Iraq's security and stability will be [determined by] the passage of the revenue sharing law...We believe that during and after that election will be a decisive period when people will have to agree on this long-outstanding issue."

But getting oil to world markets from Kurdistan is fraught with problems, chief among them the inability for the regional rulers in Erbil to agree with Iraq's central government in Baghdad about revenue sharing since 2007.

This month, Turkey, KRG and Iraq engaged in a flurry of diplomatic activity, which officials and analysts say may help resolve the gridlock as Kurds are getting closer to completing pipelines and clinching sales agreements with Ankara to start the northern oil flow. The talks come as Iraq prepares for next year's national elections, which the Kurds see as a critical turning point for their relations with the central government.

The inability to export oil and gas out of Iraqi Kurdistan hasn't stopped Erbil from signing deals with producers including oil and gas giants like Exxon Mobil Corp. and Chevron Corp., as well

as wildcatters like Genel Energy, the Turkish firm listed in London and run by former BP PLC chief Tony Hayward. Already, Genel is exporting about 40,000 barrels per day from the KRG, albeit via the costly and inefficient means trucking it to Turkey.

"This business has now reached a point of no return. Leave aside the political aspect of the matter, a fast-growing country like Turkey with constantly rising energy needs cannot remain indifferent to energy resources right under its nose—that would be treason," Genel's President Mehmet Sepil said Thursday in an interview. "As the KRG expedites the process to ship oil to Turkey, Baghdad is seeing that the crude will hit markets in one way or another."

Independent of the political gridlock, the private sector has been charging ahead in northern Iraq, at the risk of irking Baghdad.

In May, Turkey's Prime Minister Recep Tayyip Erdogan announced that a state-run oil company would work with Exxon to develop projects in the Kurdish region. Baghdad, which maintains that KRG's deals are illegal, has previously expelled Ankara's main oil producer from an exploration deal in the south.

Turkey and Kurdish leaders in Erbil completed the framework of an oil-sales agreement and signed the term sheet, with only a week's worth of work left to complete the deal, according to people familiar with the talks. But the process may take longer depending on political developments, said the people, who weren't authorized to discuss the matter publicly.

Another deal Ankara and Erbil are looking to complete is a gas-sales agreement, which would see KRG export by late 2016 as much as 10 billion cubic meters of natural gas a year to Turkey, which currently uses about five times that amount annually and imports almost all of its energy.

Meanwhile, the KRG is about to connect its oil fields with the Baghdad-controlled



Turkish Minister of Energy and Natural Resources Taner Yildiz

Kirkuk-Ceyhan pipeline, seeking to tap into Iraq's underutilized export route to Turkey, Mr. Hawrami said. He added that another pipeline will be completed in 18-to-24 months, directly linking KRG to Turkey, with a capacity to ship one million barrels of crude a day.

Yet despite the advances on the ground, Turkish and Kurdish officials are mindful of their Iraqi counterparts and reluctant to share details. Ever hopeful about diversifying Turkey's energy sources, officials in Ankara say meetings with Iraqi officials in recent months have been very constructive, without providing additional details.

On Wednesday, Turkey's Energy Minister Taner Yildiz echoed the enthusiastic tone at the sidelines of the conference, saying that while it is too soon to divulge details, Ankara hopes to announce a gas deal with the Iraq's Kurdish region as the process moves ahead.

"This is very important for both Turkey and Iraq. If gas and oil are being extracted somewhere, my friends, it will most certainly be exported after meeting that country's needs. And that will be an important process in the normalization of Iraq," Mr. Yildiz said. "I don't see any problems." ♦

AFP **Trois rebelles tués et trois arrêtés au Kurdistan iranien**

TEHERAN, 27 octobre 2013 (AFP)

TROIS REBELLES ont été tués et trois autres arrêtés lors d'un accrochage avec les forces de l'ordre dans la région de Baneh située à la frontière avec le Kurdistan irakien, a déclaré un responsable militaire iranien.

"Lors d'un affrontement qui s'est déroulé vendredi dans la région de Baneh trois membres d'un groupe terroriste ont été tués et deux autres ont été arrêtés", a déclaré le général Mohammad Hassan Rajabi, commandant des Gardiens de la révolution de la province du Kurdistan, qui a ajouté qu'un troisième homme a été arrêté samedi matin. Il n'a pas donné d'autres détails sur le groupe désigné.

Le 10 octobre dernier, six membres des Gardiens de la révolution, l'armée d'élite du régime iranien, ont été tués dans une accrochage avec des rebelles dans la région de Baneh.

En avril 2012, des rebelles kurdes avaient tué quatre Gardiens de la Révolution

dans la même région. L'attaque avait été menée par des membres du PJAK ***** (Parti pour une vie libre au Kurdistan), principal mouvement kurde de lutte armée contre le régime de Téhéran.

En septembre 2011, les Gardiens de la révolution avaient indiqué avoir "nettoyé" les zones frontalières du nord-ouest de l'Iran des groupes rebelles kurdes armés et tué 180 rebelles du PJAK. Depuis, les accrochages armés sont rares dans ces régions.

L'Iran a pendu samedi matin 16 rebelles dans la ville de Zahedan (chef lieu du Sistan Balouchistan dans le sud-est de l'Iran) en représailles après une attaque dans la nuit contre un poste-frontière qui a fait au moins 14 morts dans une région montagneuse à la frontière avec le Pakistan.

Les deux régions du Kurdistan et de Sistan Balouchistan comptent une forte minorité sunnite alors que la majorité de la population iranienne est chiite. ○

Le Point 27 octobre 2013

Syrie: des rebelles menacent les opposants tentés d'aller à Genève

D'importants groupes rebelles syriens ont menacé de juger pour "trahison" ceux qui dans l'opposition seraient tentés de se rendre à la Conférence de paix, dite de Genève-2, prévue en novembre.

L'organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) a annoncé dimanche avoir reçu jeudi de Damas le programme de destruction de son arsenal chimique, nouvelle étape dans la mise en oeuvre de la résolution 2118 du Conseil de sécurité, qui ordonne la destruction de l'arsenal chimique syrien d'ici mi-2014.

Sur un plan diplomatique, l'émissaire international Lakhdar Brahimi est attendu lundi à Damas, où il n'a plus mis les pieds depuis fin 2012, dans le cadre d'une tournée régionale pour tenter d'organiser, non sans difficultés, Genève-2.

Les éventuels participants à la conférence commettront une "trahison" dont ils devront répondre "devant nos tribunaux", ont ainsi prévenu dix-neuf importants groupes rebelles islamistes syriens, laissant clairement entendre qu'ils seront exécutés.

"Nous annonçons que la conférence Genève-2 n'est pas, et ne sera jamais le choix du peuple ou une revendication de notre révolution", ont annoncé ces groupes dans un communiqué lu samedi soir par le chef de la brigade Souqour al-Cham, Ahmad Eissa al-Cheikh.

"Pour nous, il s'agit d'un élément supplémentaire du complot visant à faire dérailler notre révolution et à la stopper", ont insisté ces groupes, dont certains font partie de l'Armée syrienne libre (ASL).

L'opposition syrienne, très divisée sur une

éventuelle participation à cette conférence de paix déjà plusieurs fois reportée, doit se réunir le 9 novembre en Turquie. Elle réclame des garanties qu'elle aboutira à un départ de Bachar al-Assad, ce que le régime rejette catégoriquement.

Ceci va rendre encore plus ardue la tâche Lakhdar Brahimi à Damas. Lors de sa dernière visite en Syrie, il avait appelé à un changement "réel" et à la formation d'un gouvernement de transition.

Le journal al-Watan, proche du pouvoir, avait rapporté qu'Assad avait mis fin à son entretien avec M. Brahimi lorsque ce dernier "avait osé s'enquérir de la question des candidatures lors des présidentielles" en 2014.

Le président iranien Hassan Rohani, qui le recevait dimanche a déclaré que l'expulsion des "groupes terroristes" du pays serait un premier pas vers un retour au calme, a rapporté l'agence officielle Irna.

Samedi, M. Brahimi avait estimé "naturel et nécessaire" que l'Iran participe à Genève-2.

REVERS POUR LES JIHADISTES À L'EST

Le diplomate algérien s'est déjà rendu en Turquie, en Jordanie, en Irak, en Egypte, au Koweït, au sultanat d'Oman et au Qatar. Jeudi, il a rencontré en Turquie le chef de l'Armée syrienne libre (ASL), principale formation rebelle, et d'autres dirigeants des combattants anti-régime.

Il essaye de convaincre toutes les parties de la nécessité de rassembler autour d'une table représentants du régime et opposition pour trouver une solution politique après deux ans et demi d'un conflit dévas-

tateur.

Dans l'est, les Kurdes ont conquis samedi un poste-frontière avec l'Irak, important lieu de transit pour les hommes et munitions, contrôlé jusque là par des jihadistes.

Ils ont poursuivi leur avancée dimanche en s'emparant de la quasi-totalité d'Alyaaroubié, ville frontalière où les combats se poursuivent, a indiqué l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

En position de faiblesse, les jihadistes de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIIL) et du Front al-Nosra, ont appelé à la rescousse leurs frères d'armes, selon l'OSDH.

Dans ce conflit qui a fait plus de 115.000 morts selon l'OSDH, les Kurdes désirent créer une zone autonome à l'instar des Kurdes d'Irak qui auto-administrent une région depuis plus de vingt ans.

Les groupes jihadistes eux, combattent à la fois le régime syrien, les autres rebelles et les Kurdes pour établir leur pouvoir sur tout le nord et l'est du pays et assurer la liaison avec l'Irak, où se trouve une réserve de combattants aguerris.

Dans le centre de la Syrie, rebelles et jihadistes tentent depuis lundi de s'emparer d'un important dépôt d'armes à Mahin.

En six jours, les combats ont fait "au moins cent morts dans les rangs de l'armée, qui défend un important arsenal, et des dizaines d'autres parmi les rebelles et les jihadistes", a indiqué samedi l'OSDH.

Dimanche, deux hommes et trois femmes ont été tués dans un bombardement du village chrétien de Sadad, proche de l'armurerie. □

Le Premier ministre irakien peine à convaincre les élus américains

www.hebdo.ch
Agence télégraphique suisse

Les élus du Congrès américain ont vivement critiqué leur hôte irakien, le Premier ministre Nouri al Maliki. Ils ont subordonné ses demandes d'aide militaire à des réformes significatives à Bagdad.

Le chef du gouvernement effectue sa première visite aux Etats-Unis depuis deux ans pour tenter d'obtenir d'urgence des hélicoptères de combat Apache ainsi que d'autres équipements militaires américains pour combattre les rebelles d'Al Qaïda dans son pays au moment où le conflit syrien déborde en Irak.

Mais les responsables américains, et tout particulièrement les élus du Congrès partisans d'une ligne diplomatique plus dure que celle adoptée par l'administration Obama, n'apprécient guère de voir le Premier ministre, de confession chiite, ignorer leurs



appels pour donner un rôle accru à la minorité sunnite et aux Kurdes dans son gouvernement.

Le rapprochement entre Bagdad et Téhéran intervenu depuis le départ d'Irak il y a deux ans des troupes américaines déplaît également à Washington. "La situation se détériore et il faut qu'il intervienne pour y mettre un terme", a déclaré le sénateur républicain

John McCain après avoir rencontré Nouri al Maliki.

John McCain fait partie des six membres démocrates et républicains de la Chambre haute du Congrès qui ont exhorté mardi le président Barack Obama dans une lettre à durcir son attitude vis-à-vis du chef du gouvernement irakien, accusé par ailleurs d'être partiellement responsable de la vague de violences qui secoue ces derniers temps son pays.

"S'il espère obtenir le type d'assistance qu'il réclame, il nous faut alors une stratégie et savoir exactement comment celle-ci va être mise en oeuvre et nous devons voir des changements intervenir en Irak", a ajouté John McCain.

Les élus du Capitole sont également mécontents des informations selon lesquelles l'Iran utiliserait l'espace aérien irakien pour dépêcher une aide militaire à son allié, le président syrien Bachar al Assad, engagé dans une guerre civile particulièrement meurtrière.

Nouri al Maliki a rencontré mercredi matin le vice-président Joe Biden. Il verra jeudi le secrétaire à la Défense, Chuck Hagel, à la veille de son entrevue avec Barack Obama.

(ATS)

REUTERS

Les Kurdes renforcent leur contrôle sur le nord-est de la Syrie

AMMAN - 28 octobre 2013 (Reuters)

DES COMBATTANTS kurdes cherchaient à asseoir leur contrôle sur une zone pétrolière du nord-est de la Syrie dimanche après avoir pris aux islamistes un poste-frontière avec l'Irak, apprend-on auprès de l'opposition syrienne.

Dans la ville frontière de Yaroubiya, des combattants liés au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) turc travaillaient à résorber des poches de résistance occupées par l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIL) et le Front al Nosra, deux groupes liés à Al Qaïda, ainsi que par le groupe salafiste Ahrar al Cham.

"Les Kurdes contrôlent désormais le poste frontière de Yaroubiya. Ils ont désormais le champ libre pour commercialiser le pétrole de la région, qui devrait appartenir à tous les Syriens. Des milliers d'Arabes ont fui", a déclaré Yasser Farhan, membre de la Coalition nationale syrienne (CNS, opposition).

La province d'Hassaké, frontalière avec l'Irak et la Turquie, compte plus d'un million d'habitants, dont 70% de Kurdes et 30% d'Arabes. Les combats qui s'y déroulent accentuent les lignes de fracture ethnique et confessionnelle en Syrie et menacent d'attirer les pays voisins dans la guerre civile syrienne.

Selon un communiqué de la CNS, l'infanterie irakienne a attaqué Yaroubiya samedi en coordination avec la milice kurde. Chez les rebelles syriens, on indique que l'aviation syrienne a également bombardé la localité.

"Le gouvernement irakien a commis une grave erreur par son ingérence inédite dans les affaires syriennes", lit-on dans le communiqué.

Le gouvernement irakien, dominé par les chiïtes, participe à l'acheminement en Syrie de milices chiïtes irakiennes qui combattent aux côtés de Bachar al Assad, accuse le communiqué de la CNS. Le président syrien est de confession alaouite, une branche de l'islam chiïte.

Un responsable irakien de la sécurité a démenti une participation à la prise de Yaroubiya. "La dernière chose dont nous ayons besoin est d'être attirés dans les combats militaires en Syrie. Nous ne nous y engagerons en aucune manière."

Selon d'autres responsables irakiens, certains des combattants kurdes blessés ont été évacués par des véhicules de l'armée irakienne et emmenés dans des zones contrôlées par des combattants kurdes irakiens et ensuite en Irak.

REMPART CONTRE AL QAIDA

Les combattants kurdes contrôlent plus de 90% de Yaroubiya, selon Rami Abdelrahman, qui dirige l'observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), une ONG proche de l'opposition.

Une vidéo publiée par l'OSDH montre des combattants kurdes s'occupant d'une tour au poste-frontière et d'autres portant le drapeau des Unités de défense populaire (YPG), une milice kurde.

Dans un communiqué, la milice indique que trois de ses membres ont été tués dans les quatre jours de combats qui ont été nécessaires pour prendre Yaroubiya. Elle accuse les combattants islamistes d'utiliser cette ville-frontière pour préparer des bombes et envoyer des kamikazes dans les régions kurdes.

Le rôle des Kurdes de Syrie dans la guerre civile, qui oppose des rebelles essentiellement sunnites à la minorité alaouite, →

⇒ est complexe.

Différentes milices kurdes ont combattu dans les deux camps tandis que la montée en puissance d'Al Qaïda a renforcé les combattants kurdes liés au PKK auquel s'opposent traditionnellement les partis politiques kurdes non violents.

Les Kurdes représentent environ 10% des 23 millions de Syriens. Ils sont concentrés dans la province d'Hassaké, autour de Damas et dans la province d'Ifrin au nord d'Alep, théâtre de durs combats entre Kurdes et rebelles arabes.

Depuis le début du soulèvement en mars 2011, le président Assad a retiré une grande partie de ses forces du nord-est kurde mais ses services de renseignements et la police secrète ont conservé une présence à Kamichli et Hassaké, les deux villes les plus importantes

de la région, selon des activistes.

Massoud Akko, une figure de la dissidence kurde qui vit en exil en Norvège, explique que la communauté kurde, tout en ayant une certaine appréhension au sujet du PKK et de ses alliés, ceux-ci sont considérés comme un rempart contre Al Qaïda.

"Avec la Coalition nationale syrienne qui reste silencieuse et la détérioration des conditions économiques dans le nord-est, les Kurdes n'ont personne vers qui se tourner, à l'exception du PKK et de ses alliés et du gouvernement irakien du Kurdistan", souligne Massoud Akko. ●

Avec Oliver Holmes à Beyrouth, Isabel Coles à Arbil et Ziad al-Sinjary à Mossoul; Danielle Rouquié pour le service français

le nouveau
Observateur

25 octobre 2013

Ankara et Bagdad se rapprochent, préoccupés par la Syrie

ANKARA (Reuters) - La Turquie et l'Irak, préoccupés par la montée en puissance d'Al Qaïda en Syrie, se sont promis vendredi d'améliorer leurs relations et de coopérer davantage pour limiter les retombées de la guerre civile syrienne.

Les deux pays entretiennent des relations tendues depuis plusieurs années, en raison notamment du rapprochement entre Ankara et le Kurdistan autonome irakien, en froid avec Bagdad au sujet de la répartition des terres et des revenus du pétrole.

"Au cours des deux dernières années, nos relations ont connu des moments problématiques", a déclaré le chef de la diplomatie irakienne, Hochiar Zebari, lors d'une conférence de presse commune avec son homologue turc, Ahmet Davutoglu.

"Mais le temps est venu pour nous de clore cette page et d'en ouvrir une nouvelle. Même si nous avons toujours certains désaccords, ce ne

sont pas des problèmes sans solution."

Les branches syrienne et irakienne d'Al Qaïda ont fusionné cette année pour former l'Etat islamique en Irak et au Levant, dont les combattants ont pris ces dernières semaines le contrôle de territoires dans le nord de la Syrie, près de la frontière avec la Turquie.

Ahmet Davutoglu a déclaré que ses discussions avec Hochiar Zebari avaient essentiellement porté sur la Syrie et qu'ils avaient convenu de mettre en place un mécanisme pour renforcer le dialogue entre leurs deux gouvernements.

"Nous sommes les deux pays les plus profondément affectés par l'évolution de la situation en Syrie", a dit le ministre turc, qui se rendra à Bagdad dans la première quinzaine de novembre, sa première visite dans la capitale irakienne depuis mars 2011.

A la question de savoir si le Premier ministre chiite irakien, Nouri al Maliki, comptait se rendre en Turquie, Hochiar Zebari n'a pas



répondu, se contentant de souhaiter l'approfondissement des liens entre les deux pays.

Outre la question du Kurdistan, une source de tension bilatérale est la présence en Turquie de l'ancien vice-président irakien Tarek al Hachémi, un sunnite condamné à mort à Bagdad pour avoir dirigé des escadrons de la mort.

Tarek al Hachémi, qui s'est réfugié l'an dernier en Turquie, nie ces charges et accuse Maliki de mener une chasse aux sorcières contre ses opposants sunnites.

Les Echos

30 octobre 2013

TOTAL : Découverte de pétrole et de gaz au Kurdistan irakien

PARIS, 30 octobre (Reuters) - Total a annoncé mercredi une découverte de réserves de pétrole et gaz grâce au puits Mirawa-1, sur le bloc Harir, situé à 60 km de la ville d'Erbil, capitale de la région autonome du Kurdistan irakien.

Trois tests de production ont été réalisés sur le puits avec des débits compris entre 3.200 et 3.900 barils par jour d'huile et trois autres tests ont notamment permis de prouver la présence de gaz et de condensats avec des débits d'environ 20 à 30 millions de pieds cube de gaz par

jour, a précisé Total dans un communiqué.

La compagnie pétrolière française détient une participation de 35% dans le bloc Harir, avec l'américain Marathon Oil (45%, opérateur) et le gouvernement régional du Kurdistan (20%).

Grâce à sa stabilité, le Kurdistan irakien est parvenu à attirer certaines des plus importantes compagnies pétrolières du monde. Il est désormais sur le point d'achever la construction d'un oléoduc vers la Turquie, qui, en théorie, pourrait



Total-Découverte de pétrole et du gaz au Kurdistan irakien | Crédits photo : Reuters

lui donner les moyens financiers d'une indépendance régulièrement évoquée par les autorités autonomes de la région.

Une telle perspective irrite le gouvernement irakien, qui revendique le contrôle exclusif des vastes ressources pétrolières de l'ensemble du pays.